

Doc 30078



COMITE POLONAIS DE LIBERATION NATIONALE EN FRANCE

8, rue Danton, Paris-5.

SERVICE DE DOCUMENTATION

N° 1

Octobre 1944

SOMMAIRE :

1. -- <i>Connaitre le vrai visage d'un pays frère</i>	... 3
2. -- <i>Que représentent les membres du CPLN à Lublin</i>	... 5
3. -- <i>Le renforcement de la petite propriété en Pologne</i>	... 6
4. -- <i>En marge du problème des frontières</i>	... 9
6. -- <i>Le drame de Varsovie</i>	...11
5. -- <i>La politique extérieure de la nouvelle Pologne</i>	...14
7. -- <i>Nouvelles des régions libérées.</i>	...15

85.3831

Connaître le vrai visage d'un pays frère

Nous souhaitons une Pologne unie, pour la Paix en Europe et pour le relèvement de notre patrie ravagée qui a besoin de tous ses enfants. Nous savons que les vœux des Français sont les mêmes, au moment où Mr. Mikolajczyk rencontre à Moscou le Président du CPLN de Lublin, Mr. Osobka-Morawski.

La France, notre sœur libérée, peut faire beaucoup pour la réconciliation de tous les éléments démocratiques polonais, grâce à l'autorité et à la confiance dont elle jouit parmi nos compatriotes. Elle le peut, à la condition d'être bien renseignée. Trop souvent, dans le passé, Français et Polonais, nous tombions tous victimes d'une double mystification, comme celle du tristement célèbre Mr. Beck. Cet homme qui incarnait aux yeux des Français abusés «l'opinion polonaise», s'abritait à Varsovie derrière les emprunts et les marques d'approbation, obtenus à Paris, chaque fois que l'opinion polonaise l'accusait de travailler contre la France.

Faute de documentation suffisante, il échappait souvent à la France combien certains événements d'ordre intérieur dans d'autres pays pesaient sur sa propre destinée. Par exemple, elle ne fut point alarmée par cette coïncidence que la Pologne reçut une nouvelle Constitution dictatoriale le jour même où Mr. Beck signait son pacte avec l'Allemagne hitlérienne, pacte dont les clauses secrètes, révélées trois ans plus tard, prévoyaient l'assassinat de la Tchécoslovaquie. Ce fut la fameuse Constitution de 1935, à laquelle près de 80 p. cent d'électeurs répondirent par le boycott ouvert des élections.

A-t-on jamais vu une résistance pareille en Allemagne, en Italie, ou dans un autre pays «autoritaire» ?

A-t-on jamais vu un mouvement semblable à celui de plus de trois millions de paysans qui arrêtent, d'un jour à l'autre, toute vente de leurs produits, tout en protestant de leur solidarité avec leurs compatriotes des villes qu'ils ne veulent pas affamer, mais qu'ils veulent aider dans leur lutte pour le rétablissement de la Constitution démocratique de 1921 ?

Cette grève paysanne, en faveur du retour à la Constitution conçue aux temps d'une véritable alliance franco-polonaise et étroitement liée à cette alliance, fut dirigée à l'époque par des chefs populaires, entre autres par M. Mikolajczyk en personne.

Le CPLN de Lublin qui, dès le premier jour de son existence, rétablit la Constitution de 1921, ne fait que continuer la politique de M. Mikolajczyk et de ses collègues, du temps où ils n'étaient pas encore associés, par un lien contre toute logique, à des Sosnkowski et autres continuateurs de la politique de Beck. Il faut espérer que Mr. Mikolajczyk et les autres démocrates, faisant partie du gouvernement de Londres, répondront à l'appel de leurs anciens compagnons de route, qui continuent le chemin choisi en commun.

1011

Voilà le vrai visage de la Pologne qu'un Français averti peut, par ailleurs, trouver aussi dans son propre pays.

500.000 Polonais vivent et travaillent depuis de longues années en France. Sous l'occupation allemande, des centaines parmi eux furent fusillés, des milliers emprisonnés pour leur lutte, coude à coude avec la Résistance française. Les COMITES POLONAIS DE LA LIBERATION NATIONALE EN FRANCE, créés dans tous les bassins miniers et régions agricoles, ont organisé ces hommes et ces femmes dans les rangs de la France Combattante. Des centaines de milliers de tracts, journaux et brochures édités par les CPLN, leur transmettaient les mots d'ordre du CNR, du COMAC, du GPRF. Les Partisans et les Milices Patriotiques polonaises, dans les cadres des FFI, ont mis sur pied plus de 20 mille combattants dans les journées glorieuses de la libération de la France. Ils étaient 9 mille dans le Nord et le Pas-de-Calais. Ils étaient 600 à la libération de la ville d'Autun en Bourgogne. Ils étaient les premiers à entrer dans Lyon libéré (le bataillon polonais "Bartosz Gtowacki"). Dans le Tarn, ils soutinrent, à eux seuls, de lourds combats de plusieurs jours contre les colonnes boches motorisées. Ils perdirent de nombreux compatriotes à la libération de la ville d'Albi. Dans le Gard, ils étaient à la pointe du combat.

Et c'est d'autant plus remarquable qu'il ne leur manquait pas de conseils perfides, semés par une organisation de Sosnkowski qui se dit aujourd'hui „résistante“, mais qui, pendant les quatre années d'occupation, prêchait l'attentisme, le mépris de la France, l'antisémitisme, sans parler de son antisoviétisme virulent. L'immigration polonaise, profondément attachée à la France, a su en dépit de ces conseils, forger son unité autour du CPLN.

**

Aujourd'hui, la Pologne, comme ses fils ici en France, retrouve son unité de combat et, tout comme la France, elle rejette tout résidu hitlérien ou hitlerophile, tandis que ses enfants, y compris les égarés mais fidèles, serrent les rangs pour faire revivre la patrie martyre. En ce moment pathétique, il nous semble plus que jamais nécessaire de montrer aux Français, nos amis de toujours, le vrai visage de notre pays. Nous voudrions empêcher à l'avenir toute mystification par de faux représentants de notre peuple. Nous désirons contribuer, PAR LA VERITÉ, à la création de liens solides, politiques, économiques et culturels, entre la France et la Pologne rénovées. Enfin, nous espérons vous faire apprécier et aimer ces milliers d'immigrés, dont une partie afflue toujours vers les fronts sous les glorieux drapeaux des FFI, tandis que l'autre partie, plus agée, forge déjà dans les mines et usines des armes de victoire pour la France.

Voilà pourquoi nous avons entrepris l'édition de la présente documentation. Aux lecteurs, de juger dans quelle mesure nous aurons su remplir cette tâche.



Que représentent les membres du C.P.L.N. à Lublin

Appelé par le Conseil polonais de l'Intérieur, au moment où l'Armée Rouge et l'Armée Polonaise franchissaient les frontières de la Pologne, le C.P.L.N., siégeant à Lublin, assume la tâche de la reconstruction du Pays et de l'administration des territoires polonais libérés.

Le C.P.L.N. ne s'octroie pas de pouvoirs définitifs, il souligne lui-même son caractère provisoire. Il place toute son activité dans le cadre de la Constitution polonaise, la seule légale, parce qu'élaborée en 1921 par l'Assemblée Constituante du Pays.

Il serait intéressant de remarquer que ce Comité, tout en ayant le caractère d'un gouvernement de fait, a évité de prendre la dénomination de Gouvernement Provisoire, tout comme ses membres ne se donnent pas le titre de ministres. Ceci dans un souci évident de ménager les susceptibilités et de faciliter l'union avec les éléments démocratiques polonais de Londres, réservant la primauté de ce titre au gouvernement, issu du rapprochement probable entre ces éléments et le C.P.L.N.

Les hommes qui composent le C.P.L.N. sont tous des patriotes ayant fait leurs preuves dans la lutte pour l'Indépendance du Pays.

Ils représentent les partis démocratiques les plus importants, tels que le Parti Socialiste, le Parti Populiste (Pay-san), le Parti Chrétien-Démocrate, le Parti Ouvrier Polonais (Communiste) et quelques autres groupements.

En voici quelques membres principaux:

B. Osubka-Morawski, président du C. P.L.N., chef du département des Affaires Etrangères, membre influent du Parti Socialiste et syndicaliste connu.

Wanda Wasilewska, vice-présidente du

C.P.L.N. et du département de l'Agriculture, écrivain très connue, fille du premier ministre des Affaires Etrangères de Pologne en 1918, le célèbre écrivain socialiste Léon Wasilewski, présidente de l'Union des Patriotes Polonais en URSS,

Dr. Boleslaw Drobner, département du Travail et de Prévoyance Sociale, membre du Comité Central du Parti Socialiste, membre du Comité Exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste.

Gén. Rola-Zymierski, commandant en chef de l'Armée Polonaise, ancien officier autrichien, un des chefs de la Légion polonaise, créée par Pilsudski en 1914-15, emprisonné par les Allemands en 1915; plus tard un des plus intimes collaborateurs du gén. Sikorski, puis emprisonné par Beck en 1926 et condamné à 5 ans de prison sur l'ordre du gouvernement de la «Sanacja». Depuis 1939 — organisateur de la guérilla paysanne en Pologne; à la tête de l'Armée Polonaise depuis 1944.

Gén. Berling, adjoint du gén. Rola-Zymierski à la Guerre, ancien chef de l'Etat-Major de la 5-ème Région Militaire de Cracovie, organisateur de l'Armée Polonaise en URSS.

Mr. Rzymowski, Arts et Culture, membre de l'Académie de Littérature, prés. du Parti Chrétien-Démocrate.

Hanemann, Finances, membre du Parti Socialiste.

Ing. Grobecki, Transports, militant démocrate, fondateur du premier syndicat professionnel des Ingénieurs en Pologne.

St. Jedrychowski, Propagande, membre du Parti Ouvrier Polonais, un des organisateurs du mouvement de gauche de la Jeunesse estudiantine en Pologne.

Rackiewicz, Intérieur, militant paysan, instituteur.



Le renforcement de la petite propriété en Pologne

Quel sera le régime économique et social choisi par la Pologne, libérée avec l'aide de l'Armée Rouge? Ce problème capital, qui soulève la curiosité générale et parfois certaines craintes, peut déjà être partiellement étudié, à la lumière des mesures prises par le CPLN de Lublin, surtout dans le domaine de la propriété agricole.

On peut considérer cette dernière comme la pierre de touche de toutes les mesures gouvernementales dans un pays où, jusqu'à la guerre, les trois quarts de la population vivaient à la campagne.

Mais voyons d'abord, en bref, quelle était l'image de cette campagne.

SEMI-FÉODALITÉ

Il y avait, en chiffres ronds, 4 millions de familles paysannes et 19 mille familles de hobereaux à la campagne polonaise avant la guerre.

Les quatre millions de familles paysannes possédaient 60 pour cent des terres du pays. Environ 40 pour cent de ces terres appartenaient aux 19 mille anciens féodaux.

Si, en moyenne, la famille d'un "châtelain" détenait autant de terres que 400 familles paysannes, il y avait en Pologne des domaines monstres, tel le "fidei-comis" (bien héréditaire et inaliénable) de l'aîné des princes Radziwill: 170 mille hectares de terre, sans compter les biens de ses cadets qui se chiffraient au total à plus de 150 mille hectares!

Autour de tels domaines, des milliers de paysans, dont une partie végétait sur de misérables lopins de terre (1-3 hectares), étaient obligés très souvent de fournir leur travail à l'ancien seigneur pour le seul droit de planter quelques pieds de pommes de terre ou de faire paître une vache sur les terres de celui-ci. Rien d'étonnant que, disposant de cette main-d'œuvre quasi-gratuite, les gros propriétaires fonciers aient renoncé à toute nouvelle acquisition de machines agricoles, dont le nombre diminuait même sans cesse.

Le paysan polonais allait nu-pieds, sauf le dimanche. La plupart des enfants paysans ne connaissaient pas le goût du sucre. En même temps les deux grandes usines polonaises d'engrais chimiques ("Chorzow" et "Moscice") arrêtaient quasi-totalement leur production, faute d'acheteurs.

Le marché intérieur en Pologne devenait de plus en plus restreint.

On manque encore de précisions, mais on imagine facilement dans quelle mesure l'occupation hitlérienne a aggravé cet état de choses. Le relèvement de la Pologne est devenu, avant tout, le problème du RELEVEMENT DE LA PAYSANNERIE, impossible sans une transformation fondamentale des rapports sociaux à la campagne.

LA RÉFORME AGRAIRE

La Diète polonaise avait adopté, il y a bientôt vingt-cinq ans, une loi sur la RÉFORME AGRAIRE qui prévoyait le morcellement obligatoire des grandes propriétés d'origine féodale.

Mais en 20 ans, dix pour cent des terrains destinés à la réforme, ont été effectivement morcelés. A cette cadence, il aurait fallu que les paysans n'attendent pas moins de deux siècles la réalisation complète de la réforme.

Quelle fut l'attitude envers ce problème du premier gouvernement polonais sur les terres délivrés des Allemands? Le jour même de sa formation, le CPLN annonça, dans le message que nous venons déjà d'évoquer, LA MISE EN VIGUEUR IMMÉDIATE ET GÉNÉRALE DE LA RÉFORME AGRAIRE, promise au peuple il y a 25 ans.

Voyons le texte même du Manifeste qui annonce cette réforme importante :

(B.L.)

« Il sera constitué un Fonds national agricole, soumis au Département de l'Agriculture et des Réformes agraires.

« Ce Fonds sera constitué par les propriétés suivantes (y compris les bâtiments, l'outillage et le bétail) : les propriétés allemandes, les propriétés des traîtres à la nation, de même que les grosses propriétés au-dessus de 50 ha, sauf sur les territoires annexés par le Reich où ce plafond sera en principe de 100 ha. »

(N.D.L.R. : — La différence entre le plafond dans le "Gouvernement général" et les territoires de l'Ouest incorporés simplement dans le Reich, s'explique par le fait qu'il y a, en Pologne occidentale, des paysans dont les propriétés dépassent de beaucoup le plafond de 50 hectares. On voit dans quelle mesure le CPLN de Lublin se montre soucieux de préserver la propriété paysanne).

A LA PLACE DE L'ANCIENNE NOBLESSE — UNE ROBUSTE COUCHE PAYSANNE

Que deviendront les anciens propriétaires des terres reprises par le Fonds National Agricole ? Le manifeste répond à cette question :

« Les propriétés allemandes et celles des traîtres à la nation seront confisquées. Les grosses propriétés passent au Fonds National Agricole sans indemnité, mais il sera pourvu aux besoins de leurs anciens propriétaires. Les propriétaires qui se seront distingués dans la lutte contre les Allemands, auront droit à une aide plus grande de l'Etat »

Et que deviennent les biens, groupés ainsi par l'Etat ?

« Les propriétés groupées par le Fonds National Agricole, seront réparties entre les paysans pauvres, moyens, paysans sans terre, salariés agricoles et paysans chargés de familles nombreuses.

« Les terres, attribuées aux paysans moyennant une contribution minime (NDLR — pour le principe), ainsi que leurs anciennes possessions constituent LA PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE DE CHACUN.

« Le Fonds Agricole a pour tâche de créer de nouvelles propriétés, tout en complétant les plus petites, en prenant pour base une économie moyenne de 5 ha de surface ».

On ne manquera pas de remarquer l'absence totale de toute idée de « kolkhoz » et le caractère nettement individualiste, L'ESPRIT PAYSAN du document précité. Le même esprit préside aux parties du Manifeste, consacrées à la politique industrielle et commerciale. Nous y reviendrons prochainement. Citons pour l'instant ce petit passage seulement :

« Les lois allemandes qui empêchent la libre activité économique et l'échange entre la campagne et la ville, seront supprimées. L'ETAT PRETERA SON APPUI A L'INITIATIVE PRIVÉE, en accélérant le rythme de la vie économique, de même qu'il soutiendra le développement de la coopération ».

LA QUESTION DES BIENS DE L'EGLISE

En revenant à la réforme agraire, nous devons une petite explication à tous ceux qu'étonne le fait que le décret du CPLN sur l'exécution de la réforme agraire, émis peu après, exonère de la reprise obligatoire LES BIENS DE L'EGLISE, dépassant le plafond prévu. Pour comprendre cela, il faut tenir compte des persécutions effroyables, supportées par l'Eglise catholique pendant les cinq années d'occupation hitlérienne en Pologne, de l'héroïsme avec lequel la plupart des prêtres défendaient le patrimoine national. Dans ces jours sombres, l'Eglise était devenue un des principaux repart du patriotisme, de la langue et de la culture nationale en Pologne. Il serait injuste et nocif pour l'unité nationale d'ajouter de nouvelles difficultés à celles que l'Eglise polonaise vient de subir. Les membres du CPLN, en majorité partisans de la laïcisation complète de l'Etat, ont été unanimes à ménager la position économique de ce

foyer précieux de la résistance contre les envahisseurs et du relèvement du pays. Le Manifeste du CPLN déclare que :

«La propriété arrachée par les Allemands aux citoyens particuliers, aux paysans, artisans, commerçants, industriels, aux Institutions et à l'Eglise, sera rendue à ses possesseurs légitimes»

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA RÉFORME

Si la Pologne devient, comme se le propose le CPLN de Lublin, un pays de petits et moyens paysans, auxquels leur propriété permettra de vivre en aisance, du même coup un vaste marché intérieur s'ouvrira en Pologne, comme il s'était ouvert en France dans les années qui suivirent la Grande Révolution et qui virent l'essor fabuleux de l'industrie française au XIXème siècle. Le manque de ce marché intérieur était à la base de la faiblesse économique, sociale et militaire de la Pologne d'avant-guerre. Il condamnait l'industrie polonaise à une vie rachitique, au dumping ruineux pour le pays et pour ses concurrents étrangers, à l'emprise des trusts qui drainaient les subsides et les primes d'Etat, tout en profitant de l'étroitesse des débouchés pour étouffer les petites entreprises et «carteliser» à outrance.

Maintenant, tout ça doit changer. «Si le paysan a de l'argent, tout le monde en a», dit le vieux proverbe français. Quatre millions de familles paysannes peuvent devenir acheteurs de l'outillage agricole, des engrais, des matériaux de construction, des objets ménagers, des vêtements etc... Une partie considérable des fils de ces familles peut et doit trouver sa place dans l'industrie qui travaillera pour ce marché paysan, en train de naître.

L'AVENIR DES RELATIONS ÉCONOMIQUES FRANCO-POLONAISES

Faut-il en déduire que cette Pologne rénovée par une paysannerie forte et aisée va se cantonner dans une autarchie quelconque ou limiter ses rapports commerciaux à ses voisins immédiats? Rien ne serait plus faux qu'une telle supposition.

Tout d'abord, la reconstruction du pays devasté et la mise en place des usines correspondant aux besoins élargis de la campagne, demandera, pendant de longues années, des importations de toute sorte. Les circonstances particulièrement favorables doivent permettre à l'industrie française de s'affirmer sur ce marché transformé, si elle sait en tirer parti.

Il y a quatre circonstances favorables, deux anciennes et deux nouvelles, à l'augmentation de l'activité économique française en Pologne. Parmi les premières comptons le goût traditionnel des Polonais pour la fabrication française et la connaissance des besoins polonais par l'industrie française.

Les nouvelles circonstances sont: l'une d'ordre politique, l'autre, d'ordre économique. La première, c'est la sympathie manifeste de la nouvelle démocratie polonaise envers la France du général De Gaulle. La seconde, c'est le rétrécissement inévitable de la position de l'Allemagne comme pays exportant en Pologne.

L'Allemagne, avec l'aide complaisante de M. Beck et de ses collègues, a pris dans les années qui précédèrent immédiatement la guerre, la première place dans l'importation des machines, du matériel électrique, des médicaments, des couleurs, et même des automobiles. La France était quasiment absente dans nos importations de machines, de moyens de transport, de matériel électrique, tandis que dans les produits de pharmacie et similaires son importation en Pologne représentait (en 1937) le quart de celui de l'Allemagne. Faut-il insister davantage?

Il est de la plus haute importance pour un pays comme la France, obligé de reconquérir sa place en Europe et dans le monde, de saisir les possibilités nouvelles, ouvertes devant lui dans un pays ami qui, encore en pleine lutte pour son existence, s'engage déjà courageusement sur les chemins d'une nouvelle démocratie politique et économique.

En marge du problème des frontières

Le 22 Juillet 1944, le CPLN lançait un Message à la Nation, précisant les problèmes essentiels de la politique intérieure et extérieure de la Pologne. Nous reproduisons ici les deux passages ayant trait à la question des frontières de la République Polonaise.

« *Debout pou une Pologne libre, pour le retour à la Mère Patrie, de la vieille Poméranie polonaise, de la Silésie polonaise, de la Prusse-Orientale, pour une frontière polonaise sur l'Oder.*

« *Debout pour une Pologne qui ne sera jamais plus menacée par une ruée germanique, pour une Pologne jouissant d'une paix stable, pour son épanouissement dans un travail constructif...*

« *...La frontière orientale doit cesser d'être une barrière entre nous et nos voisins, pour devenir un trait-d'union entre voisins amis. Elle doit être tracée conformément au principe : les terres polonaises — à la Pologne, ukrainiennes — à l'Ukraine soviétique, les bielorusses — à la Biélorussie soviétique, les lithuaniennes — à la Lithuanie soviétique.*

*

A ce propos, nous croyons utile de reproduire l'article suivant publié, il y a quelques mois, dans notre presse clandestine.

OU LA JUSTICE SOCIALE REJOINT LA JUSTICE NATIONALE

Nous avons consulté un ouvrage compétent, celui de Mr de Maronne, Professeur à l'Université de Paris, édité en 1931 sous le titre « Europe Centrale » (Géographie Universelle), Librairie Armand Colin.

Voyons d'abord pour les régions occidentales qui doivent revenir à la Pologne. Le Professeur de Martonne s'exprime ainsi sur la Silésie restée depuis plusieurs siècles sous la domination allemande :

« On remarque que la grande propriété s'est installée surtout dans la *région restée polonaise* où la germanisation s'est poursuivie jusque dans les temps modernes. Breslau était encore à la limite des campagnes polonaises en 1840; à la fin du XIX^e siècle, cette limite avait reculé sur une ligne Nord-Sud un peu à l'Ouest d'Oppeln. *Le paysan polonais*, longtemps serf, a vécu jusqu'aux temps modernes une existence misérable... ».

Hobereaux allemands, paysans polonais, tel est le visage des régions agricoles silésiennes de même que celles de la Poméranie (côté balte).

Voyons ce que dit le Professeur de Martonne sur la région industrielle de la Silésie :

« La plus grosse agglomération de la Silésie est née dans le Sud, sur un bassin houiller dont la richesse n'est dépassée que par celle de la Ruhr... L'industrie houillère et la métallurgie lourde se sont trouvées travailler ici dans des conditions particulièrement favorables. La concentration des mines était dès le principe accomplie, car elles appartenaient à un petit nombre de grands propriétaires terriens. Quelques-uns, comme le comte de *Donnersmarck*, qui tirait de ses domaines 2 millions et demi de tonnes de houille, sont devenus en même temps maîtres de forges. L'association mine-forge a toujours existé. *La main-d'œuvre polonaise*, dans un pays de grandes forêts et de sol ingrat, était d'un bon marché inconnu dans le reste de l'Allemagne.

« Les minerais de fer locaux ne suffisent plus depuis longtemps à la consommation des hauts-fourneaux (on en importait avant 1939, des mines soviétiques de Krivoi-Rog — NDLR), mais les minerais de zinc et de plomb alimentaient les fonderies les plus importantes de l'Allemagne. Un peuple de 200.000 mineurs doublé par les ouvriers des grandes usines métallurgistes, s'est rassemblé ici sur une surface étroite, portant la densité de la population à plus de 1.000 habitants au kilomètre carré. L'image même de la campagne a disparu entre les mailles serrées des voies de communication, des villes et des usines. Toute une vie ardente s'est organisée, avec un chevelu de voies ferrées, de conduites d'électricité et de gaz, de canalisation d'eau.

« ...L'Allemagne... a augmenté considérablement l'extraction dans les mines qui lui restent, la portant de 10 millions de tonnes, en 1913, à 27 millions, en 1926 ».

Ainsi, le Prof. de Martonne qu'il est difficile de soupçonner de parti pris, en 1931 surtout, où le débat n'était pas encore engagé, constate que dans ces régions :

- 1) La grande masse des travailleurs de la terre, des mines et des forges est de nationalité polonaise.
- 2) Les grands propriétaires terriens ainsi que les maîtres des mines et des forges sont d'origine allemande.

Le Professeur de Martonne cite comme exemple le comte von *Donnersmarck* dont les possessions s'étendaient d'ailleurs de deux côtés de la frontière germano-polonaise après 1921. Il en va de même pour Monsieur *Frick*, les fameux « *Ford silésien* », ministre nazi et associé des

trusts métallurgiques en Pologne. La même situation pour le prince von Pless, grand hobe-
reau et maître de forges allemand, dont le fief
s'étendait jusqu'au canon de Pchtchina en Po-
logne où toute la population travaillait dans les
usines, les forêts, les fermes appartenant à M. le
prince, mangeait du pain, buvait de la bière pro-
venant des minoteries et des brasseries de M. le
prince, voyageait dans les chemins de fer d'in-
térêt local, eux aussi de M. le prince von Pless.

Passons maintenant aux régions reconnues par
le CPLN comme terres ukrainiennes, bielorusses
ou lithuanienues. Voici par exemple ce que dit,
en 1931, le Professeur de Martonne à propos
des résultats d l'action polonisatrice des hobe-
reaux polonais dans la région de Wilno :

« Le Lithuanien des districts les plus pauvres
y reste réfractaire; il y est venu souvent après
avoir adopté le parler slave du Blanc-russe, pay-
san comme lui. Le Polonais est encore partout le
propriétaire, dont le domaine couvre 400 à 500
hectares, pour les trois quarts en forêts ».

Ajoutons à ces paroles du Professeur de Mar-
tonne qu'il y a aussi dans la région mentionnée
des propriétaires, comme le prince polonais Ra-
dziwill, possédant 170.000 hectares de terres et
le plus grand lac de cette partie de l'Europe :
Narotch. D'autres membres de la famille des
Radziwill possèdent chacun entre 60.000 et
100.000 hectares. Plus au Sud, dans les régions
ukrainiennes, se trouvent les domaines semblables
des comtes Potocki, Zamoyiski, etc..

Mais rendons la parole au Professeur de Mar-
tonne.

« Sur le Niemen et le Pripet, forêts et ma-
récages sont restés le domaine de populations sla-
ves, dont le niveau de vie n'a pas changé de-
puis le Moyen Age... Blanc-Russes et Lithua-
niens, au milieu desquels les Polonais sont éta-
blis comme un élément supérieur ».

En passant au Sud ukrainien, le Professeur de
Martonne mentionne :

« ...Tarnopol, centre de la colonisation po-
lonaise, s'appuyant sur l'église et la noblesse qui
possède encore de grands domaines au milieu de
petites propriétés ruthènes (ukrainiens — NDLR).

Mais les bénéfices tirés de ces régions par
les grands magnats polonais n'étaient pas d'or-
dre et d'origine exclusivement agricoles. Si le
prince Radziwill, les comtes Zamoyiski et les
autres préféraient participer aux mêmes trusts si-
lésiens que les Frick, les von Donnersmarck et
les von Pless ou encore exporter le gros de leurs

capitaux bien loin de la Pologne, ils ne dédaig-
naient pas les profits des grandes scieries de la
région de Lwow ou d'une des industries les plus
« trustées » en Pologne, celle du sucre. Et voici
qu'en parlant des régions ukrainiennes, le Pro-
fesseur de Martonne indique :

« ...C'est même là que se trouve à Chodo-
row, la plus grosse sucrerie, qui consomme douze
wagons de charbon par jour, emploie 1.000 ouy-
riers et livre à la consommation 150.000 tonnes de
sucre par campagne ».

Faisons le point, comme nous l'avons fait pour
la Silésie. De la description du Professeur de
Martonne, il résulte que dans ces régions :

- 1) Le grand propriétaire semi-féodal ou co-
lon, est polonais.
- 2) Le petit paysan exploité est, suivant la ré-
gion, lithuanien, bielorusse ou ukrainien.

Citons encore, à titre d'exemple, les chiffres du
recensement officiel polonais en 1931, pris dans
trois départements des régions en question :

Département de Polesie (bielorusse, région du
Pripet) — d'après la statistique polonaise —
14,50% de Polonais.

Département de Sanislawow (ukrainien) —
22,50% de Polonais.

Département de Wolhynie (ukrainien) —
16,50% de Polonais.

**

Le capitaine Jencrychowski, des Forces Ar-
mées Polonaises en URSS, a déclaré dans un
récent discours que la proposition soviétique fai-
sait de la Pologne future « un Etat moderne,
vraiment européen et viable » puisque appuyé sur
un large accès à la mer et une puissante région
industrielle, dont nous venons de citer la descrip-
tion donnée par le géographe français.

On pourrait ajouter à cela que, dans cette so-
lution du problème des frontières, la justice na-
tionale se double de justice sociale. C'est une
poignée de maîtres de forges allemands qui pro-
fite de l'oppression nationale des millions de tra-
vailleurs polonais à l'Ouest. C'est une poignée de
féodaux polonais qui profite de l'oppression des
millions d'Ukraiens, de Bielorusses et de Li-
thuanienus.

Et le ferment national, doublé d'un ferment
social, troublait la vie intérieure du jeune Etat
polonais.

Le nouveau règlement des frontières rendra
la Pologne non seulement viable du point de vue
économique, mais homogène du point de vue na-
tional, et libérée des troubles intérieurs, dange-
reux pour la paix de l'Europe.

Le drame de Varsovie

„N'attendez pas, qu'aveuglé par une vanité nationale, excité par un patriotisme mal compris, je ne fasse entendre que des paroles pompeuses... Dévoiler les fautes des chefs, c'est rendre hommage à la Nation. Elle a été grande et sublime, ils ont été mesquins et rampants.

Elle ne doit pas subir l'ignominie de leur conduite, il faut qu'ils la dévorent eux-mêmes. Je ne veux pas écouter ceux qui, semblables aux femmes que la prétention de passer pour belles oblige de cacher les défauts de leur corps, me conseillent de ne pas révéler nos fautes aux étrangers. Les peuples ne sont plus étrangers les uns aux autres. Le danger commun cimente une union entre eux..."

(T. Krempowiecki, à la première fête commémorative de l'insurrection polonaise de 1830, célébrée à Paris, sous la présidence de Lafayette).

Il est indéniable aujourd'hui, à la lumière des faits et des documents, que le déclenchement prématuré de l'insurrection fut une opération de politiciens, en dehors de toutes préoccupations d'opportunité militaire.

Au début du mois d'août, M. Mikolajczyk, président du gouvernement polonais de Londres, se rend à Moscou où, en vue d'un rapprochement, il engage des conversations avec le Comité Polonais de la Libération Nationale. La perspective d'un tel rapprochement, au moment où l'Armée Rouge se dirigeait vers la capitale, mit à son comble l'inquiétude des éléments réactionnaires du gouvernement. Désormais, et par tous les moyens, ils vont chercher à torpiller toute tentative faite dans ce sens.

C'est dans cet ordre d'idées que le gén. Sosnkowski lança de Londres l'ordre de soulèvement, sans que les Alliés en soient avertis, sans tenir compte des nécessités stratégiques que l'Armée Rouge, en l'occurrence, était seule à pouvoir déterminer. Ainsi, sans aucune entente préalable avec le Commandement de l'Armée Rouge, qui se bat déjà sur le sol polonais, sans en fixer le moment dans le cadre général des opérations, l'insurrection est déclenchée.

Le 26 septembre, M. Churchill déclarera à la Chambre des Communes:

«Dès qu'il a eu connaissance de l'insurrection de Varsovie, le gouvernement britannique a exprimé au gouvernement soviétique l'espoir que, bien que la coordination interalliée n'ait pas encore été réalisée, il enverrait toute l'aide en son pouvoir aux insurgés polonais.

«A ce moment-là, les armées soviétiques étaient engagées dans de durs combats, mais néanmoins des renforts furent envoyés dès que le plan des opérations le permit. Des contacts entre l'Armée Rouge et les insurgés ont pu être établis.

Et le «News Chronicle» écrira dès le 9 août:

«Celui qui a permis au gén. Bor de déclencher cette insurrection héroïque mais vouée à l'échec, sans en avoir pesé les éléments positifs et négatifs, tant au point de vue stratégique qu'à celui du ravitaillement, a fait preuve d'un manque du sens des responsabilités.

«Le moment opportun de l'action aurait dû être synchronisé avec les opérations russes; c'est là et c'est le seul facteur dont doit s'inspirer la stratégie des Alliés».

De plus, au mois de Juillet, donc avant le déclenchement de l'insurrection, la presse suisse reproduisait une déclaration du gén. Rokosowski, révélant en quelque sorte les intentions du Commandement Russe.

L'attaque frontale, dit en substance le maréchal Rokosowski, n'est pas à envisa-

EDIC

ger. Elle ferait subir à l'Armée Rouge une saignée comparable à celle qu'ont subie les Allemands à Stalingrad. Le Commandement Soviétique envisagerait donc de s'emparer de la ville par un mouvement d'encerclement par le Nord et le Sud à la fois.

Le gén. Sosnkowski savait donc pertinemment bien qu'en engageant à ce moment la bataille à Varsovie même, il bouleversait le plan stratégique soviétique et exposait la capitale à une guerre longue et cruelle.

En effet, les combats pour Varsovie furent acharnés. Comme aujourd'hui à l'Ouest l'Allemand se raidit pour retenir les troupes Alliées sur le Rhin, à Varsovie, il banda toutes ses forces pour tenir la Vistule.

Mr. Osubka-Morawski, président du Comité Polonais de Lublin, souligna, dans une conférence de presse, ce caractère acharné de la bataille. Les Allemands, a-t-il dit, ont concentré sur ce secteur des forces et un armement considérables, car la chute de Varsovie les mettrait au bord de la catastrophe. La prise de Praga, faubourg de Varsovie, a nécessité de bien grands sacrifices des Armées Rouge et polonaise, bien que les pertes du côté allemand aient été encore plus élevées. La lutte était d'autant plus difficile que la Vistule atteint dans ce secteur la largeur de 700 mètres. Le seul moyen de libérer Varsovie, c'est de l'encercler, de prendre en tenailles les armées hitlériennes.

Aujourd'hui, le premier épisode de cette aventure tragique de Varsovie, qui coûta la vie à 250.000 habitants, est terminé. Le gén. Bor a donné l'ordre de capituler.

Et cet ordre de capitulation relève du même esprit politicien qui commanda le soulèvement.

Car, tout au long de la lutte et après avoir échoué, le gén. Bor écarta l'idée de coopération, de jonction avec les unités polonaise et russe se battant à Praga, sur la rive droite de la Vistule. Il capitula, livrant les insurgés, les désarmant même, pour remettre le matériel de guerre aux Allemands.

Plusieurs détachements ont d'ailleurs refusé d'obéir à l'ordre de capitulation et se frayant un chemin, de haute lutte, ont rejoint Praga.

La tragédie de Varsovie a suscité une émotion intense dans le pays libéré, où de nombreuses manifestations ont marqué la solidarité de tout le peuple avec les souffrances de la capitale.

De nombreux comités pour l'aide à Varsovie martyre se sont constitués dans les territoires libérés. Celui de Lublin et des environs, avait réuni, à lui seul au 22 septembre, la somme de 736.000 zlotys et 20 tonnes de denrées diverses.

Un témoignage direct

Nous reproduisons ici le rapport d'un de ces officiers qui, avec leurs soldats ont réussi à sortir de la capitale.

C'est le lieutenant Zenon, de l'Armée Populaire. Il donne le récit suivant:

„Le déclenchement de l'insurrection a surpris l'Armée Populaire et, en partie, l'Armée de l'Intérieur elle-même.1)

1) Il est nécessaire pour la clarté du récit de donner un aperçu sommaire des Forces Armées clandestines en Pologne.

Les formations les plus importantes sont:

1. L'Armée Populaire, commandée par le gén. Rola-Zymierski, ministre de la Guerre au CPLN de Lublin.

2. L'armée de l'Intérieur, sous les ordres du gén. Sosnkowski du Gouv. polonais

B.M.C.

Jusqu'au dernier moment, toutes les tentatives d'un rapprochement entre ces deux armées n'ont pu aboutir. Aucun plan d'opérations, ni de mobilisation! Cette absence de tout plan s'est durement fait sentir dès le premier jour de la bataille. Les commandants cherchaient leurs officiers, les officiers cherchaient leurs soldats, officiers et soldats cherchaient leurs dépôts d'armes. Des compagnies entières se trouvèrent coupées de leur point de base et ne connaissaient pas les objectifs qu'elles devaient attaquer. Chacun allait au combat où et comme il le pouvait, ce qui dès le premier jour se solda par un massacre de milliers d'insurgés. Ainsi, par exemple, l'attaque malheureuse du Fort de Varsovie, coûta la vie à 80 p. cent des insurgés assaillants.

A Zoliborz, faubourg de Varsovie

Le commandement de l'Armée populaire chercha, dès le premier jour, à entrer en contact avec le Col. Zywieciel, commandant de l'Armée de l'Intérieur du secteur. Nous nous joignons au combat bien que mis devant le fait accompli et lui proposons de mettre toutes nos réserves de vivres et munitions en commun, de mêler nos forces et mener ensemble la bataille pour Zoliborz. Sur l'ordre du gén. Bor, le col. Zywieciel repousse nos propositions.

Mais sur les barricades cette unité de commandement s'est vite réalisée. Dans le feu du combat, l'union se fit toute seule entre les officiers en ligne. Ensemble, les détachements des deux armées occupaient des positions, repoussaient les attaques ennemies, et se donnaient comme commandants les officiers qui s'imposaient par leur initiative, leur expérience, leur courage.

Nous voulons établir le contact avec Praga,

L'Armée Rouge et l'Armée Polonaise sont à Praga, nous voulons établir le contact. Mais Zoliborz n'a pas de courant. Varsovie ne lui en fournit plus. L'Armée de l'Intérieur garde le seul secteur électrique qui peut alimenter notre station radiophonique pour transmettre un message.

Le col. Zywieciel refuse de fournir ce courant.

Après de multiples démarches, toujours aussi infructueuses, nous décidons d'envoyer des messagers sur Modlin.

Le contact est établi.— Le secours attendu arrive

Dans la nuit du 13 au 14 septembre, l'aviation soviétique nous ravitaille en vivres et munitions. L'enthousiasme à Varsovie est indescriptible. 5 jours plus tard, Praga est avec nous en contact régulier. Zoliborz est coupé de Varsovie et avec l'aide de l'Armée Rouge nous décidons de traverser la Vistule. Nous attendons, calmes, l'évacuation du faubourg.

Le vendredi 29 septembre, l'Allemand attaque. Il pénètre profondément dans nos positions. Mais nous l'arrêtons. Nos soldats ont un moral excellent, ils sont sûrs d'échapper avec leurs armes, protégés par l'artillerie russe.

Le jour et l'heure de la traversée sont fixés en commun par les officiers de l'Armée Populaire, de l'Armée de l'Intérieur et l'Armée Rouge.

Soudain, à 19 h. 20, une demi heure avant l'heure fixée, comme un coup de foudre, éclate là nouvelle de la reddition de Zoliborz, décidée par le gén. Bor!

de Londres. Cette dernière s'est toujours opposée à toute fusion avec l'Armée Populaire

Dans les territoires libérés, l'Armée populaire et de nombreux éléments de l'armée de l'Intérieur, se sont fondus avec l'armée polonaise venant de l'URSS, formant ainsi le noyau de l'armée régulière polonaise qui se complète actuellement par la mobilisation générale.

Pourquoi Zoliborz a-t-il capitulé deux jours avant le reste de la capitale ? Pourquoi cet ordre à Zoliborz où la situation est de beaucoup plus favorable et les chances de la traversée — sûres ?

Le Commandement de l'Armée de l'Intérieur justifia sa décision en disant que les Allemands ont percé à jour notre plan de traversée. Mais la vérité est toute autre. Il ne veut pas que s'opère la jonction avec les armées polonaise et russe sur l'autre rive de la Vistule.

Je pense, conclut le lieutenant Zenon, à tous ceux qui sont tombés, à tous ceux qui ont pris le chemin des camps de concentration allemands.

Ils voulaient poursuivre la lutte, on les voue à l'extermination dans les camps allemands.

La politique extérieure de la nouvelle Pologne

“Une alliance durable avec nos voisins immédiats, l'Union Soviétique et la Tchécoslovaquie, sera la base de la politique extérieure polonaise réalisée par le CPLN.

La fraternité d'armes, consacrée par le sang versé en commun dans la lutte contre l'agression allemande, rendra encore plus profonde l'amitié et plus forte l'alliance avec la Grande-Bretagne.

La Pologne aspire au maintien de l'amitié traditionnelle et de l'alliance avec la France ressuscitée, et à la coopération avec tous les pays démocratiques du monde.

La politique extérieure sera démocratique et basée sur le principe de la sécurité collective”.

(Extrait du Manifeste du CPLN.)



Nouvelles des régions libérées

L'Enseignement renaît

Les écoles ont recommencé à fonctionner sur tout le territoire libéré de la Pologne.

L'on sait que sous l'occupation allemande elles ont été fermées. Seules, subsistaient les écoles professionnelles, qui étaient destinées à fournir à l'Allemagne de la main-d'œuvre qualifiée.

L'Université Catholique de Lublin, fermée depuis 1940, a repris son activité.

De même, l'Institut agricole de Pulawy.

Le CPLN a manifesté une sollicitude tout particulière pour les intellectuels, les écrivains, les artistes et instituteurs. Ils bénéficieront de la protection de l'Etat et recevront toute l'aide nécessaire.

Pendant toute la durée de l'occupation, les Allemands s'acharnaient à l'extermination systématique des savants polonais qui avaient été épargnés lors de la première vague de terreur. Dès avant 1939, ils avaient établi une liste d'intellectuels polonais devant être supprimés.

A Lwow, par exemple, l'Institut Médical, qui comptait au début de 1941, 39 professeurs et 38 professeurs agrégés, a vu son corps enseignant réduit, après 3 années de terreur nazie, à 13 professeurs et 13 professeurs agrégés.

La ravitaillement s'améliore

L'agriculteur est autorisé à vendre librement tous les produits après avoir effectué ses livraisons à l'Etat. Certains

produits, tels que légumes, œufs sont en vente libre.

Les rations ont été augmentées.

Pour le pain, les grauaux, les céréales, la ration moyenne mensuelle est, dans les villes, depuis le 1er octobre, de 16 kgs par personne.

Les rations actuelles de pâtes, pommes de terre, graisse, viande, sucre, thé, café et de sel assurent désormais à la population un standard de vie minimum.

Des mesures ont été prises pour organiser le ravitaillement de la population en articles manufacturés. Les banques ont reçu l'ordre de mettre en circulation des crédits pour le commerce et l'industrie.

Le Comité se préoccupe de permettre le rétablissement des fabriques, usines, lignes de chemins de fer, P.T.T.

Le Congrès du Parti Populiste invite Mr. Mikolajczyk à rentrer en Pologne

Le Parti Populiste (Paysan), le plus fort parti politique d'avant 1939, vient de tenir son Congrès à Lublin.

Les 500 délégués venus de tous les coins du pays, aussi bien des parties libérées que de celles encore occupées, se rangèrent unanimement derrière le CPLN, approuvant ses récentes réalisations.

A l'issue de ses travaux, le Congrès adopta une résolution invitant tous les membres du Parti, résidant à l'étranger, Mr. Mikolajczyk en tête, à rentrer en Pologne pour participer, sur le sol natal, aux efforts de la démocratie polonaise pour la libération de la Patrie.



Conférence du Parti Socialiste

Une Conférence du Parti socialiste polonais vient d'avoir lieu à Lublin.

Mr. Osubka-Morawski, président du CPLN élu au bureau de la Conférence, rappela la nécessité d'union au sein du Parti. Deux tendances, a-t-il déclaré, se sont manifestées dans le Parti en 1939, l'une en faveur de la continuation de la lutte dans le pays, l'autre, celle des dirigeants socialistes réfugiés à Londres, qui doutèrent de la victoire définitive sur Hitler et renoncèrent à la lutte dans le pays même. Mais dans un désir d'unité, le parti socialiste tend la main à tous ceux parmi eux qui désirent sincèrement travailler pour le relèvement du pays et désavouent la constitution de 1935 ainsi que la politique réactionnaire du groupe du général Sosnkowski.

Rappelons que les ministres socialistes de Londres, ces hommes éloignés de leurs pays, comptaient, (à l'exception croit-on, de Mr. Kwapinski), parmi les plus farouches adversaires de la réconciliation polono-soviétique. Les ministres socialistes Stanczyk, Zdanowski et Mr. Arciszewski, un des principaux responsables de l'insurrection prématurée de Varsovie, soutenaient jusqu'au dernier moment, le gén. Sosnkowski après

son malencontreux ordre du jour antibritannique, adressé à l'Armée Polonaise.

Dans toutes ces questions, leur attitude se confond avec celle de la "Sanacja" (groupe de Beck), dont les principaux représentants sont à Londres, Mr. Sosnkowski, et en Amérique le col. Matuszewski. Avec ces derniers, ils sont les plus obstinés à ne pas vouloir abandonner la constitution de 1935, bien que ce soit le Parti Socialiste en Pologne, qui le premier, ait refusé de siéger au Parlement issu de cette Constitution.

Pendant la dernière crise gouvernementale, les émigrés socialistes allèrent jusqu'à demander la démission des ministres populistes (paysans). Et ce n'est que sur l'intervention du gouvernement britannique qu'ils acceptèrent de siéger aux côtés de Mr Mikolajczyk et de sacrifier le gén. Sosnkowski.

Adhésions au CPLN

M. Ostrowsky, délégué du gouv. polonais de Londres pour la région de Lwow, a donné son adhésion au CPLN.

Le Corps de Sécurité, créé par le gén. Sikorski, s'est mis sous le commandement du gén. Rola-Zymierski, commandant en chef de l'armée polonaise.





COMITE POLONAIS DE LIBERATION NATIONALE EN FRANCE

8, rue Danton, Paris-5^e

SERVICE DE DOCUMENTATION

N^o. 2

5 Novembre 1944

SOMMAIRE:

1. -- *Remarques sur la controverse constitutionnelle* ... 3
2. -- *Les Polonais en France* ... 7
3. -- *Nouvelles des régions libérées :*
 - *La réforme agraire* ... 11
 - *La Cagoule assassine les patriotes* ... 12

87-3881

Remarques sur la controverse constitutionnelle

Le problème polonais se trouve depuis plusieurs mois au centre des préoccupations internationales, et on sait généralement qu'il a revêtu aussi l'aspect d'une controverse constitutionnelle : tandis que le Comité Polonais de Libération Nationale de Lublin propose comme base d'accord avec les éléments démocratiques du Gouvernement Polonais de Londres, la constitution de 1921, le gouvernement émigré s'accroche obstinément à celle de 1935. Or, il est indéniable que cette controverse est l'expression, sous son aspect juridique, d'une contradiction sociale et politique profonde. Un examen sommaire nous permettra de saisir le fond du problème.

La Constitution de 1921

« La constitution du 17 Mars » — écrivait un spécialiste polonais du droit constitutionnel — « est une loi essentiellement démocratique, puisqu'elle repose sur le suffrage universel, direct, égal et proportionnel ».

Elle est née au milieu de bouleversements populaires profonds, qui secouèrent la vieille Europe au lendemain de la première guerre mondiale, au moment où la nation polonaise venait de reconquérir son indépendance. C'est dans de telles conditions que la Pologne a été dotée d'une loi fondamentale, une des plus démocratiques de l'Europe d'après-guerre. Inspirée par la doctrine constitutionnelle française, elle établit le principe que le pouvoir souverain dans la République polonaise appartient à la Nation (art. 2), et en tire le système parlementaire conséquent, à peu près dans l'esprit du « Contrat social ». Mais le suffrage n'est pas seulement universel, secret, direct et égal, comme dans le texte français ; il est aussi conforme au principe de la représentation proportionnelle (art. 11) et reconnaît le droit de vote aux femmes (art. 12). La protection est garantie à tous les citoyens « sans distinction de provenance, nationalité, langue, race ou religion » (art. 95). Le droit d'exprimer ses idées et opinions, celui de pétition, de réunion, la liberté de la presse, y sont également garantis (art. 104, 105, 107 et 108).

Le pouvoir personnel a été réduit dans ce système de démocratie parlementaire à son expression la plus simple. Le Président de la République exerce le pouvoir exécutif par les ministres, responsables devant la Diète et révocables par elle (art. 43 et 58). Le Président ne peut dissoudre le Parlement qu'avec le consentement du 3/5 des membres du sénat, lequel émane lui aussi, uniquement du suffrage universel (art. 32 et 36).

Or, la coexistence d'une telle démocratie politique en droit, avec un système semi-féodal en fait, était aussi peu concevable, que ne le serait la constitution de 1793 avant la Révolution Française.

Songeons seulement à ces quelques chiffres significatifs : 57.300 personnes, soit moins de 0.02 % de la population, possédaient plus de 43 % des terres arables (à peu près la moitié) tandis que 8 millions et demi de petits cultivateurs et de paysans, soit un quart de la population, n'en possédaient que 15,3 %. En ce qui concerne la grande industrie, la moitié des capitaux appartenait à des actionnaires étrangers. Dans les industries-clés, ces capitaux dépassaient souvent 80 % de la totalité. En outre, une proportion très importante du capital restant, était concentré dans les mains des grands propriétaires fonciers. Ainsi, les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels qui forment l'écrasante majorité de la nation, se trouvaient à la merci d'une poignée d'exploiteurs polonais et étrangers.

Ainsi ce pays, doté d'une constitution des plus démocratiques, était cependant socialement



et économiquement arriéré. Il était tout à fait évident qu'un de ces deux termes contradictoires de la réalité polonaise devait supplanter l'autre : ou bien une réforme agraire radicale, prévue par la Constitution, interviendrait pour supprimer les latifundias et créer une base saine de la démocratie paysanne dans ce pays éminemment agricole, ou bien la constitution démocratique devait être balayée par un groupe peu nombreux mais puissant, qui avait toutes les raisons d'avoir peur du peuple.

De la Constitution de 1921 à celle de 1935

Ce n'est qu'en 1925, après six ans de vicissitudes de toutes sortes, que la loi sur la réforme agraire fut votée par la Diète. En novembre de cette même année, le premier ministre d'un gouvernement de coalition parlementaire, annonça l'entrée en vigueur de la réforme à partir de 1926.

Mais la promesse du premier ministre ne fut pas tenue, car en Mai 1926, le coup d'Etat du Maréchal Pilsudski renversa le sens de l'évolution de la Pologne contemporaine, marquant un tournant décisif dans son histoire. En effet, le lendemain de son coup d'Etat, une des premières préoccupations du Maréchal, fut de promettre aux nobles, grands propriétaires fonciers, réunis dans le domaine du prince Radziwill, *d'arrêter l'exécution de la réforme agraire*, en échange de leur appui. Dès lors, le sort de la Constitution démocratique en Pologne fut classé. La préoccupation constante du nouveau régime fut de restreindre les libertés publiques et individuelles, renforçant, par contre, le pouvoir personnel du Président qui devenait l'instrument de ce régime dictatorial.

Tandis que le régime intérieur glissait ainsi vers la dictature, l'oppression, et l'arbitraire policier, l'évolution juridique tendait vers son aboutissement naturel : la Constitution de 1935.

La Constitution de 1935

Le 26 Janvier 1934 la Diète « épurée » adopta le projet gouvernemental d'une nouvelle Constitution. Le même jour, Mr. Beck signait à Berlin un document qui marquait le début du rapprochement Polono-Allemand.

Cette coïncidence était plus significative qu'accidentelle, car une politique étrangère si impopulaire, si insensée et si désastreuse que celle de Mr. Beck, n'était concevable que sous la férule d'un régime qui a jugulé le peuple et qui a trouvé son expression suprême dans la Constitution de 1935. Une poignée de grands seigneurs voulut avoir raison du peuple, mais elle ressentit la nécessité d'un appui à l'extérieur ; cet appui, elle le trouva à Berlin.

La Constitution de 1935 était si étrangère à toutes les notions du droit moderne, que le gouvernement hésita toute une année avant de la mettre en vigueur. Elle pose un principe en vertu duquel le *Président de la République n'est responsable que devant Dieu et devant l'Histoire*. (Art. 2). Son pouvoir est pratiquement illimité : il nomme les ministres, il convoque et dissout le Parlement ; il est le Chef suprême des forces armées, il statue sur la guerre et sur la paix ; ses actes officiels, pour être valables, doivent être contresignés par le Président du Conseil des Ministres et le Ministre compétent qui, d'ailleurs, eux aussi, sont nommés par lui. Mais cette nomination comme leur révocation et tous les actes officiels émanant des prérogatives du Président de la République, n'exigent pas de contreseing. (Art. 12, 13, 14). Au reste, c'est le Président lui-même qui fixe par décret l'organisation du gouvernement et les limites des compétences du Président du Conseil des Ministres (art. 25). Les dispositions en matière budgétaire sont aussi simples. Il est vrai que le texte prévoit le vote du budget par la Diète, dont c'est d'ailleurs le rôle presque unique (Art. 35), mais l'initiative législative en matière budgétaire appartient exclusivement au gouvernement (art. 50). Celui-ci peut d'ailleurs, sans consulter la Diète, se livrer à des dépenses si « les nécessités de l'Etat » l'exigent. Le Président ordonne enfin la publication du budget dans la teneur du projet soumis par le Gouver-

nement, si le Parlement n'a pas terminé l'examen du budget dans les délais prescrits (art. 58) ; mais songeons que ce Parlement peut, à chaque instant, être tout bonnement renvoyé !

Telles sont ces lois qui accordent au Président polonais un pouvoir plus étendu que ceux du Président des Etats-Unis et du Premier Ministre britannique réunis !

Ce pouvoir immense qui fait penser à celui d'un monarque absolu, le tient-il au moins du consentement populaire ? Nullement. Il est élu par une assemblée restreinte et soigneusement choisie; dont les membres sont des gens sûrs ! Et cela, quand il n'est pas tout simplement désigné par son prédécesseur ! (Art. 16).

Il faut dire à la louange du peuple polonais qu'il a rejeté cette Constitution autocratique. Les premières élections sur la base des nouvelles lois ont été boycottées par le pays tout entier : dans certaines régions les abstentions ont dépassé 90 % des suffrages. Enfin, au mois d'Août 1937, dans la partie Sud de la Pologne, les paysans firent une vaste grève, en signe de protestation contre ce régime exécuté.

Le retour au point de départ : de la Constitution de 1935 à celle de 1921

Comme on le voit, la Constitution de 1935 est essentiellement illégale au point de vue de la doctrine constitutionnelle moderne, qui place la source publique du pouvoir dans la volonté générale, exprimée par le suffrage universel ; elle constituait l'aboutissement juridique d'un coup d'Etat antipopulaire qui a balayé une loi conforme à ces notions fondamentales ; enfin, elle a été votée en l'absence d'une partie considérable des députés, appartenant notamment à l'opposition. Ainsi, le gouvernement qui l'a prise comme base de son existence, était un gouvernement foncièrement illégal.

Et voilà l'acte constitutionnel dont s'inspire et sur lequel se continue le gouvernement polonais de Londres. Voilà les lois qu'il persiste à invoquer par souci de ce qu'il appelle la « continuité du pouvoir ».

En effet, M. Raczkiewicz remplit aujourd'hui les fonctions de Président de la République, en vertu de l'art. 23 qui stipule : « pendant la période de vacance de la Présidence de la République, le Président du Sénat suppléera aux fonctions du Président de la République ».

Or, le Sénat dont M. Raczkiewicz était jusqu'en 1939 le Président, a été élu sur la base d'une ordonnance électorale qui d'un trait supprimait les élections démocratiques. Un tiers était nommé par le Président de la République et les deux autres, élus par les Collèges électoraux, dont les membres étaient évidemment soigneusement triés.

M. Raczkiewicz, Président actuel, « responsable devant Dieu et devant l'Histoire », avec les privilèges étendus que l'on sait, descend donc en droite ligne d'un Corps législatif dont les modalités d'élection constituaient une gageure à la souveraineté de la Nation !

Dans cet ordre d'idées, le gouvernement polonais de Londres, nommé par ce Président, et s'appuyant sur une constitution dont le caractère illégal n'est plus à démontrer, ne saurait représenter la Nation polonaise.

Le Comité polonais de Libération Nationale de Lublin a proclamé, dès sa création en Pologne libérée, le retour à la Constitution de 1921. Ce Comité représente les masses profondes qui ont soutenu une lutte héroïque contre l'envahisseur. Il a la confiance du peuple, il est donc tout naturel qu'il revienne à la loi démocratique qui reconnaît la souveraineté populaire ; il est également naturel qu'un de ses premiers actes ait été le décret sur la réforme agraire, qui rend la terre aux millions de paysans qui en étaient privés. Ainsi sera établie en Pologne, dans un pays moderne et démocratique une situation existant en France depuis 150 ans !

Le Comité de Lublin est loin de revendiquer l'exclusivité du pouvoir. Il y a plusieurs fois déjà, il a proposé aux éléments démocratiques du gouvernement polonais de Londres, la

formation en commun d'un Gouvernement Provisoire de la République Polonaise, en prenant pour base la constitution de 1921.

Si jusqu'à présent cette entente n'a pu être réalisée, c'est que certains éléments réactionnaires du gouvernement polonais de Londres voient dans la Constitution de 1935 une arme politique efficace, garantissant les intérêts des gros propriétaires fonciers contre les justes revendications du peuple polonais.

Mais au moment où le monde est en guerre pour la défense des principes démocratiques, il ne saurait être question de revenir à des formules politiques relevant du fascisme.

Le peuple polonais veut reconquérir les droits démocratiques dont il a été spolié. C'est la Constitution de 1921 qui les lui garantit. Et cette fois, le peuple polonais saura supprimer la contradiction qui existait entre la constitution démocratique et le régime semi-féodal, en posant les fondements d'une économie démocratique.



La politique extérieure de la nouvelle Pologne

« Une alliance durable avec nos voisins immédiats, l'Union Soviétique et la Tchécoslovaquie, sera la base de la politique extérieure polonaise réalisée par le CPLN.

La fraternité d'armes, consacrée par le sang versé en commun dans la lutte contre l'agression allemande, rendra encore plus profonde l'amitié et plus forte l'alliance avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique.

La Pologne aspire au maintien de l'amitié traditionnelle et de l'alliance avec la France ressuscitée, et à la coopération avec tous les pays démocratiques du monde.

La politique extérieure sera démocratique et basée sur le principe de la sécurité collective. »

(Extrait du Manifeste du CPLN.)

Les Polonais en France ...

... dans la vie économique

Environ 500 mille Polonais vivent et travaillent sur le sol français. Intellectuels, mineurs, ouvriers agricoles, ils participent à de nombreuses branches de l'activité économique du pays. Mais c'est dans les mines surtout qu'ils constituent un apport appréciable.

En effet, au lendemain de la guerre mondiale, la France victorieuse voit ses départements du Nord et de l'Est dévastés, ses bassins miniers détruits. A la destruction de charbonnages s'ajoutait encore une dispersion de la main-d'œuvre minière. Celle-ci, de 205 mille hommes tombait à 120 mille, au moment où ses besoins étaient évalués à 300 mille hommes. La crise du charbon est d'autant plus sensible, que les demandes de combustible augmentent en raison de l'attachement de l'Alsace-Lorraine, région très industrialisée.

Dans les mines comme dans l'agriculture on manque de bras. Les travailleurs agricoles désertent la campagne.

« Plus un travail est rude et salissant, plus il exige d'effort physique, plus il est déconsidéré et déserté des Français et plus il recourt à la main-d'œuvre étrangère », écrit M. Mauco dans son ouvrage « Les Etrangers en France ».

Devant cette pénurie de main-d'œuvre, l'industrie et l'agriculture françaises font appel aux ouvriers étrangers. C'est alors que les Polonais commencent à affluer en masse en France.

Nous les retrouvons dans le Gard, dans la Loire, dans le Tarn, à Montceau-les-Mines, dans le Haut-Rhin, mais c'est dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais que s'établit le gros de cette immigration.

D'après les statistiques de 1939, sur 170 mille mineurs, on comptait dans ces deux départements 50 mille polonais, soit 30 % des effectifs des mines de charbon. Et si l'on part du principe que l'extraction du charbon repose en premier lieu sur le travail du fond, on peut affirmer que 40 % du charbon français au moins est dû au travail polonais. Car il est permis d'avancer qu'ils constituent l'écrasante majorité du personnel du fond. Dans la mine d'Ostricourt, par exemple, sur 3500 travailleurs du fond, on comptait 3200 polonais. Dans celle d'Aniche, sur 5832 travailleurs du fond, 5216 polonais.

Leur apport permettra, en très peu de temps, de doubler le rendement dans les mines françaises ; celui-ci, en effet, de 600 kgs de charbon passera bientôt à 1200 kgs par mineur.

Les chiffres ci-après, que nous empruntons aux « Résultats Statistiques du Recensement », nous donneront une image d'ensemble sur la participation des Polonais dans l'activité économique de la France :

B.D.I.C.

Sur 217.627 Polonais actifs, on comptait en 1936 :

Dans les mines (charbon, fer, potasse)	59.150
Dans les industries de transformation	59.874
Dans l'agriculture	66.553
Dans la métallurgie	14.000
Autres activités	20.140

... dans la Libération Nationale

Cette immigration, si intimement liée à la vie économique de la France, ne pouvait rester étrangère au sort de ce pays. Très attachés à la France démocratique, les Polonais ne menagèrent pas leur vie et leur sang dans les épreuves qu'elle devait bientôt subir. Facteur économique appréciable, ils devinrent également un facteur important dans la libération du pays.

Le Comité polonais de Libération Nationale en France, avec ses 12 comités départementaux et plus de 100 comités locaux, pénétrant partout où vivaient les Polonais, a exercé sur l'orientation de cette masse d'immigrés une influence incontestable.

Agissant dans le cadre et sous l'autorité de la Résistance Française, il appela les Polonais à rejoindre la France Combattante dans sa lutte contre l'envahisseur.

Et malgré certains cercles polonais en France, placés sous le contrôle du gouvernement polonais de Londres et plus particulièrement du groupe du gén. Sosnkowski, qui prêchaient l'inaction et recommandaient l'abstention de toute coopération avec la Résistance Française, l'immense majorité de l'émigration polonaise suit la voie tracée par le CPLN.

Les mineurs, à son appel, sabotent la production dans les mines qu'ils défendent par la suite avec acharnement contre les boches. Dès 1941, ils prennent une part active dans la première grande grève du bassin du Nord, qui est aussi la première importante manifestation de la Résistance Française. Dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, dans la Loire, ils seront par la suite de toutes les grèves patriotiques dirigées contre l'occupant.

Les femmes polonaises s'y montreront particulièrement remarquables, tenant courageusement tête aux forces de répression.

De nombreux journaux clandestins sont édités et il est intéressant de signaler l'un d'eux : « Le Polonais dans la Wehrmacht », qui pénètre jusque dans l'armée allemande et touche les Polonais incorporés de force dans la Wehrmacht. Ce journal portera d'ailleurs des fruits, puisque bon nombre de ces soldats désertèrent par la suite et viendront rejoindre les rangs des Partisans polonais.

Avec les Francs-Tireurs et Partisans Français, des milliers de Polonais prendront les armes contre l'envahisseur et beaucoup d'entre eux tomberont dans cette lutte. Ne citons que le cas émouvant de la famille Burczykowski de Sallaumines, dont le père, la mère, les trois fils et la fille, ont tous donné leur vie au service de la Résistance, de ces premiers partisans, comme Papiez, Kempa, Leszkiewicz, Mazur, Jarosz, Kania, Szymczek, Ciurlik et tant d'autres, tués dès 1941 et 1942.

Ainsi s'est renouvelée la vieille tradition de fraternité d'armes franco-polonaise dont nous retrouvons les traces tout au long de l'histoire de France. Ainsi les Francs-Tireurs polonais de 1940-1944 se sont montrés dignes du général polonais Hauke-Bosak, qui, en 1870, lors de l'invasion prussienne, fut nommé un des chefs de la résistance des paysans français dans les Vosges. Dans cette même région où reposent les restes du gén. Hauke-Bosak, tombé dans la défense de Dijon, un bataillon des volontaires polonais, trois générations plus tard, participera à la délivrance de la ville d'Autun.

Et aux jours historiques de la Libération, les Milices Patriotiques et les Partisans polonais mettent sur pied 20.000 combattants qui luttent aux côtés des F.F.I.

Dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, ils sont 9 mille à harceler l'Allemand, à nettoyer les nids de résistance.

B.B.I.C.

Dans le Tarn, pas un Polonais apte à porter les armes, ne reste inactif. Tous, ils sont à l'assaut de Carmaux, à trois reprises attaquée et finalement, le 18 août, débarrassée des Allemands. Tous, ils marchent sur Albi qu'ils enlèvent aux côtés des patriotes français.

Dans le Gard, le bataillon « Bartosz Glowacki » soutient depuis juillet de véritables batailles rangées. Elles durent parfois toute une journée. Le 23 juillet — dans le bois de Pailloire, la 1-ère Cie de ce bataillon fait 57 tués et blessés. Le 29 juillet, deux compagnies mettent en déroute une colonne allemande, composée de 22 camions, d'un char, de deux autos blindées et d'un tracteur-chenillette, faisant 147 tués et 168 blessés. Le 22 août — une compagnie prend part à l'occupation de Vannes et fait 30 prisonniers allemands.

A Montluçon qui connaît de durs combats, J. Kaczmarek, avec son unité, accourt de Commeny, drapeau polonais déployé, cependant que sur la route, sur un secteur de 7 km., d'autres groupes polonais résistent à un convoi allemand de 147 camions.

Dans l'Est, ils sont avec les F.F.I. dans la bataille de Wœuvre, où les Allemands laissent 500 morts, 2 généraux blessés et 200 prisonniers.

Dans la Meuse, ils sont parmi ceux qui poursuivent les Allemands en retraite, tandis que sur la route Metz-Verdun, trois colonnes allemandes sont anéanties sous le feu de leur artillerie.

A Lyon, le 3 septembre, le bat. Dombrowski, est parmi les premiers avec les F.F.I. à entrer dans la ville libérée.

Ainsi, avec leurs amis français, les partisans, les Milices Patriotiques, les maquisards polonais préparaient l'avènement d'une France libre et démocratique, donnant ainsi la preuve que la vieille devise polonaise « Pour notre Liberté et la vôtre » reste toujours vivante dans les cœurs polonais.

„Pour notre liberté et la vôtre”

Oui, sous cette devise, les Polonais se sont retrouvés unis avec les Français. Et les faits d'armes, accomplis contre l'ennemi commun de la France et de la Pologne, s'étalent devant nous en une longue liste. Des communiqués brefs, secs, sommaires. Tous portent le sceau de l'héroïsme. Nous en noterons quelques-uns.

Avec une seule grenade...

Bruay-Thiers. Un convoi allemand traverse la cité. Il emmène avec lui 100 prisonniers de l'Armée Coloniale Française. Les partisans, avec le polonais « Pépé » à la tête, décident de les délivrer. A eux tous, ils n'ont qu'une seule grenade. Ils décident d'agir quand même, par une attaque de surprise. Ils établissent un guet-apens et provoquent une panique chez les Allemands qui se dispersent. Les prisonniers sont libres ; les partisans font la chasse aux Allemands et leur prennent les armes. Le grenade est largement remplacé.

Et le soir du même jour, Pépé avec son détachement, armé cette fois, fait le guet. Une unité allemande arrive, une autre la suit. Courte bataille. Pépé et ses hommes ramènent 80 prisonniers.

“Les Polonais viennent à notre aide”

1er Septembre. A Waziers, dans le Nord, le signal est donné. Les Milices Patriotiques doivent rejoindre leur point de rassemblement. A 19 h. 30, en rangs impeccables les Milices Patriotiques polonaises de Frais-Marais, de Waziers traversent la cité. La Marseillaise s'élève, puis l'hymne polonais. La population les acclame au passage : « Bravo, ce sont les Polonais qui viennent à notre aide ».

Une colonne allemande est signalée ; elle arrive à 1 h. 30. La bataille s'engage. Cer-

BDIC

ains n'ont pas d'armes. Tout à l'heure tout le monde en aura. Une demi heure après, les Allemands se dispersent, laissant 1 tué, 1 blessé, 2 prisonniers. Toute la nuit la chasse aux Allemands dispersés se poursuivra. A l'aube encore, on continuera d'en ramener.

Union pour la Paix des peuples!

Cette solidarité dans le combat qui s'est affirmée pendant l'occupation allemande et au cours de l'Insurrection Nationale, a contribué à approfondir l'amitié franco-polonaise. Nous en avons le témoignage dans la lettre du Comité Français de Libération Nationale du Pas-de-Calais, adressée avant la Libération aux représentants de l'immigration polonaise. En voici la teneur :

Monsieur le Président,

Au cours des 4 années vécues sous l'occupation brutale des boches, la vieille et solide amitié franco-polonaise s'est fortifiée dans la lutte commune contre l'envahisseur hitlérien. Nous n'avons pas oublié la participation des immigrés polonais à la défense du sol de France pendant les jours malheureux de 1940, pas plus que nous avons oublié les Burczykowski, Franciszek, Papiez, combattants des Francs-Tireurs, tombés en héros pour une France et une Pologne libres.

Vous avez comme nous trouvé le chemin de la Libération et de l'Indépendance de votre patrie en réalisant l'union de tous les mouvements démocratiques polonais derrière le Comité Polonais de la Libération Nationale, c'est pourquoi le C. D. L. du Pas-de-Calais vous donne l'assurance de son entière sympathie et de son appui total. La Pologne nouvelle dont le Comité Polonais de la Libération Nationale est l'émanation symbolique nous trouvera toujours à ses côtés dans les efforts qu'elle déploie pour recouvrer sa liberté, son indépendance et sa grandeur. Les formules amicales à l'adresse de la France contenues dans le Manifeste édité par le Comité Polonais de la Libération Nationale à Chelm laissent augurer que des rapports particulièrement étroits rapprocheront nos deux pays ressuscités.

Comme vous, nous formulons l'espoir qu'une collaboration permanente pourra s'établir entre le Comité Départemental de Libération et le Comité Polonais de la Libération Nationale afin de coordonner étroitement les efforts patriotiques des Français et des Polonais du Pas-de-Calais.

Veillez agréer, etc.

En effet, dans de nombreuses cités, et particulièrement dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, de grandes manifestations franco-polonaises ont eu lieu à l'occasion de la libération de la France et de l'anniversaire de l'agression allemande contre la Pologne.

A Lièvin, dès le 3 septembre, 10.000 Français et Polonais, parmi lesquels 1300 membres des Milices Patriotiques Polonaises, défilent dans la ville. A Avion, une fête patriotique franco-slave réunit 10.000 habitants de la ville

A Billy-Montigny, 8.000 Français et Polonais commencent dans la joie de la Libération de la France, à Bruay-les-Mines — 10.000 personnes manifestent, dont la moitié de Français et l'autre moitié de Polonais. A Valenciennes, 4500 Polonais assistent au grand défilé des F.F.I. A Sallaumines — 2.000 participants, à Dechy Guesnain, Barlin, Oignies, St. Etienne, ces manifestations franco-polonaises réunissent de 1000 à 3000 personnes.

Partout, la fraternité dans le combat a cimenté les liens d'amitié entre le peuple français et le peuple polonais.

Nouvelles des régions libérées

L'armée approuve la réforme agraire

La réforme agraire entreprise par le CPLN de Lublin et dont nous avons exposé les principes dans notre numéro précédent, a suscité l'enthousiasme du tout le peuple polonais. Elle a eu ses répercussions dans l'Armée Polonaise, composée dans sa grande majorité de fils de paysans. En de nombreuses réunions, tenues en première ligne, les soldats ont approuvé le décret concernant cette réforme.

Voici, entre autres, le texte d'une motion adoptée, entre deux combats, par les soldats du 4ème Rég. du front sur la Pilica.

« Nous saluons le décret du CPLN concernant la réforme agraire. Cette juste loi, en remettant la terre à ses propriétaires légitimes, permettra un rapide développement économique et culturel du peuple et fera la force de l'Etat dans sa défense contre l'agression allemande.

Nous promettons au CPLN de lutter jusqu'à notre dernier souffle pour la libération du pays et pour le rattachement à la Patrie de toutes les terres polonaises jusqu'aux rives de l'Oder et de la Neisse.»

Le CPLN veille à sa prompte réalisation

De son côté, le CPLN de Lublin, poursuit avec la plus grande fermeté, la mise en pratique de la réforme décidée.

Cette fermeté est d'autant plus nécessaire que certains éléments réactionnaires au sein des administrations agricoles, essayent de freiner et de saboter la réalisation de la réforme.

Les délais fixés pour les principaux travaux préparatoires n'ayant pas été respectés, le Conseil polonais de l'Intérieur et le CPLN se sont réunis pour examiner la question. Mr. Vitos, chef du département de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, s'est déclaré incapable, en raison de son état de santé, de surmonter les difficultés dressées par ces éléments hostiles à la Réforme.

Aussi, le Conseil Polonais de l'Intérieur a-t-il

chargé M. Osubka-Morawski, président du CPLN, de mener à bien, dans le plus bref délai, la tâche entreprise par M. Vitos, qui résigne ses fonctions.

M. Osubka-Morawski prend en conséquence la direction du département de l'Agriculture. Il est assisté, entre autres, par M. Bertold, membre dirigeant du Parti Populiste.

D'autre part, M. Janusz, ancien député, membre de la direction du Parti Populiste, devient vice-président du CPLN.

Du secours à l'héroïque population de Varsovie

Un certain nombre d'habitants de Varsovie ont pu s'échapper de la ville pour se réfugier sur la rive droite de la Vistule. Leur situation est dramatique. Souvent sans abri, sans vêtements et d'une santé pour la plupart très ébranlée.

Les institutions gouvernementales, des organismes sociaux divers ainsi que la Croix Rouge polonaise organisent sans arrêt des secours pour la population de la capitale. Dans toutes les villes, dans toutes les communes du territoire libéré, des Comités d'Aide ont été créés. Plus d'un million et demi de zlotys ont été collectés, de nombreux entrepôts de vivres centralisent les dons en nature.

Le siège central de tous ces Comités d'Aide se trouve à Lublin.

D'autre part, l'Union Soviétique a mis à la disposition des Varsoviens une importante quantité de médicaments et de farine.

Après M. Ostrowski

Après l'adhésion au CPLN de Lublin de M. Ostrowski, délégué du gouvernement émigré pour la région de Lwow, voici une autre déclaration d'un représentant officiel du gouvernement polonais de Londres.

Il s'agit de M. Stanislaw Bucko, délégué gouvernemental pour la région d'Augustow, qui vient d'adresser à son tour son adhésion au CPLN.

La cagoule assassine les patriotes

L'union de toute la Nation se réalise autour de CPLN de Lublin. Les récents congrès des partis politiques, tenus en territoire libéré, et notamment celui du Parti Populiste et du Parti Socialiste, ont montré que le programme du CPLN a rallié l'unanimité du pays. La mise en route de la réforme agraire, tant attendue, a encore davantage affermi la position du Gouvernement provisoire en Pologne.

Voilà une situation qui n'est pas propre à rassurer les anciens hommes de Beck à Londres et leurs émissaires en Pologne. Comme la peau de chagrin, leurs bases rétrécissent, le pays leur échappe.

Après l'échec de la manœuvre politique qu'ils ont tentée en jetant Varsovie dans l'insurrection, si tragique dans ses suites pour la population de la capitale, ils réagissent de la manière qui est celle de tous les aventuriers fascistes en pareille circonstance : en faisant assassiner leurs compatriotes.

Ces crimes ne datent pas d'ailleurs d'aujourd'hui.

Une poignée de nervis, dite « Forces Armées Nationales », recrutée parmi les membres de l'ancienne organisation de M. Beck, spécialisée dans les pogromes contre les Juifs, s'est illustrée, dès le début de l'occupation, par une série d'attentats contre les partisans polonais.

Ce groupe, se disant clandestin, était virtuellement soutenu par les Allemands, comme ce fut le cas, en Yougoslavie, avec l'armée de Michajlowicz. Il a été néanmoins incorporé dans l'Armée de l'Intérieur dépendant du gouvernement polonais de Londres (ordre Nr. 16 du gén. Bor — Septembre 1943).

Depuis que de nombreux hommes politiques polonais de Londres inclinent vers la réconciliation nationale, depuis que le CPLN devient le centre de ralliement de toute la Nation, ces factieux redoublent d'activité. Des personnalités politiques, de petits militants tombent journellement sous leurs balles. Ces crimes évoquent étrangement les forfaits dirigés contre la République de Weimar par la Sainte-Wehme, pépinière des futurs hitlériens. Mais la nouvelle Pologne saura étouffer dans l'œuf les entreprises de la Cagoule polonaise.

D'après une dépêche de l'Agence « Polpress », plus de 50 assassinats ont été commis ces derniers temps. Nous citerons :

« Le 12 octobre — Bronisław Bienck, élève de l'École des Officiers, ancien partisan. Le 13 octobre — Janusz Bilnik, membre du Parti Socialiste à Garwolin. Le 14 octobre — le cap. Demczuk, adjoint du Commandant de la ville de Chelm, tué à l'hôpital de Chelm. (Le même jour une autre équipe tue sa femme). Constantin Krasnowski, secrétaire local du Parti Ouvrier, Jasiniski, conseiller municipal, etc...

D'après cette même agence, ces crimes ont soulevé l'indignation générale.

Dé nombreuses assemblées ont été tenues à Lublin, avec la participation des partis Populiste, Socialiste, ainsi que du Parti Ouvrier. « Ces actes, lit-on dans une résolution adoptée à l'issue d'une de ces réunions, n'ont pu être commis à l'insu du gouvernement polonais de Londres, tout au moins à l'insu de certains de ses membres, l'activité de l'Armée de l'Intérieur étant sous son contrôle.

Cette même résolution demande que M. Mikolajczyk, chef de ce gouvernement, fasse une déclaration publique à ce sujet, déclaration qui devrait être envisagée comme condition préalable à toutes les négociations entre M. Mikolajczyk et le CPLN.

801

**COMITE POLONAIS DE LIBERATION NATIONALE
EN FRANCE**

8, rue Danton, Paris-5

**SERVICE
DE DOCUMENTATION**

●

N° 3

1^{er} Décembre 1944

SOMMAIRE:

1. -- *La politique étrangère de la nouvelle Pologne* ... **3**
 2. -- *Des documents* ... **7**
 3. -- *Nouvelles des régions libérées* ... **11**
- 8.P.3.831

100

AVERTISSEMENT

Au moment de mettre sous presse, un événement venait de se produire dans le camp des émigrés de Londres : la démission de M. Mikolajczyk et la nomination à sa place de M. Kwapinski.

Depuis, il y a eu une seconde relève : M. Areiszewski remplace M. Kwapinski. D'autres changements surviendront peut-être. Nous n'avons pas l'intention de faire suivre aux lecteurs pas à pas cette quadrille. Si nous prenons parfois des instantanés, ce n'est pas par goût de sensation, mais uniquement pour mettre en relief certains problèmes fondamentaux de la politique polonaise. Le public cultivé et pensant auquel s'adresse notre revue, saura lui-même juger les événements du jour. C'est pourquoi nous n'avons pas cru nécessaire de changer les passages relatifs à ces faits, dans les articles qui vont suivre. D'autant plus que l'attitude INCHANGEE DEPUIS 1939, des hommes qui forment le noyau du « gouvernement » de Londres, ne donne pas lieu d'espérer une évolution positive à l'avenir.

1939

La politique étrangère de la nouvelle Pologne

La Pologne est le pays qui a le plus souffert de la barbarie hitlérienne. Avec sa population décimée, sa capitale et ses villes détruites, elle aura besoin d'une longue période de paix pour panser ses plaies et se relever des ruines.

Assurer la paix nécessaire à sa reconstruction, prendre des précautions contre un retour offensif du germanisme, établir des rapports étroits avec les autres nations pacifiques, voilà la tâche qui incombe à la politique étrangère de la Pologne de demain. Il est donc compréhensible que le problème des relations extérieures de la Pologne constitue la préoccupation majeure de tous les Polonais patriotes : il faut rompre définitivement avec les méthodes et les hommes qui ont conduit la Pologne à la plus grande, la plus sanglante des tragédies de son histoire.

En effet, il suffit de rappeler la politique néfaste de M. Beck avant 1939. Cette politique de collaboration avec l'Allemagne, inaugurée par le fameux pacte polono-germanique de 1934, a facilité, dans une grande mesure, le déclenchement de la guerre par Hitler, dont la première victime devait être précisément la Pologne.

Une politique de suicide national

L'histoire connaît peu d'exemples de gouvernants travaillant avec un tel acharnement à la destruction des bases de la sécurité de leur propre pays ; leur politique, dite de prestige, s'avéra une politique de suicide national.

Quand Hitler arriva au pouvoir, personne n'ignorait ses plans de conquête dont il ne se cachait point. « Nous recommençons la marche vers l'Est », écrivait-il dans « Mein Kampf ». Les peuples slaves, *tous les peuples slaves*, sans distinction de structure politique et sociale, étaient voués à devenir esclaves de la race de seigneurs teutons. Il était donc évident que l'intérêt de tous les Slaves exigeait de s'unir en face du danger commun. Mais ce sont précisément les dirigeants réactionnaires de la Pologne, guidés d'une part par les intérêts des grands propriétaires fonciers, et d'autre part, par la haine de la démocratie, qui se sont alliés à Hitler contre leurs voisins slaves, en premier lieu contre la nation-sœur tchécoslovaque. La participation de la Pologne à l'œuvre d'anéantissement de la Tchécoslovaquie — tel était le point de départ du fameux pacte germano-polonais.

En poursuivant cette politique à l'égard de la Tchécoslovaquie, les dirigeants polonais, non seulement sapèrent les bases de la sécurité de leur propre pays, mais ruinaient en même temps le système de sécurité français, autrement dit, préparaient pour Hitler le terrain de la guerre contre les démocraties.

Cette politique, prônée comme « géniale » par les brigades d'acclamation et la presse au service de M. Beck et de ses consorts de la « Sanacja » (parti unique gouvernemental polonais), a trouvé son aboutissement à Munich. Le flanc sud de la Pologne étant découvert, comme le furent ses flancs nord et ouest, la Pologne se trouva isolée de ses alliés à l'Occident.

La dernière chance repoussée

En 1939, bien que dans une situation stratégique déjà extrêmement défavorable, une chance s'offrait encore à la Pologne : accepter l'alliance proposée par l'U. R. S. S. Mais le refus catégorique d'accorder aux troupes soviétiques le droit de passage par le territoire polonais, a éliminé sa dernière possibilité de défense. Cette attitude du gouvernement polonais a contribué à rendre inopérantes les négociations anglo-franco-soviétiques à Moscou, ce qui entraîna leur rupture.

Par ce dernier acte, aboutissement logique du travail « pour le roi de Prusse » poursuivi par les gouvernants de la « Sanacja », la Pologne était livrée aux panzerdivisions hitlériennes. La plus terrible des guerres commença, dans des conditions les plus défavorables pour les puissances démocratiques. Et si, huit mois après la débâcle polonaise, la France devait succomber à son tour, c'est encore la politique étrangère de la « Sanacja » qui, en causant la perte de la Pologne, y avait grandement contribué.

La politique de Beck continue

Si nous rappelons ces événements tragiques et ces vérités aujourd'hui incontestables, c'est que la politique étrangère adoptée par ceux qui viennent de « démissionner ». M. Mikolajczyk et ses amis du gouvernement d'émigrés établi à Londres, ne diffère point de la politique de Beck. Si donc ce cabinet, en rupture totale avec le pays même, se réclame d'une prétendue « continuité du pouvoir » (sur la base d'une constitution fasciste imposée au pays en 1935), c'est surtout de la *continuité dans la politique étrangère* qu'il s'agit.

Les classes dominantes de Pologne n'ont rien appris au cours de toute leur histoire, a remarqué avec justesse « Le Populaire » du 4 octobre 1944. En vérité, cette étonnante continuité de leur politique étrangère, pourtant si évidemment néfaste, repose non sur les intérêts de la nation polonaise, mais sur l'esprit de caste d'une poignée de seigneurs terriens qui tremblent pour leurs latifundia en Pologne et qui rêvent de récupérer ceux qui sont situés en Ukraine et en Biélorussie.

Même en exil, ces politiciens n'essayent pas de se libérer de la tutelle de la grande propriété foncière, et poursuivent, contre les intérêts du peuple polonais, une politique qui tend à briser l'unité des Alliés. Nous ne nous étendrons pas davantage sur les vicissitudes de cette politique qui a repris de plus belle après la mort tragique du général Sikorski, partisan du rapprochement polono-soviétique. Nous rappellerons seulement deux faits marquants : la provocation de Katyn et la tragédie de Varsovie. Le fait que désormais la partie dominante du cabinet se compose de ministres qui se disent socialistes, n'y change rien. Ce sont les mêmes qui ont soutenu l'infortunée expédition des féodaux polonais contre Kiev en 1920 ; ce sont les mêmes qui acceptèrent sans grand mal l'intervention de Rydz-Smigly, en 1939, contre l'autre voisine slave, la Tchécoslovaquie ; qui ne bougèrent pas non plus lorsque le même maréchal de la défaite concentra les troupes polonaises à la frontière lituanienne, pour humilier la petite République à qui Hitler venait de ravir le port de Memel. Il est significatif que ce soit précisément à la demande de ces singuliers « socialistes » que M. Mikolajczyk et les autres membres du Parti Populiste (paysan), le plus fort groupement politique en Pologne, aient dû abandonner leurs portefeuilles dans le cabinet de Londres.

Le grand journal socialiste français « Le Populaire » n'a que trop raison lorsqu'il rappelle que

« Si Kwapinski (le nouveau « Premier » du gouvernement d'émigrés — N. D. L. R.) est socialiste, le Comité (de Lublin — N. D. L. R.) en comprend également et des plus méritants, tels que Morawski, président du Comité Polonais de Libération Nationale, Drobner, membre du Comité Exécutif de l'Internationale Ouvrière, et Hanemann. ».

La politique extérieure de demain

Les socialistes polonais *en Pologne* ont su tirer la leçon de la récente et tragique histoire de leur pays. La conférence nationale du P. P. S. vient d'affirmer son accord complet, comme l'a fait aussi en France le socialisme français, avec la politique *d'union de tous les Alliés*, politique qui est celle du gouvernement du général De Gaulle et celle aussi du C. P. L. N. de Lublin.

M. Arciszewski, l'autre ministre « socialiste » de Londres qui, par ses exhortations radiophoniques, contribua à pousser la malheureuse population de

Varsovie dans la cruelle aventure de Sosnkowski et de Bor, vient d'être condamnée sévèrement par ses camarades de parti qui sont restés dans le pays et ont compris le caractère néfaste de cette politique de désunion.

Cette politique d'ailleurs provoque l'indignation de tous les éléments clairvoyants au sein même de l'émigration polonaise à Londres. Nous rappellerons ici la déclaration du général Zeligowski, un des compagnons d'armes les plus proches du Maréchal Pilsudski. Refusée par la radio polonaise de Londres, elle fut diffusée l'été dernier par la radio tchécoslovaque ; en voici la substance :

La politique du gouvernement polonais est dénuée d'épine dorsale... Cette politique déraisonnable qui mise sur les dissensions dans le camp des Nations Unies, a encouragé une partie des politiciens polonais à chercher un accord avec les Allemands, ce qui constitue non seulement une trahison envers la Nation polonaise et les Slaves, mais aussi envers les Alliés occidentaux. L'évolution de la situation en Europe peut déplaire à certains hommes, mais la politique du patriotisme polonais doit compter avec les faits. Et l'apport des armes soviétiques à la cause commune, l'accroissement de la puissance de ce plus grand des Etats slaves, constituent des faits. Il était du devoir du gouvernement polonais d'en tirer les conclusions. Il n'en fit rien. *Dans ces conditions, on a ouvert la voie à la propagande de guerre contre l'U. R. S. S.* Si elle aboutissait, la perte de notre Etat serait consommée. Il faut couper l'herbe sous les pieds d'une telle propagande. Ce que le gouvernement n'a pas fait, les Polonais doivent le faire de leur propre initiative.

Ainsi a parlé un Polonais, pourtant ancien membre de la « Sanacja », au début de 1944, quelques mois avant la terrible tragédie de Varsovie. Mais si les gouvernants polonais, siégeant à Londres, n'ont pu rompre avec le passé néfaste, *le peuple polonais* a pris la parole, et par son émanation directe, le Comité polonais de Libération Nationale, a défini la future politique étrangère de la Pologne. Nous voulons rappeler à ce propos que le Comité Polonais de Lublin, qui a été constitué à l'instar du Comité Français de Libération Nationale, est composé des représentants du Parti Populiste, du Parti Socialiste, des Démocrates Chrétiens et du Parti Communiste. C'est parce qu'il représente vraiment la Nation polonaise et non pas les intérêts d'une poignée de seigneurs, que ce Comité a pu définir la politique étrangère future telle qu'elle est indispensable à la reconstruction de la Pologne et de l'Europe. Dans le manifeste du Comité de Lublin, nous lisons :

« L'histoire et l'expérience de la guerre actuelle ont prouvé qu'à l'assaut de l'impérialisme germanique seule peut résister une digue slave formée dans sa base par l'entente polono-soviéto-tchécoslovaque.

« L'alliance durable avec nos voisins immédiats, c'est-à-dire avec l'Union Soviétique et la Tchécoslovaquie, sera la base de la politique étrangère polonaise réalisée par le C. P. L. N. La fraternité d'armes scellée par le sang versé en commun dans la lutte contre l'agresseur allemand, approfondira davantage l'amitié et renforcera l'alliance avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

« La Pologne tendra à conserver la politique d'amitié et d'alliance traditionnelle avec la France renouée et à collaborer avec toutes les nations démocratiques. La politique polonaise sera démocratique, basée sur le principe de la sécurité collective. »

L'intérêt de la France

Mais la politique étrangère polonaise ne concerne pas seulement les Polonais, elle concerne tous les Etats, et la France en particulier. En effet, il y a d'un côté le gouvernement polonais de Londres, dominé par les éléments réactionnaires qui ne cachent nullement leur intention de faire la guerre à l'Union Soviétique (ils le disent par exemple ouvertement aux volontaires qu'ils enrôlent dans l'armée contrôlée par eux). Il y a, d'un autre côté, le Comité de Lublin qui veut la paix dans l'intérêt de la nation polonaise et de toute l'Europe.

La France qui, après avoir repris son rôle de grande puissance, décidera des problèmes européens, ne peut se désintéresser du problème polonais.

Selon les déclarations des personnalités politiques françaises les plus éminentes, la politique française doit reposer sur la coopération étroite avec l'U. R. S. S. d'un côté, avec l'Angleterre et les Etats-Unis de l'autre. La France doit former un pont entre l'Ouest et l'Est ; « *de la collaboration franco-soviétique dépendent la paix, le progrès et le bonheur de l'humanité* », comme l'a déclaré M. Bidault. C'est ainsi que le programme politique de la France rejoint celui de sa sœur-martyre, la Pologne, et dont nous avons indiqué les principes ci-dessus. Ces programmes se complètent et ce n'est que si celui du Comité de Lublin se réalise, que la France pourra poursuivre les grandes lignes du sien.

En effet, si la France a toujours pour voisin l'Allemagne, il n'en est pas de même pour la Russie. Entre la Russie et la frontière allemande, s'étendront, à la fin de cette guerre, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Du côté de la Tchécoslovaquie, il n'y a pas de difficultés possibles, ce pays étant lié par un pacte d'alliance avec l'U. R. S. S., récemment conclu à Moscou, et par un pacte d'assistance mutuelle avec la France, solennellement renouvelé. Ici, la chaîne des alliances qui doit enserrer l'Allemagne est fermée. Mais la plus grande partie de la frontière Est de l'Allemagne sera longée par les territoires polonais. Bien que le pacte russo-tchécoslovaque prévoie l'adhésion de la Pologne, il n'en est encore rien par suite de l'attitude des émigrés polonais de Londres. Si, par improbable, ces hommes réussissaient à reprendre le dessus en Pologne, fidèles à leur politique d'avant et pendant la guerre, ils chercheraient, à la faveur de la situation géographique de la Pologne, d'en faire une barrière séparant l'Ouest de l'Est et rendant difficile, sinon impossible, une efficace coopération politique et militaire de la France avec l'Union Soviétique. Comme par le passé, cette politique ne saurait que servir les desseins bellicistes de l'Allemagne et encourager les junkers à préparer leur revanche.

M. Eden a dit dernièrement à la Chambre des Communes que si les quatre grandes puissances s'étaient mises d'accord dès 1939, la guerre n'aurait pas eu lieu et qu'à l'avenir une fissure dans l'unité des Alliés pourrait rendre possible une nouvelle agression allemande.

Nous avons vu qu'en se servant de la politique de Beck et consorts, les Allemands avaient réussi, dans une grande mesure, à empêcher la formation d'un bloc des puissances pacifiques. Nous voyons aujourd'hui que le cabinet d'émigrés polonais est le foyer permanent des troubles qui risquent d'introduire des dissensions entre les Alliés, au profit, comme toujours, de l'Allemagne. Il serait inadmissible que ces mêmes hommes, guidés par les intérêts qui n'ont rien de commun avec les préoccupations et les intérêts de la Nation polonaise, puissent recommencer demain leur œuvre néfaste.

Du caractère de la Pologne de demain dépendra dans une grande mesure le sort de la France. Ou bien l'on aidera la Pologne à cimenter l'union nécessaire entre la France et l'U.R.S.S., pour le plus grand bien de la paix, ou bien elle deviendra une barrière entre ces deux puissances, mettant ainsi en échec la politique internationale envisagée par le gouvernement de la France.

Pour ces raisons, la France ne saurait rester indifférente à l'égard du problème polonais. Comme la Pologne, elle a subi dans cette guerre les conséquences de la politique de Beck et de ceux qui le soutenaient hors la Pologne. Ni elle ni la Pologne ne pourraient admettre que les successeurs directs de cette politique recommencent des manœuvres qui encore une fois mettraient en danger leur sécurité.

La Pologne a, comme toujours, les yeux tournés vers la France, aujourd'hui renaissante. L'entrée en contact avec le seul pouvoir réel du pays qui voit en elle le champion de la Liberté et de la Paix permettrait à la France de faire un grand pas vers la solution d'un problème qui, pour elle-même, est d'une importance vitale.

DES DOCUMENTS

B.D.I.C.

Au moment où les derniers partisans de l'unité des Alliés disparaissent du gouvernement d'émigrés polonais, nous croyons devoir mettre sous les yeux de l'opinion européenne une série de documents émanant de « ceux qui restent ». Nous nous abstenons dans la mesure du possible de longs commentaires. L'éloquence des documents présentés ne pourrait, nous en sommes convaincus, y gagner qu'autant que nos commentaires aideront le lecteur à parvenir à une synthèse de l'actualité polonaise et de l'importance de la partie qui se joue actuellement entre l'avenir et le passé, entre le C. P. L. N. d'une part et le gouvernement de Londres d'autre part. Certains de servir la cause de notre Patrie martyre qui n'a rien de commun avec cette poignée d'hommes remplis de haine envers tout ce qui est populaire et démocratique en Europe, nous pensons qu'un vrai patriote polonais n'a rien à cacher devant les Nations et les Gouvernements amis, d'autant plus que des centaines de nos compatriotes, tombés dans l'insurrection de la France, ont prouvé l'attachement de notre peuple à la cause commune.

La "P. O. W. N." et l'unité franco-polonaise

Depuis la libération, paraît à Lens un journal polonais « L'Etendard », placé sous les auspices du gouvernement d'émigrés de Londres et de son émanation en France : « Le Comité Central à la Lutte ». Son directeur effectif est M. Kawalkowski, ancien consul général de M. Beck à Lille. Le même journal paraissait clandestinement sous l'occupation. M. Kawalkowski s'appelait alors « Justin » et l'organisation qu'il dirigeait, portait les initiales « P. O. W. N. » On verra plus loin quel était le visage de cette organisation « patriotique ». Citons d'abord un passage du discours radiophonique, prononcé de Londres par M. Justin-Kawalkowski, le 22 septembre 1944 (d'après « L'Etendard » du mois d'octobre 1944) :

« Bien qu'il soit encore trop tôt pour écrire l'histoire de nos efforts pendant les trois années (1941-44 en France — N. D. L. R.), l'ampleur de ces efforts parle par elle-même. On nous voyait partout, et partout où le peuple français menait sa lutte pour la libération, nous étions aux côtés de ce peuple. »

Un mois plus tard, M. Kawalkowski juge le moment déjà venu pour décrire l'histoire de ses efforts. Il le fait au cours d'une séance du « Comité à la Lutte ». Voici le passage capital de son rapport, reproduit par « L'Etendard » (N° 13, du mois de novembre) :

« Nous avons désigné 29 objectifs qui devaient être détruits au moment prévu. L'action rapide des Alliés en France a rendu impossible l'exécution de ces tâches. Les ordres ont été changés. Nous le ressentons comme un tort moral qui nous a été causé. Même si nous n'avons pas pu détruire ces objectifs, pour le bien de nos Alliés, nous aurions pu les occuper et maintenir. Notre gouvernement à Londres fut mis au courant de cette affaire par moi personnellement. »

L'immigration polonaise qui, à l'appel du Comité Polonais de Libération Nationale, a donné plus de 20.000 combattants pour libérer la Picardie, la Bourgogne, la Provence, le Languedoc et les côtes de la France, a déjà décerné à M. Kawalkowski le titre qui lui est dû : « l'Homme des 29 plans ». Mais voyons ce qu'écrivait le même émissaire du général Sosnkowski, à l'époque où ses ordres ne pouvaient être si facilement contrôlés par les chefs de la Résistance française.

L'ordre N° 7, signé « Justin, chef de la P. O. W. N. » et daté « P. C., le 23 septembre 1943 », disait :

« Au moment où les provocateurs allemands et les éléments qui n'obéissent pas aux ordres du gouvernement (d'émigrés — N. D. L. R.) s'appliquent à gaspiller les énergies polonaises, en les encourageant à des actions prématurées, ou à se joindre aux Français dans les rangs des Francs-Tireurs-Partisans, le seul maintien de la discipline dans nos rangs ne suffit pas. Nous devons maîtriser l'attitude de toute la population polonaise. »

A cette menace terroriste, à peine déguisée, suivait l'explication ci-dessous :

« Notre devoir est de garder jusqu'à ce moment (le moment de l'action — N. D. L. R.) le secret de notre existence et de nous préparer soigneusement à l'accomplissement de la tâche dont nous sommes chargés, que nous exécuterons en tant que force armée polonaise indépendante, et qui est *uniquement* la cause de la libération de notre patrie. »

Et plus loin :

« Pas une goutte de sang polonais ne doit être gaspillée. »

L'ordre que nous venons de citer, enjoignait aux immigrés polonais de « suivre *aveuglément* les instructions » qui leur seraient données par les chefs de la P. O. W. N.

« L'Etendard », journal dont nous avons parlé plus haut, et qui affiche aujourd'hui sa sympathie pour la Nation française, écrivait dans le même sens que les ordres secrets de Justin (dans son numéro clandestin d'octobre 1943) :

« Nous luttons *uniquement* pour la cause polonaise et rien ne pourra nous détourner de cette voie. »

Contre l'unité des Alliés

Un journal « Le Mythe Polonais », dont le contenu et le ton rappelaient singulièrement « Le mythe du vingtième siècle » du ministre hitlérien, le baron Rosenberg, paraissait « clandestinement » en zone sud. Après la libération de la France, il a paru ouvertement à Lyon, comme un des organes relevant du gouvernement d'émigrés, et publiait les communiqués de ses consuls en France. La nouvelle situation l'obligea à une certaine retenue diplomatique. Mais il est d'autant plus édifiant de rappeler certains articles, parus dans le « Mythe » aux temps de l'occupation, comme celui du 10 mars 1944 où l'on lisait à propos des frontières de la Pologne :

« L'Angleterre ne fait que le marché de frontières, comme elle fait le marché d'or, de nickel, de cuivre, de chrome et de wolfram. L'Angleterre ne va pas risquer le sang anglais qui a une si haute valeur, pour la défense des frontières étrangères, c'est pour la cause de l'Angleterre, de ses colonies et de son empire, que coule déjà le sang de l'Europe toute entière. »

Suivent les insultes grossières à l'agresse des Alliés :

« ... M. le Premier Ministre Churchill doit-il devenir bientôt cousin du grand Maréchal Staline, comme le camarade Staline est devenu celui du roi fasciste d'Italie, Victor-Emmanuel III ? »

Un autre article du même journal explique :

« C'est à travers la Pologne que mènent les routes d'invasion des impérialismes allemand et russe, nos ennemis, comme ils sont des ennemis de l'Europe toute entière et de sa civilisation. »

B.D.I.C.

« ...La victoire de la barbarie hitlérienne ou bolchevique signifie la décadence de ces valeurs de culture européenne, dont nous nous enorgueillissons. »

Un ordre transmis oralement

Nous avons cité des ordres écrits.

Il y en avait d'autres, que l'on n'osait pas transmettre par écrit. En septembre 1943, un ordre fût transmis oralement aux groupes de la « P. O. W. N. », où le mépris de la souveraineté française et la calomnie envers les Alliés britanniques se donnaient libre cours, dans l'espoir d'une brouille entre les Nations Unies, espoir si cher à Goebbels ainsi qu'à tous ses émules. Nous en citons les cinq premiers points :

1° Le temps presse et il faut accélérer le recrutement, surtout des jeunes, comme volontaires pour l'armée polonaise...

3° *Le gouvernement polonais ne demandera permission à personne en France, car ce seront les Anglais qui domineront la situation* : En l'espace de 48 heures, tous les Polonais de 18 à 48 ans devront être enrôlés, quel que soit leur lieu de travail.

4° *Notre lutte ne concerne pas le terrain français* : toute l'armée doit se transporter au plus vite sur le territoire de Pologne. *En France, on prévoit la lutte de deux grands partis, c'est-à-dire du Parti Communiste et de l'autre (on n'a pas nommé « l'autre » — N. D. L. R.)*.

5° *Les Anglais ne comptent pas du tout sur la nation française à cause de la querelle qui va s'y déclencher, c'est pourquoi un rôle important incombe aux Polonais*. Chaque section doit communiquer, dans les huit jours, la liste des objectifs qu'elle entend endommager en cas de débarquement.

On sait déjà ce que sont devenus les « 29 objectifs » de la P. O. W. N. Quant à l'espoir d'une mésentente entre les Alliés, exprimé dans cet ordre, il relevait du même esprit que le fameux ordre anti-britannique du général Sosnkowski, adressé à ses troupes, et qui entraîna une démarche énergique de la part de M. Eden auprès du gouvernement d'émigrés. Malgré une défense opiniâtre de la part de MM. Raczkiewicz, Kwapinski et leurs collègues, le général Sosnkowski dut finalement démissionner. Mais M. Raczkiewicz conserva sa place de Président et M. Kwapinski vint d'être nommé « Premier » à la place de M. Mikolajczyk. Quoi d'étonnant si M. Sosnkowski reste, plus que jamais, l'éminence grise, le vrai dictateur de ce cabinet d'émigrés en quête d'une discorde entre les Alliés ?

Des socialistes ?

Nous lisons dans un tract, soi-disant clandestin, et édité en 1943 sous la signature du « Comité du Conseil du P. P. S. en France et en Belgique », au sujet de l'armée polonaise combattant aux côtés de l'armée soviétique :

« Les peuples du Caucase ont succombé sous la violence des envahisseurs déguisés en uniformes caucasiens pour tromper l'opinion mondiale. La même ruse vient d'être employée dans la guerre actuelle contre les Polonais et la Pologne : on habille en uniforme polonais des Ukrainiens, des Kirghiz, des Tartares et l'on met à leur tête le Juif Berling, soi-disant originaire de Cracovie. »

Le même tract dit :

« De nouveau apparaît chez les Russes la vieille tendance à accaparer nos territoires de l'Est, la vieille ambition tsariste, la soif insatiable

souvie des terres d'autrui, la volonté de transformer les nations assujetties en une populace travaillant pour le Moloch militaire et impérialiste. »

On serait tenté de croire à une mystification de la Gestapo. Mais voici que le journal « Liberté », édité clandestinement à Varsovie en mai 1943 (donc à la même époque que le tract précité) exprime sa joie de la rupture des relations entre le gouvernement, dirigé à l'époque par le général Sikorski et celui de l'Union Soviétique :

« Nous avions, dès le début, une position sceptique envers le pacte polono-soviétique.

...Nous étions satisfaits que l'enthousiasme initial (suscité par ce pacte — N. D. L. R.) se soit totalement éteint.

...Nous nous limitons dans notre critique, afin de ne pas amener l'eau au moulin de la propagande soviétique et hitlérienne. »

Le même article salue la démission du ministre de la Propagande dans le cabinet du général Sikorski, le professeur Stanislas Stronski qu'il accuse « d'avoir fait trop de tapage au moment de la signature de l'alliance polono-soviétique ».

Un autre article du même numéro caractérise l'U. R. S. S. comme « un pays gouverné par des bureaucrates » dont l'action est dirigée par « la raison d'Etat tsariste-communiste ».

Le journal « Liberté » porte en sous-titre les insignes : P. P. S. (Parti Socialiste Polonais). Bien entendu, *il ne faut pas le confondre avec le vrai P. P. S.*, dont l'un des dirigeants et l'ancien rédacteur de l'organe clandestin « Robotnik » (« L'Ouvrier ») est M. Osobka-Morawski, actuellement Président du C. P. L. N., à Lublin. Le journal « Liberté » était édité par un groupe de socialistes de droite, lié depuis des années aux services secrets du groupe pilsudskiste (la fameuse « Sanacja »). Un des principaux hommes de ce groupe, M. Thomas Arciszewski, ami personnel du général Sosnkowski, se trouvait à Varsovie au moment où paraissait le journal que nous venons de citer.

Quant aux tendances antisémites qui percent dans le tract « socialiste » que nous venons de citer, n'oublions pas que M. Sosnkowski créa, dès 1920, le premier camp de concentration pour les Juifs en Pologne, le fameux camp de Jablonna, près de Varsovie.

M. Arciszewski, venu récemment de Pologne, fait partie du nouveau cabinet d'émigrés, « épuré » des ministres paysans avec M. Mikolajczyk en tête.

En plein racisme

Une des organisations qui ont le plus contribué à la mobilisation des immigrés polonais dans les rangs des F. F. I., fut « L'Organisation d'Aide à la Patrie », la même qui développe actuellement une large action culturelle, en même temps qu'une mobilisation des Polonais pour la reconstruction de la France. Il était donc dans la logique des choses que certains tracts venant de la source impure se soient servis d'un nom similaire, comme par exemple « Comité Ouvrier de l'Organisation d'Aide à la Patrie Polonaise ». Un tract édité sous cette signature, écrivait :

« ...Ne pouvant pas diviser les Polonais, l'impérialisme russe, comme autrefois l'impérialisme allemand du temps des Hohenzollern, et aujourd'hui souvent la Gestapo, se sert des Juifs. Nous ne sommes pas des ennemis de la nation juive, ou, comme on dit, « des mangeurs des Juifs », néanmoins nous mettons en garde l'ouvrier et le mineur polonais contre le Juif, qui a toujours exploité économiquement l'ouvrier et le paysan polonais. Actuellement, les Juifs, comptant sur la naïveté des Polonais, veulent nous induire en erreur, en nous disant que le mieux pour les Polonais serait de donner aux Soviets la moitié de la Pologne. Les Juifs voudront sans aucun doute faire une bonne affaire sur le dos des Polonais, et recevront pour cette transaction une bonne commission

de la part de la Russie. Et, si le Polonais laisse faire le Juif, il sera une fois de plus trompé et livré à l'occupation russe. »

« En mettant en garde l'émigration contre « cette bonne affaire » juive au détriment de la Pologne, nous vous avertissons qu'à la tête de l'action communiste au sein de l'émigration polonaise se trouvent uniquement les Juifs de Nalewki et de Paris. »

Une "chanson de troupe"

Pour mieux connaître les buts dont parlent entre eux certains recruteurs de « volontaires », qui croyaient récemment pouvoir mettre la main sur les unités polonaises des F. F. I., couvertes de gloire dans la lutte pour la libération de la France, il n'est pas inutile de citer aussi une chanson, ronéotypée et distribuée la veille de la libération dans les corons miniers :

« Le cœur et l'âme se réjouissent
Quand l'armée polonaise repart à l'attaque.
C'est Justin qui nous mènera au combat. »

.. .. .
« Les vrais Polonais attendent patiemment
Le mot d'ordre viendra, alors on frappera les Boches. »

.. .. .
« Nous appuierons nos frontières de l'Est sur la Duna,
Sur le canal de Lepel et la Bérézina...
Nous commencerons à Stettin et finirons à Riga. »

Les documents que nous venons de citer nous ont été apportés par des officiers et des soldats, par des ouvriers et des intellectuels polonais, écœurés et inquiets de voir la pure image de leur patrie bien-aimée ternie par l'activité d'une poignée d'hommes, insouciants de l'avenir du pays. Nous croyons pouvoir les rassurer : la France démocratique saura faire la distinction nécessaire entre la vraie Pologne et ceux qui ont perdu la notion de son passé héroïque.

Nouvelles des régions libérées

La réalisation de la réforme agraire

Le morcellement des propriétés foncières, prévu par la réforme agraire, se présentait à la date du 9 Novembre comme suit :

Dans la voïvodie de Varsovie, dix-sept propriétés foncières étaient déjà morcelées, le morcellement de 24 autres étaient en cours. Dans celle de Lublin, 138 morcellements effectués, 200 autres en cours.

Dans celle de Bialystok, 140 effectués, 23 en cours. Dans celle de Rzeszow 57 domaines morcelés, 45 autres en cours. Dans la partie libérée de la voïvodie de Kielce, 13 domaines morcelés, 5 autres en cours.

Le morcellement vient de commencer dans les régions de Lomza et de

Suwalki où 17 propriétés ont déjà été englobées dans la réforme agraire.

Le canon tonne,

L'Université rouvre ses portes

Praga, faubourg de Varsovie, hier encore champ de bataille, aujourd'hui à peine libérée par l'Armée Rouge et l'Armée Polonaise, vient d'ouvrir une Faculté de Médecine. Située à la limite même du front, Praga se trouve toujours sous le feu de l'artillerie ennemie. La Faculté, relevant de l'Université de Varsovie, est dirigée par le Dr Budkiewicz.

De son côté, l'Université Catholique de Lublin, prépare également l'ouverture de deux Facultés, l'une de Médecine, l'autre d'Agriculture.

Les conférences publiques organi-

sées par l'Université de Lublin, sont particulièrement suivies. Elles sont faites par des savants polonais éminents, miraculeusement échappés à la terreur nazie ; citons parmi eux les professeurs de l'Université : J. Kleiner, J. Siengilowicz, S. Bialkowski et J. Lubieniecki.

Des cadres pour l'enseignement

La réouverture des écoles communales et professionnelles a posé avec acuité la question des cadres enseignants.

On manque d'instituteurs, décimés par la mort, la torture et la déportation, on manque aussi de manuels scolaires détruits ou dispersés par les Allemands.

A Bialystok seulement on compte seize instituteurs fusillés, vingt-et-un morts dans les camps de concentration, beaucoup d'autres arrêtés et déportés.

C'est pourquoi le C.P.L.N. a organisé tout un réseau de cours complémentaires pour les instituteurs et plusieurs commissions sont chargées de l'édition des nouveaux manuels.

Des cours du soir sont ouverts aux adultes. Seize écoles agricoles, dont la création s'imposait en liaison avec la réforme agraire, fourniront bientôt à l'agriculture des forces qualifiées.

Enfin, des écoles de musique, de peinture et de danse classique viennent d'être inaugurées à Lublin.

A chaque commune son foyer de culture

Cette décision vient d'être prise à la conférence qui a réuni récemment les présidents des conseils nationaux et les maires de la région de Lublin.

Elle dénote la vitalité du pays qui, privé depuis cinq ans de culture, de science et d'enseignement polonais, réalise, en pleine guerre, un vaste programme d'éducation nationale.

Une des manifestations significatives de ce renouveau cultural est la renaissance des bibliothèques.

A Bialystok, dès le mois d'Août et la bataille faisant rage, la bibliothèque de la ville se reconstituait ; les Allemands en avaient dispersés tous les livres. Dès le 22 Août, elle ouvrait

ses portes au public, avec 60.000 volumes récupérés, on devine au prix de quels efforts ! A Lublin, plusieurs salles de lecture sont actuellement mises à la disposition du public. En dehors des livres polonais, on y peut consulter aussi des volumes en langue française, anglaise et russe. Une bibliothèque ambulante, comportant plusieurs milliers d'ouvrages, permet aux campagnards les plus éloignés, de partager la vie intellectuelle des citoyens.

D'autre part, l'Institut Militaire des Editions Scientifiques a repris à Lublin la publication des manuels d'études militaires. L'ancienne revue militaire « Bellona », ainsi que deux autres périodiques consacrés aux questions militaires, vont paraître prochainement. Notons en passant que la Bibliothèque militaire centrale à Varsovie, riche de plus de 400.000 volumes, avait été entièrement pillée par les « Kulturtraegers » allemands.

... La vie artistique également a repris. Des concerts, des récitals, des matinées littéraires, des expositions de peinture, s'organisent un peu partout dans les territoires libérés. Les théâtres et les cinémas sont très fréquentés.

Le Comité de Juifs Polonais

Les Juifs polonais qui, sous l'occupation, ont connu un sort particulièrement cruel, viennent de constituer un Comité Central Juif. Le Comité apporte au C.P.L.N. de Lublin, l'adhésion loyale de la population juive qui désire participer activement à la lutte contre les Allemands, à la reconstruction d'une Pologne démocratique et indépendante et au relèvement de l'économie nationale, dans l'égalité complète des droits et des devoirs.

Il a été décidé, d'autre part, de veiller à la renaissance de la culture et de l'art juifs.

Le Comité restera en contact étroit avec le Comité d'Organisation des Juifs polonais qui existe en U.R.S.S. MM. Osubka-Morawski et Bierut, présidents du C.P.L.N. de Lublin, après avoir reçu le Bureau du Comité, ont exprimé leur sympathie pour la population juive et leur désir de soutenir l'action du Comité.



**COMITE POLONAIS DE LIBERATION NATIONALE
EN FRANCE**

8, rue Danton, Paris-5^e

**SERVICE
DE DOCUMENTATION**

(Extraits des numéros 1 et 2)



Supplément au N° 3

Novembre 1944

SOMMAIRE:

1. -- *Le renforcement de la petite propriété en Pologne* ... 3
2. -- *En marge du problème des frontières;* ... 6
3. -- *Remarques sur la controverse constitutionnelle* ... 9

P.P. 3831

La politique extérieure de la nouvelle Pologne

« Une alliance durable avec nos voisins immédiats, l'Union Soviétique et la Tchécoslovaquie, sera la base de la politique extérieure polonaise réalisée par le CPLN. »

La fraternité d'armes, consacrée par le sang versé en commun dans la lutte contre l'agression allemande, rendra encore plus profonde l'amitié et plus forte l'alliance avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique.

La Pologne aspire au maintien de l'amitié traditionnelle et de l'alliance avec la France ressuscitée, et à la coopération avec tous les pays démocratiques du monde.

La politique extérieure sera démocratique et basée sur le principe de la sécurité collective. »

(Extrait du Manifeste du CPLN.)

Le renforcement de la petite propriété en Pologne

Quel sera le régime économique et social choisi par la Pologne, libérée avec l'aide de l'Armée Rouge ? Ce problème capital, qui soulève la curiosité générale et parfois certaines craintes, peut déjà être partiellement étudié, à la lumière des mesures prises par le CPLN de Lublin, surtout dans le domaine de la propriété agricole.

On peut considérer cette dernière comme la pierre de touche de toutes les mesures gouvernementales dans un pays où, jusqu'à la guerre, les trois quarts de la population vivaient à la campagne.

Mais voyons d'abord, en bref, quelle était l'image de cette campagne.

Semi-féodalité

Il y avait, en chiffres ronds, 4 millions de familles paysannes et 19 mille familles de hobereaux à la campagne polonaise avant la guerre.

Les quatre millions de familles paysannes possédaient 60 pour cent des terres du pays. Environ 40 pour cent de ces terres appartenaient aux 19 mille anciens féodaux.

Si, en moyenne, la famille d'un « châtelain » détenait autant de terres que 400 familles paysannes, il y avait en Pologne des domaines monstres, tel le « fidei-comis » (bien héréditaire et inaliénable) de l'ainé des princes Radziwill : 170 mille hectares de terre, sans compter les biens de ses cadets qui se chiffraient au total à plus de 150 mille hectares !

Autour de tels domaines, des milliers de paysans, dont une partie végétait sur de misérables lopins de terre (1-3 hectares), étaient obligés très souvent de fournir leur travail à l'ancien seigneur pour le seul droit de planter quelques pieds de pommes de terre ou de faire paître une vache sur les terres de celui-ci. Rien d'étonnant que, disposant de cette main-d'œuvre quasi-gratuite, les gros propriétaires fonciers aient renoncé à toute nouvelle acquisition de machines agricoles, dont le nombre diminuait même sans cesse.

Le paysan polonais allait nu-pieds, sauf le dimanche. La plupart des enfants paysans ne connaissaient pas le goût du sucre. En même temps les deux grandes usines polonaises d'engrais chimiques (« Chorzow » et « Moscice ») arrêtaient quasi-totalement leur production, faute d'acheteurs.

Le marché intérieur en Pologne devenait de plus en plus restreint.

On manque encore de précisions, mais on imagine facilement dans quelle mesure l'occupation hitlérienne a aggravé cet état de choses. Le relèvement de la Pologne est devenu, avant tout, le problème du RELEVEMENT DE LA PAYSANNERIE, impossible sans une transformation fondamentale des rapports sociaux à la campagne.

La réforme agraire

La Diète polonaise avait annoncé, il y a bientôt vingt-cinq ans, une loi sur la REFORME AGRAIRE qui prévoyait le morcellement obligatoire des grandes propriétés d'origine féodale.

Mais en 20 ans, dix pour cent des terrains destinés à la réforme, ont été effectivement morcelés. A cette cadence, il aurait fallu que les paysans n'attendent pas moins de deux siècles la réalisation complète de la réforme.

B.D.I.C.

Quelle fut l'attitude envers ce problème du premier gouvernement polonais sur les terres délivrées des Allemands ? Le jour même de sa formation, le CPLN annonça, dans le message que nous venons déjà d'évoquer, *la mise en vigueur immédiate et générale de la réforme agraire*, promise au peuple il y a 25 ans.

Voyons le texte même du Manifeste qui annonce cette réforme importante :

« Il sera constitué un Fonds national agricole, soumis au Département de l'Agriculture et des Réformes agraires.

« Ce Fonds sera constitué par les propriétés suivantes (y compris les bâtiments, l'outillage et le bétail) : les propriétés allemandes, les propriétés des traîtres à la nation, de même que les grosses propriétés au-dessus de 50 ha, sauf sur les territoires annexés par le Reich où ce plafond sera en principe de 100 ha. »

(N.D.L.R. : — La différence entre le plafond dans le « Gouvernement général » et les territoires de l'Ouest incorporés simplement dans le Reich, s'explique par le fait qu'il y a, en Pologne occidentale, des paysans dont les propriétés dépassent de beaucoup le plafond de 50 hectares. On voit dans quelle mesure le CPLN de Lublin se montre soucieux de préserver la *propriété paysanne*).

A la place de l'ancienne noblesse — une robuste couche paysanne

Que deviendront les anciens propriétaires des terres reprises par le Fonds National Agricole ? Le manifeste répond à cette question :

« Les propriétés allemandes et celles des traîtres à la nation seront confisquées. Les grosses propriétés passent au Fonds National Agricole sans indemnité, mais il sera pourvu aux besoins de leurs anciens propriétaires. Les propriétaires qui se seront distingués dans la lutte contre les Allemands, auront droit à une aide plus grande de l'Etat ».

Et que deviennent les biens, groupés ainsi par l'Etat ?

« Les propriétés groupées par le Fonds National Agricole, seront réparties entre les paysans pauvres, moyens, paysans sans terre, salariés agricoles et paysans chargés de familles nombreuses.

« Les terres, attribuées aux paysans moyennant une contribution minime (NDLR — pour le principe), ainsi que leurs anciennes possessions constituent LA PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE DE CHACUN.

« Le Fonds Agricole a pour tâche de créer de nouvelles propriétés, tout en complétant les plus petites, en prenant pour base une économie moyenne de 5 ha de surface ».

On ne manquera pas de remarquer l'absence totale de toute idée de « kolchoze » et le caractère nettement individualiste. *L'esprit paysan* du document précité. Le même esprit préside aux parties du Manifeste, consacrées à la politique industrielle et commerciale. Nous y reviendrons prochainement. Citons pour l'instant ce petit passage seulement :

« Les lois allemandes qui empêchent la libre activité économique et l'échange entre la campagne et la ville, seront supprimées. *L'état prêtera son appui à l'initiative privée*, en accélérant le rythme de la vie économique, de même qu'il soutiendra le développement de la coopération ».

La question des biens de l'Eglise

En revenant à la réforme agraire, nous devons une petite explication à tous ceux qu'étonne le fait que le décret du CPLN sur *l'exécution* de la réforme agraire, émis peu après, exonère de la reprise obligatoire *les biens de l'Eglise*, dépassant le plafond prévu. Pour comprendre cela, il faut tenir compte des persécutions effroyables, supportées par l'Eglise catholique pendant les cinq années d'occupation hitlérienne en Pologne, de l'héroïsme avec lequel la plupart des prêtres défendaient le patrimoine national. Dans ces jours sombres, l'Eglise était devenue un des principaux remparts du patriotisme, de la langue et de la culture nationale en Pologne. Il serait injuste et nocif pour l'unité nationale d'ajouter de nouvelles difficultés à celles que l'Eglise polonaise vient de subir. Les membres

du CPLN, en majorité partisans de la laïcisation complète de l'Etat, ont été unanimes à ménager la position économique de ce foyer précieux de la résistance contre les envahisseurs et du relèvement du pays. Le Manifeste du CPLN déclare que :

« La propriété arrachée par les Allemands aux citoyens particuliers, aux paysans, artisans, commerçants, industriels, aux Institutions et à l'Eglise, sera rendue à ses possesseurs légitimes ».

Les conséquences économiques de la réforme

Si la Pologne devient, comme se le propose le CPLN de Lublin, un pays de petits et moyens paysans, auxquels leur propriété permettra de vivre en aisance, du même coup un vaste marché intérieur s'ouvrira en Pologne, comme il s'était ouvert en France dans les années qui suivirent la Grande Révolution et qui virent l'essor fabuleux de l'industrie française au XIX^{ème} siècle. Le manque de ce marché intérieur était à la base de la faiblesse économique, sociale et militaire de la Pologne d'avant-guerre. Il condamnait l'industrie polonaise à une vie rachitique, au dumping ruineux pour le pays et pour ses concurrents étrangers, à l'emprise des trusts qui drainaient les subsides et les primes d'Etat, tout en profitant de l'étroitesse des débouchés pour étouffer les petites entreprises et « carteliser » à outrance.

Maintenant, tout ça doit changer. « Si le paysan a de l'argent, tout le monde en a », dit le vieux proverbe français. Quatre millions de familles paysannes peuvent devenir acheteurs de l'outillage agricole, des engrais, des matériaux de construction, des objets ménagers, des vêtements etc... Une partie considérable des fils de ces familles peut et doit trouver sa place dans l'industrie qui travaillera pour ce marché paysan, en train de naître.

L'avenir des relations économiques franco-polonaises

Faut-il en déduire que cette Pologne rénovée par une paysannerie forte et aisée va se cantonner dans une autarchie quelconque ou limiter ses rapports commerciaux à ses voisins immédiats ? Rien ne serait plus faux qu'une telle supposition.

Tout d'abord, la reconstruction du pays dévasté et la mise en place des usines correspondant aux besoins élargis de la campagne, demandera, pendant de longues années, des importations de toute sorte. Les circonstances particulièrement favorables doivent permettre à l'industrie française de s'affirmer sur ce marché transformé, si elle sait en tirer parti.

Il y a quatre circonstances favorables, deux anciennes et deux nouvelles, à l'augmentation de l'activité économique française en Pologne. Parmi les premières comptons le goût traditionnel des Polonais pour la fabrication française et la connaissance des besoins polonais par l'industrie française.

Les nouvelles circonstances sont : l'une d'ordre politique, l'autre, d'ordre économique. La première, c'est la sympathie manifeste de la nouvelle démocratie polonaise envers la France du général De Gaulle. La seconde, c'est *le rétrécissement inévitable de la position de l'Allemagne comme pays exportant en Pologne.*

L'Allemagne, avec l'aide complaisante de M. Beck et de ses collègues, a pris dans les années qui précédèrent immédiatement la guerre, la première place dans l'importation des machines, du matériel électrique, des médicaments, des couleurs, et même des automobiles. La France était quasiment absente dans nos importations de machines, de moyens de transport, de matériel électrique, tandis que dans les produits de pharmacie et similaires son importation en Pologne représentait (en 1937) le quart de celui de l'Allemagne. Faut-il insister davantage ?

Il est de la plus haute importance pour un pays comme la France, obligé de reconquérir sa place en Europe et dans le monde, de saisir les possibilités nouvelles, ouvertes devant lui dans un pays ami qui, encore en pleine lutte pour son existence, s'engage déjà courageusement sur les chemins d'une nouvelle démocratie politique et économique.

En marge du problème des frontières

Le 22 Juillet 1944, le CPLN lançait un Message à la Nation, précisant les problèmes essentiels de la politique intérieure et extérieure de la Pologne. Nous reproduisons ici les deux passages ayant trait à la question des frontières de la République Polonaise.

« Debout pour une Pologne libre, pour le retour à la mère-patrie, de la vieille Poméranie polonaise, de la Silésie polonaise, de la Prusse-Orientale, pour une frontière polonaise sur l'Oder.

« Debout pour une Pologne qui ne sera jamais plus menacée par la ruée germanique, pour une Pologne jouissant d'une paix stable, pour son épanouissement dans un travail constructif...

« La frontière orientale doit cesser d'être une barrière entre nous et nos voisins, pour devenir un trait-d'union entre voisins amis. Elle doit être tracée conformément au principe : les terres polonaises — à la Pologne, les ukrainiennes — à l'Ukraine soviétique, les bielorusses — à la Biélorussie soviétique, les lithuanien-nes — à la Lituanie soviétique.

✱

A ce propos, nous croyons utile de reproduire l'article suivant publié, il y a quelques mois, dans notre presse clandestine.

Où la justice sociale rejoint la justice nationale

Nous avons consulté un ouvrage compétent, celui de M. de Martonne, professeur à l'Université de Paris. édité en 1931 sous le titre « Europe Centrale » (Géographie Universelle), Librairie Armand Colin.

Voyons d'abord pour les régions occidentales qui doivent revenir à la Pologne. Le professeur de Martonne s'exprime ainsi sur la Silésie restée depuis plusieurs siècles sous la domination allemande :

« On remarque que la grande propriété s'est installée surtout dans la région restée polonaise où la germanisation s'est poursuivie jusque dans les temps modernes. Breslau était encore à la limite des campagnes polonaises en 1840 ; à la fin du XIXème siècle, cette limite avait reculé sur une ligne Nord-Sud un peu à l'Ouest d'Oppeln. Le paysan polonais, longtemps serf, a vécu jusqu'aux temps modernes une existence misérable... ».

Hobereaux allemands, paysans polonais, tel est le visage des régions agricoles silésiennes de même que celles de la Poméranie (côte balte). Voyons ce que dit le professeur de Martonne sur la région industrielle de la Silésie :

« La plus grosse agglomération de la Silésie est née dans le Sud, sur un bassin houiller dont la richesse n'est dépassée que par celle de la Ruhr... L'industrie houillère et la métallurgie lourde se sont trouvées travailler ici dans des conditions particulièrement favorables. La concentration des mines était dès le principe accomplie, car elles appartenaient à un petit nombre de grands propriétaires terriens. Quelques-uns, comme le comte de Donnersmarck, qui tirait de ses domaines 2 millions et demi de tonnes de houille, sont devenus en même temps maîtres

de forges. L'association mine-forge a toujours existé. *La main-d'œuvre polonaise*, dans un pays de grandes forêts et de sol ingrat, était d'un bon marché inconnu dans le reste de l'Allemagne.

« Les minerais de fer locaux ne suffisent plus depuis longtemps à la consommation des hauts-fourneaux (on en importait avant 1939, des mines soviétiques de Krivoi-Rog — NDLR), mais les minerais de zinc et de plomb alimentaient les fonderies les plus importantes de l'Allemagne. Un peuple de 200.000 mineurs doublé par les ouvriers des grandes usines métallurgiques, s'est rassemblé ici sur une surface étroite, portant la densité de la population à plus de 1.000 habitants au kilomètre carré. L'image même de la campagne a disparu entre les mailles serrées des voies de communication, des villes et des usines. Toute une vie ardente s'est organisée, avec un chevelu de voies ferrées, de conduites d'électricité et de gaz, de canalisation d'eau.

« ...L'Allemagne... a augmenté considérablement l'extraction dans les mines qui lui restent, la portant de 10 millions de tonnes, en 1913, à 27 millions, en 1926 ».

Ainsi, le prof. de Martonne qu'il est difficile de soupçonner de parti pris, en 1931 surtout, où le débat n'était pas encore engagé, constate que dans ces régions :

1) La grande masse des travailleurs de la terre, des mines et des forges est de nationalité polonaise.

2) Les grands propriétaires terriens ainsi que les maîtres des mines et des forges sont d'origine allemande.

Le professeur de Martonne cite comme exemple le comte von Donnersmarck dont les possessions s'étendaient d'ailleurs des deux côtés de la frontière germano-polonaise après 1921. Il en va de même pour Monsieur Frick, le fameux « Ford silésien », ministre nazi et associé des trusts métallurgiques en Pologne. La même situation pour le prince von Pless, grand hobereau et maître de forges allemand, dont le fief s'étendait jusqu'au canon de Pchtchina en Pologne où toute la population travaillait dans les usines, les forêts, les fermes appartenant à M. le prince, mangeait le pain, buvait la bière provenant des minoteries et des brasseries de M. le prince, voyageait dans les chemins de fer d'intérêt local, eux-aussi de M. le prince von Pless.

Passons maintenant aux régions reconnues par le CPLN comme terres ukrainiennes, bielorusses ou lithuaniennes. Voici par exemple ce que dit, en 1931, le professeur de Martonne à propos des résultats de l'action polonisatrice des hobereaux polonais dans la région de Wilno :

« Le Lithuanien des districts les plus pauvres y reste réfractaire ; il y est venu souvent après avoir adopté le parler slave du Blanc-russe, paysan comme lui. Le Polonais est encore partout le propriétaire, dont le domaine couvre 400 à 500 hectares, pour les trois quarts en forêts ».

Ajoutons à ces paroles du professeur de Martonne qu'il y a aussi dans la région mentionnée des propriétaires, comme le prince polonais Radziwill, possédant 170.000 hectares de terre et le plus grand lac de cette partie de l'Europe : Narotch. D'autres membres de la famille des Radziwill possèdent chacun entre 60.000 et 100.000 hectares. Plus au Sud, dans les régions ukrainiennes, se trouvent les domaines semblables des comtes Potocki, Zamoyski, etc...

Mais rendons la parole au professeur de Martonne.

« Sur le Niemen et le Pripet, forêts et marécages sont restés le domaine de populations slaves, et dont le niveau de vie n'a pas changé depuis le Moyen-Age..., Blanc-Russes et Lithuaniens, au milieu desquels les Polonais sont établis comme un élément supérieur ».

En passant au Sud ukrainien, le professeur de Martonne mentionne :

« ...Tarnopol, centre de la colonisation polonaise, s'appuyant sur l'église et la noblesse qui possède encore de grands domaines au milieu de petites propriétés ruthènes (ukrainiens — NDLR).

Mais les bénéfices tirés de ces régions par les grands magnats polonais n'étaient pas d'ordre et d'origine exclusivement agricoles. Si le prince Radziwill, les comtes Zamoyski et les autres préféraient participer aux mêmes trusts silésiens

B.D.I.C.

que les Frick, les von Donnersmarck et les von Pless ou encore exporter le gros de leurs capitaux bien loin de la Pologne, ils ne dédaignaient pas les profits des grandes scieries de la région de Lwow ou d'une des industries les plus « trustées » en Pologne, celle du sucre. Et voici qu'en parlant des régions ukrainiennes, le professeur de Martonne indique :

« ...C'est même là que se trouve à Chodorow, la plus grosse sucrerie, qui consomme douze wagons de charbon par jour, emploie 1.000 ouvriers et livre à la consommation 150.000 tonnes de sucre par campagne ».

Faisons le point comme nous l'avons fait pour la Silésie. De la description du professeur de Martonne, il résulte que dans ces régions :

- 1) Le grand propriétaire semi-féodal ou colon, est polonais.
- 2) Le petit paysan exploité est, suivant la région, lithuanien, biélorusse un ukrainien.

Citons encore, à titre d'exemple, les chiffres du recensement officiel polonais en 1931, pris dans trois départements des régions en question :

Département de Polesie (biélorusse, région du Pripet) — d'après la statistique polonaise — 14,50 % de Polonais.

Département de Stanislawow (ukrainien) — 22,50 % de Polonais.

Département de Wolhynie (ukrainien) — 16,50 % de Polonais.

*
**

Le capitaine Jendrychowski, des Forces Armées Polonaises en URSS, a déclaré dans un récent discours que la proposition soviétique faisait de la Pologne future « un Etat moderne, vraiment européen et viable » puisque appuyé sur un large accès à la mer et une puissante région industrielle, dont nous venons de citer la description donnée par le géographe français.

On pourrait ajouter à cela que, dans cette solution du problème des frontières, la justice nationale se double de justice sociale. C'est une poignée de maîtres de forges allemands qui profitent de l'oppression nationale des millions de travailleurs polonais à l'Ouest. C'est une poignée de féodaux polonais qui profitent de l'oppression nationale des millions d'Ukrainiens, de Biélorusses et de Lithuaniens.

Et le ferment national, doublé d'un ferment social, troublait la vie intérieure du jeune Etat polonais.

Le nouveau règlement des frontières rendra la Pologne non seulement viable du point de vue économique, mais homogène du point de vue national, et libérée des troubles intérieurs, dangereux pour la paix de l'Europe.



Remarques sur la controverse constitutionnelle

Le problème polonais se trouve depuis plusieurs mois au centre des préoccupations internationales, et on sait généralement qu'il a revêtu aussi l'aspect d'une controverse constitutionnelle : tandis que le Comité Polonais de Libération Nationale de Lublin propose comme base d'accord avec les éléments démocratiques du gouvernement polonais de Londres, la constitution de 1921, le gouvernement émigré s'accroche obstinément à celle de 1935. Or, il est indéniable que cette controverse est l'expression, sous son aspect juridique, d'une contradiction sociale et politique profonde. Un examen sommaire nous permettra de saisir le fond du problème.

La Constitution de 1921

« La constitution du 17 Mars » — écrivait un spécialiste polonais du droit constitutionnel — « est une loi essentiellement démocratique, puisqu'elle repose sur le suffrage universel, direct, égal et proportionnel ».

Elle est née au milieu de bouleversements populaires profonds, qui secouèrent la vieille Europe au lendemain de la première guerre mondiale, au moment où la nation polonaise venait de reconquérir son indépendance. C'est dans de telles conditions que la Pologne a été dotée d'une loi fondamentale, une des plus démocratiques de l'Europe d'après-guerre. Inspirée par la doctrine constitutionnelle française, elle établit le principe que le pouvoir souverain dans la République polonaise appartient à la Nation (art. 2), et en tire le système parlementaire conséquent, à peu près dans l'esprit du « Contrat social ». Mais le suffrage n'est pas seulement universel, secret, direct et égal, comme dans le texte français ; il est aussi conforme au principe de la représentation proportionnelle (art. 11) et reconnaît le droit de vote aux femmes (art. 12). La protection est garantie à tous les citoyens « sans distinction de provenance, nationalité, langue, race ou religion » (art. 95). Le droit d'exprimer ses idées et opinions, celui de pétition, de réunion, la liberté de la presse, y sont également garantis (art. 104, 105, 107 et 108).

Le pouvoir personnel a été réduit dans ce système de démocratie parlementaire à son expression la plus simple. Le Président de la République exerce le pouvoir exécutif par les ministres, responsables devant la Diète et révocables par elle (art. 43 et 58). Le Président ne peut dissoudre le Parlement qu'avec le consentement des 3/5 des membres du Sénat, lequel émane lui aussi, uniquement du suffrage universel (art. 32 et 36).

Or, la coexistence d'une telle démocratie politique en droit, avec un système semi-féodal en fait, était aussi peu concevable, que ne le serait la constitution de 1793 avant la Révolution Française.

Songez seulement à ces quelques chiffres significatifs : 57.300 personnes, soit moins de 0.02 % de la population, possédaient plus de 43 % des terres arables (à peu près la moitié) tandis que 8 millions et demi de petits cultivateurs et de

BDIC

paysans, soit un quart de la population, n'en possédaient que 15,3 % (1). En ce qui concerne la grande industrie, la moitié des capitaux appartenaient à des actionnaires étrangers. Dans les industries-clés, ces capitaux dépassaient souvent 80 % de la totalité. En outre, une proportion très importante du capital restant, était concentré dans les mains des grands propriétaires fonciers. Ainsi, les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels qui forment l'écrasante majorité de la nation, se trouvaient à la merci d'une poignée d'exploiteurs polonais et étrangers.

Ainsi ce pays, doté d'une constitution des plus démocratiques, était cependant socialement et économiquement arriéré. Il était tout à fait évident qu'un de ces deux termes contradictoires de la réalité polonaise devait supplanter l'autre : ou bien une réforme agraire radicale, prévue par la Constitution, interviendrait pour supprimer les latifundia et créer une base saine de la démocratie paysanne dans ce pays éminemment agricole, ou bien la constitution démocratique devait être balayée par un groupe peu nombreux, mais puissant, qui avait toutes les raisons d'avoir peur du peuple.

De la Constitution de 1921 à celle de 1935

Ce n'est qu'en 1925, après six ans de vicissitudes de toutes sortes, que la loi sur la réforme agraire fut votée par la Diète. En novembre de cette même année, le premier ministre d'un gouvernement de coalition parlementaire, annonça l'entrée en vigueur de la réforme à partir de 1926.

Mais la promesse du premier ministre ne fut pas tenue, car en Mai 1926, le coup d'Etat du Maréchal Pilsudski renversa le sens de l'évolution de la Pologne contemporaine, marquant un tournant décisif dans son histoire. En effet, le lendemain de son coup d'Etat, une des premières préoccupations du Maréchal, fut de promettre aux nobles, grands propriétaires fonciers, réunis dans le domaine du prince Radziwill, *d'arrêter l'exécution de la réforme agraire*, en échange de leur appui. Dès lors, le sort de la Constitution démocratique en Pologne était classé.

La préoccupation constante du nouveau régime fut de restreindre les libertés publiques et individuelles, renforçant, par contre, le pouvoir personnel du Président qui devenait l'instrument de ce régime dictatorial.

Tandis que le régime intérieur glissait ainsi vers la dictature, l'oppression, et l'arbitraire policier, l'évolution juridique tendait vers son aboutissement naturel : la Constitution de 1935.

La Constitution de 1935

Le 26 Janvier 1934 la Diète « épurée » adopta le projet gouvernemental d'une nouvelle Constitution. Le même jour, M. Beck signait à Berlin un document qui marquait le début du rapprochement polono-allemand.

Cette coïncidence était plus significative qu'accidentelle, car une politique étrangère si impopulaire, si insensée et si désastreuse que celle de Mr. Beck, n'était concevable que sous la férule d'un régime qui a jugulé le peuple et qui a trouvé son expression suprême dans la Constitution de 1935. Une poignée de grands seigneurs voulut avoir raison du peuple, mais elle ressentit la nécessité d'un appui à l'extérieur ; cet appui, elle le trouva à Berlin.

(1) La contradiction apparente entre les chiffres ci-dessus et ceux indiqués dans notre article sur la réforme agraire, s'explique par le fait que l'auteur du présent article tire ses chiffres de l'Annuaire Statistique de l'Etat polonais, qui ne compte pas parmi les paysans les travailleurs agricoles salariés, tandis que l'article sur la réforme agraire puise ses renseignements dans les travaux du prof. St. Grabski, président du Conseil National d'émigrés à Londres. D'autre part l'article présent parle de paysans et de hobereaux, tandis que l'autre parle de familles paysannes et de familles de hobereaux.

1100

La Constitution de 1935 était si étrangère à toutes les notions du droit moderne, que le gouvernement hésita toute une année avant de la mettre en vigueur. Elle pose un principe en vertu duquel le *Président de la République n'est responsable que devant Dieu et devant l'Histoire* (art. 2). Son pouvoir est pratiquement illimité : il nomme les ministres, il convoque et dissout le Parlement ; il est le Chef suprême des forces armées, il statue sur la guerre et sur la paix ; ses actes officiels, pour être valables, doivent être contresignés par le Président du Conseil des Ministres et le Ministre compétent qui, d'ailleurs, eux aussi, sont nommés par lui. Mais cette nomination comme leur révocation et tous les actes officiels émanant des prérogatives du Président de la République, n'exigent pas de contresign (art. 12, 13, 14). Au reste, c'est le Président lui-même qui fixe par décret l'organisation du gouvernement et les limites des compétences du Président du Conseil des Ministres (art. 25). Les dispositions en matière budgétaire sont aussi simples. Il est vrai que le texte prévoit le vote du budget par la Diète, dont c'est d'ailleurs le rôle presque unique (art. 35), mais l'initiative législative en matière budgétaire appartient exclusivement au gouvernement (art. 50). Celui-ci peut d'ailleurs, sans consulter la Diète, se livrer à des dépenses si « les nécessités de l'Etat » l'exigent. Le Président ordonne enfin la publication du budget dans la teneur du projet soumis par le Gouvernement, si le Parlement n'a pas terminé l'examen du budget dans les délais prescrits (art. 58) ; mais songeons que ce Parlement peut, à chaque instant, être tout bonnement renvoyé !

Telles sont ces lois qui accordent au Président polonais un pouvoir plus étendu que ceux du Président des Etats-Unis et du Premier Ministre britannique réunis !

Ce pouvoir immense qui fait penser à celui d'un monarque absolu, le tient-il au moins du consentement populaire ? Nullement. Il est élu par une assemblée restreinte et soigneusement choisie, dont les membres sont des gens sûrs ! Et cela, quand il n'est pas tout simplement désigné par son prédécesseur ! (art. 16).

Il faut dire à la louange de peuple polonais qu'il a rejeté cette constitution autocratique. Les premières élections sur la base des nouvelles lois ont été boycottées par le pays tout entier : dans certaines régions les abstentions ont dépassé 90 % des suffrages. Enfin, au mois d'août 1937, dans la partie sud de la Pologne, les paysans firent une vaste grève, en signe de protestation contre ce régime exécré.

Le retour au point de départ : de la Constitution de 1935 à celle de 1921

Comme on le voit, la Constitution de 1935 est essentiellement illégale au point de vue de la doctrine constitutionnelle moderne, qui place la source publique du pouvoir dans la volonté générale, exprimée par le suffrage universel ; elle constituait l'aboutissement juridique d'un coup d'Etat antipopulaire qui a balayé une loi conforme à ces notions fondamentales ; enfin, elle a été votée en l'absence d'une partie considérable des députés, appartenant notamment à l'opposition. Ainsi, le gouvernement qui l'a prise comme base de son existence, était un gouvernement foncièrement illégal.

Et voilà l'acte constitutionnel dont s'inspire et sur lequel se continue le gouvernement polonais de Londres. Voilà les lois qu'il persiste à invoquer par souci de ce qu'il appelle la « continuité du pouvoir ».

En effet, M. Raczkiewicz remplit aujourd'hui les fonctions de Président de la République, en vertu de l'art. 23 qui stipule : « pendant la période de vacance de la Présidence de la République, le Président du Sénat suppléera aux fonctions du Président de la République ».

Or, le Sénat dont M. Raczkiewicz était jusqu'en 1939 le Président, a été élu sur la base d'une ordonnance électorale qui d'un trait supprimait les élections démocratiques. Un tiers était nommé par le Président de la République et les deux autres, élus par les Collèges électoraux, dont les membres étaient évidemment soigneusement triés.

3178

M. Raczkiewicz, Président actuel, « responsable devant Dieu et devant l'Histoire », avec les privilèges étendus que l'on sait, descend donc en droite ligne d'un Corps législatif dont les modalités d'élection constituaient une gageure à la souveraineté de la Nation !

Dans cet ordre d'idées, le gouvernement polonais de Londres, nommé par ce Président, et s'appuyant sur une constitution dont le caractère illégal n'est plus à démontrer, ne saurait représenter la Nation polonaise.

Le Comité polonais de Libération Nationale de Lublin a proclamé, dès sa création en Pologne libérée, le retour à la Constitution de 1921. Ce Comité représente les masses profondes qui ont soutenu une lutte héroïque contre l'envahisseur. Il a la confiance du peuple, il est donc tout naturel qu'il revienne à la loi démocratique qui reconnaît la souveraineté populaire ; il est également naturel qu'un de ses premiers actes ait été le *décret sur la réforme agraire*, qui rend la terre aux millions de paysans qui en étaient privés. Ainsi sera établie en Pologne, dans un pays moderne et démocratique une situation existant en France depuis 150 ans !

Le Comité de Lublin est loin de revendiquer l'exclusivité du pouvoir. A plusieurs reprises déjà, il a proposé aux éléments démocratiques du gouvernement polonais de Londres, la formation en commun d'un Gouvernement Provisoire de la République Polonaise, en prenant pour base la constitution de 1921.

Si jusqu'à présent cette entente n'a pu être réalisée, c'est que certains éléments réactionnaires du gouvernement polonais de Londres voient dans la Constitution de 1935 une arme politique efficace, garantissant les intérêts des gros propriétaires fonciers contre les justes revendications du peuple polonais.

Mais au moment où le monde est en guerre pour la défense des principes démocratiques, il ne saurait être question de revenir à des formules politiques relevant du fascisme.

Le peuple polonais veut reconquérir les droits démocratiques dont il a été spolié. C'est la Constitution de 1921 qui les lui garantit. Et cette fois, le peuple polonais saura supprimer la contradiction qui existait entre la constitution démocratique et le régime semi-féodal, en posant les fondements d'une économie démocratique.

B.D.I.C.

COMITÉ POLONAIS DE LIBÉRATION NATIONALE

EN FRANCE

20, av. Rapp, Paris (7^e)



SERVICE DE DOCUMENTATION

N° 4

Janvier 1945

SOMMAIRE

1. — Le Gouvernement Provisoire de la République Polonaise..... 3
2. — Les hommes d'Etat de la Pologne nouvelle..... 4
3. — Interview de M. Jedrychowski, Représentant en France du Gouvernement polonais..... 8
4. — Le problème polonais à la lumière du pacte franco-soviétique..... 13
5. — L'avenir des relations économiques entre la France et la Pologne.... 16
6. — Romain Rolland est mort..... 18
7. — Le Congrès de l'Immigration polonaise en France..... 20

P.3831

Message du Gouvernement polonais

« . . . Nous appelons les émigrés polonais en France à hâter, de toutes leurs forces, la victoire des Alliés et à prendre une part active dans l'effort de guerre de la France rénovée.

Nous sommes certains que les émigrés polonais en France rempliront dignement le rôle de trait-d'union entre notre pays et la France libre et démocratique, qui retrouve sa grandeur et sa puissance.

Nous sommes certains que les émigrés polonais en France continueront à resserrer les liens d'amitié fraternelle, qui unissent nos deux nations, en montrant le vrai visage de la Pologne nouvelle, en aidant le peuple français à remporter une victoire rapide sur l'ennemi commun, pour le triomphe de nos idéaux communs de Liberté et de Démocratie.

Vive l'amitié et la fraternité d'armes franco-polonaises !

Vive la Pologne indépendante, forte et démocratique ! »

*Extrait du Message adressé au Congrès de l'Immigration polonaise, réuni à la Maison de la Chimie,
les 17-18 décembre 1944.*



Le Gouvernement Provisoire de la République Polonaise

Dans une séance solennelle du 31 Décembre 1944, le Conseil National Intérieur a décidé la transformation du CPLN en Gouvernement Provisoire de la République Polonaise.

M. Boleslaw Biérut, président du Conseil National Intérieur, a été proclamé Président de la République.

Conformément au vœu de l'Assemblée et à la loi constitutionnelle, le Président de la République a chargé M. Osobka-Morawski, président du CPLN, de constituer le gouvernement. Après consultation des représentants des partis politiques, et M. Biérut ayant donné son approbation, le Gouvernement a été constitué comme suit :

Présidence du Conseil et Affaires Etrangères	M. Edward OSUBKA-MORAWSKI
Vice-présidence	MM. Wladyslaw GOMOLKA Stanislaw JANUSZ
Défense Nationale	Général ROLA-ZYMIERSKI
Intérieur	M. Joseph MASLANKA
Sécurité Publique	M. Stanislaw RADKIEWICZ
Justice	M. Edmund ZALEWSKI
Agriculture et Réforme Agraire	M. Edward BERTHOLD
Travail et Prévoyance Sociale	M. Victor TROJANOWSKI
Finances	M. Konstanty DOMBROWSKI
Industrie	M. Hilary MINC
Commerce et Ravitaillement	M. Theodor PIOTROWSKI
Information, Propagande	M. Stefan MATUSZEWSKI
Instruction Publique	M. Stanislaw SKRZESZEWSKI
Culture et Arts	M. Vincenty RZYMOWSKI
P. T. T.	M. Tadeusz KAPELINSKI
Transports	M. Jan RABANOWSKI

La composition politique du Gouvernement est la suivante : cinq de ses membres appartiennent au Parti Socialiste, cinq au Parti Populiste (paysan), quatre au Parti Ouvrier Polonais (communiste), deux au Parti Démocrate et un ministre sans appartenance politique.

B.D.I.

Les hommes d'Etat de la Pologne nouvelle

Le Président de la République, M. Boleslaw BIERUT,

né le 18 avril 1892, d'une famille paysanne établie plus tard à Lublin, commença déjà au lycée son activité patriotique. A l'âge de 13 ans, il prend part à la grande grève des étudiants et lycéens polonais, déclanchée en 1905 en faveur de l'introduction du polonais comme langue d'enseignement dans toutes les écoles. Ce mouvement, condamné par les « collaborateurs » tsarophiles de l'époque (dont certains, comme M. Mackiewicz, se retrouvent actuellement dans le groupe des émigrés réactionnaires de Londres), eut comme suite l'expulsion massive de jeunes polonais des écoles tsaristes. Le jeune Boleslaw Biérut, sans moyens pour continuer ses études à l'étranger, doit choisir un métier. Il devient typographe. Tout en gagnant sa vie, il suit des cours du soir.

A cette époque, Boleslaw Biérut publie clandestinement des écrits polygraphiés dans lesquels il prône l'auto-éducation, répand les idées progressistes et appelle à la lutte contre le tsarisme. Il fonde la première organisation culturelle polonaise à Lublin. Plus tard, sous le prétexte de la lutte contre l'alcoolisme, il crée la Société « Przyszlosc » (l'Avenir) qui devient un centre d'activité politique et sociale. En même temps, il participe activement au mouvement coopératif, devenu ensuite la principale préoccupation de sa vie. Mais ces débuts du jeune démocrate sont interrompus par son arrestation par les gendarmes tsaristes.

Les troupes russes ayant quitté la Pologne, M. Biérut se retrouve à la tête des coopératives de consommation de la région de Lublin, qu'il transforme en un organisme puissant. En 1918, la Pologne ayant recouvré son indépendance, il devient un des membres les plus importants du bureau de l'Union des Coopératives Ouvrières. Il dirigeait ces coopératives dans le bassin minier de Dombrowa, dans la région de Varsovie, etc...

Avec l'arrivée au pouvoir des éléments anti-démocratiques, M. Biérut est de nouveau victime des persécutions, comme au temps du tsarisme. Condamné à six mois de prison pour un article paru dans un journal des coopérateurs, inquiété de multiples façons, il n'en continue pas moins son

activité démocratique. En 1927, décidé à compléter ses études sociales et politiques, il va à Berlin, puis à Vienne. Après quelques années d'études, il retourne en Pologne où il est condamné, en décembre 1933, à sept ans de prison pour avoir propagé l'idée d'un rassemblement antifasciste contre la menace hitlérienne et contre ses suppôts à l'intérieur même de la Pologne.

Après l'invasion germanique, M. Biérut développe une activité des plus énergiques dans le mouvement clandestin de la Résistance. Lorsqu'en 1943 surgit, au sein des organisations résistantes, l'idée de former le Parlement clandestin de la Nation — le Conseil National Intérieur — M. Biérut adhère aussitôt à ce projet. A la fin de 1943, il est élu président de cette Assemblée clandestine, genre de C.N.R. élargi.

Avec la libération d'une partie du sol national, le Conseil National Intérieur se transporta à Chelm, puis à Lublin où il remplit le rôle de Parlement provisoire de la République polonaise. C'est alors que son Président, M. Biérut, en véritable homme d'Etat, fait preuve d'une grande largeur de vue, en associant aux représentants de la Résistance clandestine tous les éléments démocratiques, capables de contribuer à la reconstruction de l'Etat polonais. Il a su, d'autre part, garder un contact des plus étroits entre le Conseil National Intérieur, (dont la formule ressemble désormais à celle de l'Assemblée Consultative française), et la population des régions libérées, en faisant procéder, au fur et à mesure de l'avance des troupes soviétiques et polonaises, à l'élection des conseils nationaux de commune, de district et de « voïevodie », où entrent les représentants de toutes les couches de la population. Le conseil national de la « voïevodie » de Rzeszow, par exemple, est présidé par l'abbé Borowiec, un des plus ardents réalisateurs de la Réforme agraire.

L'autorité de M. Boleslaw Biérut n'a fait que s'accroître dans toutes les couches sociales et tous les groupements politiques de la Pologne ressuscitée. Et lorsque, dans sa séance historique du 31 décembre 1944, le Conseil National Intérieur, décida de nommer le Président Provisoire de la République polonaise, il ne pouvait faire un meilleur choix que celui de l'homme devenu le symbole même de l'unité de la Nation.

**

Le Président du Conseil, M. Edward OSUBKA-MORAWSKI,

fils d'un artisan métalurgiste, fait ses débuts politiques comme organisateur de l'activité municipale du Parti Socialiste polonais (P.P.S.).

En 1934, aux temps de Beck, menacé d'incarcération dans le camp de Bereza-Kartuska créé à la mode hitlérienne, M. Morawski quitte sa région natale et s'établit à Varsovie comme administrateur d'une grande société coopérative d'habitations modernes. Il reprend son activité sociale comme instructeur de coopératives et secrétaire d'une des plus importantes sections du P.P.S. dans la capitale. Il fait partie du bureau de l'Université Ouvrière (T.U.R.), fondée par les grands écrivains socialistes, Boleslaw Limanowski et André Strug, et se fait remarquer en même temps comme journaliste courageux et clairvoyant.

En septembre 1939, M. Osubka-Morawski est dans les premiers rangs des défenseurs héroïques de la capitale. Et lorsqu'après la défaite, les éléments capitulards, les Spinasse polonais, avec MM. Puzak et Arciszewski

en tête, décident la dissolution du P.P.S., il est parmi ceux qui, avec les députés Barlicki, Dubois, etc..., maintiennent déployé le drapeau du Parti socialiste polonais. Il devient rédacteur de l'organe central du Parti, le « Robotnik » (« L'Ouvrier »), qui continue à paraître clandestinement. A ce propos, il est intéressant de remarquer que c'est la deuxième période illégale de ce journal : fondé clandestinement sous le tsarisme, devenu légal après 1918, brimé et saisi quasi-quotidiennement sous le régime fasciste de la constitution illégale de 1935, rentré dans la clandestinité sous l'occupation allemande, le « Robotnik » a reparu légalement à Lublin peu après la libération de cette ville par l'Armée Rouge et l'Armée Polonaise.

Depuis 1940, M. Osubka-Morawski se trouve à la tête du P.P.S. clandestin. C'est au nom de ce Parti qu'il entre plus tard dans le Conseil National Intérieur. Elu vice-président de ce Conseil, dans la clandestinité, il s'est vu confier, dès les premiers jours de la libération, la lourde tâche de présider le Comité Polonais de Libération Nationale à Lublin, à laquelle il a fait face brillamment. Citons seulement la réforme agraire, réclamée par les plus grands esprits de Pologne depuis plus d'un siècle, et réalisée en moins d'un trimestre, sans heurts sérieux, dans les régions libérées, sous la direction de M. Morawski. Rappelons encore sa politique étrangère, pleine de hardiesse tant envers ses voisins immédiats, (comme par exemple l'échange de populations déjà commencé entre la Pologne et l'Ukraine Soviétique), qu'envers ses amis lointains, dont un des premiers résultats est l'échange de représentants entre la France et la Pologne.

Sur le plan administratif, M. Osubka-Morawski a su mettre en valeur tous les éléments propres, non compromis par la collaboration avec les Allemands, de l'ancien appareil de l'Etat (par exemple la majeure partie de la magistrature), en même temps qu'il trouva de nouvelles ressources dans ce qu'il restait de « l'intelligentsia », du clergé et des militants de toutes sortes d'associations polonaises, après cinq années de terreur nazie.

Le 1^{er} janvier 1945, à la demande du Président Provisoire de la République, M. Osubka-Morawski présente une liste des membres du Gouvernement Provisoire de la République polonaise, qui est acceptée. Il y assume les fonctions de Président du Conseil et de Ministre des Affaires Etrangères.

Le chef suprême de l'Armée, le gén. M. ROLA ZYMIERSKI,

décoré de la croix « Virtuti militari », de la croix de « Vaillant » par trois fois, de la médaille « Polonia restituta », de la Légion d'Honneur française, de la médaille belge de l'Ordre de Léopold, commence la guerre de 1914-18 comme chef de compagnie des légions polonaises fondées par Pilsudski auprès des armées des puissances centrales. Elevé au grade de chef de bataillon et bientôt de chef du deuxième régiment d'infanterie, il est, avec le général Haller, un des principaux initiateurs du passage de la deuxième brigade des légions du côté des Alliés, pour combattre, les armes à la main, contre l'Allemagne et l'Autriche.

Il se distingue particulièrement dans la célèbre bataille de Kaniow, dans laquelle il remplaçait le chef de corps d'Armée, le général Joseph Haller.

B.D.I.C.

En 1924, lorsqu'il occupe le poste de chef-adjoint de l'Administration de l'Armée, chargé particulièrement de l'armement et de l'aviation, il est nommé général de brigade sur l'initiative du général Wladislaw Sikorski.

En 1926, pendant le coup d'Etat de Pilsudski qui porta au pouvoir l'équipe germanophile et fasciste de Beck — Slawoj-Skladkowski et consorts — le général Rola-Zymierski arrive dans la capitale, à la tête des régiments venus de Posnanie, pour défendre le gouvernement légal de la République. Emprisonné avec d'autres généraux fidèles à leur serment de soldats, il est l'objet d'un abominable procès, intenté pour le déshonorer, tandis qu'un de ses compagnons d'infortune, le général Zagorski, est emmené par Beck en personne, dans l'arsenal de Dantzig (la fameuse « Westerplatte »), où il est assassiné. Après plusieurs années de prison, le gén. Rola-Zymierski quitte son pays natal pour chercher un asile en France. Il y noue de nombreuses amitiés.

À la veille de la guerre de 1939, il retourne en Pologne pour mettre son épée à la disposition du pays. Mais la débâcle est rapide et, tout comme le général Sikorski, il se trouve dans l'impossibilité de rétablir en quoi que ce soit la situation de l'armée, à laquelle l'accès lui est interdit par une équipe d'incapables et de traîtres. Loin de désespérer, il reste dans le pays, organise et dirige l'Association clandestine des Gradés de Réserve. Au début de 1943, il entre dans la plus active des organisations de résistance armée, l'héroïque Garde Populaire, organise les déjà célèbres « Bataillons Paysans », et unifie toutes les formations démocratiques de la résistance armée en une Armée Populaire clandestine. C'est sous sa direction que l'Armée Populaire passe à l'offensive générale contre les transports ennemis traversant la Pologne vers le front de l'Est, qu'elle s'attaque aux prisons, aux camps de concentration, et libère des convois de prisonniers soviétiques et français. Il organise le Grand Etat-Major de l'Armée Populaire. Le 5 juillet 1944, le général Rola-Zymierski, avec son Etat-Major et une partie de ses troupes, traverse la ligne du front pour se joindre aux trois divisions polonaises venues de la Russie, aux côtés de l'Armée Rouge.

À partir de ce moment, commence la formation de la nouvelle armée régulière polonaise, jeune dans ses cadres et déjà une des plus motorisées dans le monde. En reconnaissance de ses mérites, le général Rola-Zymierski se voit confier le commandement suprême de l'Armée polonaise régulière, et des formations de francs-tireurs, qui, sous le nom d'Armée Populaire, continuent leur action à l'arrière des lignes ennemies.

Dans le Gouvernement Provisoire de la République, le général Rola-Zymierski occupe le poste de Ministre de la Défense Nationale. Il convient d'ajouter que le Conseil National Intérieur l'a élevé successivement, au cours des années de la résistance, aux grades de général de division puis de général de corps d'armée.

„La Nation tout entière construit son avenir”

Une interview du Dr. Stefan JEDRYCHOWSKI

Représentant du Gouvernement Provisoire de la République Polonaise
en France.

Nous reproduisons ci-dessous l'interview que M. St. Jedrychowski a bien voulu accorder au journal polonais « Niepodlegosc » (l'Indépendance), organe de l'Immigration polonaise en France.

Le docteur St. Jedrychowski appartient à la génération grandie et formée dans une Pologne indépendante. Juriste et économiste, M. Jedrychowski, après avoir fait ses études à l'Université « Stefan Batory » à Vilno, s'est spécialisé dans les questions de finances publiques. Docteur en droit, il fut l'élève du Professeur Julkowski fusillé comme otage par les Allemands, à Vilno en 1943. Il a publié de nombreux travaux théoriques sur le crédit public, les finances, etc... Il a séjourné en France à deux reprises et fit un stage au consulat polonais de Strasbourg en 1930-1931.

La politique adoptée par le Gouvernement polonais d'avant-guerre, arrêta sa carrière administrative en même temps que ses travaux scientifiques. Ne pouvant admettre le « régime des colonels » qui devait amener la Pologne à la catastrophe de Septembre, il devint dès 1932 un des militants les plus actifs de la lutte contre le fascisme dans son pays. Il fonda et rédigea, avec la collaboration du jeune militant catholique Henryk Dembinski, deux périodiques antifascistes « Poprostu » et « Karta », menant personnellement une campagne soutenue contre la politique étrangère de M. Beck et son « flirt » avec l'Allemagne hitlérienne. Il ne cessa d'avertir les Polonais de la

B.D.I.C.

menace allemande et les appela à l'alliance avec l'Union Soviétique, la France et la Tchécoslovaquie. Son activité lui valut d'être persécuté et poursuivi par les tribunaux du ministre Grabowski.

A partir de 1939, convaincu que la libération de la Pologne viendrait de l'Union Soviétique, il lutte en faveur du rapprochement polono-russe. Emigré en Russie Soviétique, il y fut un des organisateurs de « l'Association des Patriotes Polonais » et en devint l'un des présidents. Puis il s'engagea dans l'armée polonaise en U.R.S.S. où son courage lui valut plusieurs décorations militaires polonaises et russes.

Dès la création du C.P.L.N., il fut appelé à y prendre la direction du département de l'Information et de la Propagande. En même temps il a rempli, de septembre à décembre 1944, les fonctions de représentant à Moscou du C.P.L.N., poste qu'il vient de quitter pour représenter le Gouvernement Provisoire de la République Polonaise en France.

*
**

— Que pensez-vous, Monsieur le Ministre, de la décision du Conseil National Intérieur instituant le Gouvernement Provisoire de la République Polonaise?

— Le Conseil National Intérieur, parlement provisoire créé à Varsovie sous l'occupation allemande, le 1^{er} Janvier 1944, est une réplique du C.N.R. et de l'Assemblée Consultative à la fois. Il représente, en effet, les organisations de Résistance et les organisations sociales des régions libérées.

La nomination du Gouvernement Provisoire, qui répond parfaitement aux vœux du peuple, n'est en fait qu'une formalité juridique. Depuis plusieurs mois déjà, le peuple s'est prononcé à cet égard par la voix des organisations sociales et politiques et au cours de nombreuses réunions de masse tenues un peu partout en territoire libéré. Cela, sans compter les plus importantes organisations polonaises à l'étranger, qui se sont jointes à la population du pays.

La transformation du C.P.L.N. en Gouvernement provisoire, a été demandée notamment par des congrès de différents partis polonais et par des organismes élus, tels que les Conseils départementaux, régionaux, et communaux des régions libérées. Au reste, depuis des mois déjà, le C.P.L.N. est le gouvernement « de fait » de la Pologne. Son activité dans les domaines les plus divers : organisation de l'armée, réforme agraire, châtement des criminels hitlériens et des traîtres, reconstruction de l'industrie et du commerce, ravitaillement, reprise de la vie culturelle, n'a fait qu'accroître son prestige, au point qu'il paraîtrait maintenant incompréhensible de reculer davantage la formation du gouvernement polonais. La Constitution démocratique de 1921 et la volonté du peuple, lui confèrent sa légalité. Il s'appuie sur la coalition de tous les quatre partis démocratiques actifs dans le pays; je n'en veux pour preuve que sa composition : cinq ministres du Parti Socialiste, cinq du Parti Populiste (paysan), quatre du Parti Ouvrier Polonais, deux du Parti Démocrate et un ministre sans appartenance politique.

Dans une interview récente, M. Mikolajczyk exprime ses doutes quant à la solidité des assises du Comité de Lublin.

La transformation de ce dernier en gouvernement vient à point pour démentir une telle opinion. Il a donné ainsi une preuve incontestable de son autorité basée sur l'appui que lui accordent les hommes et les partis dirigeant actuellement la vie politique de notre pays.

Ajoutons que sa formation coïncide, par contre, avec le rétrécissement de la base politique du gouvernement émigré de Londres, dont le moins qu'on en puisse dire est qu'il est actuellement une fiction politique sans avenir.

M. Jedrychowski poursuit : Ainsi que l'a annoncé M. Biérut, président du Gouvernement Provisoire de la République Polonaise, un des premiers actes du nouveau gouvernement, sera la conclusion, avec l'Union Soviétique, d'un pacte d'amitié et d'assistance mutuelle. La position de la Pologne en sera renforcée, et le rôle qu'elle est appelée à jouer dans l'Europe de demain en sera accru.

— *Nous savons l'enthousiasme que la réforme agraire a soulevé chez le peuple polonais. Où en est actuellement sa réalisation ?*

— La réforme agraire a été achevée le 20 décembre dernier dans les régions libérées, conformément au plan établi. Sans doute, convient-il de préciser que ce n'est là qu'une première étape; la terre n'a pas été attribuée à tous ceux qui y avaient droit. Les régions libérées sont, pour la plupart, des régions de petites propriétés, où la « faim de la terre » était plus forte que partout ailleurs.

Avec la libération complète de notre territoire, avec le retour de nos terres, ravies au cours des siècles par les Allemands, la réforme agraire connaîtra une étape nouvelle. Alors, la terre sera donnée à tous ceux qui n'en ont pas ou qui en ont insuffisamment bénéficié, sans oublier les soldats de l'Armée polonaise et les émigrés rapatriés.

D'ailleurs, la réforme agraire, dans son aspect actuel, n'est qu'un prélude à l'ensemble des mesures destinées à augmenter le rendement de l'agriculture et des propriétés paysannes. En décembre dernier, une « Entr'aide paysanne » s'est constituée. Elle a pour but d'assurer aux cultivateurs une vie meilleure, en perfectionnant la culture, en popularisant l'emploi des machines agricoles, des engrais chimiques; elle prévoit aussi la création de coopératives pour la vente des produits, l'extension de la culture des plantes industrielles, de l'horticulture, etc...

— *Quelles mesures ont été prises en faveur de la reconstruction de l'industrie et quel est dans ce domaine l'apport du facteur social ?*

— Si, après tant de destructions, notre industrie connaît un si rapide relèvement — compte tenu des possibilités actuelles — c'est au dévouement sans borne de nos ouvriers, de nos ingénieurs et des travailleurs en général que nous le devons. Les syndicats ouvriers travaillent en collaboration étroite avec les directions d'entreprises et avec les autorités, non seulement pour l'établissement des salaires et des conditions de travail, mais aussi pour la reconstruction et la bonne marche des entreprises. Grâce à cette union de tant de bonnes volontés qui ont pour but unique le relèvement de la patrie, des résultats tangibles ont été déjà obtenus. C'est ainsi que les raffineries de pétrole de la région de Jaslo ont été reconstruites dans un temps record, que les sucreries de la région de Lublin ont été mises en marche, et il en est de même de beaucoup d'autres industries. Enfin, un projet de loi est en cours concernant les délégués d'usines et visant à rendre officielle la participation du personnel à la direction des entreprises.

— *En somme, si nous vous comprenons bien, le pays tout entier est en plein travail ?*

— Dans tous les domaines, le pays connaît, en ce moment, une période d'efforts intenses, d'un grand élan d'enthousiasme.

B.O.I.C.

Cependant, les difficultés sont grandes devant nous. Les Allemands ont exterminé près de SIX MILLIONS des nôtres, détruit notre industrie, transformé nos villes en monceaux de ruines. Et que dire de Varsovie ! Nous savons que les destructions continuent dans les régions encore occupées. Mais dans les régions libérées, la nation tout entière construit avec ferveur son avenir et le rythme de la reconstruction n'a pas son égal dans l'histoire de la Pologne.

Une des manifestations dignes de retenir notre attention, est cette soif immense d'instruction, de culture, que manifestent les masses polonaises. Signalons à cet égard quelques exemples : Praga est encore sous le feu de l'artillerie allemande, cependant que les écoles et les lycées y fonctionnent normalement, que la Faculté de médecine a repris ses cours, tandis que les spectateurs affluent au Théâtre qui a, lui aussi, rouvert ses portes.

Il est non moins significatif de constater l'élan avec lequel le peuple participe à l'édification de l'armée démocratique polonaise. Des milliers de fils d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels; ont été dirigés sur des écoles d'officiers. A tout moment, on est frappé, non seulement par le contraste de cette vie nouvelle avec le cauchemar de l'occupation allemande, mais par ce tournant historique, que prend l'évolution de notre pays, par rapport à ce qu'il était avant 1939.

— *Quels sont la situation et le rôle du clergé catholique dans la nouvelle Pologne ?*

— Après cinq années de terreur nazie, l'Eglise Catholique a repris toute sa liberté d'action. Elle bénéficie de l'appui de l'Etat dans la réparation des dommages qui lui ont été causés par les Allemands.

Le Clergé prend une part active à la vie de l'Etat; il est représenté dans tous les conseils cantonaux et départementaux. Beaucoup de ses membres ont activement collaboré dans la réalisation de la réforme agraire. C'est ainsi, que l'Abbé Borowiec assumait la présidence de la commission départementale de la Réforme Agraire à Rzeszow. Il est actuellement le président du Conseil National départemental, tandis que l'administrateur de l'évêché de Lublin, le Professeur Kruszynski, qui remplace l'évêque Fulman déporté par les Allemands, est membre du Comité d'Aide aux victimes de la Guerre. Citons encore l'Aumônier de l'Armée Polonaise, le colonel Franciszek Kupsz, qui a beaucoup contribué au relèvement du niveau moral et politique de notre armée. Enfin, à Lublin, à côté de l'Université d'Etat Marie Curie-Sklodowska, l'Université Catholique a été rouverte.

— *Quelle est l'opinion du Gouvernement sur l'avenir de l'Allemagne ?*

— Le Gouvernement pense que la paix, la sécurité de l'Europe et du monde, exigent une Allemagne faible. Une Allemagne forte, c'est l'agression à « l'état potentiel ».

Une Allemagne faible, cela veut dire une Pologne forte, cela veut dire aussi une France forte. C'est l'argument essentiel en faveur de la restitution à la Pologne des terres accaparées au cours des siècles par l'Allemagne et de l'établissement de nos frontières occidentales sur l'Oder et la Neisse, en incorporant au territoire polonais Stettin et Breslau.

— *Quelle est votre opinion, M. le Ministre, sur l'avenir des relations franco-polonaises ?*

La Pologne nourrit à l'égard de la France une amitié traditionnelle. Les relations culturelles, et surtout un solide intérêt politique commun, la défense commune contre le danger d'agression allemand, — tels en sont les facteurs constants et durables.

U.V.I.C.

Actuellement, de nouvelles perspectives s'ouvrent à cette amitié, en liaison avec le fait que la nouvelle Pologne démocratique sera en relations amicales avec la Russie. L'amitié franco-polonaise est le complément naturel et indispensable des amitiés franco-russe et polono-russe.

Mais dès maintenant, Polonais et Français sont unis non seulement dans la lutte commune contre l'ennemi commun, mais aussi par le souci d'assurer la sécurité à leurs pays respectifs, en établissant les frontières de la Pologne sur l'Oder et celles de la France sur le Rhin. Cela, en attendant les bonnes relations culturelles et économiques que la Pologne se propose d'entretenir avec la France.

— *Que peuvent faire les émigrés polonais de France pour leur pays ?*

— Tout d'abord, souvenez-vous que dans son message du nouvel an, le Président Biérut a souligné l'importance du récent congrès polonais dans les relations des deux pays.

La Nation polonaise apprécie à sa juste valeur l'apport de l'émigration dans la lutte contre l'occupant allemand. En luttant pour la libération de la France, elle a lutté pour la libération de la Pologne et pour la défaite définitive de l'Allemagne hitlérienne.

Aider la France et nos Alliés occidentaux dans leur effort de guerre actuel, c'est aider à la victoire et à la reconstruction de la Pologne. La lutte, le travail, aux côtés des Français resserreront davantage l'amitié franco-polonaise. La part que prend l'émigration dans la production française sera, par conséquent, un facteur important pour notre amitié future dans les cadres de la démocratie européenne.

Bientôt, les émigrés polonais pourront participer directement au relèvement de leur pays et à l'immense travail que représentent la polonisation et l'incorporation économique des terres que les Allemands nous ravirent dans le passé. Quant à ceux d'entr'eux qui désireront rester en France, il nous aideront encore, car, en travaillant dans l'industrie française, ils contribueront indirectement au développement économique de notre patrie.

Le problème polonais à la lumière du pacte franco-soviétique

« Les hommes (d'Etat français, cherchant un appui à l'Est, tournaient souvent leurs regards vers la Pologne et la Russie. Mais aussi longtemps qu'existait l'animosité entre les gouvernements polonais et russe, la diplomatie française devait choisir entre la Pologne et la Russie. Aujourd'hui, l'amitié franco-polonaise est un complément indispensable et naturel de l'amitié franco-soviétique ».

ST. JEDRYCHOWSKI,

Représentant en France du Gouvernement Provisoire
de la République Polonaise.

*(Extrait du discours prononcé et radiodiffusé au lendemain
de la conclusion du pacte franco-soviétique).*

La conclusion du traité franco-soviétique a mis en lumière l'urgente nécessité de résoudre le « problème polonais ».

La position géographique de la Pologne implique naturellement sa participation au système de sécurité de l'Europe, dont le pacte franco-soviétique vient de poser un des jalons essentiels. Cela suppose l'existence d'une Pologne amie de l'Union Soviétique, d'une Pologne forte et indépendante, à l'abri désormais de toute emprise allemande.

Comme l'a déclaré récemment M. Paul Boncour à l'Assemblée Consultative :

« Un simple coup d'œil jeté sur une carte, suffit pour se convaincre qu'un traité franco-russe n'est efficace contre l'Allemagne que si les effectifs et le matériel russes peuvent traverser les territoires des pays qui séparent la Russie de l'Allemagne, et si les avions russes peuvent survoler cet espace ».

En effet, souvenons-nous qu'en 1939, la politique pro-hitlérienne adoptée

par M. Beck, le refus de consentir au passage des armées russes, ont été l'un des obstacles essentiels à la réussite des pourparlers engagés entre la France, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S.

Le Gouvernement Provisoire est tout acquis à la politique de bon voisinage avec sa voisine slave, comme à toute politique favorisant l'établissement d'un système de sécurité en Europe orientale. Il n'y a pas de divergences entre le Gouvernement Provisoire et l'Union Soviétique, concernant la solution du problème des frontières, et le rétablissement d'une Pologne forte, indépendante et surtout d'une Pologne viable et homogène. Viable, parce qu'à l'ouest, le retour des anciennes terres polonaises, fortement industrialisées, et comportant un large accès à la mer, établira un équilibre heureux entre le potentiel industriel et l'agriculture rénovée par la réforme agraire. Homogène, parce qu'à l'Est, en restituant à l'Ukraine, à la Biélorussie et à la Lithuanie Soviétiques, les territoires ethniquement non-polonais, le nouvel Etat se libère d'un foyer de troubles nés de l'oppression nationale, exercée sur les populations de ces territoires.

Il convient de souligner en outre, qu'admettre le nouveau tracé des frontières occidentales de la Pologne, c'est enlever à l'Allemagne sa base d'agression; comme l'a déclaré à l'Assemblée Consultative M. G. Bidault : « c'est retirer en même temps à l'Allemagne les régions, d'où est sorti le militarisme prussien ». Aussi, cette solution, a-t-elle trouvé l'approbation de la France; la note officielle de l'A.F.P., publiée dans la presse, dégageait en ces termes, la position française :

« La présence sur l'Oder d'une Pologne dont le peuple Français n'oublie pas l'amitié, serait considérée favorablement par la France dont la présence sur le Rhin, ferait le pendant à cette force orientale ».

M^r Churchill a nettement affirmé à la Chambre des Communes, son accord avec la solution des frontières, telle qu'elle est envisagée par l'Union Soviétique et le Gouvernement provisoire de la Pologne :

« Je ne peux croire — a-t-il déclaré — qu'une telle offre puisse être repoussée par la Pologne. Sans doute, aurait-elle pour conséquence une redistribution des populations de l'Ouest et du Nord, le transfert de plusieurs millions de personnes de l'Est vers l'Ouest et le Nord, et le refoulement des Allemands. Pareille solution ne saurait m'inquiéter ».

Après l'Angleterre et la France, les Etats-Unis viennent, par la bouche de M^r Stettinius, de donner leur accord de principe.

Ainsi, les quatre grandes puissances adoptent une attitude concordante, attitude qui fut toujours celle du Comité de Lublin, et qui est actuellement celle du Gouvernement Provisoire de la Pologne.

Le seul, qui oppose une fin de non-recevoir, est le groupe réactionnaire émigré à Londres, composé d'éléments traditionnellement germanophiles. Dès 1914, ces éléments formaient le « parti de l'Allemagne » qui, dans la période d'entre-deux guerres, a conduit la Pologne à l'abîme, sous la direction de M. Beck.

Mais les temps sont révolus où ces hommes de l'Allemagne, introduits dans tous les groupements politiques de Pologne, pouvaient fausser l'image politique du pays. La nation polonaise a trouvé et s'est donnée d'authentiques représentants.

A ce propos, donnons la parole à la « Tribune de Genève » dont les sympathies manifestes pour les émigrés de Londres ne peuvent que donner plus de poids à l'appréciation qui suit :

« . . . pour sortir de l'impasse, le Président vient de nommer un nouveau gouvernement (celui d'Arciszewski — N.D.L.R.) en abandonnant la fiction de délégation des partis politiques. Ceux-ci se sont en effet désagrégés, car les

B.D.I.C.

conditions de l'existence du pays ont changé sous l'occupation, à tel point qu'il ne reste plus rien de l'ancienne structure sociale et politique ».

On ne saurait dire plus clairement que ce « gouvernement » ne représente pas le pays. Mais cet extrait exige une mise au point. Les anciens partis politiques de la Pologne, comme le parti Socialiste, le parti Populiste (paysan) ou le parti Démocrate (modéré) ne se sont pas désagrégés, ainsi que le prétend la « Tribune de Genève » sous l'inspiration de quelques anciens dirigeants émigrés de ces partis. Ces partis, pendant les années de la résistance sous l'occupation, se sont épurés des éléments qui favorisaient le jeu des Allemands, et se sont détournés de la politique de suicide national.

Ces réserves faites, le passage cité montre bien que ce prétendu gouvernement n'exprime pas les aspirations de la nation. Au contraire, il représente les intérêts de quelques grands propriétaires fonciers, comme le dira sans équivoque le « Times » du 16 décembre, en révélant certaines craintes des milieux polonais de Londres, et notamment :

« que l'acceptation de la ligne Curzon entraînerait l'affaiblissement de l'influence, jusqu'ici si puissante, des grands propriétaires fonciers, et, par contre-coup, le renforcement de celle de la paysannerie. Cette considération explique en partie l'opposition obstinée de l'actuel gouvernement polonais quant à la révision des frontières ». Et le « Times » constate :

« Les obligations britanniques jouent envers la Nation Polonaise tout entière, et non envers un groupe particulier ».

Ajoutons, pour conclure, que M^r Churchill lui-même n'a pas hésité à désapprouver publiquement à la Chambre des Communes, ce « gouvernement ».

« Le Gouvernement Polonais — a-t-il dit — fut reconstitué sur des bases que je ne saurais approuver à maints points de vue ». Et, au cours du même débat, M^r Churchill est amené à constater que les réalisations du gouvernement de Lublin lui assurent un prestige qui va croissant.

Ces déclarations récentes des alliés devraient donc logiquement aboutir à la reconnaissance « de jure » du Gouvernement Provisoire de la Pologne qui succède au C.P.L.N. conformément aux vœux des populations des territoires libérés, et qui groupe les représentants de tous les grands partis politiques en Pologne. Le Gouvernement Soviétique s'est résolument engagé dans cette voie. Il vient, le premier, de reconnaître le Gouvernement de la Pologne, reconnaissance que suivra, d'après les déclarations du chef du Gouvernement Polonais, une rapide conclusion d'un traité d'assistance mutuelle avec l'Union Soviétique.

En ce qui concerne la France, la conclusion du pacte franco-soviétique appellerait son complément nécessaire : une adaptation des relations franco-polonaises, chaînon indispensable dans le réseau de sécurité européenne.

Les dirigeants polonais de Lublin, ont montré qu'ils étaient conscients de leur devoir envers l'Europe, en publiant, au lendemain de la signature du traité franco-soviétique, par MM. G. Bidault et Molotov, une déclaration dont voici un passage :

« Le traité consacre l'alliance entre nos deux plus puissants alliés sur le continent. A l'avenir, la France sera un nouveau garant de la Pologne dans la nouvelle Europe. La France émerge de cinq années d'épreuves, unie à l'intérieur, et prête à occuper la place qui lui revient dans le monde. Sur la route de sa nouvelle grandeur, la nation française aura dans la Pologne démocratique un allié sûr. L'amitié franco-polonaise, si durement mise à l'épreuve, sera encore plus profonde et plus durable ».

Dans cet ordre d'idées, nous ne pouvons que nous réjouir de l'échange des représentants entre Paris et Lublin, premier contact diplomatique entre la France et la Pologne nouvelles.

B.D.I.C.

L'avenir des relations économiques entre la France et la Pologne

La Pologne de demain jouera dans l'économie mondiale un rôle autrement important que la Pologne d'avant 1939.

Elle disposera de toute la Haute-Silésie qui possède 24 % des gisements de charbon en Europe, des riches filons de zinc, de minerai de fer et de plomb. Cette puissante base industrielle, développée surtout au cours de la guerre actuelle, ne servira plus d'arsenal à l'impérialisme allemand. D'une menace supplémentaire contre la France, elle deviendra un complément précieux de sa sécurité, par le fait même de son retour à un pays, ami traditionnel de la France. En même temps, elle servira à la reconstruction pacifique de ce pays, dévasté par l'occupant.

L'extraction du charbon en Haute-Silésie atteignait environ 100 millions de tonnes par an (presque deux fois plus qu'en France). On conçoit quelles perspectives économiques s'ouvrent devant un pays ayant recouvré une telle base énergétique.

D'autres perspectives de l'essor industriel s'ouvrent devant la Pologne avec le retour de Dantzig, de Gdynia, de Stettin, grands ports sur la Baltique. On se souvient des grands travaux liés à la construction du « port-champignon » de Gdynia et de la magistrale voie ferroviaire Silésie-Gdynia, où l'apport de l'industrie française a joué un rôle si important.

Le déplacement du centre de gravité économique de la Pologne vers l'Ouest et sa nouvelle conception stratégique, dans le cadre du système de sécurité des Nations Unies, appellera la construction de tout un réseau ferroviaire, reliant Cracovie, Varsovie et d'autres centres économiques et stratégiques du pays avec le littoral et la base industrielle silésienne.

D'autre part, l'agriculture polonaise rénovée est appelée à contribuer puissamment à l'essor économique du pays. La réforme agraire dont nous avons déjà souligné dans nos précédents bulletins l'importance pour la vie économique et sociale, créera un vaste marché intérieur sur la base duquel pourra se développer une puissante industrie nationale qui n'aura plus de difficultés pour écouler ses produits. Le pouvoir d'achat de la population paysanne dont les revenus avant 1939 étaient extrêmement faibles, s'accroîtra d'une façon considérable, en influant par contre-coup sur le pouvoir d'achat de la population urbaine. Mais ce développement industriel de la Pologne ne diminuera en rien l'importance de son commerce extérieur : il est bien connu que ce sont précisément les pays industrialisés qui constituent les meilleurs acheteurs des produits fabriqués, des machines, des outils, etc..., sans oublier les matières premières qui n'existent pas sur le sol polonais et dont la Pologne pourra avoir besoin.

En même temps, le large accès à la mer dont nous venons de signaler la portée, ouvre de nouvelles possibilités quant au développement du commerce

extérieur avec d'autres nations. On dit que la mer rapproche les peuples : la Pologne ne manquera pas de mettre à profit cette maxime et de développer son commerce maritime.

Si donc, avant 1939, le commerce extérieur polonais, en chiffres absolus et relatifs (par tête d'habitant), était un des plus bas en Europe, exprimant ainsi la misère du pays et sa faiblesse économique, la participation future de la Pologne dans le commerce mondial sera incomparablement accrue. Ceci concerne aussi bien l'exportation que l'importation. Quant à cette dernière, la Pologne aura besoin et de biens de production (installations, machines, outils, moyens de transport) et de biens de consommation. Elle importera aussi bien pour les besoins de l'industrie que pour son agriculture. Matières premières, articles semi-ouvrés et produits finis pourront affluer en Pologne en quantités dépassant de loin celles d'avant-guerre.

Mais il va de soi que la Pologne, jalouse de son indépendance, et tirant les conclusions qui s'imposent, des désastres causés par la politique de Beck et consorts, qui favorisait la prépondérance allemande dans son commerce extérieur, entendra se débarrasser définitivement de la tutelle économique de son ennemie héréditaire. Nous avons cité, dans un de nos précédents numéros, les chiffres des importations allemandes qui occupaient la première place dans tous les domaines vitaux du pays. Le nouveau gouvernement de la Pologne ne le permettra plus. Il est naturel que la Pologne, ressuscitée et renouée, donne la préférence, sur ce terrain, aux pays amis qui sauront comprendre à temps les aspirations de son peuple et se placeront sans hésiter à ses côtés.

Contrairement à Beck et ses épigones, la nouvelle Pologne démocratique développera son commerce avec ses amis et non avec ses ennemis. La France qui vient de donner le premier témoignage de sa compréhension de la volonté, désormais sans équivoque, du peuple polonais, est dans la possibilité, non seulement de maintenir mais de développer largement ses relations économiques avec la République Polonaise.

Les changements apportés par la guerre posent devant elle le problème de renouveler les bases de sa balance de paiements. Il faudra compter avec la concurrence de partenaires puissamment outillés sur les plans technique et financier. Dans ce domaine, et à la faveur de l'éviction du rôle économique de l'Allemagne, la France peut gagner de nouvelles positions économiques. N'oublions pas qu'avant la guerre, la participation de la Pologne dans le commerce français fut de moins de 1 %. Et tandis que la France ne figurait qu'avec 4 % dans le commerce extérieur de la Pologne, l'Allemagne y participait avec 14,5 %, en occupant d'ailleurs la première place en ce qui concerne l'importation des machines, des outils, etc. En 1938, la France, pour un chiffre global d'exportations de 30,5 milliards de francs, n'exportait en Pologne que pour 356 millions de francs; de même, sur les 45,9 milliards d'importations françaises, la Pologne ne participait qu'avec 444 millions seulement.

Même après la période de reconstruction, la Pologne, avec une économie forte et équilibrée, avec un vaste marché intérieur aussi bien paysan qu'urbain, restera un partenaire autrement intéressant pour les grandes industries exportatrices françaises, pour son commerce colonial, pour ses matières premières et sa marine marchande, que ne le fut la Pologne misérable, semi-féodale d'avant 1939 et inféodée par-dessus le marché à l'économie allemande.

Le nouvel Etat polonais, débarrassé des servitudes politiques et économiques, réellement souverain, vient déjà d'exprimer, par la voix de ses représentants qualifiés, le désir de resserrer ses rapports de toute nature avec les puissances démocratiques. Il y a tout lieu de s'attendre à ce qu'il règle ses rapports économiques en fonction de la compréhension politique qu'il trouvera auprès des représentants des Nations respectives.

B.D.I.C.

Romain Rolland est mort!

Message de l' « Amitié Franco-Polonaise »

L' « Amitié Franco-Polonaise » a été invitée à collaborer au « Service de Documentation » du C.P.L.N. Nous pensions commencer par nous présenter aux lecteurs. Mais voici qu'une circonstance douloureuse nous détermine à remettre ce projet. Notre président d'honneur, Romain Rolland, est mort, et c'est à lui que nous devons consacrer cet article.

Sans essayer de décrire sa puissante œuvre littéraire ou son action publique d'une portée universelle, nous croyons devoir évoquer dans ce bulletin, l'influence exercée par le grand écrivain en Pologne où il fut le véritable ambassadeur spirituel de la France, en une époque où les miasmes du racisme hitlérien empoisonnaient l'atmosphère de la patrie de Mickiewicz et de Kosciuszko.

En 1937, une revue « Oblicze Dnia » fut créée à Varsovie, avec la collaboration des grands écrivains socialistes de l'époque, André STRUG et Wanda WASILEWSKA. Son but était de rassembler les meilleurs esprits polonais contre l'action néfaste de Beck et d'autres fascistes qui poussaient la Pologne vers l'abîme. Sollicité d'adhérer à cette initiative, Romain Rolland répondit par un message aux intellectuels polonais. A l'appel du grand Français, plus de 70 savants, artistes et écrivains polonais, dont Sophie NALKOWSKA, Hélène BOGUSZEWSKA et KRAHELSKA, offrirent leur concours à la revue, malgré la menace d'une persécution imminente qu'un tel acte faisait peser sur eux. Ce fut une des plus belles manifestations du courage civique des intellectuels polonais, en même temps que du rayonnement spirituel de la France démocratique sur la Pologne.

Il était donc dans la logique des choses que l' « Amitié Franco-Polonaise », fondée en France encore à l'époque de l'occupation hitlérienne, s'adressât à Romain Rolland, dès que cela fût devenu possible, en le conviant à accepter la Présidence d'honneur. La réponse de Romain Rolland, dont on trouvera ci-après la reproduction, constitue un des plus émouvants témoignages de sa grandeur d'âme et de son amour pour la Pologne martyre. Cette lettre d'adhésion, écrite au seuil de la mort, et pourtant pleine d'espoir en la victoire sur « l'Antéchrist hitlérien », fait penser à d'autres paroles magnifiques de son dernier livre imprimé où il lançait un véritable message à la postérité :

« J'ai accompli mon destin, je puis partir. Ce soir, les portes du Ciel me seront ouvertes; vous m'accompagnerez jusqu'au seuil; mais vous devez retourner sur la terre, vous avez encore beaucoup de luttes à livrer. Sans lutte on ne peut vivre, sans lutte et sans amour ». —

Nous avons accompagné notre grand ami jusqu'au seuil de son éternité et nous retournons à la tâche qu'il nous a léguée : celle de la lutte contre la puissance ténébreuse du fascisme, celle de l'amour pour les peuples qui, comme la Pologne, tournent leurs regards vers un avenir de démocratie et de progrès.

16 novembre 1944

B.D.C.

Cher Monsieur

Très gravement malade, je ne puis assister
à votre précieuse réunion de l'Amicale franco-
polonaise. Mais je tiens à vous dire que
mon cœur est toujours avec vous.

Je vous suis reconnaissant du souvenir
fidèle que vous avez gardé de moi. Ma
fidélité à votre cause n'est pas moins vive.

Entre toutes les nations d'Europe, maltraitées,
la Pologne n'a jamais cessé d'être la plus
douloureusement crucifiée. Elle vit de l'être
de nouveau, avec une férocité d'élection. Vous
l'avez vu, qui a failli dominer le monde.

Que cette terrible épreuve unisse
les deux sources de souffrance et de gloire, la
Pologne et la France. Le monde, qui a
toujours tendance à retomber dans l'ivresse
de la force brute et dans la passivité,
a besoin que nous nous réunissions en commun
notre élan vers le progrès social et notre
ardente spiritualité.

Amis, nos amis de Pologne, et
cordialement à vous,
Romain Rolland

Le Congrès de l'immigration polonaise en France

17-18 Décembre 1944

Les quatre années de lutte contre l'occupation allemande et les journées exaltantes de la libération de la France, auxquelles ils ont participé si activement, ont créé chez les immigrés polonais en France le désir légitime de se rassembler pour fixer leur attitude devant les problèmes actuels. C'est ainsi que naquit, au lendemain de la Libération, l'idée d'un Congrès, genre d'Etats-Généraux de l'immigration polonaise en France, idée qui trouva sa réalisation splendide dans les assises qui se tinrent les 17 et 18 décembre dernier à la Maison de la Chimie, à Paris.

Près de mille délégués, élus démocratiquement dans tous les coins de la France, y représentaient toutes les couches sociales de l'immigration polonaise, ainsi que toutes ses tendances politiques et religieuses. On a pu entendre, à la tribune, les représentants de l'Action catholique et de l'Université ouvrière, les militants syndicalistes et les fermiers, les officiers et soldats de l'armée régulière polonaise, les jeunes héros du maquis, des hommes de lettres, des avocats, des ingénieurs. On a pu voir, aux côtés de M. Thomas Pietka, président du Congrès, Mlle Maria MICKIEWICZ, la petite-fille de l'immortel chanteur de la Pologne martyre, et l'éminent savant Mme Joliot-Curie, fille de la grande Marie Sklodowska-Curie. La présence des représentants de la démocratie française : MM. Daniel Mayer, secrétaire général du Parti Socialiste, le prof. Albert Bayet, vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme, Racamond, secrétaire de la C.G.T., Bartolini du Parti Communiste et tant d'autres, les discours qu'ils ont prononcés, ont placé le Congrès, dès le début, sous le signe de l'amitié franco-polonaise.

Et si le Congrès fut unanime et enthousiaste pour appeler de ses vœux *la transformation rapide du CPLN de Lublin en Gouvernement Provisoire de la République Polonaise*, si les Français présents dans la grande salle, ne pouvaient plus avoir le moindre doute sur les véritables sentiments du peuple polonais à cet égard, ils ont aussi certainement ressenti combien cette masse d'immigrés, *partisane de Lublin*, est en même temps *partisane de la France*. Lorsqu'on lut à la tribune le télégramme envoyé au Congrès par le CPLN de Lublin, la salle applaudit avec chaleur le passage appelant les Polonais à continuer leurs efforts pour la reconstruction de la France, à la libération de laquelle ils ont contribué si vaillamment.

Près de 100 interventions de délégués ont affirmé la maturité civique de cette partie de la population de la France. Les orateurs ont présenté avec fierté les efforts de leurs mandataires pour le redressement militaire et économique de la France. Défenseurs et bâtisseurs, ils ont demandé des droits équitables, des droits sociaux (salaires, allocations familiales, de vieillesse, de chômage, etc...) égaux aux Français. Ils ont examiné avec la même attention la question du retour en Pologne de tous ceux qui, après la guerre, en auraient le désir.

Le Congrès a passé en revue les problèmes juridiques, sociaux, économiques et culturels de la vie de l'immigration polonaise en France. Il a pris une position nette, sans le moindre équivoque, contre les émigrés réactionnaires de Londres et pour le CPLN de Lublin. Il a salué chaleureusement la réforme agraire entreprise avec tant d'énergie par le Gouvernement Provisoire de Pologne et s'est rallié à la politique de *l'unité avec tous les Alliés*.

Le Congrès a montré le vrai visage de la Pologne qui, débarrassée de l'emprise des Sosnkowski, Beck et consorts, se retrouve dans son amour de la Liberté et de la Justice, inséparable de son amitié pour la France.

B.D.I.C.

**COMITÉ POLONAIS DE LIBÉRATION NATIONALE
EN FRANCE**

20, av. Rapp, Paris (7^e)

**SERVICE
DE DOCUMENTATION**

Supplément au N° 4

1^{er} Janvier 1945

La France et la Pologne nouvelle

Discours prononcés à la Conférence d'Information,
le 13 décembre 1944, au Palais de la Mutualité

87.3831

S O M M A I R E

<i>Discours d'ouverture</i> — Thomas PIETKA, président du CPLN en France	5
<i>Discours de MM.</i> — Louis SAILLANT, président du CNR	6
— André DLUSKI, du CPLN en France	9
— Pierre COT, ancien ministre	12
— BRACKE, du Parti Socialiste	14
— Florimond BONTE, du Parti Communiste	16
— Roger GAL, de l' « Amitié Franco-Polonaise »	18
— HALASKA, président du CNR tchécoslovaque en France	20
— BIBROWSKI, de l' « Amitié Franco-Polonaise »	22
— Henri RAYNAUD, secrétaire de la CGT	25

Appendice

*Discours prononcés au Congrès de l'Immigration polonaise
des 17-18 Décembre 1944 à la Maison de la Chimie, par MM.*

Daniel MAYER, secrétaire général du Parti Socialiste	27
Albert BAYET, Président de la Fédération Nationale de la Presse Française ..	29

La Conférence d'Information du 13 décembre 1944 était organisée par le CPLN en France et l'Association « Amitié Franco-Polonaise ». Elle a permis d'entendre des personnalités les plus marquantes, venant des divers horizons de la vie politique française, et des représentants du monde slave, dans leurs opinions sur la question polonaise. Nous reproduisons, ci-après, le compte-rendu sténographique de leurs exposés en pensant qu'ils seront lus avec intérêt par nos lecteurs.

Nous nous faisons les interprètes du CPLN en France pour remercier les orateurs et toutes les personnalités, parmi lesquelles nous sommes heureux de citer M. Cassin, vice-président du Conseil d'Etat, et qui, par leur présence à la tribune présidentielle, ont apporté le témoignage des sympathies françaises pour la Pologne nouvelle.

D'autres voix françaises se firent entendre quelques jours plus tard, au Congrès de l'Immigration Polonaise des 17-18 Décembre, dont la séance d'ouverture fut consacrée à l'amitié franco-polonaise. Nous reproduisons ici les discours que M. Daniel Mayer et M. Albert Bayet ont prononcés à cette occasion.

LA REDACTION.

Discours d'Ouverture

M. Thomas PIETKA.

Président du Comité Polonais de Libération Nationale
en France.

Mesdames et Messieurs,

L'immigration polonaise en France compte un demi-million d'hommes et se compose, en majeure partie, de travailleurs. Elle est profondément démocratique. Les Polonais qui sont venus pour trouver du travail, ont compris ici, sur le sol de la France démocratique, que le régime vermoulu, semi-féodal de leur patrie, était à l'origine de la misère qui les en avait chassés.

Ici, sur le sol français, les Polonais ont pu comparer les libertés politiques dont jouissait le peuple français, avec le régime d'oppression policière, instauré par le gouvernement réactionnaire de leur pays.

Il était donc naturel que les Polonais vivant en France se soient rangés aux côtés du peuple français, qui luttait héroïquement pour la libération de sa patrie. Ils ont pris part à cette lutte, malgré les appels à l'inaction, prodigués par certains éléments qui perpétuent les sentiments d'hostilité à l'égard de la France, inspirés par l'école de M. Beck.

Ce sont les combattants polonais qui ont délivré la ville de Carmaux dans le Tarn ; dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, 9 mille Polonais harcelaient les Allemands en retraite. C'est le bataillon Dombrowski qui entra, parmi les premiers à Lyon, le 3 septembre. Partout en France, dans le Nord, dans le Sud, au Centre et dans l'Est, les Polonais ont pris une part active à l'insurrection libératrice. En luttant pour « notre liberté et la vôtre », l'immigration polonaise a consenti de très lourds sacrifices. Citons comme exemple, entre mille, la famille Burczykowski de Sallaumines, dont le père, la mère, les trois fils et la fille ont donné leur vie pour la cause de la France et de la Pologne.

C'est le Comité Polonais de Libération Nationale qui organisa l'effort de guerre de l'immigration polonaise, dans le cadre de la Résistance française. Plusieurs organisations politiques, sociales, professionnelles, religieuses et culturelles, ont donné à ce Comité leur adhésion ; il compte dans son sein des démocrates, des socialistes, des communistes et des catholiques, qui représentent l'écrasante majorité des Polonais en France.

L'immigration polonaise en France constitue une partie vivante du peuple polonais, mais en même temps elle est liée par des attaches multiples à la vie française. Elle n'a qu'un désir : servir comme trait-d'union entre la Pologne nouvelle et la France nouvelle. Cette Pologne nouvelle est en train de naître des cendres, du sang et des souffrances. Une Pologne démocratique, forte et indépendante, dont rêvaient toujours les immigrés polonais et qui devient une réalité.

Il est de notre devoir, à nous les immigrés polonais, de faire connaître à l'opinion française le vrai visage de notre patrie renaissante, administrée par le Comité de Lublin, le vrai gouvernement de la Pologne.

Au moment où le Chef du Gouvernement Français, le général de Gaulle, rentre de son historique voyage à Moscou, la Pologne nouvelle dont l'existence même est conditionnée par l'alliance franco-russe, regarde avec confiance vers la démocratie française, redevenue une grande puissance mondiale.

Nous sommes sûrs de trouver en elle la compréhension et la sympathie pour la Pologne ressuscitée. (Acclamations).

M. Louis SAILLANT,

Président du Conseil National de la Résistance



Je veux tout d'abord, au début de cette conférence, excuser le Révérend Père Carrières, vice-président de l'Assemblée Consultative, qui devait la présider ; souffrant, le Révérend Père Carrières n'a pu venir, c'est la raison pour laquelle je préside notre assemblée de ce soir.

Pour défendre la Pologne, la France n'a pas hésité en 1939 à soutenir volontairement l'épreuve d'une guerre qui s'annonçait difficile et périlleuse. Momentanément opprimée par une Allemagne depuis longtemps dressée pour le combat, la France a trouvé dans les Polonais de France une force importante de résistance, un élan d'enthousiasme spontané qui a organisé rapidement des centres d'action pour assurer avec elle la liberté. L'union de la France et de la Pologne dans une lutte commune pour la liberté, n'a-t-elle pas fait resserrer les liens d'une amitié traditionnelle et ancestrale ? — Je crois, nous croyons et surtout nous savons tous qu'un même esprit animait ces deux peuples. Mais désormais, cette amitié entre nos deux nations résonne, comme en écho, dans toutes les amitiés particulières qui ont lié Polonais immigrés et Français dans leur action commune de résistance.

Si l'on peut accorder une telle importance à ces amitiés qui se sont établies ou renouvelées dans les rangs de la Résistance, sur notre territoire français, c'est que parmi les Polonais immigrés dans notre pays les résistants ne se comptent pas par individus isolés ; c'est aussi que les Polonais constituent un des groupes d'émigrés les plus importants en France. Ils sont en effet au nombre de 500.000 et les régions minières en groupent à elles seules environ 60.000, qui se sont adonnés au dur travail de l'extraction du charbon. Nous les avons vus, dès les premiers jours de la résistance, fraterniser avec le peuple de France dans l'action clandestine. Or, le bassin du Nord vit un des premiers grands mouvements de la résistance, l'une des premières grandes manifestations du peuple français dans la grève des mineurs de 1941. Dès lors, comme plus tard, dans ce même bassin et dans les autres régions de France, les Polonais participent à la grève dirigée contre l'occupant. Hommes et femmes prennent une part active aux actes de sabotage exécutés dans les mines et dans les usines. Pendant que les mineurs polonais s'associent aux mineurs français sur le champ de bataille de la production par les grèves et les sabotages, les partisans polonais luttent aux côtés des francs-tireurs français, aux côtés des F. F. I. dans une guerre sourde et périlleuse.

Qu'il me soit permis de saluer et d'honorer ici ces premières victimes qui donnèrent volontairement leur vie pour préparer la libération de la France, que ce soit dans les mines ou à Paris, comme Stanislas Kubacki, qui avec 21 patriotes émigrés et Français défiaient, une dernière fois, l'ennemi et appelaient sans peur, avec courage, avec audace, les salves des envahisseurs, en unissant nos deux nations dans leurs derniers cris de : « Vive la France et vive la Pologne ! » (*Applaudissements*).

Il suffit, d'ailleurs, de jeter un regard sur le tableau qui est ici, pour se rendre compte que la participation de nos camarades polonais dans le combat a bien été une participation effective ; sur le sol de France nous nous sommes unis pour un même idéal : celui de la liberté. Sur le sol de France le sang de beaucoup de nos camarades polonais s'est mélangé à la terre française avec le sang de beaucoup de Français des Forces Françaises de l'Intérieur. C'est un pacte d'amitié, c'est même plus, un pacte d'unité qui existe entre le sang polonais et le sang français dans le plus profond de la terre de France maintenant. (*Applaudissements*).

Pour symboliser cette union et lui donner la force efficace d'une unité, le Comité Polonais de Libération Nationale, élu pour représenter l'immigration polonaise, s'est adressé aussitôt au Conseil National de la Résistance, — nous étions dans la clandestinité à l'époque. Une lettre de la Conférence d'unité de l'immigration polonaise a apporté au Conseil National de la Résistance, en avril 1944, le plus beau message de sympathie, l'adhésion de 500.000 Polonais pour qui le gouvernement provisoire de la République française et le Conseil National de la Résistance représentaient les seules autorités de la France. Ils s'en remettaient, à l'époque, à l'autorité du Conseil National de la Résistance et lui demandaient les indications, selon lesquelles ils continueraient à livrer le combat qu'ils n'avaient jamais abandonné.

Le Conseil National de la Résistance répondit. Non seulement nous vous avons répondu à vous, mes amis, mes camarades, mais le Conseil National de la Résistance s'adressait à l'époque aux comités départementaux de la libération et nous leur demandions dans nos instructions, alors même que nous préparions l'insurrection nationale, que dans les rangs des Forces Françaises, de l'Intérieur la place soit laissée, la plus large possible, à tous les combattants. Ce fut une promotion ; le combat nous a appris que nos camarades polonais, bien souvent, avaient été dans le combat à la première place ; c'est donc sous ses directives que les milices patriotiques et les partisans polonais, pas exemple, passèrent directement à l'attaque durant les jours de l'insurrection. Ils sont à 20.000 à lutter aux côtés des F. F. I., que ce soit dans le Nord, dans le Pas-de-Calais ; ils s'élancent à trois reprises à l'assaut de Carmaux dont ils chassent les Allemands le 18 Août ; que ce soit dans le Gard où le bataillon Bartosz Glowacki soutient depuis juillet de véritables batailles rangées, longues parfois d'une journée, que ce soit à Montluçon, dans la Meuse ou à Lyon, les Polonais rivalisent toujours d'ardeur et de courage. C'est à qui montrera le mieux sa fidélité à la noble et héroïque tradition de combattants de la noble Pologne.

Mais si l'occupation étouffante de l'ennemi commun a permis aux Polonais immigrés de parvenir à une unité plus parfaite entre eux d'abord sur le sol français, et aussi entre eux et les Français, ils ont confiance de l'avoir acquise au prix d'assez dures souffrances pour vouloir maintenant en cueillir tous les fruits. Polonais ou Français sont toujours résistants de France ou plutôt résistants tout court et l'on est véritablement résistant lorsqu'on est véritablement en contact avec l'ennemi. (*Applaudissements*).

Car la Résistance n'était pas seulement une action contre quelque chose, elle était et, par conséquent, elle est beaucoup plus encore une action maintenant pour quelque chose. Cette amitié consacrée dans le sang se doit d'être féconde ; cette amitié consacrée doit permettre à la Pologne nouvelle dont le Comité Polonais de Libération Nationale est l'émanation symbolique, de nous trouver toujours à ses côtés dans les efforts qu'elle déploie pour recouvrer sa liberté, son indépendance et sa grandeur.

Cela, c'est la voix de la France qui monte par ses comités départementaux de la libération et lorsqu'ainsi la voix de la France peut se prononcer et se prononce, elle le fait en faveur du Comité Polonais de Libération Nationale ; nous voyons en cela notre pays, les éléments résistants de la France, ceux qui firent le combat avec vous, ne pas faire de différence entre le Conseil National de la Résistance et le Comité de Libération Nationale de Pologne. (*Applaudissements*).

Comme en 1919, et mieux qu'en 1919, le peuple polonais doit prendre en main ses propres destinées. (*Applaudissements*).

L'amitié franco-polonaise doit se trouver renforcée par l'enseignement que nous donne l'évolution des rapports diplomatiques entre nos deux nations de 1919 à 1939. Aujourd'hui, c'est un même mouvement qui emporte nos deux nations ; c'est pour cela que Français et Polonais peuvent établir le principe d'une action commune dont le premier est, en effet, la solidarité dans l'action pour une véritable démocratie, au nom de l'amitié des nations libres. Français et Po-

B.014

lonais ont à combattre solidairement les forces réactionnaires qui veulent encore une fois mettre en échec les justes revendications des peuples. Les uns comme les autres, nous voulons que les peuples soient en mesure de choisir librement le gouvernement qui leur convient et l'organisation sociale et économique qui permettra le plus large développement possible de tout le monde, de tous les hommes et le règne de la liberté. (*Applaudissements*).

Ces principes, au nom desquels agit l' « Amitié Franco-Polonaise », ne sont pas seulement les principes adoptés par un petit groupe. Or, si leur généralité même permet de faire autour d'eux l'accord d'un plus grand nombre, ils ne représentent pas moins une direction de pensée assez nette pour qu'ils puissent servir de base à tous les développements et à tous les regroupements. Je tiens à renouveler ici le vœu émis par l' « Amitié Franco-Polonaise », celui de réaliser au plus vite l'union de tous les éléments démocratiques de Pologne pour la constitution d'un gouvernement représentatif de la Pologne entière. Plus rapidement cette union se fera, et plus rapidement le gouvernement provisoire de la République Française pourra se rapprocher du gouvernement polonais qui, pour nous, ne peut être issu, nous le savons et nous le croyons, que du Comité de Libération qui siège à Lublin. (*Applaudissements*).

A en juger par l'identité ou du moins par la ressemblance des principes dont s'inspire le gouvernement provisoire de la République française et le Comité Polonais de Lublin, on peut bien augurer des relations qui s'établiront entre nos deux peuples. Nous avons tout lieu d'espérer que nos gouvernements entendront la voix de nos populations respectives, qu'ils entendront nos deux nations, les rapports amicaux que témoigne cette association anticipée de nos peuples. C'est donc un pas nouveau que la France et la Pologne auront fait ces dernières années dans l'histoire de leur traditionnelle amitié. Loin que cette amitié nuise à celle qui lie chacun de ces pays à nos autres alliés, nous aurons fait en même temps un pas de plus dans toutes ces amitiés internationales dont la France veut faire un faisceau.

C'est pour moi, ce soir, un réconfort de voir qu'à côté de tous ces maux, de toutes ces douleurs, de toutes ces peines et de toutes ces souffrances, la guerre nous aura pourtant apporté quelque chose de positif. Nous avons fait en quelques années une nouvelle découverte du monde. Les marins des XIVème et XVème siècles découvraient des terres inconnues peuplées de barbares, et cette révélation soudaine de l'immensité du monde devait orienter dans un nouveau sens toutes les pensées des hommes. Notre découverte à nous est toute autre, nous nous apercevons ou nous comprenons mieux que, de par le monde, l'esprit humain se soulève partout du même élan et que les peuples cherchent à disposer d'eux-mêmes. (*Applaudissements*).

Au lieu de nous effarer devant l'inconnu de ces terres désertes, nous nous réjouissons de retrouver en tout lieu, des hommes et en tout lieu de mêmes espérances. Au XVème siècle quelques hommes partaient à la conquête du monde ; au XXème siècle tous les hommes partent à la conquête de la justice et de la liberté. (*Applaudissements*).

Conquête commune que les peuples entendent mener en frères. La volonté du XXème siècle, c'est d'établir une organisation internationale de la démocratie, c'est-à-dire en somme, d'affirmer le royaume universel de tous les hommes libres. Pour cela et pour bâtir ce grand royaume, il n'y aura pas assez de l'effort de tous ceux qui, dans l'épreuve de la résistance, ont appris la valeur de la liberté. Nous avons et nous le sentons bien, un monde à reconstruire. C'est parmi toutes ces tâches et parmi toutes ces missions, l'une de celles à laquelle s'attache tout particulièrement le Conseil National de la Résistance et le Comité Polonais de Libération Nationale. Lorsque nos mains se tendent, lorsque nos regards se croisent entre Polonais et entre Français, il y a plus qu'un serment, il y a la manifestation d'une volonté qui est née dans l'action et qui doit s'épanouir dans la victoire commune. (*Applaudissements*).

M. André DLUSKI

du Comité Polonais de Libération Nationale en France.



Mesdames, Messieurs,

S'il y a un problème qui lie actuellement la France et la Pologne dans une même volonté, dans un même désir profond, c'est bien celui de la sécurité de nos deux pays. Ce grand sentiment de responsabilité à l'égard de nos peuples, dont l'existence même a été mise en péril à deux reprises en une génération et qui ont été obligés de verser leur sang dans une lutte à mort, — ce sentiment de responsabilité prime tout. Le problème de la sécurité est devenu le problème central, dominant, national de notre présent et de notre avenir.

La guerre hitlérienne a révélé un aspect de la question, qui peut et doit nous fournir des indications utiles pour notre politique future. Hitler se proposait, comme premier objectif, de briser les alliances orientales de la France, pour séparer l'Est de l'Ouest et dominer ainsi l'Europe tout entière.

Grâce à l'appui de la politique étrangère de M. Beck, l'Allemagne a pu isoler et abattre la Tchécoslovaquie. Ensuite, ce fut le tour de la Pologne. Mais, avant de poursuivre sa marche vers la conquête des peuples slaves, Hitler voulait au préalable envahir la France, considérée avec raison comme bastion de la démocratie et garant de la liberté de tous les peuples. L'alliance des slaves avec la France apparaissait, par conséquent, à l'impérialisme prussien comme un barrage, qu'il fallait à tout prix, avant de se jeter dans la grande aventure, ébranler et détruire. L'histoire a démontré que la Pologne constitue un chaînon indispensable dans l'alliance franco-slave ; et c'est parce qu'elle ne s'était pas rangée résolument aux côtés de la France, de la Tchécoslovaquie et de la Russie, que Hitler a pu remporter ses succès initiaux, envahir la Pologne, la France et ensanglanter l'Europe.

Mais comment a-t-il pu se faire qu'un gouvernement polonais, pourtant averti par l'annonce brutale de Hitler, déclarant dans « Mein Kampf » : « nous reprendrons la marche vers l'Est », comment un tel gouvernement a-t-il pu briser l'amitié traditionnelle avec la France, poignarder dans le dos la Tchécoslovaquie et repousser l'aide offerte à plusieurs reprises par la Russie ?

Dès 1934, le groupe Beck-Sosnkowski promettait à Hitler, en échange d'une garantie trompeuse des frontières occidentales polonaises, de le soutenir lors de l'occupation de l'Autriche et du partage de la Tchécoslovaquie. Une coïncidence historique nous permettra peut-être d'expliquer cette attitude du gouvernement polonais, si contraire aux intérêts les plus élémentaires de la nation.

Le 26 janvier 1934, le parlement polonais épuré à la manière fasciste, acceptait le projet d'une nouvelle constitution « autoritaire ». Le même jour, Beck signalait à Berlin le fameux pacte germano-polonais. Ce jour-là, on jeta par-dessus bord la constitution polonaise de 1921, couronnement de longues années de lutte du peuple polonais pour la démocratie, et l'on instaura l'ère néfaste d'étroite collaboration avec l'Allemagne hitlérienne.

Pour comprendre ce tournant décisif de la politique polonaise intérieure et extérieure, il faut se rendre compte de ce qu'était alors le régime social de la Pologne.

La Pologne, en effet, est un pays agricole classique, mais il faut que l'on sache que 4 millions de familles paysannes ne possédaient que 60 % du sol, cependant que les 40 % restant étaient aux mains de quelques milliers des propriétaires fonciers. L'immense majorité des paysans végétait sur les petits lopins

de terre de 1 à 3 hectares, alors que les grandes propriétés foncières étaient, en moyenne, 400 fois plus étendues que celles de paysans. Les latifundia du prince Radziwill, biens héréditaires et inaliénables, s'étendaient sur 170.000 hectares et l'ensemble de cette famille possédait 320.000 hectares de terre.

Ces terres du prince Radziwill, de Czartoryski, de comtes Zamoyski et Potocki, se trouvaient en Pologne mais s'étendaient également en Ukraine, en Biélorussie occidentales, en Lithuanie, dans ces pays où l'écrasante majorité de la population est composée des paysans ukrainiens, biélorusses et lithuaniens, maintenus, jusqu'à ces dernières années, dans un état de demi-servage.

Pour briser l'élan puissant avec lequel la paysannerie, soutenue par la majorité de la nation polonaise, réclamait la terre, pour étouffer les aspirations nationales et sociales des Ukrainiens, des Biélorusses et des Lithuaniens, il fallait supprimer la constitution démocratique de 1921 et imposer au peuple, par la violence, une constitution réactionnaire.

Ainsi le problème agraire, la question constitutionnelle et la collaboration avec l'Allemagne hitlérienne, sont du point de vue historique étroitement liés.

— « *La France négroïde est en train de se décomposer ; les Allemands et les Italiens seront ses héritiers* ». — Ce n'est pas une citation de « Mein Kampf » ; ce passage est extrait du livre de M. Studnicki, théoricien de la politique étrangère de MM. Beck et Sosnkowski, livre intitulé : « Le système politique européen et la Pologne » et édité à Varsovie en 1935, aux frais du Ministre des Affaires Etrangères polonais.

Plus loin, M. Studnicki dit : « *Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, comportera pour la Pologne des suites importantes et heureuses, à savoir : le partage de la Tchécoslovaquie et l'union polono-hungaro-allemande... La colonisation et l'influence allemandes ont constitué, à travers les siècles, un facteur de la puissance polonaise* ». Plus loin encore, M. Studnicki conseille à Hitler d'annexer l'Alsace et la Lorraine.

Le groupe Beck-Sosnkowski qui, durant la guerre de 1914-18, avait soutenu les Habsbourg et les Hohenzollern, malgré l'opposition acharnée de l'écrasante majorité de la nation polonaise, y compris le parti national de droite de M. Dmowski, exprimait encore en 1935 ces regrets (page 244) : « *Si l'on avait créé en automne 1917, une armée polonaise forte de quelques centaines de milliers d'hommes, avant que les troupes américaines ne débarquent en Europe, les puissances centrales — c. à. d. l'Autriche et l'Allemagne, — auraient gagné la guerre* ».

C'est un fait que les magnats polonais tentèrent de constituer à la hâte cette armée polonaise contre les Alliés. Mais la nation polonaise rendit impossible cette tentative honteuse, tout comme aujourd'hui, elle s'oppose à la politique des émigrés de Londres.

Les premières élections faites en Pologne, sur la base de la constitution fasciste de 1935, furent boycottées par 80 % de la nation. Et sur les autres citoyens qui allèrent aux urnes, 8 % seulement votèrent pour le parti gouvernemental. Telle fut la réponse que donna, sans équivoque, l'écrasante majorité du peuple polonais, à la politique intérieure et extérieure de la « Sanacja », le parti de M. Sosnkowski.

Aujourd'hui, c'est la même majorité, qui se groupe autour du Comité de Libération Nationale de Lublin, gouvernement réel de la Pologne ; et c'est la même minorité, représentant les intérêts de gros propriétaires fonciers, le groupe Sosnkowski, qui s'obstine à maintenir la constitution de 1935 — base illégale de son pouvoir — et qui continue la politique de Beck, en s'efforçant de diviser les Alliés. S'il y a donc une continuité, elle existe, en premier lieu, dans le domaine de la politique étrangère : les gens de Sosnkowski travaillent toujours, comme l'indiquent clairement la provocation de Katyn et la tragédie de Varsovie, non seulement contre les Alliés, mais contre le peuple polonais lui-même.

S.D.I.C.

C'est parce que le Comité de Lublin représente la nation polonaise tout entière et non les intérêts d'une poignée des magnats, parce qu'il jette les fondements d'une Pologne démocratique en réalisant la réforme agraire, que la démocratie polonaise pourra coopérer efficacement avec les autres puissances démocratiques à la construction de la Paix.

Voilà ce que proclame le Comité de Lublin dans son Manifeste :

« Une alliance durable avec nos voisins immédiats, l'Union Soviétique et la Tchécoslovaquie, sera la base de la politique extérieure de la Pologne, réalisée par le C. P. L. N.

« La fraternité d'armes consacrée par le sang versé en commun dans la lutte contre l'agression allemande, rendra encore plus profonde l'amitié et plus forte l'alliance avec la Grande Bretagne et les Etats-Unis de l'Amérique.

« La Pologne aspire au maintien de l'amitié traditionnelle et de l'alliance avec la France ressuscitée et à la coopération avec tous les pays démocratiques du monde ».

Vous comprendrez aisément, Messieurs, que, fidèles aux principes de la politique étrangère, énoncés par notre Comité de Lublin, nous saluons de tout cœur, nous autres Polonais, l'évènement historique que constitue la conclusion d'une alliance franco-soviétique. Cette alliance consacre le rétablissement de la France, sous la conduite de son grand Chef, le Général de Gaulle, au rang de grande puissance, conformément à ses grandes traditions historiques. En même temps, nous voyons dans cette alliance la garantie de l'indépendance et de la sécurité de la Pologne.

La nouvelle Pologne, de son côté, coopérera étroitement et avec ses voisins slaves et avec les grandes puissances occidentales et en particulier, avec la grande puissance continentale qu'est la France, pour rendre impossible une nouvelle agression allemande et assurer la paix du monde. La nouvelle Pologne ne retombera jamais sous la dépendance de l'impérialisme allemand pour saboter l'alliance franco-slave. Grâce à sa position géographique, elle contribuera au renforcement des liens qui uniront l'Est à l'Ouest. Elle se refusera à jouer, après la guerre, le rôle infâme d'un pays où l'Allemand pourrait trouver des appuis en vue d'une nouvelle revanche. C'est, en effet, ce à quoi rêvent les impérialistes allemands qui voudraient bien voir une Pologne gouvernée par des Sosnkowski.

Le Comité Polonais de Lublin est décidé à poursuivre une politique dont le but est d'anéantir, une fois pour toutes, les fondements de l'impérialisme allemand. L'incorporation à la Pologne des provinces historiquement polonaises, germanisées de force, constituera non seulement la réparation d'une injustice historique, mais aussi le seul moyen efficace de détruire le pouvoir des hobereaux prussiens, source de l'impérialisme germanique. Nous voulons, cette fois, organiser une sécurité véritable et efficace et nous croyons que cette politique de sécurité, préconisée par le Comité de Lublin, correspond aussi aux intérêts de la France.

Nous désirons que ces relations amicales entre la Pologne nouvelle et la France renouée ne soient pas limitées au domaine de la politique étrangère. C'est dans le domaine économique également que nos deux pays pourraient entretenir des rapports utiles. La réforme agraire — dont sont exempts seulement les biens de l'Eglise catholique en reconnaissance de ses mérites patriotiques sous l'occupation — réalisée par le Comité de Lublin, transformera profondément notre pays. Cette grande œuvre historique fera de ce pays semi-féodal, arriéré, plongé dans la misère, un pays fort et moderne. Sur la base du renforcement de la petite propriété paysanne, notre industrie connaîtra un essor, à ce jour, inconnu. A la place de l'ancienne noblesse, se forme une robuste couche paysanne : 4 millions de familles paysannes deviendront acheteurs d'outillage agricole, d'engrais, de matériel divers etc... Voilà la base nouvelle du développement de notre indus-

trie. Mais cela ne veut pas dire que nous soyons partisans d'une autarcie quelconque. Nous savons parfaitement que le relèvement de notre pays dévasté et de notre industrie ne pourra se faire sans l'aide de l'étranger. Ce que nous voulons, c'est extirper l'influence dominante de l'économie allemande, qui s'est imposée en Pologne à la faveur du gouvernement pro-hitlérien, et ouvrir largement les portes de notre pays à une saine coopération économique avec la France .

La réforme agraire, réalisant le rêve séculaire de la paysannerie polonaise, — force dominante de la nation, — donne au Comité de Lublin des assises solides et renforce grandement son autorité. Le Comité de Lublin, formé par les 4 plus grands partis du pays (les partis paysan, démocrate, socialiste et communiste) représente, en fait, l'écrasante majorité du peuple polonais.

En assurant au pays une politique intérieure et extérieure conforme aux intérêts vitaux de la nation, en s'appuyant sur la constitution polonaise de 1921, inspirée de l'esprit démocratique français, le Comité de Lublin, demain gouvernement provisoire de la Pologne, conduira notre pays vers le bonheur et la grandeur.

Puisse la France, fidèle à sa mission historique de promotrice de la liberté et de l'indépendance des peuples, être aux côtés de la Pologne rénovée, comme son guide aîné et fraternel. (*Applaudissements*).

M. Pierre COT

Ancien Ministre.

Mesdames, Messieurs,

Les cartes d'invitation, qui nous ont amenés ici, précisent qu'il s'agit ce soir d'une conférence d'information. Les orateurs inscrits ont donc pour devoir, moins de vous dire ce qu'ils pensent de la situation politique polonaise que ce qu'ils savent de cette situation ; et j'avoue, qu'à ce point de vue, mon embarras est très grand, et ma contribution sera très modeste. Avant de venir ici ce soir, je savais assez peu de choses de la situation politique polonaise actuelle ; j'ai appris beaucoup en écoutant le beau discours de notre ami Saillant. Il a indiqué la participation considérable et héroïque des partisans polonais à l'œuvre de la libération française. J'ai appris beaucoup, en entendant le discours si précis, si simple de faits et d'idées, du représentant du Comité Polonais de Libération Nationale et voilà qu'à mon tour il faut, n'est-il pas vrai, que je vous apprenne quelque chose.

Les hasards de ma vie, au cours de ces dernières années, m'ont fait vivre à l'étranger pendant quatre années. Et là, j'ai pu recueillir quelques informations à la fois sur l'héroïque résistance de la Pologne et sur ce fameux Comité de Lublin, dont on nous a parlé beaucoup et dont, avant de venir ici, nous savions si peu de choses. Quand j'ai été aux Etats-Unis et en Union Soviétique, j'ai vu des documents qui m'ont serré le cœur. J'ai pu constater combien la barbarie allemande et hitlérienne s'était abattue sur votre pays. J'ai pu mesurer quelle avait été la part du peuple polonais dans cette résistance quotidienne, pied à pied, point par point, centimètre par centimètre, que tous les peuples opprimés

par le fascisme ont menée, lorsqu'ils ont été sous la botte de l'invasion allemande. J'ai pu voir à Moscou ces fameux procès-verbaux de la commission d'enquête de Katyn. J'ai compris alors que la seule explication possible, c'était que les Allemands eux-mêmes avaient eu honte, puisqu'ils ont essayé de faire retomber sur nos alliés soviétiques la responsabilité du crime qu'ils avaient commis et puisque, malheureusement, il s'est trouvé dans d'autres pays, dans les rangs d'autres émigrations, des hommes pour essayer d'appuyer ce qui n'était que le fait de la propagande nazie.

2011

Me trouvant à Moscou, j'ai eu l'occasion, non pas de voir les délégués du Comité de Lublin, mais de voir là-bas certains représentants des mouvements qui appuient ce Comité. On dit : le Comité de Lublin n'est appuyé que par les communistes ; je vais essayer de vous apporter mon témoignage. J'étais à Moscou j'ai vu les dirigeants du Comité des patriotes polonais, j'ai vu d'abord cette femme admirable Wanda Wasilewska, un des plus grands romanciers de notre époque, l'auteur de ce beau livre « l'Arc-en-ciel », dont a été extrait le film que vous pouvez voir et qui témoigne de l'héroïque résistance des peuples soviétiques pendant la guerre. J'ai vu autour d'elle des hommes comme le général Berling et le professeur Palmas ; je l'avais rencontré une fois ; c'est un des biologistes et savants les plus distingués de notre époque ; ce n'est pas un communiste, c'est un modéré, c'est un patriote. Le fait qu'il soit parmi les dirigeants du Comité qui, de Moscou, soutient le Comité de Lublin, nous prouve que ce Comité est vraiment l'émanation non pas simplement d'un parti, si héroïque soit-il, mais de cette alliance entre les prolétaires et les plus grands savants, qui doit être à la base de la reconstruction de la Pologne et de la France. Je me trouvais à Moscou encore quand est arrivée la délégation qu'avaient envoyée là-bas vos compatriotes américains, les démocrates américains. C'était un prêtre catholique, le Père Orlemanski, c'était un de mes vieux amis, le professeur Oscar Lange de l'Université de Chicago. Ni l'un, ni l'autre ne sont des communistes. Par conséquent, dans votre mouvement, dans votre Comité de Libération Nationale ou plutôt dans le mouvement qui soutient ce Comité de Libération Nationale, je puis ici apporter mon témoignage qu'il se trouve des hommes de toutes les religions, de toutes les opinions ; on y trouve tous les Polonais, sauf les Polonais fascistes. (*Applaudissements*).

Et ce sera ma conclusion, nous n'avons pas, nous autres Français, à nous mêler des querelles intérieures de la nation polonaise, nous n'avons même pas de conseils à vous donner. Si nous vous en donnions un, ce serait évidemment de ne pas revenir à la politique de cet homme que l'on a nommé tout à l'heure, que je ne veux pas nommer parce que je suis Français, mais que vous reconnaitriez tous si j'indique que, tout en étant colonel, il est une sorte de Georges Bonnet. Mais il en est un autre que je dois vous donner, c'est que cette amitié traditionnelle de la France et de la Pologne, qui doit être non seulement une chose du passé, mais de l'avenir, une des bases de la reconstruction de l'Europe, cette amitié, il faut qu'elle s'accorde avec l'amitié de la France avec l'Union Soviétique. Il faut que votre pays soit l'ami de l'Union Soviétique, parce que l'expérience a prouvé pour vous, pour nous, et pour le monde entier, que l'on ne pouvait pas défendre la Paix, instaurer la sécurité collective, sauver la liberté en Europe, sans l'appui de l'Union Soviétique et sans le concours de toutes les nations libres. (*Applaudissements*).

Ce que nous devons faire demain tous ensemble, c'est cette grande famille des peuples démocratiques, dont parlait la conférence de Téhéran. Pour nous Français, notre devoir est simple, il est le même qu'il s'agisse de la Pologne, qu'il s'agisse de la démocratie espagnole, qu'il s'agisse de la démocratie italienne ou qu'il s'agisse de la démocratie grecque : c'est le soutien des forces populaires dans le monde. Aujourd'hui, nous voyons deux conceptions de l'ordre et de la société qui s'affrontent partout ; nous voyons d'un côté, les forces du passé,

B.D.I.C.

ces éléments réactionnaires qui existent dans tous les pays du monde, qui se donnaient la main hier, et sont peut-être encore prêts demain à se donner la main, et de l'autre côté, ces forces jeunes qui poussent, qui parfois sont encore tumultueuses, qui parfois sont encore indisciplinées, qui ont ces défauts magnifiques que sont les défauts de la jeunesse, mais qui apportent au monde une grande espérance et une grande nouveauté.

Notre devoir, à nous Français, c'est de soutenir ceux qui montent et non pas ceux qui déjà ont un pied dans la tombe, les forces de l'avenir et non pas les forces du passé. C'est notre devoir, pourquoi ? C'est notre intérêt, pourquoi ? Mais parce que précisément, le prestige de la France est lié à cela ; la France qu'on aime dans le monde, c'est le pays qui a jeté, à la fin du XVIIIème siècle, dans l'humanité la grande torche de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Le drapeau de la France, c'est le drapeau de la Révolution ; la mission de la France, c'est d'aider les peuples qui se lèvent et se retrouvent à se libérer. Voilà pourquoi, en aidant nos amis polonais, en soutenant le peuple polonais, en encourageant nos amis polonais, nous ne travaillerons pas simplement pour payer la dette de reconnaissance que nous devons à ces héros morts pour la liberté de la France et de la Pologne, que saluait tout à l'heure, avec toute l'autorité qui s'attache à son action dans la Résistance et à son titre du président du C.N.R., notre ami Saillant (*applaudissements*). En soutenant les forces populaires de la Pologne, ce n'est pas vous seulement que nous aidons, c'est l'honneur de notre pays d'être toujours à l'avant-garde des campagnes pour la liberté et de ne jamais défendre ses intérêts que lorsqu'il défend ceux de l'humanité. (*Applaudissements*).

M. BRACKE

du Parti Socialiste,
ancien délégué de la S.F.I.O. à l'Internationale Ouvrière.

Les paroles que prononçait tout à l'heure celui qui était chargé de présenter, pour ainsi dire, le programme de l'Association « Amitié Franco-Polonaise », m'ont frappé, par trois termes qui, selon moi, résument ce qui fait le lien entre la France et la Pologne depuis longtemps, à travers l'histoire : nation — démocratie — socialisme. C'est pourquoi un socialiste français se trouve ici à son aise par ce qu'il retrouve dans le passé, par ce qu'il constate dans le présent et ce qu'il voit d'avance dans l'avenir, parce que ces trois mots se trouvent constamment dans ce qui fait l'amitié franco-polonaise. Cette amitié, permettez-moi de vous le dire, elle n'est pas une chose qui naît de temps en temps, elle s'est forgée à travers les événements depuis la Révolution. Car la Révolution française, vous le savez, c'est ce qui a amené véritablement les mouvements des peuples à se former en nations, en nations appuyées sur quelque chose de très réel et concret. Elle avait donné, peut-on dire, à la nationalité sa base.

Eh bien, la Pologne, précisément à cause des partages qui se sont succédés et ont créé, entre les profiteurs de ces partages, une solidarité qui ne se montrait complètement que par moments, qui même permettait les luttes, les dissensions,

mais par laquelle ils se retrouvaient toujours contre toute possibilité pour un peuple de devenir une nation. Eh bien, la Pologne, précisément grâce à cette vitalité que signalent tous les historiens, à quelque parti qu'ils aient appartenu dans l'histoire de la Pologne, plus elle était sous la botte d'autres, plus elle disparaissait dans les partages et plus elle apparaissait comme une unité qui représentait à l'esprit, une âme ; elle représentait alors, dans les moments où les peuples se ruaient les uns contre les autres, une espèce de flambeau qui les réunissait tous.

Chaque fois que la Pologne a lutté pour sa liberté, chaque fois que, avec cette majorité de la Pologne représentée par les paysans et qui trouvait son appui dans une partie des intellectuels polonais, la lutte s'est livrée dans la Pologne et au dehors, c'a été au nom de la démocratie. La *Société démocratique* s'est reformée chaque fois que la Pologne essayait de retrouver sa liberté.

Et maintenant, citoyennes et citoyens, si je me retourne vers l'avenir proche, à présent, il va s'agir de refaire une Pologne, c'est-à-dire de retrouver en quelque sorte la pensée qui, à chaque instant, a reparu dans la lutte des peuples pour leur liberté, chaque fois qu'il s'agissait de retrouver la vérité de la parole de Karl Marx disant : bien entendu, le mouvement démocratique universel aboutit toujours à l'idée de la nécessité de refaire une Pologne. Il en résulte qu'à chaque instant, la France dans ses luttes et la Pologne dans les siennes, se sont trouvées à côté l'une de l'autre. Je ne veux pas faire autre chose que de vous rappeler d'un seul mot qu'après la Révolution, chaque fois que la France s'est trouvée dans les guerres où il s'agissait de liberté, à chaque fois on a eu les légions polonaises. A chaque fois, la Pologne est arrivée à un appel du peuple français, je ne dis pas toujours du gouvernement français, mais toujours du peuple français, pour aider la France dans la lutte vers la victoire.

Séries d'espérances, séries de déceptions, qui, loin cependant de diminuer l'amitié des deux peuples, n'ont fait que la fortifier, que la resserrer. Les listes de héros ont toujours existé ; à chaque moment de l'histoire où il a été possible à la France et à la Pologne de se trouver à côté l'une de l'autre, les deux peuples se sont sentis unis plus que jamais.

Et c'est ce qui fait, citoyennes et citoyens, qu'au moment où je parle, il ne peut pas y avoir d'hésitation pour savoir où est vraiment l'avenir de la Pologne, et se demander si c'est à Lublin ou si c'est à Londres qu'on entendra l'appel d'une Pologne véritable. Il me semble que pour aucun Français, excepté ceux qui sont peut-être encore les alliés de ceux que vous combattez, de ceux que nous combattons toujours ensemble, il ne peut y avoir de doute : c'est dans la lutte pour la liberté que se forge le droit de chaque peuple à se délivrer lui-même. (*Applaudissements*).

Après ce qui a été dit avant moi, je ne puis plus qu'ajouter un mot : Vous pouvez être certains que, non seulement le Parti socialiste, mais tout ce qui se réunit autour de l'idée du socialisme, c'est-à-dire l'idée d'un peuple qui sera lui-même le véritable propriétaire et de sa terre et de ce qui en sortira, comme des possibilités de préparer un travail aidant l'humanité tout entière, chaque fois que cela se présentera, vous pouvez être sûrs que vous retrouverez l'amitié franco-polonaise, qui sera en réalité l'amitié franco-humaine. (*Applaudissements*).

M. Florimond BONTE

Député de Paris,
Membre du Comité Central du Parti Communiste
Français.



Mesdames, Messieurs, Camarades,

Permettez-moi de vous demander, tout d'abord, d'excuser notre Camarade et Ami Marcel Cachin qui, souffrant, ne peut être, à son grand regret, présent à cette importante manifestation de sympathie franco-polonaise.

J'ai, en conséquence, été chargé par le Comité Central du Parti Communiste Français, pour prendre la parole en son absence.

Le peuple français a toujours été porté par un élan du cœur et par un élan de raison vers la Pologne et vers le peuple polonais. Elan du cœur, parce que le peuple français, le peuple de la Grande Révolution des Droits de l'Homme et du Citoyen, notre peuple généreux a vu la Pologne, au cours de son histoire, écrasée, brisée, morcelée, mais réussissant toujours à surmonter ses épreuves et ses souffrances. Elan de raison parce que la France, face à un impérialisme germanique menaçant sa sécurité, a toujours eu intérêt de voir à l'est de l'Allemagne une Pologne forte, libre et démocratique.

Et maintenant, que, grâce à des efforts multiples et encore gigantesques, les Alliés vont écraser définitivement la bête nazie, la question suivante se pose : est-ce que la politique des Bonnet et des Beck, qui fit le jeu de l'hitlérisme, est-ce que cette politique néfaste pour nous Français et pour vous Polonais va-t-elle pouvoir se renouer après cette guerre ?

La Pologne avait, en 1939, une politique simple à faire, une politique d'alliance avec son grand voisin de l'Est et une politique d'alliance traditionnelle avec la France. De son côté, la France devait pratiquer une politique d'alliance avec l'Union Soviétique, une politique d'alliance avec la véritable Pologne, non pas celle des féodaux, mais celle des paysans, des ouvriers, des intellectuels

Or, ni la France ni la Pologne n'ont fait cette politique. En Pologne, M. Beck, faisant bon marché des aspirations démocratiques polonaises, abrogeait la loi constitutionnelle de 1921 pour la remplacer par une constitution fasciste, répudiée par 80 % de la population. Et dans le même temps où M. Beck signait à Berlin un traité d'amitié entre la Pologne et le Reich, il faisait des risettes à notre pays, dans la recherche de crédits destinés non point à améliorer le sort des masses laborieuses, ni à équiper une armée dressée contre l'ennemi véritable de la Pologne, ni à édifier une ligne Maginot tournée contre l'hitlérisme, mais à asservir encore plus toutes ces diverses populations concentrées dans la Pologne, les populations ukrainienne, biélorusse, juive, la population polonaise elle-même.

Et lorsque l'Allemagne hitlérienne se lança à la curée de la malheureuse Tchécoslovaquie, on vit les Beck et consorts participer au dépècement et porter ainsi un coup mortel à la sécurité de la Pologne.

De même, au moment où Hitler mettait la main sur Memel, le gouvernement réactionnaire de Varsovie massait des troupes aux frontières de la Lithuanie.

Certes, les responsabilités des événements tragiques de cette époque sont imputables non seulement aux dirigeants polonais, mais aussi à un certain nombre de dirigeants français et anglais. Mais on doit cependant stigmatiser avec force, l'attitude d'un gouvernement qui, lorsque la Pologne fut menacée

à son tour de l'invasion, refusa l'aide généreuse de la puissante République soviétique, qui, depuis, a fourni la preuve qu'elle était seule capable d'endiguer et de briser le flot hitlérien.

Or, que constatons-nous à présent ? Que nous retrouvons les héritiers de cette politique au sein du gouvernement émigré de Londres. Nous constatons que ce sont les mêmes hommes qui, après avoir prêté une oreille bienveillante aux infâmes calomnies nazies sur les charniers de Katyn, restent obstinément sourds aux appels démocratiques du peuple polonais libéré, aux appels fraternels de l'Union Soviétique, aux appels de raison de MM. Churchill et Eden, aux appels de conciliation du président Roosevelt.

Nous constatons enfin que ces hommes, qui seraient mieux inspirés en appelant à l'union patriotique des masses polonaises pour la lutte décisive et victorieuse contre les bandits hitlériens, tentent encore de semer la discorde au sein des Nations Unies et continuent leur propagande de calomnies anti-soviétiques. C'est pourquoi nous ne pouvons et ne devons être avec ces hommes qui font passer les intérêts de caste avant ceux de la nation polonaise, avant ceux de leur Patrie, qu'ils renient ainsi chaque jour.

C'est pourquoi, nous sommes avec le peuple polonais qui se bat avec héroïsme, sur le sol polonais, contre l'envahisseur.

Nous sommes avec les Polonais qui, sur les vastes plaines de l'Union Soviétique, se sont rassemblés en divisions combattantes et qui, côte à côte avec nos vaillants compatriotes de l'escadrille « Normandie », avec les héroïques lutteurs de Stalingrad, se sont engagés dans la lutte contre les barbares nazis. Et je leur suis reconnaissant d'avoir pris, pour la première de ces divisions, le nom de Kosciuszko, que la Convention Nationale a déclaré citoyen français. (*Applaudissements*).

Nous sommes avec le Comité de Libération de Lublin parce qu'il est le véritable mandataire du peuple polonais, qui lui a délégué, ainsi qu'on l'a démontré il y a un instant, ses divers représentants politiques.

Nous sommes avec le Comité de Lublin parce qu'il veut faire une Pologne libre, forte et démocratique et parce qu'il en indique les moyens ; parce qu'il entend rénover l'économie agraire et industrielle de la Pologne, condition indispensable à l'indépendance du pays ; parce qu'il entend régler la question des frontières dans la seule voie juste : à l'Est, retour de terres ukrainiennes, biélorusses et lithuaniennes, à l'Ukraine, à la Biélorussie et à la Lituanie. A l'ouest, retour à la Pologne de la vieille Poméranie, de la Silésie polonaises, de la Prusse Orientale, ce qui enlèvera à l'impérialisme allemand la source principale de sa puissance agressive.

Comme Français, je déclare que tout ce qui brise pour l'avenir toute tentative de résurrection de la force prussienne, est conforme à la sécurité de mon pays et à la Paix du monde. Par conséquent, je considère comme un devoir pour la France, d'assurer de son amitié le Comité polonais de Lublin, tout comme je considère que le devoir de la France est de rompre toute relation avec un gouvernement qui a été l'allié d'Hitler, le gouvernement du traître Franco. (*Applaudissements*).

Nous ne pouvons, nous Français, oublier les épreuves par lesquelles notre pays a passé. Nous devons dire, sans acrimoine mais avec tristesse, combien notre fierté nationale a été blessée par les hésitations des gouvernements des puissances amies à reconnaître, d'abord le Comité de Libération, puis le Gouvernement provisoire de la République Française.

Ne sommes-nous pas heureux que, par notre lutte à laquelle prirent part les fils des peuples représentés à cette tribune, des Polonais, des Italiens, des Espagnols, des Hongrois, des Belges et des Hollandais, ne sommes-nous pas

heureux, que par suite de cet effort, notre pays soit reconnu et qu'au bout de trois mois de reconnaissance, il signe l'un des plus grands traités que l'histoire connaîtra peut-être dans le monde ? (*Applaudissements*).

C'est pourquoi, me plaçant maintenant au point de vue d'un polonais, d'un patriote de ce pays, qui a subi la même humiliation que la France, qui a mené courageusement, comme nous, la lutte clandestine, qui a envoyé ses enfants sur tous les fronts de la Liberté, qui a reconstitué une armée de libération déjà plus forte que la nôtre, je dis que la Pologne, la vraie Pologne, celle qui combat sur le sol national, et non celle qui a émigré, doit être reconnue sans retard. (*Applaudissements*).

Ainsi la France, qui vient, dans le cadre de la sécurité collective, de signer le pacte d'alliance et d'assistance mutuelle avec l'Union Soviétique, trouvera dans l'amitié polonaise le ciment qui la liera encore plus étroitement à sa grande alliée de l'Est européenne. Union Soviétique, Pologne, Tchécoslovaquie fortes et libres, puis Yougoslavie libre et vigoureuse et, qu'on le veuille ou non, la Grèce démocratique et libre, et ensuite l'Italie libre et démocratique, avec cette épine dorsale d'alliances, dans le cadre des alliances de Téhéran, nous avons l'assurance que nos petits enfants ne verront plus la guerre, et que nous pourrions poursuivre notre tâche vers un avenir de prospérité, de bien-être et de justice. (*Applaudissements*).

M. Roger GAL

Agrégé de l'Université,
de l'Association « Amitié Franco-Polonaise ».

Au nom des Polonais et des Français qui sont groupés dans l'« Amitié Franco-Polonaise » sous la présidence de M. Frédéric Joliot, je viens exprimer ici le vœu ardent que le Comité polonais de Libération, siégeant à Lublin, soit reconnu comme l'émanation de la démocratie polonaise et comme notre allié dans la lutte commune. Il nous semble, à nous, qu'il n'y a pas longtemps à hésiter dans le débat entre Londres et Lublin. Et il nous semble qu'il suffit d'un peu de sens de la réalité et de la justice pour se rendre compte où est la vraie Pologne. D'un côté, à Londres, un gouvernement émigré issu d'un coup de force contre la Constitution démocratique de 1921; de l'autre, en Pologne même, un Comité qui est né dans la lutte et pour la lutte, qui s'est mis à la tête des nations progressistes par une grande réforme agraire, qui s'appuie sur l'amitié avec sa grande voisine, l'Union Soviétique, ainsi qu'avec tous les Alliés. Il me semble que cette simple considération suffit pour qu'on n'hésite pas à savoir où est la vraie Pologne.

Et en parlant du « souci de continuité du pouvoir » qu'invoque le gouvernement polonais de Londres, M. Gal précise :

Ce serait un souci juridique qui serait bien faux, puisque nous avons vu que légalement il ne repose sur rien, sinon sur une constitution violée et sur des élections qui ne représentent que 8 % de la population polonaise ; ceux qui s'appuient sur cette prétendue légalité sont des gens qui se sont transmis arbitrairement le pouvoir, de personne à personne, jusqu'à ceux qui siègent aujourd'hui et ne siégeront sans doute pas longtemps.

B.D.K.

Si nous combattons véritablement pour la démocratie, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à se donner librement un gouvernement de leur choix, conformément aux grands principes qui ont été énoncés à la conférence de Moscou et de Téhéran, le devoir est tout tracé et coïncide avec notre intérêt comme avec la tradition de liberté et de fraternité qui est celle de la France.

C'est cet idéal de solidarité et de liberté qui nous anime dans l'Association « Amitié Franco-Polonaise ». Notre groupement est né dans et pour la lutte en commun contre l'ennemi commun. Formé dans la clandestinité, il a voulu renforcer les liens communs qui nous unissaient depuis longtemps, mais qui avait une occasion unique de se manifester, puisque, pour la première fois dans l'histoire, nous étions victimes de la même oppression.

C'est notre organisation qui a servi d'agent de liaison entre le C.P.L.N. en France et le C.N.R., au temps où le prétendu gouvernement polonais de Londres interdisait à nos camarades polonais de s'unir aux Forces Françaises de l'Intérieur, pour mener le combat.

Une fois la liberté gagnée en France, nous n'avons pour cela abandonné notre lutte, car notre conviction est que la lutte pour la liberté est une et qu'il ne faut pas déposer les armes avant que la liberté ne soit rétablie partout; tant qu'il restera un endroit dans le monde où la liberté est menacée ou écrasée, ce sera un foyer d'où pourra jaillir une menace nouvelle. Mais il n'y a pas que la libération d'un ennemi extérieur qui nous préoccupe, il y a aussi l'ennemi intérieur souvent associé à l'autre : la trahison et la cinquième colonne en sont la preuve éclatante. Aussi, nous pensons qu'une fois notre pays libéré, notre action ne sera pas finie; au contraire, il y aura toujours à lutter et à veiller pour que règne dans nos pays respectifs la véritable démocratie et c'est à cette action-là que nous voulons nous vouer après la guerre. A la solidarité de la réaction et des intérêts économiques à travers l'Europe, nous pensons qu'il faut substituer la solidarité dans le progrès social et dans l'émancipation économique; car cette solidarité est la condition première de la compréhension des peuples et, par conséquent, de la Paix.

Quand nous regardons l'histoire et que nous nous demandons ce qui nous a séparés, nous, Polonais et Français, nous apercevons que ce ne sont pas les actions, les volontés, les sentiments des peuples qui n'ont jamais trouvé à s'exprimer librement en Pologne, c'est évident. C'est également valable pour nous Français : peut-on dire que c'était la France qui s'exprimait, quand nous rompions nos engagements à Munich envers la population tchécoslovaque, ou quand la radio de Vichy lançait au monde ses mensonges ? Evidemment, ce n'était pas la France, comme ce n'était pas la Pologne lorsque Beck concluait cette espèce d'accord polono-allemand à la source de toutes nos misères. Ce n'étaient pas là les paroles ou les actes de nos peuples, mais de gens qui ont usurpé le pouvoir et ont parlé à leur place. (*Applaudissements*).

Tant que des intérêts puissants ou des minorités de privilégiés accapareront le pouvoir et s'en serviront pour leurs propres intérêts, il n'y aura rien à espérer et à attendre.

Cette lutte contre le mensonge et la servitude dont nous avons été victimes, qui ont empoisonné les rapports entre nos deux peuples, nous voulons la mener ensemble et c'est pour cela que notre premier principe proclame : « la solidarité dans l'action pour une véritable démocratie, au nom de l'amitié des nations libres ».

Voilà ce qu'est notre « Amitié Franco-polonaise ». Mais elle aspire à être davantage encore; elle a l'ambition d'être l'initiatrice d'un mouvement multinational ou international, placé sous le signe de l'amitié de nos deux peuples.

B.D.I.C.

Car pourquoi nous réserverions-nous les bienfaits de cette amitié ? La question de la liberté est une à travers le monde, et c'est pourquoi il faut que les peuples s'unissent pour la préserver contre toute menace intérieure et extérieure.

M. Gal développant ensuite les idées de l'Association « Amitié Franco-Polonaise » sur la solidarité des peuples, termine ainsi :

A vrai dire, le problème de l'organisation de l'Europe et au fond, du monde entier, se pose devant nous; la Pologne en est le centre névralgique, c'est sur les bords de la Vistule que va se décider la paix et l'organisation du monde de demain.

Aussi bien que nous n'ayons parlé que pour nous autres, Polonais et Français, nous avons le sentiment que nos principes sur lesquels nous avons bâti, valent pour tous les peuples. Notre seule ambition est que nos deux pays deviennent demain les héros de la marche vers la liberté et la fraternité des peuples. Dans cet esprit, nous avons décidé de ré susciter le journal que le grand poète Mickiewicz lança au lendemain de la révolution de 1848, la « Tribune des peuples ». Ce journal qui s'adressait à tous les peuples, unissait l'idée nationale libératrice à l'idée internationale, l'élan national libérateur à la fraternité universelle. Cent ans sont passés, les peuples en sont encore à lutter pour leur libération, ou ont à se libérer à l'égard d'eux-mêmes. Le premier printemps des peuples est passé, nous sommes devant le second printemps, nous désirons que nos pays deviennent les promoteurs de la justice, de la fraternité et du progrès. Et il n'y a nul doute, que la Pologne est en train de se placer à l'avant-garde des nations progressistes. C'est pourquoi nous souhaitons ardemment que le gouvernement provisoire français se mette au plus vite en relations avec le comité de Lublin. Tel fut le vœu de notre réunion constitutive. (*Applaudissements*).

M. Henri HALASKA

Président du Conseil National de la Résistance
Tchécoslovaque en France.

Mesdames, Messieurs,

Je veux apporter ici au Comité Polonais de Libération Nationale le salut le plus amical et l'assurance de la sympathie la plus chaleureuse du Conseil National de la Résistance Tchécoslovaque en France.

Un but commun nous unit, la libération de nos deux patries opprimées par l'Allemagne nazie. Notre amitié ne date pas d'hier ; nos deux peuples se sont rapprochés plus d'une fois, dans le cours de l'histoire. Ils ont souffert, tous les deux ont perdu leur indépendance, tous les deux ont lutté pour la reconquérir et ils ont visé dans leurs souffrances communes le renouveau de leur amitié séculaire.

BDIC

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, après leur résurrection nationale, les meilleures perspectives étaient ouvertes à la collaboration la plus étroite entre nos deux nations libres. La Tchécoslovaquie et la Pologne commencèrent en effet à établir avec confiance leurs rapports amicaux. Mais en Pologne les partis réactionnaires, ayant pris la direction des destinées du pays, se détournèrent bientôt de la Tchécoslovaquie, restée fidèle à ses idées démocratiques. C'est donc avec peine que les Tchécoslovaques ont vu, surtout à partir de 1934, les dirigeants polonais s'approcher de plus en plus de l'Allemagne hitlérienne ; mais ils savaient tous qu'il ne fallait pas confondre la clique réactionnaire de Beck avec le peuple polonais.

En 1938, la Tchécoslovaquie a été sacrifiée à Munich, soi-disant dans l'intérêt de la Paix de l'Europe et du monde. Mais Munich n'a pas sauvé la Paix. Si les dirigeants réactionnaires polonais ont contribué au démembrement de la Tchécoslovaquie, c'est la Pologne elle-même qui en devait subir les conséquences ; le partage de la Tchécoslovaquie précéda la débâcle de la Pologne.

Mais les Tchécoslovaques ont oublié le coup de poignard porté par le colonel Beck après Munich. Nombreux furent ceux qui s'enrôlèrent, dès le début de la guerre, dans la légion tchécoslovaque en Pologne et combattirent avec l'armée polonaise. (*Applaudissements*).

Les deux gouvernements en exil ont conclu, dès 1940, un accord basé sur la collaboration la plus étroite des deux peuples en vue de la formation d'une fédération polono-tchécoslovaque, qui devait être un instrument de défense commune contre le germanisme et contribuer à assurer la paix future. Mais de nouveau, quelques dirigeants polonais ont démontré qu'ils n'ont rien compris aux événements de cette guerre et, notamment, à l'héroïsme de l'armée rouge et du peuple russe, qui ont sauvé le monde dans les moments les plus sombres. Sous l'emprise d'un chauvinisme étroit, ils ont conservé les vieilles rancunes, au lieu de s'associer franchement au peuple russe. Les Tchécoslovaques ont compris l'importance de l'alliance slave, qui peut contenir à l'Est l'ennemi héréditaire de tous les peuples slaves, l'impérialisme germanique. Cette conviction a trouvé sa meilleure expression dans le traité d'alliance conclu à Moscou entre la Tchécoslovaquie et l'Union Soviétique, le 12 décembre 1943, il y a un an exactement, et qui prévoit aussi l'adhésion ultérieure de la Pologne. La Tchécoslovaquie a renouvelé aussi solennellement le pacte d'assistance mutuelle avec la France et nous espérons qu'il s'inscrira dans le cadre des futures relations franco-tchécoslovaques, en contribution à l'œuvre du maintien de la Paix en Europe, en coopération étroite avec les grandes démocraties anglaise et américaine.

Les Tchécoslovaques tendent la main fraternelle à l'héroïque peuple polonais et ils ne doutent pas que la future démocratie polonaise entretiendra des rapports cordiaux et confiants avec la démocratie tchécoslovaque. Les Tchécoslovaques saluent les principes de la politique étrangère exprimés dans le manifeste du Comité Polonais de Libération Nationale de Lublin. (*Applaudissements*).

Ils coïncident avec ceux que la nouvelle démocratie tchécoslovaque se propose de réaliser. Les Tchécoslovaques sont convaincus que les slaves sortiront victorieux de cette guerre contre leur ennemi séculaire, le germanisme. Ils sont convaincus que l'amitié russo-tchéco-polonaise, basée sur la collaboration intime et la fraternité sincère, créera une vie nouvelle et meilleure de nos deux peuples libres qui sont tellement proches, non seulement au point de vue historique et géographique, mais aussi par leur civilisation et leur sang.

Les Tchécoslovaques sont convaincus que des relations de bon voisinage entre les deux peuples slaves sont nécessaires pour leur propre sécurité et le

bon fonctionnement de la sécurité européenne. Ces relations se développeront de la manière la plus satisfaisante, grâce à l'esprit vraiment démocratique dont font preuve dans leur politique intérieure et extérieure les dirigeants de la nouvelle Pologne représentée par le Comité de Lublin.

Vive la Pologne libre, forte et démocratique !

Vive la Tchécoslovaquie libre ! (*Applaudissements*).

M. Mieczyslaw BIBROWSKI

Avocat du Barreau de Varsovie,
de l'Association « Amitié Franco-Polonaïse ».

Mesdames, Messieurs,

En tant que Polonais, je prends la parole au nom de notre « AMITIE FRANCO-POLONAISE », qui est née dans la clandestinité, afin de rappeler succinctement les liens qui ont uni nos deux pays, durant les cent cinquante dernières années, et d'en dégager le rôle joué par ma patrie dans cette période de l'histoire contemporaine.

Mon pays envahi, conquis et démembré à la fin de XVIIIème siècle, a mené tout le siècle suivant une lutte indomptable pour recouvrer son indépendance. « La Pologne martyre », considérée généralement comme militante, non pas seulement pour sa propre délivrance, mais aussi pour la cause de l'humanité, a gagné les sympathies dans le monde entier. Son combat exalté par les artistes, les poètes, les philosophes et les historiens, est devenu synonyme de la lutte pour le progrès en Europe. Oui, chaque maillon de cette chaîne d'insurrections, qui constitue l'histoire de la Pologne du XIXème siècle, a bien servi la cause du progrès humain. Ce fut votre grande Révolution qui a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de la liberté. Ce bouleversement a coïncidé avec la chute de la Pologne et de sa première insurrection, celle de Kosciuszko. Or, ce combat ultime et désespéré de mon pays n'a pas été vain ; il a affermi votre Révolution. « La France — écrit un historien français — en guerre contre l'Autriche et l'Angleterre, devait à la Pologne d'échapper aux armes prussiennes et russes qui n'auraient pas manqué de menacer nos frontières, si la grande et fructueuse affaire de Pologne ne les en avait détournées. Alors que tous les malheurs fondaient ensemble sur notre pays, que la Vendée et la Bretagne étaient en feu, que Lyon, Marseille et Toulon étaient révoltées et que Carnot n'avait pas encore organisé la victoire, que serait devenue notre France livrée à la fureur de tous les rois coalisés ? » C'est l'insurrection de Kosciuszko qui a détourné cette menace.

C'est donc par anticipation que la Législative a voté, le 25 août 1792, le décret décernant à Kosciuszko la qualité de citoyen français d'honneur. Et c'est par fidélité aux idées françaises triomphantes que les émigrés politiques polonais, soldats de la légion de Dombrowski, formée en 1796 en Italie et constituant une partie intégrante de l'armée révolutionnaire, portèrent cette devise sur leurs épaulettes : « Tous les hommes libres sont des frères ».

BDIC

Depuis, la Pologne conquise et partagée, mais non soumise est devenue une menace toujours vivante, un remord continuel, une puissance clandestine, sapant de l'intérieur cette Sainte Alliance des puissances réactionnaires qu'ont soudées la victoire française et le sang de ma patrie dépecée. Son insurrection de 1831 a empêché les armées du tsarisme d'intervenir en Belgique qui s'était levée pour conquérir son indépendance ; et l'insurrection de Cracovie en 1846 a été l'annonciatrice de la révolution de Février et de cette puissante avalanche d'explosions populaires qui l'ont suivie et qui sont connues sous le nom du Printemps des Peuples.

Le peuple de France a parfaitement compris le rôle progressif de ma patrie d'il y a cent ans et les puissants mouvements populaires commencèrent très souvent par des manifestations en faveur de la Pologne. Telle a été, par exemple, l'origine de la démonstration du 15 mai 1848, suivie par la formidable révolte de juin. Votre *Lamartine* a dit : « *La Pologne... ce mot signifiait pour le peuple : oppression d'une race humaine et vengeance de la tyrannie* », et le grand *Auguste Blanqui* témoigne : « *Le nom de la Pologne est magique et soulève le peuple de Paris* ».

Mais comment expliquer que toutes ces insurrections si courageuses, si hardies et si admirables, aient échoué pitoyablement ? On a récemment rappelé la thèse que la Pologne insurrectionnelle n'était qu'une sorte de jouet aux mains de grandes puissances européennes. Nous pensons que le problème a été ainsi déplacé et l'effet confondu avec la cause. La vérité est tout autre. Ces insurrections ont été freinées, sabotées et brisées par nos réactionnaires, véritables collaborationnistes et traîtres de l'époque et qui ont eu peur du peuple en armes. Car le peuple — c'étaient des millions de paysans, dépossédés de la terre, exploités, opprimés et qui, une fois victorieux, ne se seraient pas arrêtés devant les domaines immenses appartenant à une poignée de seigneurs, maîtres absolus du pays. Quand, pendant l'insurrection de 1831, un patriote ardent, *Olrych Szaniecki*, exhortait les hobereaux à émanciper les paysans en s'écriant : « *Nous lèverons ainsi un million de bras pour défendre cette terre sur laquelle nous créerons un million de libres propriétaires* », il a reçu la réponse suivante : « *Il est encore préférable de voir l'envahisseur revenir, que de tolérer la propagation des opinions révolutionnaires* ».

Ces réactionnaires, ces traîtres à la Patrie, ont pu aider l'ennemi à étouffer nos insurrections, mais ils n'ont pu effacer la pensée libératrice hardie, bouillonnante de nos militants qui nous a été léguée par eux et dont nous sommes les exécuteurs. Leur pensée s'est formée sous l'influence directe de l'idéologie française démocratique de 93. Les émigrés politiques polonais qui avaient afflué en France après l'insurrection de 1831 manquée, ont créé à Paris la « *Société Démocratique Polonaise* » dont le *Manifeste* de 1836 proclama : « *La Pologne a été assassinée non pas par une simple violence des hordes envahissantes, mais par l'égoïsme des privilégiés... L'émancipation sociale universelle, une véritable guerre nationale auraient apporté la victoire à la patrie... Le cri de guerre devait être : l'émancipation du peuple, le remise de la terre, qui lui a été arrachée, en propriété inconditionnelle* ».

C'est dans l'esprit de ces idées formées sous l'influence de *Lamennais*, de *Buchez*, de *Barbès*, de *Raspail*, de *Blanqui*, de *Buonarotti*, que *Henryk Kamien-ski* écrivit dans son *Catéchisme Démocratique*, édité en France, les mots combien vivants aujourd'hui : « *L'indépendance politique, l'union de tous les partis, l'égalité et la liberté, la propriété pour tous les paysans, voici les pierres angulaires de la Pologne future... Pour vaincre le despotisme il faut user de toutes les forces du peuple ; et pour avoir celui-ci de son côté il faut de sa cause faire celle de la patrie... Et si quelques nobles au lieu de combattre avec le peuple, se ran-*

geaient du côté des despotes, ils deviendraient ennemis de la cause nationale et populaire et en supporteraient toutes les conséquences. » Notre grande Szymon Konarski s'écriait : « Pour une Pologne pleine de privilèges, je n'offrirais pas une seule goutte de mon sang ».

A Paris même, notre plus grand poète national, Adam Mickiewicz, publiait en 1849 sa « TRIBUNE DES PEUPLES », journal quotidien consacré à la tâche immense de l'amitié des nations et dont le premier numéro, posant le principe de la *solidarité des peuples*, affirma : « Nous serons toujours avec les hommes qui, fidèles à l'instinct progressif des masses, travailleront à fonder un état social conforme aux besoins nouveaux du peuple ».

A Paris même, nos héros de l'insurrection de 1863, Jaroslaw Dombrowski et Walery Wroblewski ont combattu en 1870-71 l'envahisseur prussien et ses acolytes versaillais...

Nous autres Polonais, nous sommes fiers de ce passé glorieux qui unit nos héros aux meilleurs des Français.

Et c'est avec une peine et une honte d'autant plus grandes que nous pensons au rôle sans gloire qu'a joué notre pays après 1918.

La Pologne du XIXème siècle a servi, en Europe, la cause du progrès. Mais le bouleversement puissant qui a suivi la première guerre mondiale, a changé l'image du monde. Le tsarisme, oppresseur des peuples, gendarme de l'Europe, s'est effondré et la révolution libératrice y a triomphé.

En grande partie, grâce à ce fait, ma patrie a recouvré l'indépendance ; mais les millions de paysans polonais qui constituent la majorité écrasante de la nation, n'ont pas été émancipés et ont continué à végéter dans de conditions misérables, empirées encore par la crise mondiale. Les immenses latifundia et tous les leviers de commande politique sont restés aux mains de leurs détenteurs traditionnels : grands propriétaires terriens, animés à l'égard du peuple d'une peur héritée de leurs ancêtres, et de haine pour la nouvelle Russie, où la propriété féodale a disparu jusqu'aux derniers vestiges. Ainsi la Pologne hérald du progrès au XIXème siècle, est devenue, au XXème, le rempart de la réaction européenne. Ses dirigeants ont cherché l'amitié du III^e Reich, ce nouveau gendarme de l'Europe et qui a dépassé de beaucoup dans la sauvagerie, la cruauté et la bestialité, son prédecesseur tsariste. Les résultats d'une telle politique désastreuse et insensée n'ont pu être moins graves que ceux de la trahison perpétrée précédemment envers toutes nos insurrections ; mais cette fois la catastrophe a dépassé tout ce qu'il y a eu de plus bouleversant et de plus tragique dans l'histoire de mon malheureux pays.

Le cataclysme de la deuxième guerre mondiale change une fois de plus la surface du monde. La Pologne réactionnaire s'est effondrée et les misérables épaves du système oppressif semi-féodal, se sont trouvées rejetées loin hors du pays. Le Comité Polonais de Libération Nationale, émanation directe du peuple en guerre, a procédé immédiatement, après s'être constitué, à l'exécution de la réforme agraire ; il distribue parmi des millions de paysans la terre, moyen de leur existence, objet éternel de leurs rêves. Ainsi se réalise le testament de la Démocratie polonaise du XIXème siècle et la Pologne devenue un pays démocratique moderne, pourra retrouver sa place traditionnelle à l'avant-garde du progrès et de la paix auprès de sa grande « sœur de souffrance et de gloire », la France renouée, selon l'expression de Romain Rolland.

Et, pour conclure, je citerai ces paroles : « Que la France ait la Pologne avec elle dans cette route nouvelle... Qu'elle l'ait pour compagne et pour sœur. Et dùt-elle être devancée d'un pas, elle n'en serait pas jalouse... Allons ensemble au sa-

crifice et nous entrainerons le monde. Qu'il suive en nous l'avant-garde de la Fraternité humaine ! ».



Tels sont les mots que votre *Michelet* écrivit il y a un siècle au déclin du Printemps des Peuples. Avec quelle vigueur étrange ces mots prophétiques résonnent aujourd'hui dans nos esprits, pleins d'un immense espoir ! Voici qu'après un siècle de déceptions, d'échecs, d'oppression, de guerres cruelles et de servitude, l'aube lumineuse de la nouvelle liberté se lève sur l'Europe meurtrie et que le tonnerre souterrain annonce un nouveau Printemps des Peuples, plus joyeux, plus puissant, plus décisif que le premier. (*Applaudissements*).

M. Henri RAYNAUD

Secrétaire de la Confédération Générale du Travail.

Mesdames, Messieurs, Camarades,

Les organisateurs de cette réunion ont probablement volontairement choisi de me placer comme dernier orateur, parce qu'ils ont estimé que j'avais besoin de plus d'informations préalables. Toutefois, il est nécessaire de préciser ici toute la valeur que la représentation de la Confédération Générale du Travail donne à cette assemblée d'information.

Le lien d'amitié qui unit les travailleurs de France aux travailleurs polonais, date déjà de nombreuses années avant les événements douloureux, que nous venons de traverser sur le sol même de notre pays. C'était le lien du travail qui unissait dans le labeur commun ouvriers polonais et ouvriers français. Les Polonais ont pu apprécier toute la solidarité que la C. G. T. leur a apportée, luttant contre ce courant xénophobe qui avait cherché à diviser le monde du travail, au profit des puissances capitalistes, en essayant de dresser les ouvriers français contre les travailleurs étrangers et, partant, de séparer, sur le lieu même du travail, les ouvriers polonais et les ouvriers français.

La présence, bien avant la guerre, par dizaines de milliers, d'ouvriers polonais dans les rangs de nos organisations syndicales, côte à côte avec les ouvriers français, a déjà soudé dans la pratique, dans l'action commune, dans le travail commun, un lien de solidarité et d'amitié indéfectible ; à ce lien du travail commun s'ajoute le lien du combat et du sang. Dans les grèves contre l'occupant, mineurs polonais et français se sont battus ensemble. Nous avons votre liste de héros tombés pour la cause commune ; vous savez que c'est par milliers, et même par dizaines de milliers, qu'il faut compter les militants du mouvement syndical français qui ont été ou fusillés ou qui sont tombés à leur poste de combat dans la lutte pour la libération. Il n'est donc pas exagéré de dire que maintenant c'est le lien sacré du sang qui nous unit, de la lutte commune pour le but commun.

Mes camarades, je voudrais tout de suite dire non seulement que toutes les sympathies, mais que tous les liens de fraternité internationale, qui unissent les

B.D.A.

travailleurs, font que la C. G. T. se prononce nettement et clairement pour le Comité National Polonais de Lublin. Elle le fait pour plusieurs raisons. La première, c'est qu'ayant été déchirée douloureusement dans son unité par les premiers événements de la guerre, elle a retrouvé dans un sursaut patriotique et reconstruit d'elle même sa propre unité, ramassant les éléments divisés, reconstituant dans la clandestinité ses syndicats et ses fédérations. Cet effort d'unité réalisée dans son sein, elle l'a prolongé dans celui des organisations de la Résistance, dont elle a lutté pour assurer l'unité, et ce n'est pas par hasard que c'est un des représentants de la C. G. T., notre camarade Saillant, qui a été nommé président du Conseil National de la Résistance. C'est parce qu'on a reconnu le grand rôle que le Confédération générale du Travail avait joué dans la Résistance pour souder et maintenir son unité et l'effort que le monde du travail, par elle, avait réalisé dans celle-ci. (*Applaudissements*).

Le rôle joué par la C. G. T. dans la Résistance lui fait comprendre que la formule : la Résistance c'est la France, formule qui était vraie quand il fallait lutter contre l'occupant, est vraie aujourd'hui encore qu'il faut reconstruire la France. Si la Résistance est la France, la Résistance en Pologne aussi c'est la Pologne. Or, la Résistance en Pologne, c'est la résistance qui, sur place, comme nous en France dans la clandestinité, dans tous les dangers de la lutte clandestine, a engagé la bataille sur tous les terrains. Par conséquent, nous disons qu'au nom même de la position que nous avons prise en France, tout nous entraîne vers le Comité de Lublin. Mais il est aussi une autre raison. C'est l'examen des événements autour de nous et des leçons qu'ils nous donnent ; il y a eu des événements en Belgique, il y a actuellement des événements en Grèce ; il y a notre propre expérience en France. Et nous disons tout de suite, rendant hommage à la sagesse du gouvernement provisoire de la République française, que c'est parce qu'il a compris que la Résistance était la France, qu'il s'appuie sur la Résistance et qu'il va continuer à s'appuyer sur elle, que nous avons évité de nous trouver placés dans la situation de la Belgique et de la Grèce. Dans ces deux pays, des dirigeants provisoires n'ont pas compris qu'ils avaient leur puissance et leur légalité par la Résistance et, pour compléter ce tableau, il faudrait ajouter le rôle que les grands trusts internationaux jouent dans l'affaire. Ils joueraient exactement et ils joueront exactement le même rôle dans tous les pays et par conséquent en Pologne et les devoirs se trouvent les mêmes dans tous les pays. L'indépendance ne se conçoit pas seulement sur le plan politique apparent, mais aussi sur le plan économique.

Donc, pour cette deuxième raison, nous pensons qu'il est dans l'intérêt national du peuple polonais de ne reconnaître, comme véritablement qualifié pour le représenter, que son organisation de la résistance réelle, c'est-à-dire le Comité polonais de Lublin.

Et maintenant, camarades, je voudrais également dire autre chose, exprimant l'opinion de tout le monde du travail en France. En France, voyez-vous, nous déclarons nettement que les travailleurs de France n'auront jamais assez de reconnaissance pour tout ce qu'ils doivent à l'héroïsme inouï, à la puissance de résistance inconnue jusqu'à ce jour, qu'à donnée la Russie Soviétique. C'est elle qui a cassé les reins à la machine de guerre allemande. C'est elle qui a joué le rôle décisif, sans que nous voulions pour cela diminuer en rien la part des autres alliés, vis-à-vis desquels nous apportons une grande reconnaissance, de l'Angleterre qui a tenu, avec cet acharnement qui fait l'admiration du monde entier, aux heures les plus difficiles. (*Applaudissements*).

Nous rendons hommage à la puissance de production industrielle de l'Amérique. Mais il faut bien reconnaître que, si préalablement, les Russes n'avaient pas, comme je le disais, brisé les reins à la machine de guerre allemande, la

France ne serait pas libérée à l'heure actuelle. Cette reconnaissance, il ne faut notre cœur, elle est réelle, car ceux qui nous ont sauvés de la barbarie fasciste, n'ont-ils pas droit à notre amitié complète et à notre alliance la plus absolue ?

Je veux ici me permettre, sans donner de leçon à personne, de conclure que les Polonais doivent être aussi reconnaissants à la Russie soviétique que nous, Français, et que, par conséquent, ils doivent juger, à mon avis, sévèrement les hommes qui veulent les séparer de ceux, vis-à-vis desquels ils ont contracté une telle dette de reconnaissance.

Mes chers camarades, pour terminer, je voudrais vous exprimer à quel point la C. G. T. se considère comme portant de lourdes responsabilités dans la vie de la nation, en particulier, dans l'effort indispensable, urgent, nécessaire, dans un temps record pourrais-je dire, de la reconstruction de son économie. Elle sait que cet effort pose non seulement des problèmes économiques, mais aussi des problèmes politiques, parce que la route qui mène au redressement de la France est pleine d'obstacles ; obstacles d'ordre politique, d'ordre économique, internationaux. La cinquième colonne n'est pas morte dans notre pays. Nous avons gagné la bataille de libération, mais pas encore celle de la reconstruction, et nous allons trouver contre nous ceux qui nous ont trahis pendant la guerre, qui veulent nous nuire pendant l'époque de l'effort de production. Nous avons besoin, le besoin le plus absolu, de conserver d'abord l'unité de la classe ouvrière dans ses organisations syndicales, l'unité des forces de la nation dans l'entreprise pour reconstruire l'unité, depuis le manœuvre jusqu'à l'ingénieur et même jusqu'au directeur de l'entreprise, si c'est un directeur patriote, l'unité de tous, Français et immigrés pour la grande tâche de la reconstruction de la France. (*Applaudissements*).

**Discours prononcés au Congrès de l'Immigration Polonaise,
réuni à la Maison de la Chimie, les 17-18 décembre 1944.**

M. Daniel MAYER

Secrétaire Général du Parti Socialiste (S.F.I.O.).

Mesdames, Messieurs,

Il me semble qu'il y ait, pour ainsi dire, une contradiction dans l'annonce qui vient d'être faite, à cette tribune, sur ma présence ici. Il semble, en effet, que je parle, à la fois, en tant que Français et en tant que socialiste, à un auditoire presque exclusivement composé d'étrangers; je dis, il y a en cela une contradiction apparente, car pour un socialiste il n'y a pas d'étrangers. (*Applaudissements*).

Par conséquent, j'ai l'impression de parler ici à une fraction de la population française, qui n'a certes pas les mêmes origines que l'ensemble de cette population, mais à une fraction que nous considérons totalement et complètement, et que nous voudrions que les pouvoirs centraux et l'administration de

notre pays considèrent comme l'égalée complète et totale de la population française. (*Applaudissements*).

Nous avons un certain nombre de titres de reconnaissance à l'égard du peuple polonais. Je n'en rappellerai que deux : je rappellerai l'effort énorme, considérable et généreux que le peuple polonais a fourni à l'intérieur même des F.F.I., durant la période de libération nationale. Il est incontestable qu'un grand nombre de Polonais, une proportion énorme, ont permis à la France de retrouver sa liberté et de cela le peuple français peut être reconnaissant.

Je voudrais cependant vous mettre en garde contre une erreur historique. Lorsqu'on écrira l'histoire de ces dix dernières années, il se peut que l'on écrive que la guerre de 1939 a été déclenchée pour sauver la Pologne, il se peut qu'un certain nombre d'historiens, quelques-uns même sont de bonne foi, — on peut être historien et de bonne foi — et ces historiens écriraient que la guerre de 1939 a été déclenchée pour sauver la Pologne et ce n'est pas pour la patrie polonaise, pour le peuple polonais que la guerre de 1939 a été déclenchée; la Pologne n'était qu'un prétexte, la Pologne n'était qu'un symbole, la guerre a été déclenchée pour la défense de la liberté dans le monde.

Certes, M. Déat ne voulait pas mourir pour Dantzig, — encore qu'il soit en train actuellement de mourir pour Dantzig, — M. Déat ne voulait pas mourir pour Dantzig, disait-il; ce n'était qu'un prétexte, en réalité il était l'ennemi de la liberté française. Et nous nous sommes aperçus que la liberté polonaise et française ne faisait qu'un et que la liberté est indivisible ; il n'y a pas une liberté polonaise, une liberté française, une liberté espagnole, une liberté grecque, une liberté française, il y a d'un côté les forces fascistes et d'oppression et de l'autre côté la liberté tout court. (*Applaudissements*).

Et par conséquent, l'entente franco-polonaise qui est une nécessité historique, qui nous lie les uns aux autres, à travers les siècles et au travers de vos luttes pour la reconquête de votre indépendance, cette entente, elle, ne peut pas être une entente normale, une entente purement franco-polonaise. Je vous le dis comme je le pense, si demain vous aviez à la tête de votre gouvernement des hommes du colonel Beck, l'entente franco-polonaise serait un vain mot. Entente, oui, entente entre la France et la Pologne, oui, mais entente entre une France libre et une Pologne libre. (*Applaudissements*). Et la fédération des peuples européens que nous entrevoyons sera nécessairement une fédération de peuples libres. Libres et aussi unis.

Le seul souhait, sans rentrer dans les problèmes intérieurs, qu'un Français puisse exprimer à cette tribune, c'est que la Pologne retrouve son unité totale, c'est que la Pologne soit une, qu'il n'y ait plus de luttes de Polonais contre Polonais; entente de la France avec une Pologne libre et unie, c'est le vœu que je formule en terminant et en vous donnant rendez-vous non pas dans un congrès d'immigration, comme celui-ci, mais dans Varsovie libérée, dans les mois qui viendront. (*Applaudissements*).

M. Albert BAYET,

Vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme,
Membre du Comité Directeur du M.L.N.

Président de la Fédération Nationale de la Presse Française.

Mesdames, Messieurs, mes chers Camarades,

Je suis heureux d'apporter le salut de la Ligue des Droits de l'Homme, de la démocratie française, à nos camarades de Pologne.

Vous savez qu'une vieille amitié unit nos deux peuples, mais, il faut s'exprimer en toute franchise, cette amitié n'a pas été, au cours du dernier quart de siècle, ce que nous espérons.

Le gouvernement polonais, depuis la dernière guerre, jusqu'à cette guerre-ci, a eu une attitude qui a causé un malaise profond parmi les démocrates français. Ce fut, sur le plan politique, un gouvernement qui n'avait rien de démocratique, qui n'avait pas l'esprit de la démocratie. Un gouvernement qui a toléré et a même, à certaines heures, encouragé ces persécutions raciales que nous dénoncions à juste titre chez les Allemands.

Ce fut, sur le plan social, un gouvernement qui a favorisé la toute-puissance des féodalités hitlériennes, qui a soumis la paysannerie polonaise à un despotisme à peu près absolu; et, enfin, sur le plan international le gouvernement polonais n'a pas cessé de jouer en Europe, le rôle le plus fâcheux. Il a été à la tête de stupides mouvements anti-bolcheviques, qui ont fini par aboutir à Munich et au moment même de Munich, c'est avec une amertume profonde que ceux d'entre nous, qui restaient les amis des Tchèques, les amis de l'URSS, c'est avec une amertume profonde que nous avons vu le gouvernement polonais se jeter sur la Tchécoslovaquie agonisante, pour lui arracher un morceau de plus.

Tout cela, il faut que cela finisse. C'est parce que nous sommes les amis du peuple polonais que nous avons vu tous les démocrates français perpétuellement dressés contre le gouvernement qu'incarnait le colonel Beck. Cela, nous ne voulons plus le revoir et il ne pourrait être question d'une amitié quelconque entre un gouvernement de ce genre et le gouvernement de la Résistance française.

Le peuple polonais, pour nous, c'est celui qui n'a pas cessé sous l'oppression de résister et c'est surtout celui qui, dans la guerre présente, ayant connu les horreurs de l'occupation, a résisté comme nous, a résisté avec nous, avec l'Angleterre, avec les Etats-Unis, avec l'URSS, avec tous les peuples dressés pour la défense de la liberté. Disons plus, c'est le peuple que nous avons vu ici même en France, lutter la main dans la main avec nos F.F.I. Car nous ne songeons pas à nier que c'est grâce à vous, sur bien des points, que le territoire français a été libéré. Cela, c'était le vrai peuple de Pologne, celui qui ne nous demandait pas s'il luttait pour Varsovie ou pour Paris, celui qui luttait pour un idéal franco-polonais, un idéal humain, qui était l'idéal de la liberté. (*Applaudissements*).

C'est celui que nous voulons voir enfin reparaitre, dans la plénitude de sa liberté, c'est celui-là que nous voulons voir de nos yeux, affirmer librement ses originalités intellectuelles, ses originalités scientifiques, ses originalités artistiques, car la plupart des parties de progrès dans l'ordre intellectuel, ont été odieusement brimées dans la Pologne du colonel Beck. La Pologne n'a pas pu, à cause de cette oppression, avoir, au sein de l'Europe, le visage qu'elle aurait dû avoir. C'est la grande résurrection de la Pologne libre, dans l'ordre démocratique, que nous souhaitons tous.

Et alors, je le dis très franchement, c'est pour cela que j'ai été particulièrement heureux, au nom de la Direction de la Ligue des Droits de l'Homme, de répondre, je le dis nettement, à l'appel du Comité de Lublin. (*Applaudissements prolongés*).

(Signature)

Il faut qu'il soit bien entendu que c'est celui-là qui pour nous, démocrates, représente la Pologne que nous aimons; la Pologne que nous voulons voir renaître.

Un dernier mot et j'en aurai terminé : la France entière, vous le savez, se réjouit aujourd'hui de voir le Général de Gaulle revenir de Moscou porteur d'un pacte d'alliance et d'amitié franco-soviétique. (*Applaudissements prolongés*).

La signature de ce pacte nous intéresse à beaucoup d'égards, mais surtout elle met fin, chez nous, de façon définitive, à ces stupides campagnes anti-communistes qui ont empoisonné, au cours de ces vingt dernières années, l'atmosphère internationale et qui sont cause, pour une large part, de nos désastres d'hier. S'il m'est permis, en terminant, d'exprimer un vœu indiscret, mais après tout nous parlons entre démocrates et librement, ce vœu serait le suivant : que cette même amitié qui s'affirme aujourd'hui entre la République française et l'Union des Républiques soviétiques, s'affirme demain, le plus tôt possible, entre la République de Pologne et l'Union des Républiques Socialistes soviétiques. (*Applaudissements*).

Car, c'est seulement parce que nous avons lutté tous ensemble, et le peuple russe avec la splendeur que vous savez, contre la monstrueuse régression hitlérienne, que nous voyons enfin approcher le jour de la victoire définitive. Mais cette victoire serait précaire si elle ne se continuait pas dans la Paix rétablie; et, pour qu'elle se continue dans la Paix rétablie, il faut qu'il se reconstitue, dans l'originalité des patries sauvées et reconstituées, une espèce de grande patrie morale qui serait la patrie commune où la France, l'URRS et tous les autres peuples, qui ont lutté, auront leur juste place, la patrie de la Liberté (*applaudissements*) et qu'ils pourront jouir pleinement de la liberté et de la démocratie à la reconquête de laquelle ils ont voué leurs souffrances.

Vive la France ! Vive la Pologne ! (*Applaudissements*).



COMITÉ POLONAIS DE LIBÉRATION NATIONALE

EN FRANCE

20, av. Rapp, Paris (7^e)

SERVICE DE DOCUMENTATION

N° 5

1^{er} Février 1945

SOMMAIRE

1. Il n'y a pas de « crise polonaise »	2
2. La vie politique en Pologne	4
3. La Silésie	8
4. L'Eglise et la réforme agraire	12
5. Dans les régions libérées	13

82.3831

B.D.I.C.

Il n'y a pas de « crise polonaise »

La libération de la Pologne s'achève. Avec l'Armée Rouge, la nouvelle Armée polonaise, forte de trois cent mille hommes, chasse l'envahisseur du sol national. Les succès éclatants des armées polonaise et russe prouvent au mieux la clairvoyance et la justesse des vues du Gouvernement Provisoire de la Pologne et consacrent définitivement la faillite de la politique insensée des émigrés de Londres.

Les patriotes polonais groupés autour du Gouvernement Provisoire ont compris que la libération de la Pologne n'était possible qu'avec le concours de l'Union Soviétique. Les émigrés de Londres par contre tablaient sur la défaite de cette alliée naturelle et, dans cet espoir, indifférents aux souffrances du peuple polonais, cherchaient à prolonger la guerre en sapant l'unité des Alliés.

Mais si l'aide armée de la Russie a été indispensable pour chasser l'envahisseur du sol polonais, c'est le peuple lui-même qui, en plein exercice de sa souveraineté, construit aujourd'hui un régime conforme à ses aspirations séculaires. Autrefois, les armées tsaristes envahissant la Pologne en oppresseurs, venaient protéger en même temps les intérêts des féodaux contre le peuple. Aujourd'hui, l'armée soviétique se borne aux opérations militaires et laisse aux Polonais la liberté d'organiser à leur gré la vie nationale. C'est ainsi qu'en attendant l'Assemblée Constituante, les Polonais viennent de remettre en vigueur la loi constitutionnelle qu'ils s'étaient donnée librement en 1921, époque d'ailleurs où ils étaient en conflit avec la Russie Soviétique.

Mais le Gouvernement Provisoire de la Pologne libérée jouit-il du soutien de la Nation ?

Nous croyons qu'en France, dans le pays de la Révolution de 1789, on comprendra plus aisément qu'ailleurs qu'un gouvernement qui distribue la terre aux paysans est assuré de leur appui enthousiaste. Ceux qui se dressent contre le Gouvernement Provisoire, émanation directe du peuple polonais, constituent une minorité infime, composée des bénéficiaires d'un régime défunt ; mais leur rage impuissante ne saurait arrêter l'évolution inéluctable.

En effet, une réforme agraire de pareille envergure et réalisée en moins de trois mois, aurait été inconcevable sans la *participation active* des plus larges couches de la population. Et ceci explique l'échec des tentatives de saboter la réforme agraire, auxquelles recourent en désespoir de cause les partisans du « gouvernement » émigré de Londres. De cette façon, le pays s'est prononcé sans équivoque pour la politique du Gouvernement Provisoire. Notons en plus que les terroristes aux ordres du « gouvernement » émigré, isolés du peuple, perdent par la suppression des domaines seigneuriaux, leurs points d'appui et leur base de ravitaillement.

Une autre preuve éclatante de l'appui donné par la nation polonaise à son Gouvernement Provisoire est le succès extraordinaire de la mobilisation partielle, effectuée dans les territoires libérés en même temps que la réforme agraire. Dans l'espace de trois mois, sur une parcelle du territoire dévasté par la guerre

B.B.I.C.

et vidé d'une grande partie de sa population par les massacres et les déportations organisées par les Allemands, et en dépit des appels à la désertion lancés par les hommes de M. Arciszewski, une armée puissante a pu être créée. L'afflux des conscrits et des volontaires était tel qu'une partie de ces derniers ont dû être temporairement renvoyés dans leurs foyers. Nous assistons actuellement en Pologne à un phénomène similaire à celui dont fut le théâtre la France à l'époque de la célèbre « levée en masse ». Le paysan polonais, comme jadis le soldat de Valmy et de Fleurus, rendu propriétaire de sa terre, est devenu le soldat-citoyen conscient de ses devoirs envers la Patrie.

On peut donc considérer que la réalisation de la réforme agraire confère au Gouvernement Provisoire une force et une autorité jamais inconnues dans le pays, déchiré jusqu'à ce jour par les antagonismes sociaux. Il n'y aura pas de guerre civile en Pologne. Le Gouvernement Provisoire composé des représentants des quatre grands partis démocratiques, fait respecter la loi et maintient l'ordre avec l'aide du peuple lui-même. Par conséquent, les expressions « crise polonaise » et autres de ce genre, que l'on trouve parfois dans la presse, ne correspondent pas à la réalité. Les crises chez les émigrés dans les garnis de Londres ou les crises de nerfs que piquent ces Messieurs à l'effondrement de leurs plans, *n'affectent aucunement la nation polonaise.*

La France tout entière qui communique aujourd'hui dans la joie de la liberté retrouvée, avec son amie séculaire — la Pologne, saura apprécier à leur juste valeur les changements profonds qui traduisent les aspirations démocratiques de la nation polonaise. Cette compréhension permettra d'écarter l'équivoque favorisant un groupe de politiciens émigrés qui ne représentent qu'eux-mêmes et constituent un foyer de troubles dans la politique internationale.



La vie politique en Pologne

Les premiers journaux qui nous parviennent des régions libérées donnent un tableau aussi varié qu'intéressant des partis politiques qui sortent de l'épreuve des cinq ans de vie clandestine sous l'occupation hitlérienne. Nous nous proposons de communiquer prochainement à nos lecteurs des extraits plus étendus des quotidiens comme « Rzeczpospolita » (« La République » — organe officiel du Gouvernement polonais), « Robotnik » (« L'Ouvrier » — organe du Parti Socialiste), etc... ainsi que des périodiques « Barykada Wolnosci » (« La Barricade de la Liberté » — socialiste), « Zielony Sztandar » (« Le Drapeau Vert » — populiste), « Trybuna Wolnosci » (« La Tribune de la Liberté » — organe du Parti Ouvrier Polonais), de la presse des organisations de jeunesse, etc... Nous nous bornerons aujourd'hui à donner un aperçu général des partis qui participent au pouvoir dans le nouvel Etat polonais.

P.P.S. — Parti Socialiste Polonais

Le Parti Socialiste est représenté dans le Gouvernement actuel par cinq ministres dont M. Osubka-Morawski, président du Conseil.

« Au lendemain de la défaite militaire de septembre 1939 — nous dit « La Barricade de la Liberté », organe hebdomadaire socialiste — une partie des membres du Comité Exécutif décidèrent, contrairement à l'avis du Président de son Conseil Suprême, la dissolution du Parti Socialiste ».

Le secrétaire du Comité exécutif (l'ancien député Puzak) essaya de justifier cette mesure en alléguant que « la cause de l'indépendance de la Pologne et celle du socialisme étaient perdues pour un laps de temps prolongé ».

Remarquons que cette tendance des « liquidateurs » parmi lesquels se trouvait, avec M. Puzak, l'actuel président du « gouvernement » des émigrés M. Arciszewski, n'était pas un phénomène uniquement polonais. On se souvient, en effet, d'une décision semblable prise par certains dirigeants du parti socialiste tchèque après l'occupation de Prague par les nazis, et aussi de la tendance représentée par Spinasse après l'« enterrement » de la République Française et l'instauration de la dictature Pétain.

Mais les liquidateurs, nous apprend l'organe précité, « se sont heurtés à la riposte des camarades Barlicki, Dubois, Niedzialkowski (1), Osubka-Morawski, Haneman et de nombreux autres (dont nous ne citons pas les noms parcequ'ils dirigent le Parti dans les territoires encore occupés), qui formèrent une organisation d'où est sorti ensuite le R.P.P.S. (Parti Ouvrier des Socialistes Polonais). Ce parti a continué clandestinement l'édition du journal « Robotnik », fondé il y a bientôt 40 ans sous le régime tsariste. C'est ainsi que ce journal, objet de brimades et d'innombrables procès sous le régime des « colonels » (1926-1939), connut sa troisième « période héroïque » (la seconde ayant été celle de l'occupation allemande en 1915-18). C'est M. Osubka-Morawski, vivant illégalement à Varsovie, qui en a été le rédacteur.

(1) Barlicki, Dubois et Niedzialkowski ont été dernièrement décorés à titre posthume par le Gouvernement Provisoire.

B.D.L.C.

Quelque temps après, les liquidateurs avec M. Arciszewski en tête, formèrent un nouveau groupe, le « W.R.N. » (initiales polonaises des mots « Liberté, Égalité, Indépendance »). Leur organe « La Liberté » prônait la réconciliation avec le groupe des « colonels » et condamnait publiquement les efforts du général Sikorski en vue d'une alliance politique et militaire avec l'U.R.S.S. (2).

En septembre 1941 eut lieu un congrès clandestin du R.P.P.S. Un de ses organisateurs, M. Stéphane Matuszewski (actuellement ministre de la Propagande dans le Gouvernement Provisoire), rapporte dans un article que le congrès lança un appel aux dirigeants du « W.R.N. » les invitant à reconstituer ensemble le Parti arbitrairement dissout. La proposition d'unité supposait la rupture avec le groupe des « colonels » (tous anciens collaborateurs de Beck). Malheureusement, les dirigeants du « W.N.R. » et plus particulièrement M. Arciszewski, étaient trop liés avec ce groupe, dirigé depuis la débâcle par le général Sosnkowski, pour accepter l'unité avec les socialistes résistants. Ayant perdu, par cette « liquidation », la confiance des ouvriers socialistes et rebuté les paysans par leurs intrigues contre le parti populiste clandestin, ils ne s'appuyaient plus que sur des anciens fonctionnaires du régime totalitaire qui n'avaient qu'un rêve : le retour à la Pologne telle qu'elle fut, afin de reprendre leurs postes.

Il est naturel que les éléments sains et patriotiques qui, dans le désarroi initial, avaient suivi MM. Puzak et Arciszewski, aient cherché une entente avec leurs camarades du R.P.P.S. Une série de rencontres et de conférences régionales mirent à l'ordre du jour la reconstitution du Parti unifié. Entretemps, le R.P.P.S. entra en pourparlers avec les autres groupements démocratiques dont nous parlerons par la suite, et forma avec eux, en décembre 1943, le « Conseil National Intérieur » — parlement clandestin de la Pologne, qui, élargi depuis et transféré en territoire libéré, constitue le Parlement provisoire actuel de la République (3).

Les 10 et 11 Septembre 1944 eut lieu à Lublin libérée la première conférence nationale du P.P.S. reconstitué dans son unité. De nombreux délégués, membres du R.P.P.S. et du W.R.N., rendirent hommage à Barlicki, Niedzialkowski et Dubois, dirigeants du P.P.S. assassinés par les Allemands, et après discussion, adoptèrent la ligne politique du Parti, dont nous trouvons les points principaux dans le n° 7-8 de la « Barricade de la Liberté » :

1° — La Pologne étant un pays essentiellement paysan, son indépendance économique, politique et militaire dépend en premier lieu du bien-être de la paysannerie. L'instauration d'un régime socialiste reste la tâche historique du Parti, mais dans sa réalisation, il faut tenir compte du fait « que le paysan polonais ne comprend pas encore les principes fondamentaux du socialisme ». La réforme agraire constitue par conséquent le premier pas vers un niveau politique et cultu-

(2) Nous lisons, par exemple, dans « La Liberté » du mois de mai 1943 :

« Nous avons pris, dès le début, une position sceptique à l'égard du pacte polono-soviétique.

...Nous constatons avec satisfaction que l'enthousiasme initial (suscité par ce pacte — NDRL) avait totalement disparu.

...Nous nous limitons dans notre critique, afin de ne pas amener l'eau au moulin des propagandes soviétique et hitlérienne ».

Le même numéro accusait le prof. Stanislas Stronski, ministre démissionnaire du gouvernement Sikorski « d'avoir fait trop de tapage au moment de la signature de l'alliance polono-soviétique ».

(3) Le Conseil National Intérieur de Pologne jouait, jusqu'au mois de juin, un rôle semblable à celui du C.N.R. en France. Transféré ensuite de Varsovie encore occupée dans Lublin libérée, il s'est adjoint des éléments qui, bien que n'ayant pas fait partie de la Résistance active, avaient néanmoins refusé de collaborer avec l'ennemi. De telle sorte, sa composition ressemble actuellement à celle de l'Assemblée Consultative française. Son rôle est cependant différent : c'est lui, en effet, qui a nommé le Gouvernement Provisoire responsable de ses actes devant le Conseil National Intérieur, qui fait ainsi fonction de parlement provisoire, mais souverain, jusqu'à la convocation de la Constituante.

S.D.A.C.

rel plus élevé de la paysannerie, condition indispensable d'une propagande efficace des idées socialistes.

2° — Il faut élever le niveau de vie de la classe ouvrière et lui rendre le goût du travail après les années de l'oppression et de l'exploitation hitlériennes.

3° — L'« intelligentsia » polonaise doit trouver sa place dans le nouveau régime démocratique, libéré du servilisme introduit par le régime des « colonels », et être gagnée à l'idéal socialiste.

4° — « La lutte contre l'Allemagne hitlérienne pour la libération du reste du territoire national, ne permet pas encore d'établir le programme définitif du Parti » dont l'effort principal doit être dirigé vers la reconquête de l'Indépendance.

La conférence approuva à l'unanimité l'activité des ministres socialistes, et plus particulièrement celle de M. Osobka-Morawski, dans le domaine de la réforme agraire, de la création d'une forte armée nationale et de l'union étroite avec l'U.R.S.S., l'Angleterre, les Etats-Unis et la France.

Un nouveau Comité Central Exécutif a été élu, dans lequel entrent MM. Osobka-Morawski (président), Konstany Dombrowski (avant la guerre rédacteur du « Robotnik » et actuellement ministre des Finances dans le Gouvernement Provisoire), Haneman (avant la guerre vice-président de l'Association des Libres-Penseurs) et autres. Le dr. Drobner, membre du Comité Exécutif de l'Internationale Ouvrière, a été élu président de la Commission de Révision du P.P.S. reconstitué.

Le Parti Démocrate

Contrairement au P.P.S. qui entre dans la 53^e année de son existence, le Parti Démocrate est le plus jeune des groupements politiques polonais. Issu du rassemblement des « Clubs démocratiques » qui existaient dans la plupart de villes, surtout dans les villes universitaires, il a été formé en 1937 et éditait un hebdomadaire « Czarno na białem » (« Noir sur blanc »).

Les chefs de ce parti furent : le professeur Michalowicz (assassiné dans le camp de Maïdanek) et M. Vincent Rzymowski, ancien rédacteur du journal pilsudskiste « Kurier Poranny », actuellement ministre de la Culture et des Arts dans le gouvernement provisoire.

Un autre dirigeant de ce parti, M. Jean Rabanowski, détient le portefeuille de ministre des Communications dans le gouvernement actuel de la Pologne.

Le Parti Démocrate, le moins nombreux des quatre groupements qui forment la coalition gouvernementale, doit son influence politique à l'adhésion d'une grande partie de l'élite intellectuelle du pays.

Les fondateurs de ce parti sont en majorité d'anciens pilsudskistes, qui n'ont pas voulu suivre les « colonels » dans la politique de suicide national. Leurs premières divergences avec le camp gouvernemental d'avant 1939 se produisirent sur le plan de la politique étrangère; tout d'abord au sujet des rapports polono-français et ensuite sur celui des rapports polono-soviétiques. C'est le problème de la politique étrangère qui amena d'ailleurs ce groupe à une nouvelle conception démocratique du régime intérieur du pays. Certains d'entre eux firent alors preuve d'un grand courage civique soulevant une vague de sympathie dans toutes les couches de la population. C'est ainsi que Mme Fleszar, l'épouse du commandant Fleszar, héros national et un des plus proches collaborateurs de Pilsudski, elle-même membre du Sénat nommé après l'introduction de la Constitution de 1935, eut le courage de dénoncer du haut de la tribune de cette assemblée d'usurpateurs, les horreurs des prisons polonaises et du camp de concentration de Béréza Kartuska. Actuellement, Mme Fleszar est à la tête du groupement pour la collaboration intellectuelle polono-soviétique.

Le Bureau directeur du Parti Démocrate polonais se compose de 12 membres, dont M. Rzymowski, le prof. Wasowski, le dr. Klosek, le consul Rogalski et le dr. Zygmunt Kozlowski.

Les Catholiques

A côté de ce groupement de tendance plutôt laïque, se forme un autre qui continue la tradition du Parti Chrétien-Démocrate, dont le berceau fut la Silésie et qui avait pour chef un des hommes politiques les plus remarquables de Pologne: Wojciech Korfanty, détenu politique sous le régime de Beck et mort par suite des sévices subis en prison. La plupart des militants de ce parti se trouvent en Pologne occidentale; c'est un ami de Korfanty, M. Smotrycki qui représente cette tendance auprès du Gouvernement Provisoire. M. Smotrycki a été avant la guerre le rédacteur du grand quotidien catholique «Polonia» de Katowice, le seul journal en Pologne qui ait eu le courage de condamner ouvertement Rydz-Smigly, le jour où celui-ci profita de l'agression hitlérienne pour arracher Teschen à la Tchécoslovaquie.

M. Smotrycki occupe un poste important au Ministère de l'Information du gouvernement provisoire.

Il convient d'ajouter que la population des régions intégrées par Hitler dans le Reich était jusqu'à l'offensive actuelle représentée à Lublin par deux organismes importants : «L'Union des territoires de l'Ouest» et «La Ligue Maritime». Un des représentants les plus actifs de ces populations est l'ancien député chrétien-démocrate Zientek, actuellement officier de la nouvelle Armée Polonaise.

Les catholiques des régions agricoles situées plus à l'Est se groupent dans le Parti Populiste dont l'un des chefs les plus populaires est l'abbé Borowiec, président du Conseil National de la voïevodie de Rzeszow. Nous parlerons de ce groupement politique, le plus important en Pologne, ainsi que du Parti Ouvrier Polonais, dans notre prochain numéro. Nous donnerons aussi un aperçu des groupements politiques de la minorité israélite.

B.D.I.C.

La Silésie

Vieille terre slave, fortement industrialisée et riche en ressources naturelles, la Silésie accaparée par les Allemands au cours des siècles, reviendra bientôt à la Pologne. De base d'agression, d'arsenal de l'Allemagne, elle deviendra désormais un facteur industriel de première importance pour l'économie de la Pologne.

L'Europe nouvelle a besoin d'une Pologne forte et indépendante. Et l'indépendance, la force politique de la Pologne sont fonction de sa puissance économique ; la restitution de la Silésie est à même de la lui assurer. Elle lui permettra d'augmenter de plus de deux fois l'extraction du charbon et la production de l'acier par rapport à 1939, de créer enfin sa propre industrie qui, avec une agriculture rénovée par la réforme agraire, établira des bases solides à son développement économique.

La Silésie — arsenal de l'Allemagne

La sécurité de l'Europe exige aussi une Allemagne privée de son potentiel de guerre.

Déjà lors de la première guerre mondiale, la Silésie constituait une des sources principales de la force d'agression de l'Allemagne. « L'industrie allemande ne serait pas en mesure d'assurer l'armement nécessaire à la bonne continuation de la guerre, s'il n'y avait pas l'apport de la Silésie » — s'exprimait en 1917 la Chambre de Commerce d'OPPELN. Cette appréciation, déjà à cette époque, n'avait rien d'exagéré. La Haute-Silésie alimentait la machine de guerre allemande en zinc, couvrait 10—15 % de ses besoins en produits de fonderies et de hauts-fourneaux et 25 % de ses besoins en charbon.

Dans la guerre actuelle, l'apport de la Haute-Silésie est de beaucoup plus important. Ses ressources naturelles, son potentiel industriel sont exploités à fond. En 1941, la « Kattowitzer Zeitung » écrivait : « la Haute-Silésie, c'est l'arsenal du Reich. Elle est à juste titre dénommée « District industriel de l'Est » (« Industrieviertel des Ostens »).

Dès la deuxième année de l'occupation, en 1940-41, l'extraction du charbon augmentait de 50 %, atteignant 90 millions de tonnes. En 1942, elle dépasse déjà 100 millions de tonnes.

En 1943, l'Allemagne tire de la Silésie : 110 millions de tonnes de charbon (40 % de sa production globale ; la région Ruhr-Sarre y participe pour 140 millions de tonnes), 4 millions de tonnes d'acier (23 % de sa production totale), 377.000 tonnes de zinc (deuxième place dans le monde), 167.000 tonnes de plomb et 280.000 tonnes d'acide sulfurique.

Un équipement industriel des plus modernes et des plus perfectionnés, permettait de transformer une partie de ces ressources sur place, alimentant ainsi l'armement allemand en moteurs d'avions, chars, obus, pièces d'artillerie, essence synthétique et divers autres combustibles liquides.

Au facteur économique vient s'ajouter encore un élément stratégique de premier ordre pour les opérations militaires.

La défaite de la Pologne en 1939 peut être, dans une grande mesure, attri-

B.O.I.C.

buée au fait que la partie de la Silésie, restée après Versailles aux mains des Allemands, constituait une pointe avancée s'enclavant dans le corps même de la Pologne. Les armées allemandes se trouvaient à une distance de 20 à 100 kilomètres à peine des centres polonais importants, tels que Katowice, Chorzow, Myslenice, Czestochowa, Kalisz, Lodz, Radom, Skierniewice, Skarzysko. Le général von Rundstedt qui commandait le corps d'armée dans la direction de la poussée principale, a pleinement exploité l'avantage que présentait cette pointe dirigée vers Varsovie. La 8^{ème} Armée de von Blaskowitz, qui s'est emparée de Lodz, la 10^{ème} armée de von Reichenau, qui assiégeait Varsovie et la 14^{ème} armée de von List qui a pris Cracovie, débouchaient précisément d'Opole (Oppeln) et de Wroclaw (Breslau).

Le retour de la Silésie, avec celui de la Prusse Orientale et de la Poméranie, constitue donc une condition essentielle de la sécurité de l'Etat polonais. En même temps, la frontière occidentale de la Pologne deviendra le prolongement naturel de la frontière nord-ouest de la Tchécoslovaquie. L'élimination de la dangereuse pointe d'Oppeln fera ainsi des frontières occidentales de ces deux Républiques sœurs un rempart protégeant l'unité slave contre une agression éventuelle de l'Allemagne.

La Silésie — terre polonaise

Située dans le bassin de l'Oder Supérieure, depuis Wroclaw (Breslau) et Glogow jusqu'à Cieszyn et Myslenice, la Silésie faisait partie du territoire qui fut le berceau de l'Etat polonais. C'est là qu'il s'est consolidé au cours d'une longue lutte contre les Allemands, dont l'étape principale fut la défense héroïque en 1109 du bastion de Glogow, célèbre par le bravoure avec laquelle les femmes même prirent part à la bataille.

Après la mort du roi Boleslaw Krzywousty, échue en apanage à la dynastie des Piasts silésiens, la Silésie est attribuée en 1327, conformément au droit de succession, à la Couronne tchèque apparentée à cette dynastie, et non pas à la Couronne allemande comme se plaît à l'affirmer la propagande allemande. Ce n'est qu'en 1742, après la signature de la Paix de Breslau, que le roi de Prusse, Frédéric II, annexe la Silésie. Dès lors, elle devient le théâtre d'une lutte continue de la population polonaise contre la germanisation forcée.

Cette lutte porte un caractère à la fois national et social. Seule une mince couche de la noblesse se soumet à la germanisation. Le paysan silésien et, plus tard, l'ouvrier silésien, restent polonais d'esprit et de sentiment.

Les quelques chiffres qui suivent illustrent assez bien la situation.

Avant la première guerre mondiale, plus de 26 % de toutes les terres en Haute-Silésie appartenaient à 7 grands propriétaires allemands : von Pless, von Ratibor, von Ujest, von Stolberg-Vernigerode, von Hohenlohe-Ingendingen, Henkel von Donnersmarck et à la Couronne de Prusse. 57,4 % des terres appartenaient à 300 propriétaires fonciers allemands, 88.000 petits paysans polonais vivaient péniblement sur le restant, soit 72.000 ha — superficie que les domaines de von Ujest et de von Pless, à eux seuls, dépassaient de beaucoup.

Ces mêmes familles — les Hohenlohe, les von Pless et les Henkel von Donnersmarck étaient déjà depuis le 19^{ème} siècle les « rois » du charbon et du fer silésiens. D'autre part, sur le chiffre total de 172.000 mineurs, on enregistre en 1914, 50.000 mineurs polonais.

Cet état de choses, s'ajoutant à la germanisation brutale de la Silésie, constituait une source permanente des révoltes des paysans polonais. Le roi de Prusse, Frédéric II, s'exprimait ainsi dans une lettre adressée au comte Podewils : « les habitants de la Haute-Silésie ne deviendront jamais nos sujets ». Et dans les récits de son « Voyage en Silésie en 1791 », le professeur allemand Schummel de Breslau laisse échapper cette phrase : « renonçons donc à ce procès avec les Polonais silésiens ; devant Dieu et l'Histoire nous sommes condamnés à le perdre ».

Bull.

En 1848 Joseph Lompa, chef de l'insurrection silésienne (la huitième), écrivait ainsi : « . . . que le curé, l'instituteur, l'employé nous parlent en polonais, car nous ne comprenons pas l'allemand ».

La chute de la monarchie des Hohenzollern en novembre 1918, donne aux Silésiens l'espoir de la liberté. Une Commission mixte, présidée par l'ambassadeur Cambon et créée par le Conseil Suprême à Versailles, se prononce à l'unanimité en faveur de l'incorporation de la Silésie à la Pologne. L'art. 87 des Conditions de la Paix, présentées par Clemenceau le 7 mai 1919 au comte Brockdorf-Rantzau, président de la délégation allemande, stipulait la même revendication.

Mais aucun règlement n'intervint à l'époque. L'administration civile tout entière, les tribunaux et, jusqu'à l'insurrection du mois d'août 1920, l'armée et la police restèrent entre les mains des Allemands.

Le 20 mars 1920, un plébiscite est organisé qui donne aux Allemands une infime majorité. Cependant, il est certain, comme on le verra par les remarques qui suivent, que les résultats du plébiscite ont faussé l'image ethnique de la Silésie. Quelques mois à peine avant le plébiscite, au cours des élections au gouvernement local, on notait 312.000 voix polonaises contre 245.000 voix allemandes.

Dans la région de Kluczbork (Kreutzburg) par exemple, les Polonais constituaient, *d'après les statistiques allemandes*, 70% de la population. N'empêche que lors du plébiscite le nombre des voix polonaises n'y a guère excédé 4 % du chiffre total. Comment expliquer ce fait pour le moins bizarre ?

C'est que tout d'abord le plébiscite se déroula dans une atmosphère de pression et de chantage sans scrupule, pratiqués par les industriels, le clergé, les instituteurs allemands et par l'administration allemande laissée sur place par la Commission Interalliée. En second lieu, 200.000 Allemands ont été « rapatriés » en Silésie, que rien ne liait plus avec cette région, sinon un acte de naissance produit pour la circonstance. Ajoutons encore à ceci l'indifférence totale du gouvernement polonais de l'époque. Aucune aide n'était fournie à la population silésienne, pendant que le gouvernement allemand et la Reichswehr ne ménageaient ni armes ni fonds aux groupes terroristes, tels que le « Orgesch », le « Grenzschutz » et autres. C'est que, sous l'instigation des hobereaux, le gouvernement polonais était alors préoccupé de la conquête de Kiev.

Après la guerre, la germanisation de la Silésie s'intensifia encore, cependant que la minorité allemande en Silésie polonaise bénéficiait d'une situation privilégiée et que le capital allemand devenait maître de son industrie. Le comte von Donnersmark a vu s'accroître ses possessions dans la partie de la Haute-Silésie échue à la Pologne. Le comte von Pless devint le maître incontesté des industries d'alimentation, des chemins de fer d'intérêt local et de toute la vie économique du district de Pschtchina dont il possédait déjà auparavant les mines et les forêts.

Le ministre hitlérien, M. Frick, créa, sous l'œil bienveillant de M. Beck, un holding qui rachetait les paquets d'action des banques, des mines et des hauts-fourneaux silésiens.

Tous ces hommes obligeaient leurs ouvriers et employés à entrer dans les formations clandestines des « chemises brunes » sur le sol même de la Pologne, couvraient la région d'un vaste réseau d'espionnage en vue de l'annexion préparée par Hitler. En 1939, ce travail de sape s'achève par l'annexion de la Silésie entière au Reich.

Quelques considérations ethnographiques

En dépit des siècles de germanisation, la population de la Silésie reste polonaise ; elle pense et parle polonais sur toute l'étendue du territoire, depuis l'Oder jusqu'au cours supérieur de la Vistule. Les statistiques officielles allemandes, pour l'année 1925, indiquent qu'à elle seule, la Haute-Silésie allemande représentant à

peine un sixième de toute la Silésie, possède une population polonaise de 431.974 âmes. Le « Knaus Welt Atlas » allemand, publié en 1929, représente la totalité de la Haute-Silésie et une large partie de la Basse-Silésie, comme ethnographiquement polonaises. La carte ethnographique de Weber, publiée en 1910, montre une majorité polonaise absolue dans les régions de Rosenberg (Olesno), Oppeln (Opole) ; Gross-Strelitz (Wielkie Strzelce), Gutentag (Dobrydzien), Test-Gleiwitz (Toszek-Gliwice), Cosel (Kozle), Beuthen (Bytom), ainsi qu'une majorité polonaise relative (40 à 50 %) dans les régions de Neustand (Prudnik), Ratibor (Raciborz), Kreutzburg (Kluczborek). D'après Weber également les Polonais représentent environ 10 % de la population jusque dans les quatre régions de la rive *occidentale* de l'Oder : Grotgau (Grotkow), Neisse (Nissa), Loebenschutz (Glupczyce) et Falkenberg (Niedolno). Le paysan de la Basse-Silésie, comme l'ouvrier de la Haute-Silésie sont tous deux Polonais. Le passé de ces terres est polonais, comme le sont les anciennes villes de Glogow, Opole, Wroclaw et Lignica où le prince polonais, Henri le Pieux, arrêta en 1241 l'invasion des Tatares. L'origine de ces noms de villes et villages, grossièrement germanisés, comme Oppeln, Strelitz et des centaines d'autres est indiscutablement slave. La population de la Silésie, aussi bien de la Haute que de la Basse-Silésie est liée à la Pologne par la communauté de la langue, de la culture et de la religion, et par la haine séculaire de l'Allemand.

La restitution de la Silésie à la Pologne comporte donc une réparation légitime d'une injustice historique.

Mais le facteur essentiel qui intervient dans cette restitution est, répétons-le, la neutralisation de l'agression allemande. Le retour de la Silésie à la Pologne, en privant l'Allemagne d'une ressource importante de son industrie lourde et de son industrie de guerre, contribuera par là-même à l'augmentation de la puissance armée d'une des nations chargées de défendre la paix en Europe.

B. J. C.

L'Église et la réforme agraire

« Aucune atteinte n'a été portée au statut de l'Église catholique et au régime scolaire. Mieux encore : la réforme agraire qui constitue en Pologne comme en Hongrie libérée, l'essentiel du programme de « démocratisation », n'a pas affecté les terres dont l'Église est propriétaire. Même sur le plan économique, l'autorité religieuse voit donc tous ses pouvoirs confirmés jusqu'à ce que la délivrance totale du pays dessine les lignes et les contours d'un régime définitif ». Ainsi s'exprime M. Maurice Schumann, l'éminent rédacteur de l'« Aube ».

En effet, le gouvernement polonais en réalisant la réforme agraire en a exempté les biens de l'Église, en attendant que la future Assemblée Constituante se prononce d'une façon définitive sur la question. Mieux encore, l'Église se voit restituer les biens dont elle a été spoliée par l'occupant. Cette mesure d'exception respectant la position économique de l'Église, au moment où tous les grands domaines sont morcelés pour satisfaire la « grande faim de la terre », montre que le Gouvernement provisoire a tenu compte du lourd tribut payé par l'Église durant les 5 années d'occupation. Foyer précieux de la résistance contre l'envahisseur, gardienne du patrimoine culturel et moral de la nation, elle a été victime des persécutions cruelles.

En effet, le clergé catholique et plus particulièrement les curés de campagne, liés intimement à la masse rurale, ont pris une part active dans la résistance polonaise. La tradition des prêtres populaires de l'époque des soulèvements polonais du XIX^e siècle, a été glorieusement continuée par de nombreux prêtres qui ont rejoint les rangs des partisans polonais, tel, parmi beaucoup d'autres, l'abbé Kupsz qui, avec son détachement de partisans, traversa la ligne du front pour rejoindre la division polonaise « Thadée Kosciuszko », formée en Russie, et dont il est actuellement l'aumônier.

Aujourd'hui, dans le pays libéré, le clergé polonais après 5 années d'épreuves, prend une part non moins active à la reconstruction du pays. Il apporte son concours à l'administration du pays et aide à la réalisation de la réforme agraire. Ainsi, par exemple, la Commission de la réforme agraire de la voïevodie de Rzeszow a mené ses travaux sous la présidence de l'abbé Borowiec.

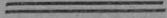
Mais, au-delà de ces raisons, la décision du gouvernement constitue une réponse de la civilisation et de la tolérance démocratique à la barbarie fasciste qui, dans sa haine de toutes les valeurs humaines, a mis à l'index la doctrine et la morale chrétiennes. Les assassins des millions de Polonais, de femmes et d'enfants n'ont pas épargné l'Église catholique, ils s'y sont même acharnés avec une férocité particulière. Hitler qui a juré d'anéantir la culture polonaise, ne tarda pas de s'apercevoir qu'après la destruction de toutes les institutions culturelles polonaises, des universités, écoles et bibliothèques, l'Église était devenue le dernier refuge de la langue, de l'esprit et de la conscience polonaise. Et c'est pourquoi, toutes les associations catholiques, toutes ses institutions, et parmi elles l'Université catholique de Lublin rouverte après la libération, ont été à leur tour détruites. Toutes les églises furent pillées. Le célèbre monastère de Jasnagora —

sanctuaire national de la Pologne — a été transformé en siège de la Gestapo. La cathédrale de Wawel à Cracovie fut pillée de ses trésors et reliques nationales, chers aux Polonais.

Les « Cahiers du Témoignage Chrétien » dans ses numéros 13 et 14 de l'année 1943, en pleine clandestinité, ont montré au monde un tableau bouleversant des persécutions religieuses en Pologne. De nombreux évêques furent arrêtés et condamnés à mort; tout contact avec les fidèles a été rendu impossible; les biens, palais, sièges des évêques ont été pillés et occupés, les archives dérobées, les prêtres massacrés. A Varsovie, 400 ecclésiastiques ont été enfermés dans des camps de concentration et torturés. Certains diocèses ont perdu jusqu'à 50 % de leurs prêtres. Plusieurs milliers d'ecclésiastiques meurent lentement dans les camps de concentration d'Oswiecim, Gahran, Oranienburg, Sachsenhausen, Dachau. Dans ce dernier camp se trouve toujours le prêtre Cegiëlka, chef de la mission catholique polonaise à Paris. De leur côté, les moines étaient soumis aux mêmes persécutions et tortures. Plus terrible encore — dans la mesure où cela est possible — est la situation des ecclésiastiques dans les parties de la Pologne directement rattachées à l'Allemagne. Dans le diocèse de Chelmno, qui comptait en 1939, 649 prêtres et 200 séminaristes, la presque totalité des ecclésiastiques a été littéralement exterminée. Dans ce diocèse, qui comptait 313 presbytères, on ne compte plus, à l'heure actuelle, que 30 prêtres amenés d'Allemagne occidentale. Dans le diocèse de Plock, l'évêque Julian Nowowiejski a été torturé à mort, le 28 mai 1941; son collaborateur, le prêtre Léon Hetmanski et tous les prélats sans exception ont subi le même sort. Sur 342 ecclésiastiques du diocèse, 150 ont été assassinés, les autres sont enfermés dans des camps de concentration. Dans les diocèses de Gniezno et de Posen, 25 prêtres sur 1.070 sont encore en liberté! Il est vrai que parmi les victimes, 600 sont encore « en vie » dans les camps de concentration. Les 200 moines du diocèse ont été tous déportés, la plus grande partie en ont été assassinés.

Le Gouvernement Provisoire fait établir actuellement une statistique des ecclésiastiques assassinés ou déportés et des dommages subis par l'Eglise.

Les épreuves endurées par l'Eglise, son rôle passé et celui qu'elle est encore appelée à jouer, ont inspiré la décision du gouvernement qui considère qu'un problème d'une importance pareille ne saurait être résolu que par les représentants de la nation tout entière. Ceux-ci se prononceront définitivement à l'Assemblée Constituante, en donnant à ce problème une solution équitable qui tiendra compte à la fois de la situation particulière de l'Eglise polonaise et des considérations d'ordre économique et social.



Dans les régions libérées

L'Armée Polonaise.

La nouvelle armée polonaise qui combat, aux côtés de l'Armée Rouge, pour la libération du pays, compte à l'heure actuelle 300.000 hommes. Suivant les chiffres données par son commandant en chef, le général Rola-Zymierski, dans un discours prononcé le 2 janvier 1945 — 10 divisions blindées, 10 divisions d'infanterie et des unités autonomes d'aviation, d'artillerie et de génie composent cette armée. Elle est encadrée par 30.000 officiers auxquels viendront s'ajouter bientôt 15.000 autres actuellement à l'instruction.

L'armée polonaise est entièrement motorisée et dotée de l'armement le plus moderne; elle dispose d'abondantes armes automatiques. L'état de motorisation de cette armée de 300.000 hommes est plusieurs fois supérieur à celui de l'armée polonaise tout entière en 1939.

L'Industrie.

L'industrie pétrolifère des territoires libérés atteint déjà 75% de la production d'avant-guerre. L'exploitation des 1144 puits de pétrole et 25 puits gazifères couvrent entièrement les besoins de l'agriculture, de l'industrie, des parets automobiles, déjà considérables, et en partie ceux de l'armée. La production augmente de jour en jour. De nombreux travaux de forage sont exécutés. Le forage de 40 nouveaux puits est actuellement en cours.

Un laboratoire de recherches scientifiques ainsi qu'un Institut de Géologie viennent d'être créés à Krosno. L'Institut de Géologie est appelé à former des cadres techniques. Il procédera aux forages et recherches et fera des essais de perfectionnement technique. L'Institut se propose de faire paraître une revue spéciale et d'ouvrir une Faculté de Géologie dans une des universités.

L'Instruction Publique.

— A l'ouverture de l'année scolaire, le 1^{er} septembre 1944, presque toutes les écoles étaient ouvertes. 700.000 enfants fréquentent les écoles communales où 12.000 ins-

tituteurs ont repris leur enseignement. Les lycées comptent 30.000 élèves et 1500 professeurs.

« Nous reconstruirons une ville fière et magnifique ».

A l'occasion d'une réunion organisée à Varsovie pour célébrer la libération de la capitale, M. Osobka-Morawski, président du Conseil a prononcé l'allocution suivante :

« Citoyens, Polonais de l'émigration, peuples démocratiques du monde entier ! Nous pouvons de nos propres yeux voir aujourd'hui l'œuvre des bandits allemands — les ruines et les décombres de notre capitale. Les mots ne suffisent pas pour dire sa misère. Les mots ne suffisent pas pour flétrir les crimes allemands.

Les 3/4 de la ville sont en ruines. Pas une maison qui n'ait été endommagée. Pour réprimer le soulèvement, les criminels allemands brûlaient ou faisaient sauter à la dynamite les maisons, l'une après l'autre. Ils devront réparer le mal accompli, ils devront, eux ou leurs compatriotes, travailler sur les décombres de Varsovie jusqu'à ce qu'une ville nouvelle, fière et magnifique soit reconstruite.

Général Bor-Komorowski, je ne sais si vous entendez mes paroles. Le peuple de Varsovie, la nation polonaise tout entière vous maudit pour avoir provoqué le soulèvement. Ce n'est pas pour l'amour de la Patrie que vous l'avez fait, mais pour sauvegarder le pouvoir du gouvernement responsable du désastre de septembre 1939, du gouvernement qui a trahi la nation, du gouvernement émigré de Londres.

Mais vous, Messieurs les émigrés de Londres, vous m'entendez certainement. Le peuple polonais vous rend responsables du crime de Bor, au même titre que lui, car c'est sur votre ordre que le crime a été pétré.

L'Armée Rouge, sous le commandement de son grand chef, le maréchal Staline, en une offensive soigneusement préparée, a porté à l'ennemi un coup si puissant qu'il n'a pu maintenir ses positions un seul jour; il a été forcé de reculer. Grâce à cette

offensive foudroyante, d'autres villes et territoires pourront être épargnés.

L'Armée Polonaise a pris une part active à la libération de Varsovie, aux côtés de l'Armée Rouge. Au cours de ces combats, le soldat polonais a donné une preuve de plus de son courage et de son héroïsme, couvrant d'une nouvelle gloire le drapeau polonais.

Héroïques habitants de Varsovie, le gouvernement polonais fera tout ce qui est en son pouvoir pour vous venir en aide, pour reconstruire votre ville.

Vive la vaillante armée polonaise!

Vive la Pologne libre, forte, indépendante et démocratique!

Le gén. Zeligowski désapprouve l'auteur du soulèvement de Varsovie.

Suivant un communiqué de Londres, le général Zeligowski, président du Conseil de l'Ordre « Virtuti Militari » a repoussé la proposition du président Raczkiewicz de décerner la croix Virtuti Militari à Bor-Komorowski pour l'insurrection de Varsovie. Le général Zeligowski a renoncé à la suite de cet incident à ses fonctions de président de l'ordre Virtuti Militari.

Le général Zeligowski, ancien député, ancien membre de la « Sanacja », fut un des compagnons d'armes les plus proches du maréchal Pilsudski. Faisant preuve d'une clairvoyance particulière, il désapprouva publiquement la politique poursuivie par le « gouvernement » émigré de Londres. Au début de 1944, il fit une déclaration qui, refusée par la radio polonaise de Londres, a été diffusée par la radio tchèque. Il y fit le procès de la politique « criminelle » de ce gouvernement en avertissant les Polonais du danger qu'elle présentait pour la Nation polonaise.

Manifeste du Gouvernement Provisoire aux populations des régions libérées.

Après son installation à Varsovie, le Gouvernement Provisoire de la République Polonaise a publié un manifeste aux populations des régions libérées, dont nous citons quelques passages :

« Frères! Le Gouvernement Provisoire de la République Polonaise vous salue sur la terre libérée de la Pologne renaissante. Unissons nos efforts, travaillons avec abnégation et luttons afin de hâter le jour où tout le territoire polonais sera nettoyé de l'ennemi hitlérien. Le jour approche où, aux côtés des forces alliées victorieuses,

l'armée polonaise entrera à Berlin. Le jour approche où les terres immémorables polonaises, spoliées et germanisées par les Allemands, nous seront restituées, où le soldat polonais reprendra les territoires qui relieront notre pays à la mer Baltique. Le mur s'est écroulé qui, six mois durant, vous séparait des Polonais des régions libérées qui sur un sol libre édifiaient l'Etat démocratique polonais.

« Compatriotes et frères! En six mois, le Comité polonais de Libération Nationale, constitué par le « Conseil National de l'Intérieur », autorité représentative de la Nation, s'appuyant sur la Constitution de 1921, a réalisé une grande œuvre en unifiant les Polonais de toutes opinions politiques dans leur combat contre les Allemands. S'appuyant sur la coalition des quatre partis démocratiques : les partis populiste, ouvrier, socialiste et démocrate, il a organisé la résistance armée de la Nation, il a mis sur pied une armée qui, aujourd'hui, écrase les Allemands en vengeant sur eux les camps d'Auschwitz, Tremblinka et Majdanek. La participation de l'armée polonaise à la prise du bastion de Varsovie, capitale de la Pologne, porte au loin la glorieuse renommée des armes polonaises. Le Comité polonais de Libération Nationale a réformé l'Etat qui s'appuie sur les Conseils populaires régionaux, municipaux et de district. Cette représentation démocratique du peuple, au service de tous les Polonais, a réalisé le rêve séculaire du paysan polonais. En liquidant les grandes propriétés foncières, il a permis que, dès cette année, des centaines de milliers de paysans petits propriétaires et d'ouvriers agricoles travaillent leur propre terre pour le plus grand bien de la paix intérieure. Le Comité de Libération Nationale a relevé des ruines la vie économique, ranimé les entreprises, soumis à la gestion de l'Etat les biens ennemis et ceux des traîtres, mis un terme à la spéculation, organisé le ravitaillement, assuré à tous les Polonais du travail et des conditions de vie humaines, entouré de sollicitude ouvriers et fonctionnaires, garanti la journée de huit heures, rétabli la prévoyance sociale, reconstitué les syndicats professionnels, donné aux représentants des salariés la possibilité d'exercer un contrôle sur les conditions de travail et l'établissement des salaires. Le Comité de Libération Nationale a ouvert aux ouvriers, paysans, travailleurs intellectuels l'accès des postes de l'Etat, du corps des officiers, des écoles, de la science. Il a rendu aux paysans, aux artisans, aux commerçants, aux industriels, aux institutions sociales et aux Eglises les biens pris par les Allemands. Il a assuré la liberté

du commerce entre la ville et la campagne, facilité l'initiative privée. Il a doublé le nombre des écoles dans l'intérêt des millions d'enfants polonais. Il a reconstitué les écoles secondaires et professionnelles, il s'est appliqué à créer de nouveaux foyers de culture, de science et d'art polonais, détruits sans pitié par l'occupant. Il a garanti la liberté complète de la parole et de la presse, assuré aux Eglises une liberté entière d'action, réformé l'organisation de la justice en Pologne, rétabli les Cours d'Assises, châtié les agents allemands et les traîtres à la cause nationale, fait exécuter publiquement la sentence capitale prononcée contre les bourreaux hitlériens du camp de la mort de Majdanek. »

Le manifeste donne ensuite un bref historique de la transformation du Comité en Gouvernement Provisoire, qui demeurera au pouvoir « jusqu'à ce que le peuple, par des élections générales, proportionnelles, directes et secrètes, constitue la Diète législative ». Il stigmatise le gouvernement émigré de Londres et ses émissaires dans le pays qui essaient, en vain, de troubler la reconstruction de la Pologne, puis fixe les grandes lignes de la politique qu'il entend poursuivre :

... « Compatriotes et frères! Au nom de la République Polonaise, le Gouvernement provisoire assume l'exercice du pouvoir dans les régions libérées. Nous apportons à tous la liberté, la terre aux paysans, du travail et des conditions de vie humaines aux ouvriers et aux intellectuels. Nous apportons la science à vos enfants, nous vous apportons la liberté de la parole et des croyances. Nous garantissons le retour des biens volés par les Allemands. Nous vous donnons l'assurance de châtier les traîtres et les bourreaux. Nous venons, pleins d'une volonté ardente de reconstruire le pays, de reconstruire Varsovie et de créer une Pologne libre et démocratique, une Pologne placée dans les premiers rangs des peuples slaves, une Pologne liée par une alliance fraternelle à sa voisine, l'Union Soviétique, une Pologne unie par des liens d'amitié avec l'Angleterre, les Etats-Unis, la France et toutes les nations alliées du monde. »

... Frères, Compatriotes! Tendez toutes vos forces pour en finir avec l'ennemi, pour libérer votre patrie. Coopérez avec les troupes polonaises et l'Armée Rouge, qui ne ménagent ni leur vie ni leurs efforts pour libérer la Pologne. Formez les Conseils Nationaux!

Les procédés de la radio polonaise de Londres.

Polpress, 13. I. — La radio polonaise de Londres a déformé, de façon inqualifiable, les relations de deux correspondants étrangers à Lublin, le journaliste américain Lawrence et le journaliste français Jean Champenois. A ce sujet, M. Lawrence a déclaré : « Mon attention a été attirée par une émission polonaise de Londres qui, à des fins de propagande contre le gouvernement de Lublin, s'était servie d'un article que j'avais lu à la radio de Lublin. La déclaration qui m'est attribuée est composée de citations arbitrairement raccordées et extraites d'un contexte abondant. Mon article dans son intégrité donnait pourtant, il me semble, une image fidèle de la vie en Pologne libérée. »

De son côté, M. Jean Champenois a protesté en ces termes : « J'ai été surpris d'apprendre que la radio du gouvernement émigré de Londres, en commentant mon allocution à la radio de Lublin, m'a prêté des paroles que je n'avais pas prononcées. On m'a attribué, en effet, une information se-

lon laquelle les membres de l'Armée Intérieure étaient arrêtés en masse en Pologne libérée, alors que j'avais dit en réalité quelque chose d'absolument différent. J'avais déclaré qu'en Pologne, comme dans tous les autres pays démocratiques du monde, on arrêtrait seulement les déserteurs et des saboteurs au service des Allemands. J'ai rencontré à plusieurs reprises un grand nombre d'anciens officiers de l'Armée Intérieure (« Armia Krajowa ») qui servent actuellement dans l'armée polonaise, ou qui du moins ne cachent pas leur passé. Ayant été, durant de longues années, correspondant à l'étranger, je connais bien les procédés de falsification en usage dans les milieux gouvernementaux polonais avant 1939. Aussi, je ne m'étonne pas de ces procédés de leurs successeurs. »

L'opinion publique polonaise est indignée de ces méthodes de polémique qui servent, en fin de compte, les Allemands et donnent au monde une image fautive de la Pologne.

COMITÉ POLONAIS DE LIBÉRATION NATIONALE EN FRANCE

20, av. Rapp, Paris (7^e)

SERVICE DE DOCUMENTATION

N° 6

15 Février 1945

SOMMAIRE

1. La déclaration de la Conférence des Trois concernant la Pologne	3
2. Vers une coopération pratique de la France et de la Pologne	4
3. La reconnaissance par la Tchécoslovaquie du Gouvernement Provisoire de la République Polonaise	5
4. L'indépendance de la Pologne	6
5. La nouvelle Armée Polonaise	8
6. La « pensée politique » de M. Arciszewski	11
7. En Pologne libérée	13
8. Réception en l'honneur de M. Jedrychowski, représentant en France du Gouvernement Provisoire Polonais	15

PP 3831

Déclaration de la Conférence des Trois, concernant la Pologne

En tant que patriotes polonais et démocrates nous saluons la ferme attitude des trois Puissances Amies décidées à mettre tout en œuvre pour l'écrasement rapide et définitif de l'Allemagne hitlérienne, condition indispensable de notre pleine résurrection nationale.

La déclaration commune des Puissances Amies **consacre la volonté de la Nation Polonaise** qui s'est donnée elle-même **un Gouvernement Provisoire démocratique**, prêt à accueillir dans son sein les éléments anti-fascistes de l'émigration, **au nom d'une large unité nationale**. Ainsi disparaît l'équivoque permettant au groupe d'émigrés antidémocrates de semer le trouble au grand préjudice de l'Etat polonais et des Nations Unies.

Le reconnaissance du droit de notre pays, si cruellement éprouvé par l'invasion hitlérienne, à recouvrer les anciennes terres polonaises à l'Ouest, de même que le règlement démocratique du problème des frontières orientales, nous autorisent à espérer une Paix stable, basée sur l'union des forces, capables d'étouffer en commun toute velléité de revanche germanique.

La Pologne unie et renforcée par la confiance des Alliés saura augmenter encore son effort de guerre pour contribuer à la victoire commune et à la paix de demain.

Nous sommes venus à cette conférence de Crimée, résolus à aplanir les différends qui nous séparaient sur la question polonaise. Nous avons discuté à fond tous les aspects de cette question. Nous réaffirmons notre désir commun de voir établir à nouveau une Pologne forte, libre, indépendante et démocratique. A la suite de ces discussions, nous nous sommes accordés sur les conditions dans lesquelles le nouveau gouvernement provisoire polonais d'unité nationale peut être constitué de manière à être reconnu par les trois grandes puissances.

L'accord auquel nous sommes parvenus est le suivant : une nouvelle situation a été créée en Pologne à la suite de la libération totale de ce pays par l'Armée rouge. Cette situation rend nécessaire la création d'un gouvernement provisoire polonais ayant une base plus large qu'il n'était possible avant la libération récente des régions occidentales de la Pologne. Le gouvernement provisoire qui fonctionne actuellement dans ce pays doit donc être réorganisé sur une base démocratique plus large de façon à inclure les chefs démocratiques résidant en Pologne et ceux qui se trouvent à l'étranger. Ce nouveau gouvernement devrait donc s'appeler « Gouvernement polonais provisoire d'unité nationale ».

Quand le Gouvernement provisoire polonais d'unité nationale aura été constitué selon ces principes, le gouvernement de l'U.R.S.S., qui entretient présentement des relations diplomatiques avec le Gouvernement provisoire

BDIC

actuel de la Pologne, le gouvernement de la Grande-Bretagne et le gouvernement des Etats-Unis établiront des relations diplomatiques avec le nouveau Gouvernement provisoire d'unité nationale et échangeront avec lui des ambassadeurs dont les rapports permettront aux gouvernements respectifs de se tenir au courant de la situation en Pologne.

Les trois chefs de gouvernements considèrent que la frontière orientale de la Pologne doit suivre la ligne Curzon dans son ensemble, avec dans certaines régions quelques rectifications allant de cinq à huit kilomètres en faveur de la Pologne. Ils reconnaissent que ce pays doit bénéficier d'un substantiel accroissement de territoire au Nord et à l'Ouest. Ils ont le sentiment que le nouveau gouvernement provisoire polonais d'unité nationale doit être consulté par la suite sur l'étendue de cet accroissement territorial, et que le tracé final de la frontière occidentale de la Pologne ne pourra être fixé qu'à la conférence de la paix.

Vers une coopération pratique de la France et de la Pologne

Dans leur marche victorieuse à travers la Pologne et l'Allemagne l'Armée Soviétique et l'Armée Polonaise ont libéré un grand nombre de Français prisonniers de guerre ou déportés civils ; selon la récente déclaration de M. Frenay, leur nombre dépasse déjà 100.000.

Sur les territoires polonais ce sont, comme il est naturel, les autorités polonaises qui, en accord étroit avec les autorités militaires soviétiques et M. Fouché, représentant du Gouvernement Français auprès du Gouvernement de Varsovie, s'occupent du sort des Français libérés. L'Administration polonaise établit à leur intention des camps de rapatriement où elle leur assure les meilleures conditions possibles (hébergement, ravitaillement, soins médicaux) jusqu'au moment de leur départ pour la France. Malgré la misère qui règne dans le pays dévasté, les Polonais témoignent à leurs frères Français leur plus vive sollicitude.

De même que ces Français en Pologne, il y a en France des Polonais qui attendent avec impatience l'heure du rapatriement. Il s'agit notamment de ceux qui ont été déportés par les Allemands pour travailler ici, ainsi que de ceux incorporés de force dans l'armée nazie. Comme des Français qui, se trouvant en Pologne, se sont joints aux partisans polonais, une partie des Polonais déportés en France a pris le maquis pour lutter contre l'ennemi commun. Les autres ont été libérés par l'avance des armées alliées en France. Il y a aussi les nombreux Polonais arrivés en France après la débâcle polonaise de 1939. L'immense majorité de cette émigration que les hasards de la guerre ont fait échouer en France désire ardemment retourner en Pologne — désir compréhensible, rendu plus pressant par la précarité de leur situation actuelle, exploitée souvent par des éléments troubles.

L'opinion polonaise verrait avec grande satisfaction des dispositions prises par le Gouvernement Français en accord avec le Gouvernement de Varsovie en vue de l'hébergement et du rapatriement des déportés polonais se trouvant en France.

Ces mesures en faveur de nos compatriotes apporteront une importante contribution à la solution d'un des graves problèmes suscités par la guerre et constitueront sur la base d'une réciprocité confiante, le premier jalon vers la coopération pratique de nos deux gouvernements.

La reconnaissance par la Tchécoslovaquie du Gouvernement Provisoire Polonais

La reconnaissance du gouvernement provisoire polonais par le gouvernement de la République Tchécoslovaque marque une étape logique et naturelle de l'évolution politique de l'Europe de demain qui est en voie de se former ; elle est aussi un grand pas en avant vers une coalition des nations slaves.

En effet, le traité d'alliance conclu entre l'Union soviétique et la République Tchécoslovaque, le 13 décembre 1943, et dirigé contre le retour offensif du germanisme prévoyait l'adhésion de la Pologne.

Le « gouvernement » de Londres n'a pas su, ni voulu s'associer à ce pacte slave qui constitue, à la lumière des événements, la garantie principale de l'existence et de la sécurité de la Pologne. Le gouvernement de Varsovie soucieux des intérêts de la nation considérait toujours cette alliance comme nécessaire.

Or, si aujourd'hui la Tchécoslovaquie, après l'Union Soviétique établit des relations diplomatiques normales avec la Pologne nouvelle, il y a tout lieu d'espérer que le pacte des trois nations slaves deviendra, dans un bref délai, une réalité. Toutefois, cette alliance n'aura rien de commun avec l'ancien panslavisme tsariste, car les nations qui le concluent gardent leur souveraineté nationale et une indépendance entière.

L'opinion française accueillera sans doute favorablement l'établissement des rapports diplomatiques — signe précurseur d'une entente étroite — entre les deux nations sœurs, épaulées par la puissante Union Soviétique et tournées vers la France à laquelle elles sont toutes deux unies par tant de liens traditionnels.

Il est évident que la future entente polono-tchéco-soviétique supprimera toute possibilité d'un conflit entre Slaves, qui pourrait être mis à profit par les Allemands, dans le but d'une revanche éventuelle ; elle constituera une digue solide contre le danger germanique.

La stabilité de l'Europe Orientale ainsi réalisée sera de la plus haute importance pour la sécurité de la France et pour les engagements qu'elle a contractés avec ses alliés de l'Est.

En établissant des relations diplomatiques avec le Gouvernement Provisoire polonais, le gouvernement tchécoslovaque a fait preuve de son sens des réalités et de ses sentiments d'amitié envers la Pologne. Il reconnaît que la nation polonaise s'est donnée un gouvernement qui la représente toute entière et qui seul possède le pouvoir réel ; le gouvernement de M. Benès a ainsi rompu avec la fiction qui consiste à reconnaître le « gouvernement » émigré ne représentant rien et n'ayant aucune influence sur la politique du pays.

Dorénavant l'animosité agressive qui régnait dans les milieux dirigeants polonais de 1939 envers la Tchécoslovaquie fera place à une coopération amicale des deux peuples ; comme gage de cette amitié le gouvernement polonais restituera à la Tchécoslovaquie les territoires qui lui ont été arrachés par M. Beck lors de son partage à la suite de Munich.

Cette coopération qui s'étendra également au domaine économique permettra, grâce aux efforts conjugués de l'industrie polonaise de la Haute Silésie et de l'industrie tchécoslovaque, la rapide reconstruction des régions dévastées et l'élevation du niveau de vie des masses paysannes de l'Europe orientale.

BULIC

L'indépendance de la Pologne

La Pologne renaissant aujourd'hui de ses cendres a le souci légitime de s'assurer désormais des bases géographiques, économiques et politiques qui garantiraient son indépendance véritable.

L'Etat polonais, dont les frontières naturelles à l'Ouest, ont été, vers l'an mil, le point de départ historique, est né et s'est forgé dans la lutte des Slaves contre les invasions germaniques. Aussi la poussée vers l'Est, sous l'impulsion des magnats polonais, poussée ayant pour contrepartie nécessaire l'abandon des frontières occidentales, signifiait-elle une capitulation devant le germanisme. Les Germains ne tardent pas, en effet, d'envahir les régions de l'Ouest, d'intérêt vital pour l'Etat polonais, et lui barrent en particulier l'accès à la mer.

D'autre part, cette poussée vers l'Est ne servait que les intérêts particuliers des grands réodaux, faisant accroître leur puissance et entravant par cela même la formation d'un fort pouvoir central — base de l'Etat moderne.

La politique d'expansion vers l'Est mena donc, directement et indirectement, à la désagrégation de l'Etat, à la fin de l'indépendance polonaise.

Or, malgré ces leçons du passé, on voit la politique de la Pologne ressuscitée en 1918, suivre dans la période de l'entre-deux-guerres la même orientation : capitulation devant l'Allemagne à l'Ouest, rêves de colonisation à l'Est. Cette orientation s'inspirait en effet toujours de la même source. Le pouvoir réel appartenait à une poignée de grands féodaux qui confondaient les intérêts de leur caste avec ceux de l'Etat.

C'est encore cette politique qui est responsable de la catastrophe de 1939, qui, elle non plus, n'apprit rien aux réactionnaires polonais émigrés à Londres. Abusant de la confiance et de l'hospitalité des Alliés, ils se sont efforcés de représenter leurs intérêts de groupe comme l'expression des aspirations de la nation polonaise.

Ils continuaient, en fait, la politique de capitulation devant le germanisme, apparaissant cette fois sous une forme plus brutale que jamais — le germanisme d'Hitler — qui s'était proposé d'anéantir la nation polonaise. Aveuglés par leurs sentiments antisoviétiques, craignant la perte de leurs privilèges, ils travaillaient pour « le roi de Prusse » jouant fatalement le rôle de 5-ème colonne au sein des Nations Unies. Leur activité, en effet, servait mieux les Allemands que ne l'aurait fait un gouvernement à leur solde.

Nous avons pu voir dernièrement jusqu'où pouvait aller l'aberration et l'aveuglement de ces hommes parachevant leur rupture complète avec la Nation qu'ils se targuent de représenter.

Au lendemain de la libération de Varsovie et de Cracovie, au moment, où les Polonais du monde entier communient dans la joie pour fêter la libération de leur pays, certains journaux polonais en France sous l'obédience des émigrés de Londres trouvent opportun de paraître *encadrés de noir*. L'année 1945, qui apporte à la Pologne la libération, est proclamée par « la Sanacja » — année de

deuil national sous prétexte de commémorer le 150-ème anniversaire du dernier partage de la Pologne.

Cette attitude est l'aboutissement logique de la politique antinationale menée par les émigrés de Londres. En proclamant le deuil national, les réactionnaires polonais pleurent en réalité la fin de leur pouvoir féodal, dont la Pologne nouvelle est en train de se libérer. L'indépendance de la Pologne, la « civilisation occidentale » qu'ils prétendent menacées, se confondent pour eux avec leurs intérêts particuliers.

Mais il va de soi, que la vraie indépendance de la Pologne n'est pas celle-là.

La Pologne, se dégageant des entraves semi-féodales, se tourne à nouveau vers l'Ouest et reprend ainsi le chemin de sa grandeur et de l'épanouissement de sa vie nationale.

Ce changement décisif de la politique de l'Etat polonais est inséparable des réformes intérieures. La Pologne nouvelle, secouant l'influence des « junkers » polonais, renonce à la politique d'expansion vers l'Est pour rétablir des relations d'amitié avec sa grande voisine slave, la Russie nouvelle, dont le concours lui a permis de se libérer du joug allemand.

Ainsi prend fin le mythe créé à dessein par certains milieux réactionnaires, selon lequel l'indépendance nationale de la Pologne était inséparable de la politique antisoviétique.

Le retour à la Pologne des terres occidentales, de la Silésie, de la Poméranie et de la Prusse Orientale d'un côté et d'autre part l'établissement de relations pacifiques et amicales avec ses voisins de l'Est, constituent un tournant historique définitif. La Nation polonaise verra ainsi assurée sa véritable indépendance politique et économique et ne deviendra plus jamais l'enjeu des intérêts égoïstes d'une caste.



La nouvelle Armée Polonaise

Des dépêches d'agence ont annoncé la participation à la libération de Varsovie et à la marche victorieuse au-delà de l'Oder, de la nouvelle Armée Polonaise. En septembre 1939, l'Armée Polonaise a été écrasée par la Wehrmacht ; aujourd'hui, l'armée allemande est poursuivie par les troupes polonaises qui foulent déjà le sol du Reich hitlérien.

On sait que la brigade blindée polonaise les « Héros de la Vistule » et la 8^{ème} division d'infanterie (« Thadée Kosciuszko ») étaient à l'avant-garde des troupes qui ont libéré Praga. D'autre part, l'audacieuse manœuvre du maréchal Joukow qui consistait à contourner la capitale de Pologne, est partie de la tête de pont au confluent de la Pilica et de la Vistule, tenue depuis l'été dernier par les II^e et III^e divisions d'infanterie polonaise.

C'est ainsi que, par sa présence armée sur le front de l'Est, la nation polonaise affirme sa souveraineté reconquise.

Le noyau de l'Armée Polonaise placée sous le commandement suprême du général Rola-Zymierski, est formé par les anciens combattants de la résistance intérieure des années 1939-45, auxquels se sont jointes les unités formées sous les auspices de l'Union des Patriotes Polonais en URSS et des soldats et officiers émigrés qui affluent des autres pays en nombre toujours grandissant. Au début de la récente offensive soviéto-polonaise, l'Armée Polonaise comptait, aux dires des correspondants étrangers, environ 300.000 hommes. Un tiers de ces effectifs étaient venus d'URSS sous le commandement du général Berling qui s'est mis sous les ordres du chef de la Résistance armée en Pologne même, le général Rola-Zymierski. L'appel sous les drapeaux de quelques classes et l'ouverture des engagements volontaires dans les régions libérées en été dernier avaient suscité une telle vague d'enthousiasme que, bientôt, l'enrôlement des volontaires dut être interrompu, dans l'attente de nouvelles armes et de la sortie de nouveaux cadres des écoles militaires. D'après les renseignements fournis par les agences à la libération des régions occidentales de la Pologne l'Armée Polonaise doit atteindre 1 million dans un bref délai *).

Nous avons donc devant nous une armée dont les effectifs se composent de trois éléments différents :

1) les soldats de l'Armée Populaire (résistance intérieure) auxquels se sont joints une grande partie des officiers et soldats de l'Armée Intérieure (contrôlée par le « gouvernement » de Londres).

2) Les engagés volontaires et les conscrits des quatre classes mobilisées récemment ;

3) Les cent mille soldats polonais venus d'URSS, aguerris par un an et demi de combats aux côtés de l'Armée Rouge.

*) Le lecteur trouvera l'historique de ces deux mouvements de la résistance dans le supplément au présent numéro, consacré à la tragique insurrection de Varsovie.

B.D.I.C.

Cet amalgame d'éléments du maquis, de combattants d'une armée régulière, des masses de conscrits et volontaires rejoignant le rang au fur et à mesure de la libération du territoire, donne à la nouvelle Armée Polonaise un élan et une force offensive dignes des ses meilleurs prédécesseurs.

La même politique a présidé à la formation des cadres, surtout des cadres supérieurs de la nouvelle Armée Polonaise.

L'ancienne Armée Polonaise d'avant septembre 1939 y est représentée par des généraux et officiers supérieurs comme le gén. Zymierski, le gén. Berling, le gén. Bukojemski etc., auxquels vient de se joindre le doyen des généraux de l'Armée Polonaise, le gén. Szeptycki (frère du métropolitain de Lwow), a qui a été confié un important poste militaire. Un autre groupe d'officiers de carrière, comme le gén. Poplawski, vainqueur de Varsovie, et les généraux Kiniewicz et Korczyk descendants de familles polonaises établies en Ukraine et en Russie Blanche, viennent directement de l'Armée Rouge en vertu d'un contrat semblable à celui qui permit aux officiers français d'origine polonaise d'entrer dans les rangs de l'armée polonaise du général Haller pendant la guerre de 1914-18. Une troisième catégorie d'officiers supérieurs s'est formée dans la lutte clandestine en Pologne même, comme le général Witold, chef de l'état major de l' « Armée Populaire », le colonel Satanowski, le commandant Malysz etc.

Il est intéressant de noter que parmi les officiers de la Résistance Polonaise qui dirigent actuellement la nouvelle armée régulière, un nombre considérable viennent directement de l' « Armée Intérieure » (jusqu'ici aux ordres de Londres). Ces officiers ont refusé d'exécuter l'ordre donné par le gén. Bor-Komorowski de saboter la mobilisation dans les régions libérées. Dès l'entrée de troupes polonaises dans ces régions, ils se sont placés sous les ordres du gén. Rola-Zymierski. On trouve parmi eux un grand nombre de soldats brillants comme le gén. Tarnawa, ancien chef du Corps de Sécurité (organisation formée par le gén. Sikorski et faisant partie de l' « Armée Intérieure »), le colonel Rawicz etc.

Ajoutons à cela d'autres noms, comme celui du gén. Swierczewski, ancien combattant de l'Espagne Républicaine, et nous aurons l'image de la variété des éléments de valeur qui, réunis dans le même élan patriotique, forment les cadres supérieurs de la nouvelle Armée Polonaise.

Quant aux cadres moyens, leur provenance est à peu près la même. De nouvelles promotions d'officiers sont assurées par les écoles spéciales qui englobent des dizaines de milliers de fils d'officiers de carrière, d'intellectuels, d'ouvriers et de paysans polonais. Le nouveau corps d'officiers compte d'ores et déjà 35.000 ; 15.000 autres sont en train d'achever leur instruction. Libres des routines du passé, éduqués dans un esprit de pur patriotisme, ils acquièrent en pleine guerre l'art du combat moderne, basé sur la perfection technique, le maniement des grandes masses et l'initiative personnelle.

On est loin de l'esprit de caste de l'ancienne armée de Rydz-Smigly, armée semi-féodale dont les chefs s'efforçaient de leur mieux d'imposer aux soldats un « drill » à la mode prussienne et le profond mépris de la population civile. Cet esprit a fait place à une union étroite entre la Nation et son Armée Libératrice. Le mode de recrutement du nouveau corps d'officiers dans toutes les couches de la population en est le meilleur garant.

Le général Rola-Zymierski, commandant en chef de l'Armée Polonaise a déclaré au Congrès des Jeunesses Paysannes :

« Il faut comprendre le problème de l'armée démocratique. L'armée doit puiser sa force dans le peuple. Nous ne voulons pas de caste d'officiers, nous voulons des chefs nés dans le combat ».

De cette armée est banni l'esprit chauvin et raciste qui régnait dans l'ancienne armée et qui est entretenu encore parmi les troupes polonaises sous les

ordres des émigrés (on se souvient des procès à Londres qui révélèrent les brigades et les sévices dont ont été victimes des soldats juifs dans l'armée de Sosnkowski).

La nouvelle Armée Polonaise, tout en rejetant les traditions féodales, conserve pieusement tout ce qu'il y a de glorieux dans le passé, ancien et récent, du soldat polonais. Ses divisions d'infanterie portent les noms de Thadée Kosciuszko, de Jean-Henri Dombrowski, de Romuald Traugutt (chef de l'Insurrection de 1863) etc... Sa première brigade d'artillerie a pris le nom du général polonais Joseph Bem, héros de l'indépendance hongroise. Sa première unité blindée se glorifie du nom de « Héros de Westerplatte » (forteresse près de Dantzig, âprement défendue par les Polonais en Septembre 1939) etc...

Tout comme par son esprit, la nouvelle Armée Polonaise se distingue de l'ancienne par sa technique, par le caractère de ses armes.

Dans l'ancienne armée on avait favorisé la cavalerie au détriment des armes mécaniques, en assurant ainsi un débouché permanent aux fermes d'élevage de chevaux des grands hobereaux. Soit dit, entre parenthèses, ceux-ci, liés étroitement avec la caste des officiers supérieurs, avaient le monopole de l'approvisionnement de l'armée.

Actuellement l'Armée Polonaise est devenue une armée vraiment moderne.

La motorisation de cette armée forte de 300.000 hommes, dépasse d'ores et déjà celle des 39 divisions polonaises que possédait l'Armée Polonaise en septembre 1939. Ses principaux moyens de transport sont les « Jeep » et les « Studebakers » américains, bien connus en France. L'aviation polonaise se sert d'excellents appareils soviétiques. Il en est de même pour les unités ultra-modernes de blindés (10 divisions) et d'artillerie polonaises. En ce qui concerne l'infanterie polonaise, dont l'endurance et le mordant légendaires avaient fait des miracles dans les batailles de Kutno et de Varsovie en septembre 1939, elle n'est plus condamnée à périr avec des armes désuètes dans un combat désespéré, en dépit de son héroïsme.

La puissance de feu d'une division d'infanterie polonaise est aujourd'hui plusieurs fois supérieure à celle de septembre 1939.

Il est curieux de noter l'introduction, dans la nouvelle infanterie polonaise, d'une série de nouvelles armes inconnues jusqu'ici, telle la « ruzznica » (nom slave qui désignait il y a trois siècles une arme intermédiaire entre le fusil et le canon), arme antichar portée par 2 hommes très efficace dans le combat. Un autre type d'arme employé par l'infanterie est l'« automatique » (arme intermédiaire entre le fusil et le pistolet automatique) qui a donné lieu à la création d'unités spéciales de « tireurs à l'automatique » qui viennent de prendre le nom historique de « fusiliers ». L'infanterie polonaise compte aussi un nombre considérable de parachutistes, de skieurs, de tireurs d'élite. D'après l'opinion générale l'équipement et l'entraînement de l'infanterie polonaise ne le cèdent en rien à ceux des régiments de garde soviétique qui sont, comme on le sait, les formations d'élite de l'Armée Rouge.

L'Armée Polonaise actuelle n'est qu'un signe précurseur de la puissance de la Pologne future. Mais déjà aujourd'hui le soldat polonais participe activement à la destruction de la machine de guerre hitlérienne. Voilà la contribution que la Pologne nouvelle apporte à la cause commune des Alliés.

Demain cette armée, à laquelle se joindront les soldats polonais qui combattent actuellement sur les fronts méditerranéen et occidental, deviendra la gardienne de l'indépendance et de la sécurité de la Pologne ; elle montera la garde sur l'Oder, pendant nécessaire de la garde française sur le Rhin.

La « pensée politique » de M. Arciszewski

Le 14 janvier 1945 s'est tenue à Lyon une réunion des rédacteurs de trois hebdomadaires de langue polonaise : « La Pologne Libre » (Wolna Polska), « La Tribune du Peuple » (Trybuna Ludu), « La Pologne au Travail » (Polska Pracy). Ces trois journaux déclarent eux-mêmes représenter la politique de M. Arciszewski et de son « gouvernement » d'émigrés. Ils dirigent en commun « L'Édition de la Pensée Politique Polonaise », que nous pouvons donc considérer de plein droit comme étant *l'exposé de la pensée politique* de M. Arciszewski et de son équipe.

Nous faisons grâce aux lecteurs d'une abondante collection d'extraits cueillis dans ces journaux prétendus « socialistes » ou « socialisants » qui font revivre les plus beaux souvenirs de la presse d'oriotiste. Nous croyons cependant utile de confronter quelques déclarations officielles de M. Arciszewski publiées dans toutes les langues, avec ce qui s'écrit *en polonais uniquement* dans les articles « sérieux » de sa presse et dans le credo politique que constituent deux brochures parues en 1945 dans la « Pensée Politique Polonaise ».

Au lendemain de la libération de Varsovie, M. Arciszewski fit une déclaration radiodiffusée dans laquelle il disait notamment :

« ... en tant que socialiste, en tant que président du Gouvernement de la République Polonaise, je tends la main à l'Union Soviétique. Je la tends au nom du Gouvernement, au nom de la Nation Polonaise opprimée, en mon nom propre, ... non pour une réconciliation temporaire, mais pour aboutir à une entente durable et une coopération loyale. »

Cet appel a été publié par le journal « La Pologne Libre » dans son numéro du 28 Janvier. Le même journal écrivait une semaine auparavant :

« Nous ne menons pas la guerre contre l'Allemagne seule. Et notre guerre à nous ne sera pas terminée avec la chute de l'Allemagne. »

« Là également, près de Kaunas et de Smolensk, dans la région de Minsk et dans les immenses espaces de l'Ukraine il y eut des villes et des villages polonais. Il faut y aller comme l'ont fait nos aïeux au temps des rois — prendre ces terres, les organiser, civiliser les peuplades qui y habitent. »

« C'est dans ce but que nous devons créer la force de la Pologne Nouvelle — l'Armée Idéologique, dont la tâche sera d'attaquer lorsque les circonstances le permettront. »

A la même époque « L'Édition de la Pensée Politique Polonaise » diffusait une brochure de M. Mrozkiewicz qui prétend représenter les socialistes polonais en France (il a pris part notamment à la Conférence des socialistes étrangers tenue récemment à Paris). Nous extrayons les passages suivants de sa brochure :

« ... les vues de Roman Dmowski et de ses amis qui avaient entravé en 1920 la marche des armées polonaises vers l'Est — découlaient d'une étroite et non d'une large conception politique. De même Dmowski craignait d'élargir les frontières polonaises à l'Est, redoutant de voir augmenté le nombre des représentants des minorités ukrainiennes et blanc-russienne au parlement polonais... » (p. 10).

« A travers les pays d'Europe Centrale et Orientale on n'entend plus la sonnerie des clairons annonçant la victoire des idées libératrices, mais le murmure sourd de l'esclavage apporté par les impérialismes totalitaires. (p. 12).

« Nous nous souvenons trop bien de ce que presque toutes les frontières

polonaises ont été conquises contre la volonté des puissances alliées, au moyen des faits accomplis à l'appui des armes polonaises. » (p. 13).

« L'organisation par la Pologne du territoire ABC (situé entre les mers Adriatique, Baltique et Noire), rencontrera sans doute une opposition de principe de la part de nos voisins de l'Ouest et de l'Est. » (p. 17).

« Lorsque le Pacte à Quatre eut perdu sa raison d'être, la diplomatie française s'efforça de nous faire entrer, contre notre gré et contre nos intérêts, dans le Pacte Oriental.

« Le Pacte à Quatre et ensuite le Pacte Oriental ont assombri de nuages de plomb l'horizon des relations polono-françaises » (p. 22).

« La France doit se prononcer nettement : met-elle l'alliance avec la Pologne au-dessus de l'alliance avec la Russie ? Car, si des liens politiques s'établissaient entre la France et la Russie, la Pologne serait en droit de craindre que ses intérêts ne soient subordonnés à ceux de la Russie. Le même danger peserait d'ailleurs sur l'alliance polono-anglaise. » (p. 23).

« Déjà aujourd'hui nous voyons la réprobation des conceptions polonaises concernant l'Europe Centrale et Orientale par notre voisin de l'Est. Cette maveillance est due à la crainte de voir le mouvement libérateur de cette partie de l'Europe sous le patronage de la Pologne ne pas rester sans répercussion sur les peuples habitant à l'intérieur de cette prison des peuples qu'est aujourd'hui l'Union Soviétique. » (p. 25).

Nous pensons que ces quelques citations suffisent pour juger de la sincérité des déclarations publiées par M. Arciszewski à l'usage de l'opinion non-polonaise. En même temps il est évident que les idées exprimées par M. Mrozkiewicz ne peuvent avoir rien de commun avec le socialisme et que la fraction de M. Arciszewski n'est « socialiste » que de nom. Le Parti Socialiste Polonais qui s'est épuré lui-même, comme l'a fait, en France la S.F.I.O. est représenté au Gouvernement de Varsovie et participe activement à la formation du nouvel état polonais.

Des idées semblables à celles de M. Mrozkiewicz (qu'on se garde bien d'exposer dans les écrits publiés en langue française) sont développés dans l'autre brochure de « La Pensée Politique Polonaise » due à la plume de M. Stanislas Opolski. Et, comme il se doit, le programme d'un rétablissement du fascisme en Pologne s'accompagne d'un programme raciste que M. Opolski nous expose comme suit, à la page 9 :

« Le problème juif, vu les traits spécifiques de la juiverie, et le grand nombre de juifs en Pologne, accru encore depuis l'occupation, prend une importance particulière. L'influence puissante et négative exercée jusqu'ici par la juiverie dont les ambitions sont souvent pernicieuses aux intérêts de la Pologne, rend nécessaire une solution radicale du problème juif qui doit être tranché aussitôt après la conclusion de la paix.

« L'élément juif qui désorganise la vie sociale et économique de la Pologne et qui, dans l'exploitation des larges couches de la population polonaise, s'inspire de principes inadmissibles, doit être éliminé par voie d'émigration hors des frontières de l'Etat Polonais. »

Nous nous en tiendrons là. Rappelons simplement que le 6 janvier dernier M. Arciszewski déclarait, dans une interview publiée dans l'« Observer » de Londres :

« Tant que je serai Président des Ministres, je suis décidé à appliquer le principe de l'égalité. Un Polonais et un Juif doivent avoir les mêmes possibilités. Les masses juives doivent avoir la possibilité de travailler là où cela leur convient... dans les usines d'Etat ou privées. Ni barrières ni ghettos ne devront exister dans la future Pologne. »

Voilà comment se présente le vrai visage de la politique des réactionnaires polonais, camouflés pour le besoin de la cause en « socialistes ». Se faisant passer devant l'opinion mondiale pour des démocrates du plus pur aloi, ils continuent, entre eux, à s'exprimer dans le langage de l'école de M. Beck.

En Pologne libérée

L'ADMINISTRATION POLONAISE DANS LES TERRITOIRES DE L'OUEST ET DU NORD

Une dépêche de l'Agence « Polpress » du 5 février, fait savoir que l'administration polonaise prend possession des territoires de Prusse Orientale et de Silésie au fur et à mesure de leur libération. Le Président de la République, M. Bierut a déjà désigné les directeurs de l'administration publique polonaise pour ces territoires.

Dès que les opérations militaires le permettront il sera procédé, en Prusse Orientale, au partage des domaines des junkers et à la distribution de la terre aux paysans.

Dans une récente interview, M. Berthold, ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, a déclaré :

« La Prusse Orientale s'étend sur une surface de 232 mille hectares dont 30 % forment les domaines des junkers d'une superficie moyenne de 100 hectares. Les propriétés de plus de 60 hectares occupent 32 % du territoire et les petites exploitations — 38 %.

« Dans les régions d'Olecko, Ostrow et Niborg, il y a 191 moulins, 15 en moyenne dans chaque district. On y trouve aussi 83 laiteries, 61 fermes d'élevage de pores et de renards argentés ainsi que des fermes d'élevage de volaille. Ces terres et ces établissements industriels passeront — déclare M. Berthold — en mains polonaises. Les préparatifs pour la répartition aux paysans polonais des 4 latifundia et 121 domaines des junkers sont déjà faits. »

On procède actuellement en Pologne au recensement des paysans qui désireraient s'établir dans les territoires de l'Ouest. C'est l'Entraide Paysanne qui s'en charge, ainsi que de tous les autres problèmes relatifs à la réalisation de la réforme agraire dans ces territoires.

LES CHEMINS DE FER

Le nœud ferroviaire de Czestochowa est presque intact. Les ateliers, le matériel et les installations n'ont été que partiellement

endommagés. La gare, les ponts de chemin de fer et les voies ferrées ont pu être rapidement remis en état grâce au dévouement des cheminots qui se présentèrent au travail aussitôt après la libération de la ville.

L'important nœud ferroviaire de Dzialdowo à la frontière de la Prusse Orientale est resté intact, seuls quelques bâtiments furent détruits.

Le ministre des communications M. Rabanowski a déclaré que grâce à la rapidité de l'offensive actuelle, les voies ferrées des territoires occidentaux ont relativement peu souffert. L'état du réseau ferré est satisfaisant. Le service des trains locaux autour des villes plus importantes telles que Lodz et Koluszki est déjà organisé. L'extension de ces lignes est conditionnée par la restauration des ponts qui progresse rapidement grâce au travail des génies polonais et soviétique efficacement secondés par les cheminots. Les ponts présentant un intérêt stratégique particulier ont déjà été reconstruits permettant l'acheminement des transports vers le front.

Si les gares de Varsovie ont été rasées, par contre les rails partant de la capitale sont restés en bon état. Nous devons en premier lieu — déclare M. Rabanowski, — remettre en état le nœud de Varsovie et reconstruire les ponts sur la Vistule. Les voies endommagées seront réparées au moyen des rails laissés par les Allemands.

Un train électrique de banlieue assure déjà le service sur la ligne Varsovie-Grodzisk.

Nos chemins de fer ne manqueront pas de charbon, dit le ministre. Nous possédons une importante réserve de charbon dans le bassin minier de Dabrowa et la distribution aux chemins de fer du charbon de Silésie est en voie d'organisation.

L'INDUSTRIE

L'industrie textile de Lodz n'a pas souffert. Quittant en panique la ville, les Allemands n'ont pas eu le temps de détruire les stocks de matières premières et les bâtiments. Quelques grandes usines, dont l'importante Manufacture de Widzew,

avaient été transformées par les Allemands en usines de guerre. Leurs installations sont incomplètes ce qui rend impossible une reprise de travail rapide. Toutes les autres usines textiles vont être remises en marche dans le courant de février.

LA REFORME AGRAIRE

Dans une interview accordée à la presse, le Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire M. Berthold a déclaré :

« Le ministère a déjà envoyé des groupes de choc dans les territoires récemment libérés (région de Kielce, Varsovie, Lodz et Poznan) afin d'y procéder à l'application de la réforme agraire. Ils sont accompagnés d'ingénieurs agronomes et de spécialistes agricoles. Ces groupes ont pour tâche :

1°) la prise en charge et la sauvegarde des grands domaines et l'établissement des listes du cheptel vif et mort ;

2°) la sauvegarde des biens transférés d'autres régions. Ainsi, un de ces groupes assume à Bogoszwow l'entretien des troupeaux de bétail appartenant à l'Etat, qui ont été transférés ici d'autres territoires de la Pologne et dont on évalue la valeur à 7 millions de zlotys.

Des militants des divers partis démocratiques partiront à la campagne afin d'aider à la réalisation de la réforme agraire qui sera parachevée rapidement sur les territoires de l'ancien « Gouvernement Général ». Sa réalisation sera par contre plus lente dans les régions annexées par les Allemands au Reich, étant donné qu'un grand nombre des habitants n'ont pu encore réintégrer leurs anciens domiciles.

Parlant ensuite des conséquences de la réforme, le Ministre fait état de l'augmentation du pouvoir d'achat des paysans là où elle a déjà été réalisée. Actuellement 50.000 exploitations agricoles remplacent les 711 propriétés foncières d'antan. De plus l'application de la réforme concentre entre les mains de l'Union d'Ent'aide Paysanne toute l'industrie agricole dont jusqu'ici disposaient exclusivement les propriétaires fonciers.

LA VIE RELIGIEUSE EN POLOGNE

L'abbé Boruszynski, administrateur du diocèse de Lublin a prononcé une allocution radiodiffusée à l'intention de l'émigration polonaise des Etats-Unis. — « Je

suis heureux de pouvoir parler aux Polonais d'Amérique avec lesquels j'étais en liaison constante avant la guerre par l'intermédiaire de mon ami le dr. Boleslaw Bojanowski, curé de Worchester. Je voudrais transmettre à l'émigration polonaise d'Amérique des nouvelles terrifiantes du vieux monde concernant ce que nous avons vécu pendant cinq années sous le joug des hitlériens dégénérés. L'église catholique a été privée de tous ses droits ; le furror teutonicus régnait surtout dans les diocèses qui avant la guerre se trouvaient sous la domination prussienne. Dans les diocèses de Chelm, Gniezno et Poznan 80 % des ecclésiastiques ont été assassinés. Les diocèses de Wloclawek, Plock, Luck, Czeszochowa et Varsovie ont subi des pertes énormes. Dans le diocèse de Lublin que j'administre actuellement, 67 curés ont été assassinés ; l'évêque du diocèse Fulman et le suffragant Goral ont été déportés et leur trace a été perdue. Environ 80 ecclésiastiques se trouvent encore dans des camps de concentration et nous craignons fort qu'aucun d'entre eux ne nous revienne. Nous avons eu dernièrement des nouvelles concernant de nouveaux massacres massifs accomplis dans les camps de concentration. Lorsqu'en juillet 1944 l'Armée Rouge força le Bug et se rapprocha de Lublin l'enthousiasme gagna le peuple polonais. Nous étions tous convaincus que nous allions enfin et rapidement être libérés du joug du plus dur esclavage. Le 22 juillet Lublin fut pris et l'Armée Rouge avança rapidement jusqu'à Praga. Dès la libération de Lublin fut constitué le Comité de Libération Nationale qui a été transformé le 31 décembre 1944 en Gouvernement Provisoire de la République Polonaise. L'église a recouvré sa liberté. Nos écoles sont ouvertes et l'Université catholique de Lublin fonctionne.

Le clergé se place sur un point de vue apolitique, mais il remplit ses devoirs envers l'Etat en vertu des lois ecclésiastiques et du Concordat conclu avec le Saint-Siège.



Le 30 janvier une messe solennelle a été ordonnée à Cracovie par l'archevêque Mgr. Sapiha, pour célébrer la libération de cette ville et d'autres territoires polonais.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro la suite de l'article : „ La vie politique en Pologne ”.

La réception en l'honneur de M. Jedrychowski,

Représentant en France du Gouvernement Provisoire
de la République Polonaise

L'Association « Amitié Franco-Polonaise » a organisé le 30 janvier 1945, à la Maison des Centraux à Paris, une réception en l'honneur de M. JEDRYCHOWSKI, représentant du Gouvernement Provisoire de Pologne. Parmi les nombreuses personnalités françaises et polonaises qui y assistaient, on remarquait entre autres la présence de M.M. Paul Boncour, d'Astier de la Vigerie, anciens Ministres, André Tolle, président du CPL, Gaston Téssier, secrétaire de la Confédération des Travailleurs Chrétiens, Benoît Frachon, secrétaire de la C.G.T., Pierre Hervé, membre du C.N.R., les professeurs Laugier, du Ministère des Affaires Etrangères, Maurin, recteur honoraire de l'Université de Paris, Mazon, de l'Institut, Cornaert du Collège de France, Francastel de l'Université de Strasbourg.

Le professeur Joliot-Curie, président de l'« Amitié Franco-Polonaise » souhaitant la bienvenue à M. Jedrychowski déclare entre autres : « Nous avons applaudi la décision prise le 31 décembre 1944 par le Conseil National de l'Intérieur, sur la transformation du Comité Polonais de Libération Nationale en Gouvernement Provisoire de la République Polonaise. Cette transformation était naturelle ; elle répondait aux vœux de la nation et l'on peut dire que ce Gouvernement s'appuyant sur la Constitution de 1921 est bien l'expression réelle de la souveraineté nationale. »

Après avoir stigmatisé l'attitude des émigrés de Londres, M. Joliot-Curie rendit hommage aux patriotes polonais qui ont héroïquement combattu aussi bien en France qu'en Pologne.

C'est M. Alphonse Juge qui prend ensuite la parole au nom des démocrates populaires. L'orateur rend un émouvant hommage à la mémoire des innombrables victimes des massacres nazis ; il évoque les ravages et les destructions systématiques, la dispersion savante des familles toute l'interminable liste des crimes allemands dont l'atrocité ne fait que mieux ressortir le triomphe de la Résistance. Mettant ainsi en valeur la puissance du défi lancé aux tortionnaires et l'importance de l'action de résistance du peuple polonais, l'orateur conclut :

« Cette résistance porte en elle l'incomparable bienfait d'ouvrir la voie à la restauration de ses droits et de son prestige. C'est à cette restauration de la Pologne que vont nos vœux ardents et fraternels. Nous aurons demain, comme hier, à travailler en commun. Il s'agira de préserver nos patries du retour des abominations et des turpitudes de la soif de dictature engendrée en Pologne. Je ne crois pas que nous en ayons complètement fini avec le fascisme dont le feu couve encore sous la cendre. L'abominable expérience que nous a imposée le totalitarisme justifie notre intransigeance à ne plus admettre que la démocratie puisse être mise, je ne dirai pas seulement en péril, mais en discussion. »

M. Jacques Duclos prend à son tour la parole au nom du Parti Communiste et après avoir brièvement fait le procès des munichois français et du gouvernement polonais de M. Beck, exprime l'absolue nécessité non seulement d'extirper une fois pour toutes le fascisme, mais aussi de liquider les bases matérielles de l'impérialisme allemand qui a fait d'Hitler et du nazisme l'instrument de sa soif de conquête et de domination. Dans ce but la France libre et la Pologne libre se trouvent de nouveau associées, comme elles seront associées demain, à la Conférence de la Paix sur les bases d'une démocratie véritable.

M. Pierre Cot, ancien ministre, au nom du Parti Radical-Socialiste, salue en

M. Jedrychowski le représentant du Gouvernement Provisoire Polonais auprès du Gouvernement français, et surtout l'envoyé de la Pologne auprès de la nation française : « Notre Gouvernement — dit-il —, est dans une position un peu particulière, puisqu'il vous accueille et qu'en même temps il continue à reconnaître le soi-disant gouvernement de Londres, mais la nation française, elle, n'a pas ces hésitations et ces retards ; c'est vous, et vous seul, qu'elle veut saluer du nom de Représentant du Peuple polonais et de la Pologne libre, parce que c'est vous, et vous seul, qui êtes le représentant non seulement d'un gouvernement provisoire, mais de la nation qui ressuscite aujourd'hui. »

C'est ensuite M. Sangnier, célèbre écrivain catholique, qui, après avoir rappelé sa vieille et fidèle amitié à l'égard du peuple polonais qui a tant souffert et a toujours montré dans ses souffrances comment on peut rester fidèle à l'âme de son pays et au cœur de sa nation s'écrie :

« Nous comptons sur cette Pologne, que nous aimons si chèrement, pour, étroitement unie à la France, travailler à faire briller dans l'Europe et dans le monde, la flamme de l'effort fraternel d'une démocratie conquérante. » Et M. Marc Sangnier exprime sa profonde conviction que la nouvelle Pologne saura être un élément magnifique de la renaissante démocratie du monde.

M. Pascal Copeau, membre de l'Assemblée Consultative et du CNR, représentant le MLN, apporte le salut des Combattants de la Résistance française. Il rappelle combien furent nombreux les Polonais qui participèrent à la lutte pour la libération de la France, et ceci en dépit de l'ordre du soi-disant gouvernement de Londres les enjoignant de s'abstenir d'y prendre part. L'orateur apporte le salut de tous les Français « morts pour Dantzig » peut-être, mais qui sont morts pour la France, pour la Pologne, et pour tous les peuples libres. »

M. Raynaud au nom de la Confédération Générale du Travail espère que le Gouvernement Français reconnaîtra très prochainement le Gouvernement Provisoire de la République Polonaise. Puis, s'adressant au nom des travailleurs français aux travailleurs polonais, M. Raynaud exprime le désir de voir par la constitution d'un Comité Inter-Syndical Franco-Polonais se concrétiser une union anciennement établie ; et il termine en s'écriant :

« Reconnaissance et gloire à ceux qui contribuent si brillamment à finir la guerre et à libérer le monde. Vive la Pologne libre ! Vive le Gouvernement Provisoire de Varsovie ! Vive l'Amitié Franco-Polonaise. »

A la fin de la réception, M. Jedrychowski, Représentant du Gouvernement Polonais à Paris, remercie les représentants de la France démocratique de l'accueil qu'ils lui ont réservé. Il se fait le porte-parole de la profonde amitié que le peuple polonais nourrit pour la France. Cette amitié séculaire découle de l'attachement commun à l'idéal de fraternité et de liberté, ainsi que de la communauté des intérêts vitaux de nos deux peuples, la sécurité de leur existence, leur culture et leur avenir étant sans cesse menacés par les agresseurs allemands. Aujourd'hui, époque de grand tournant historique, les perspectives de collaboration amicale dans les domaines politique, économique et culturel sont plus vastes que jamais, la Pologne démocratique étant plus proche de la France démocratique renouée que ne l'a jamais été la Pologne des dictatures de la Troisième République.

« La nouvelle Pologne démocratique veut baser sa politique sur l'amitié de toutes les puissances de la grande coalition anti-hitlérienne et au premier chef avec ses voisins slaves et son amie traditionnelle : la France. »

Rendant hommage au grand patriote qu'est le Général de Gaulle, M. Jedrychowski dit combien la Pologne qui revendique aujourd'hui ses anciens territoires qui s'étendent jusqu'à l'Oder et la Neiss, territoire qui pendant des siècles ont été réduits en esclavage et germanisés — comprend le désir de la France de garantir sa sécurité sur le Rhin, car la sécurité de la France, comme celle de la Pologne, c'est la sécurité et la paix de l'Europe. Et le ministre termine son allocution en exprimant la plus ferme confiance en l'avenir heureux de l'amitié entre les deux pays.



COMITÉ POLONAIS DE LIBÉRATION NATIONALE EN FRANCE

20, av. Rapp, Paris (7^e)

SERVICE DE DOCUMENTATION

●

SUPPLEMENT AU N° 6

25 Février 1945

SOMMAIRE

1. La tragédie de Varsovie	3
2. L'insurrection à Zoliborz (banlieue nord de Varsovie)	
I. Récit d'un officier de l'Armée Intérieure	12
II. Récit d'un officier de l'Armée Populaire	14

8 P 3831

La tragédie de Varsovie

La libération des ruines de la capitale polonaise par l'Armée Rouge et par l'Armée Polonaise a remis à l'ordre du jour la question de l'insurrection de Varsovie.

Les milieux proches du gouvernement polonais de Londres ont saisi cette occasion pour donner un nouvel éclat à la légende créée par eux autour du général Bor-Komorowski — commandant de l'Armée Intérieure (contrôlée par le gouvernement de Londres) et fauteur de l'insurrection.

Le but de cette campagne est double :

1° en évoquant l'insurrection de Varsovie — ressusciter la propagande mensongère contre l'URSS et la démocratie polonaise;

2° ternir la gloire de la nouvelle Armée Polonaise, qui en coude à coude fraternel avec l'Armée Rouge vient de libérer le pays, et dissimuler au monde la joie ressentie par la Nation à la libération de la capitale.

Or, la libération de la capitale polonaise a permis de voir toute l'étendue de la tragédie qu'a été l'insurrection de Varsovie, et à jeter une pleine lumière sur le rôle qu'ont joué dans cette tragédie les parties en présence.

C'est pourquoi, en publiant aujourd'hui les déclarations de deux défenseurs de Varsovie ayant pris part aux luttes de Zoliborz (banlieue nord de Varsovie), nous croyons utile de les faire précéder d'un aperçu général de l'insurrection.

PRELUDE

Pour exposer la situation telle qu'elle se présente à la veille de l'insurrection — il faut tout d'abord en finir avec une certaine légende répandue par la propagande réactionnaire.

Cette propagande parle, en effet, d'une armée secrète créée par le gouvernement de Londres et restée à ses ordres. Or, il n'y eut, à aucun moment, en Pologne d'armée secrète unifiée ; il existait des organisations militaires rattachées à tel ou autre groupement politique, qui coordonnaient plus ou moins leur action. Nous citerons les plus importantes :

1) La Garde Populaire, organisation militaire créée en 1942 par le Parti Ouvrier Polonais. Ce fut la première et pendant longtemps la seule organisation qui menât la lutte armée contre les Allemands, organisant et dirigeant dans les maquis des groupes de partisans qui sabotaient les transports, attaquaient les convois de détenus politiques, etc...; ce fut elle qui donna une sanglante riposte à l'exécution de 50 patriotes à Varsovie en organisant des attentats simultanés dans plusieurs cafés de Varsovie fréquentés par des officiers allemands. Et lorsque les Allemands, en représailles à ces attentats, imposèrent à la ville une contribution de 1 million de zlotys, ce fut encore la Garde Populaire qui reprit cette somme aux Allemands, en attaquant la Caisse Communale d'Épargne où l'argent avait été déposé. Organisatrice de la lutte active, la Garde Populaire a subi les plus grosses pertes dans ses cadres.

2) Les Milices Ouvrières — organisation militaire du Parti Ouvrier des Socialistes Polonais — le P. P. S. renoué, fondé dans la clandestinité par les socialistes Niedzialkowski, Dubois, Barlicki et Osobka-Morawski. Elle a son actif de nombreux actes de diversion et attentats terroristes contre les Allemands;

3) Les Bataillons Paysans — organisation paysanne de combat, émanant du Parti Populiste. Fortement décentralisée, cette organisation s'était spécialisée dans la lutte contre les réquisitions et contre les expéditions punitives à la campagne.

4) Union pour la Lutte Armée — organisation militaire créée et dirigée par des officiers du « groupe des colonels ». Son activité se limitait à l'instruction de jeunes officiers et au recensement de ses membres ainsi qu'au stockage des armes parachutées par l'aviation alliée.

5) Le Corps de Sécurité — organisation créée par le gouvernement Sikorski et qui se posait comme tâche de protéger la vie des Polonais contre la terreur de l'occupant allemand.

6) L'organisation dite Armée Populaire Polonaise dont le rayon d'action ne s'étendait pas au-delà de Varsovie et de quelques autres centres. Elle émanait des organisations syndicales de droite et des groupes semi-démocratiques liés avant 1939 au régime existant.

7) Les Forces Armées Nationales (N. S. Z.) — groupes de combat du type fasciste, créés par les fascistes polonais pour la lutte contre les organisations démocratiques et collaborant en secret avec les Allemands. Après l'Insurrection, les N. S. Z. passent à la collaboration ouverte avec les Allemands et entrent dans les rangs des SS.

Ce que l'on appelle l'Armée Intérieure (en polonais, ses initiales sont A. K.) n'a été créée par le gouvernement de Londres qu'en 1943. L'Union pour la Lutte Armée en était le noyau et le centre directeur. Quelques organisations de moindre importance, dont le Corps de Sécurité y furent incorporées. Les tentatives de soumettre à l'Armée Intérieure les Bataillons Paysans et de leur imposer la direction de la clique de colonels — échouèrent. La plupart de ces bataillons s'étant soustraits aux ordres de l'Armée Intérieure entrent dans l'Armée Populaire (en polonais : « A. L. ») créée en 1943 par le Conseil National Intérieur (présidé par M. Bierut). La Garde Populaire et les Milices Ouvrières en formèrent le noyau. Le général Rola-Zymierski, actuellement commandant en chef de l'Armée Populaire du gouvernement provisoire de Varsovie, fut à la tête de cette Armée Populaire qui, seule, menait la guérilla contre l'occupant, organisait le sabotage des voies ferrées, etc...

L'Armée Intérieure (A. K.) limitait son activité à des actes terroristes isolés. Ne menant pas, elle-même, de lutte armée, l'A. K. déployait, au contraire, une large propagande contre la lutte armée de l'Armée Populaire (A. L.) la qualifiant d'« atteinte à la discipline nationale », de « gaspillage du sang polonais au nom d'intérêts étrangers » (c'est-à-dire : russes), de « provocation criminelle à l'insurrection », etc... La propagande contre la lutte armée était menée selon les instructions envoyées de Londres sous le mot d'ordre de « ménager le sang » et d'« attendre l'heure H » quand le gouvernement de Londres donnerait le signal de l'insurrection.

Et cette heure H est arrivée. Le 1^{er} août 1944, le signal convenu — « orage » — fut donné par le gouvernement polonais de Londres par la voie des ondes, et aussitôt l'Armée Intérieure (A. K.) déclencha l'insurrection de la population de Varsovie, insurrection qui allait amener la destruction complète de la capitale, la mort de milliers d'insurgés et de centaines de mille de victimes civiles, l'expulsion, la déportation et l'internement dans des conditions atroces de toute la population de Varsovie, femmes, vieillards et enfants.

Au nom de quoi a-t-on versé si abondamment le sang polonais, au nom de quels intérêts et de quelles nécessités a-t-on sacrifié la capitale ?

STRATEGIE OU POLITIQUE ?

Depuis, la propagande du gouvernement polonais de Londres a maintes fois parlé de l'importance stratégique de l'insurrection de Varsovie et de l'aide immense que celle-ci aurait apporté à l'Armée Rouge. En était-il vraiment ainsi ?

La guerre sur le front de l'est ne connaît pas d'autre cas d'insurrection dans une ville. La situation y est en effet tout autre qu'en France, où les garnisons allemandes étaient, aussi bien au point de vue des effectifs que de l'équipement, sans aucun rapport avec celles de Russie, d'Ukraine et de Pologne.

Un effet de surprise comme celui du débarquement anglo-américain en France était impossible dans la guerre à l'est où l'offensive ininterrompue depuis un an de l'Armée Rouge avait donné aux Allemands tout le temps nécessaire pour les avertir. Ils concentrèrent donc des forces et un matériel technique énormes et fortifièrent les villes pour en faire des centres de résistance qui souvent ont tenu longtemps même à l'arrière du front, telles Stalingrad, Tarnopol, Vilno et plus récemment Poznan et Budapest. De même on voit les Allemands tenir encore, six mois après la libération de la France, les villes de Lorient, La Rochelle, la Pointe de Grave, les Iles Normandes, etc... grâce à leurs puissantes fortifications, l'armement et l'importance de leurs garnisons.

D'ailleurs la stratégie soviétique n'enregistre que peu de villes prises d'assaut par une attaque frontale. Stalingrad, Kiev, Minsk, Vilno et la plupart des autres villes ont été prises à la suite d'un encerclement.

Il est aussi remarquable que les partisans soviétiques, qui ont si puissamment contribué aux succès de l'Armée Rouge n'aient jamais tenté l'insurrection d'une ville, se bornant à couper la retraite aux Allemands et à les empêcher d'effectuer des destructions. Cette tactique a du reste été appliquée aussi en Pologne, donnant d'excellents résultats : par exemple à Lublin, tombée grâce à cela presque intacte aux mains de l'Armée Polonaise et de l'Armée Rouge.

Il convient aussi de souligner qu'à l'encontre des principes stratégiques élémentaires, pour des raisons qui seront exposées ci-dessous, les instigateurs de l'insurrection n'ont pas voulu coordonner l'action avec le commandement allié comme cela fut fait à Paris. Ajoutons encore que Paris n'était séparé des troupes régulières alliées et françaises par aucun obstacle naturel.

Varsovie, par contre, était séparée du front par la ligne de la Vistule, fortifiée par les Allemands à l'instar de la ligne Siegfried. Sur cette ligne principale de défense allemande — Varsovie était le principal point d'appui. Au moment où fut déclenchée l'insurrection de Varsovie (le 1^{er} août 1944) l'Armée Polonaise et l'Armée Rouge étaient, dans ce secteur, éloignées de 30 km. encore de la rive droite de la Vistule. Entre la Vistule et le front, les Allemands tenaient encore une tête de pont puissamment fortifiée : le faubourg de Varsovie — Praga et ses environs. Sur la rive droite de la Vistule se trouvait le gros des forces allemandes. Il a fallu à l'Armée Rouge et à l'Armée Polonaise 43 jours (jusqu'au 13 septembre 1944) pour prendre Praga. Au moment, où l'insurrection de Varsovie fut déclenchée l'élan de l'offensive soviétique ayant franchi plusieurs centaines de kilomètres, commençait à faiblir. Il permit encore d'établir quelques têtes de pont sur la rive gauche, en aval et en amont du fleuve, mais il ne pouvait être question d'enfoncer d'assaut le secteur principal de la défense allemande sur la ligne de la Vistule. Les tentatives de forcer cette ligne et de créer des têtes de pont à Varsovie même, entreprises par l'Armée Polonaise déjà pendant l'insurrection pour des raisons d'ordre plutôt sentimental que stratégique, amenèrent un échec complet et de lourdes pertes. Il fallut plus de 5 mois pour que l'Armée Rouge et l'Armée Polonaise puissent lancer une nouvelle puissante offensive et forcer la ligne de la Vistule.

Si encore, l'insurrection avait éclaté, non le 1^{er} août mais le 13 septembre,

au moment où l'Armée Rouge entrait dans Praga, et si en même temps, les insurgés avaient pu se rendre maîtres des ponts sur la Vistule, il se peut que l'insurrection eût permis d'établir une tête de pont dans Varsovie même.

Ne pouvant point prouver la nécessité stratégique de l'insurrection, le gouvernement de Londres invoque sa nécessité immédiate — les Allemands auraient manifesté l'intention de détruire la capitale et d'en déporter la population. Cette assertion n'est pas conforme à la vérité. Bien au contraire, à l'approche de l'Armée Rouge les Allemands se sont mis à solliciter la faveur des Polonais. Invoquant l'année 1920 et la défense de Varsovie contre les bolchéviks, ils appellèrent les Polonais à les aider à faire un nouveau « miracle sur la Vistule ». Ils firent appel aux habitants de la ville de se présenter, au nombre de 100.000, pour construire des fortifications. Mais seules une quinzaine de personnes se présentèrent à cet appel, et Varsovie s'attendait à des représailles sanglantes. Il n'en fut rien. Les Allemands, contrairement à leurs habitudes, acceptèrent cet affront en silence.

S'il est vrai, comme on le croit non sans raison, que la provocation allemande a eu sa part dans le déclenchement de l'insurrection, cette provocation a été d'un raffinement extrême. Détruire Varsovie, la dépouiller de sa population et transformer les décombres de la capitale en une forteresse allemande, voilà le but poursuivi par les hitlériens et le profit qu'ils ont pu tirer de ce soulèvement malheureux.

Pourquoi alors, l'insurrection a-t-elle été déclenchée juste le 1^{er} août ? C'est le jour même, où M. Mikolajczyk — président du gouvernement de Londres — arrivait à Moscou pour conférer avec les représentants du Comité Polonais de Libération Nationale. L'insurrection devait renforcer la position du groupe réactionnaire des émigrés qui dictait sa loi au sein même du gouvernement polonais de Londres et empêchait d'aboutir à une entente entre le pouvoir démocratique, né dans les régions déjà libérées, et les éléments démocratiques de l'émigration londonienne. Les généraux Sonskowski, Bor-Komorowski et M. Arciszewski ont provoqué l'insurrection de Varsovie le 1^{er} août et non pas le 13 septembre, précisément pour devancer l'Armée Rouge et l'Armée Polonaise et mettre devant un fait accompli les deux parties en conversations à Moscou. Ce fait devait être l'instauration à Varsovie d'un gouvernement de la réaction londonienne.

EFFECTIFS. COMMANDEMENT. LIAISON.

Ces intentions se trouvent confirmées par le fait que le commandement de l'Armée Intérieure a gardé le secret absolu sur son projet de déclencher l'insurrection, non seulement devant l'Armée Polonaise et l'Armée Rouge se trouvant sur la rive droite de la Vistule, mais aussi vis-à-vis des organisations militaires qui n'obéissaient pas aux ordres de Londres. Aussi bien l'Armée Populaire (contrôlée par le Comité de Lublin) que l'Armée Populaire Polonaise (ayant une position intermédiaire entre Lublin et Londres) étaient surprises par le déclenchement inattendu de l'insurrection. Néanmoins, ces dernières prirent une part active à l'insurrection et, une fois la lutte commencée, rassemblèrent leurs membres les groupant en détachements.

La propagande de Londres a essayé de présenter le fait de la participation de ces groupements à l'insurrection, comme une preuve de l'appui apporté au gouvernement de Londres par la population de Varsovie tout entière. Il n'y a rien de plus faux. C'est que le mot d'ordre de l'insurrection, lancé par l'Armée Intérieure avait trouvé un terrain propice. Il fut l'étincelle tombée dans une poudre. Les meneurs réactionnaires de l'Armée Intérieure ont exploité, pour leurs propres fins politiques, l'enthousiasme patriotique du peuple de Varsovie et sa haine de l'occupant, son ardent désir de passer à la lutte armée contre les Allemands, ce qui leur avait été si longtemps interdit par le gouvernement de Londres, enfin ses appréciations exagérées de la cadence de l'offensive soviétique. Puisque

BDIC

l'insurrection était déclenchée, il n'y eut plus de place à Varsovie que pour la lutte des Polonais contre les Allemands. Voilà pourquoi les organisations démocratiques prirent part à la lutte prématurée et inefficace à leur avis. Puisqu'on ne pouvait plus éviter le déclenchement de l'insurrection, il s'agissait de lui donner le cours le plus efficace et le plus rationnel, prévenir d'autres catastrophes que le commandement de l'Armée Intérieure préparait à Varsovie. Il fallait créer un commandement national unique pour diriger l'insurrection dans le sens de l'intérêt de la nation et conformément aux nécessités de la situation.

Les forces des insurgés n'étaient pas partout composées de mêmes éléments. Dans certains quartiers le nombre des détachements de l'Armée Intérieure était prépondérant, dans d'autres, c'étaient les officiers de l'Armée Populaire qui dirigeaient la bataille (ainsi à Wola, Ochota, dans la Vieille Cité, et en partie à Tcherniakow, à Zoliborz et dans le centre de la ville). Les secteurs tenus par les uns ou par les autres se trouvaient souvent entremêlés. L'organisation d'un commandement unique s'imposait d'urgence.

Mais l'Armée Intérieure ne voulait pas lâcher de ses mains la direction de l'insurrection. C'était le colonel Monter qui, de fait, commandait l'Armée Intérieure pendant l'insurrection de Varsovie ; le général Bor-Komorowski lui-même était, pendant toute la durée de l'insurrection, absent de Varsovie et commandait (si l'on peut, dans ces conditions, parler de commandement) l'Armée Intérieure par radio. Ce n'est qu'à la veille de la capitulation qu'il rentra à Varsovie. Ses communiqués du champ de bataille donnaient des nouvelles vieilles de 2-3 jours et n'étaient, par conséquent, d'aucune valeur pour les Alliés. A cause de l'attitude négative gardée jusqu'à la fin de l'insurrection par l'Armée Intérieure on n'a pu réussir à créer un commandement unique. Cependant trois organisations formèrent un commandement commun : l'Armée Populaire, l'Armée Populaire Polonaise et le Corps de Sécurité (qui pendant l'insurrection, devient réfractaire aux ordres de l'A.I. et se range du côté du gouvernement de Lublin). Il y eut donc, dans la deuxième phase de la lutte, deux commandements à Varsovie.

Plus significative encore était l'attitude du col. Monter commandant de l'Armée Intérieure, en ce qui concerne le contact avec l'Armée Polonaise et l'Armée Rouge sur la rive droite de la Vistule. Les informations concernant la liaison établie avec l'état major du maréchal Rokossowski sont inventées de toutes pièces. On les répandait afin de susciter chez les insurgés l'espoir d'une aide du côté de l'Union Soviétique, pour pouvoir ensuite accuser cette dernière d'avoir refusé cette aide. Les appels à Staline, votés par différentes organisations aux ordres du gouvernement de Londres, furent adressés, par le gén. Bor-Komorowski et le col. Monter — non pas à Staline — mais à Londres où on les utilisait ensuite pour une propagande antisoviétique. L'Armée Populaire essaya, par ses propres moyens, d'entrer en contact avec le gén. Rola-Zymierski à Lublin, mais elle ne possédait pas de poste émetteur à son service. Tous les postes émetteurs étaient accaparés par le colonel Monter et celui-ci refusait à l'Armée Populaire l'autorisation de s'en servir. Les courriers envoyés par l'A.L. de Zoliborz, furent tués en route. Ce n'est que le 13 septembre, que deux femmes, agents-de-liaison, les lieutenants Eve et Hélène, parties de Tcherniakow, réussissent à traverser la Vistule à la nage, à franchir la ligne du front et à établir un contact avec le commandement de l'Armée Polonaise. Avant cette date on n'avait eu, sur la rive droite de la Vistule, à Lublin et au Quartier Général du maréchal Rokossowski aucunes informations dignes de foi sur la situation à Varsovie.

L'EVOLUTION DE L'INSURRECTION JUSQU'AU 13 SEPTEMBRE

Dans les premières heures, les insurgés réussirent à se rendre maîtres de presque toute la rive gauche, et même de s'emparer de quelques édifices importants, comme l'Hôtel de Ville, la Poste Centrale et le Télégraphe, les deux Centraux Téléphoniques, la Centrale Electrique, l'Ecole Polytechnique etc., ainsi que des

6011.C

ponts sur la Vistule. Cette réussite est due surtout au fait que les Allemands ne possédaient au début qu'une très faible garnison sur la rive gauche, gardant jusqu'au jour de l'insurrection le gros de leurs forces sur les avancées de la capitale de la rive droite.

On se souvient d'ailleurs que dans certaines villes de France les Allemands ont de même disposé leurs forces de manière à encourager une insurrection prématurée — tentatives qui furent déjouées par les avertissements de toutes les organisations de résistance.

Là, où les forces allemandes étaient quelque peu importantes, p. ex. dans les quartiers des casernes de la rue Rakowiecka (à Mokotow — banlieue sud de Varsovie) ou au service municipal des Eaux (rue Grojecka), les centres de résistance allemande isolés se formèrent. Par contre, sur la rive droite de la Vistule, les Allemands brisèrent l'insurrection dans l'œuf.

Le succès initial de l'insurrection est d'ailleurs une des raisons qui permirent aux insurgés de tenir si longtemps : le premier jour plusieurs dépôts allemands de munitions, d'armes et de vivres ont été pris.

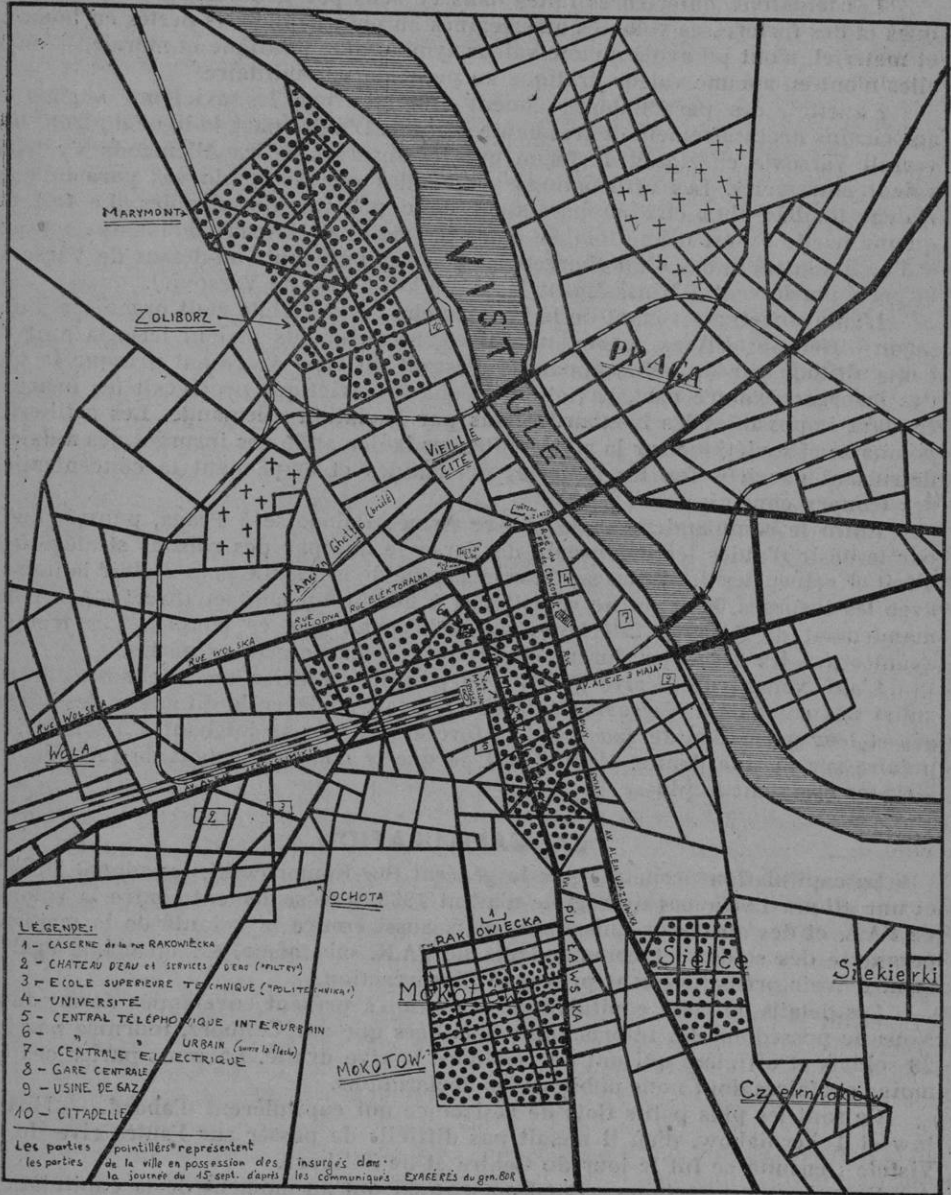
Après avoir étouffé l'insurrection à Praga, les Allemands reprirent les ponts sur la Vistule et opérant ensuite de trois côtés : de l'est, de l'ouest et du sud, ils resserrèrent peu à peu l'étreinte autour de la ville insurgée en la divisant en plusieurs nids de résistance. En quelques jours ils arrivèrent à étouffer l'insurrection dans la banlieue ouest (Wola) et sud-ouest (Ochota) de Varsovie. Ensuite appuyés par les tanks, l'artillerie lourde et l'aviation ils réussirent à se frayer une artère allant d'est en ouest, du pont de Kierbedz à Wola en suivant les rue Senatorska, Elektoralna et Wolska. En partant de cette artère les Allemands, détruisant maison par maison, tuant toute personne rencontrée sur leur chemin, commencèrent une attaque en direction sud visant le centre de la ville, et en direction nord — contre la Vieille Cité, foyer le plus important de l'insurrection.

C'est dans la Vieille Cité que s'étaient réfugiés, en passant par des conduites souterraines, les insurgés des quartiers ouvriers Wola et Ochota après l'échec de l'insurrection dans ces quartiers. C'est là que se trouvait aussi le commandement de l'A.P. La Vieille-Cité résista héroïquement pendant trois semaines. Le fait que pierre sur pierre n'y fut laissée témoigne de l'apprêt de la lutte. Cinquante pour cent de tués et grièvement blessés en témoignent également. Après avoir épuisé les réserves d'eau, de vivres et de munitions, les défenseurs de la Vieille-Cité passèrent par des conduites souterraines dans la partie méridionale du centre de la ville.

En même temps les Allemands menaient une attaque générale contre le Centre, avançant du nord vers le sud le long des principales rues : Marszalkowska, Fbg. de Cracovie et son prolongement Nowy-Swiat, vers les Allées de Jérusalem. C'est le long de cette dernière avenue que la ligne du front s'est stabilisée pour quelque temps.

Détenant entre leurs mains le Château d'Eau, les Allemands privèrent les insurgés d'eau. Comme la Centrale électrique passait de mains en mains, il n'y eut point de courant. Les combats étaient acharnés. La ligne du front traversait tantôt horizontalement, tantôt verticalement certaines maisons. A plusieurs reprises les édifices passaient de mains en mains. Mais, comme en septembre 1939, la supériorité de l'armement des Allemands eut raison de l'héroïsme des insurgés. Ce qui décida, ce furent les tanks, les lance-mines, l'artillerie lourde, l'aviation.

Le 13 septembre il n'y avait plus que quatre foyers d'insurrection isolés : 1) dans la partie sud du Centre entre les Allées de Jérusalem et la Place du St.-Sauveur ; 2) à Zoliborz (banlieue nord de Varsovie) ; 3) à Mokotow (banlieue sud de Varsovie) et 4) à Tcherniakow sur le bord de la Vistule (sud-est de la ville).



Plan de Varsovie.

L'AIDE ARRIVE

Lorsque l'état-major général du maréchal Rokossowski et le commandement de l'Armée Polonaise connurent enfin la situation réelle à Varsovie, l'organisation d'une aide systématique pour la capitale devint possible.

Les tentatives antérieures faites dans ce sens par des bombardiers britanniques et des fortresses volantes américaines au prix de lourdes pertes en hommes et matériel, n'ont pu avoir qu'une valeur symbolique, politique et morale, — mais elles n'ont eu aucune valeur pratique au point de vue militaire.

En effet, ces parachutages étaient effectués par les aviateurs anglais et américains nécessairement de très haute altitude. D'autre part, la ligne du front traversait Varsovie en zigzag de façon que les insurgés et les Allemands s'y trouvaient entremêlés. Les affirmations allemandes que 80 % de ces parachutages étaient tombés chez eux ne paraissent donc pas invraisemblables. Le fait est qu'une partie en est même tombée entre les mains de l'Armée Polonaise à Praga et l'on a signalé le cas d'un chargement d'armes parachuté au-dessus de Varsovie et porté par le vent à Minsk-Mazowiecki (50 km à l'est de Varsovie).

L'aide soviétique venant de la rive gauche de la Vistule était organisée d'une façon différente. Vivres, armes, munitions, médicaments étaient jetés la nuit de basse altitude par de petits appareils d'assaut du type 42 rasant presque la tête des insurgés. D'autre part, l'aviation de chasse soviétique protégeait les insurgés rendant impossibles les bombardements par l'aviation allemande. Les artilleries polonaise et soviétique sur la rive droite, sur la demande des insurgés, les aidaient détruisant par leur feu les batteries allemandes et empêchant la concentration des troupes ennemies.

Enfin le commandement de la 1-re Armée Polonaise à Praga, poussé plutôt par le désir d'aider les défenseurs de Varsovie que par des raisons stratégiques, a fait effectuer des descentes sur la rive gauche de la Vistule pour établir la liaison avec les insurgés. Mais on ne réussit pas à établir un contact direct — le commandement de l'Armée Intérieure ne recherchait pas ce contact. Les troupes ayant opéré les descentes durent être retirées avec de grosses pertes.

L'aide, venant de la rive gauche, ne pouvait modifier essentiellement le résultat des combats à Varsovie. Mais elle pouvait soulager la situation des insurgés et leur permettre de sauver leurs forces vives en se joignant à l'Armée Populaire sur la rive droite. Mais c'était ce que le commandement de l'Armée Intérieure craignait le plus.

LA CAPITULATION

La capitulation perpétrée par le général Bor-Komorowski, le colonel Monter et une clique d'officiers du régime d'avant 1939, non seulement contre la volonté de l'A.L. et des autres organisations, mais aussi contre la volonté de la majorité écrasante des soldats et commandants de l'A.K. elle-même, est un crime égal à celui d'avoir prématurément provoqué l'insurrection.

Les détails de cette capitulation sont jusqu'à présent enveloppés de mystère. Nous ne possédons des informations détaillées que sur Zoliborz, fournies par les 28 soldats et officiers qui ont pu rejoindre la rive droite. Laissons parler ces témoins oculaires dont nous publions les déclarations.

Ce sont les plus petits îlots de résistance qui capitulèrent d'abord. — Mokotow et Tcherniakow, d'où il n'était pas difficile de passer sur l'autre rive de la Vistule ; ensuite ce fut le tour du Centre et de Zoliborz.

Une chose est certaine : Bor-Komorowski qui au moment de la capitulation quitta sa cachette et se fit connaître des autorités allemandes, imposa la capitulation aux insurgés par la force et par la ruse, contrecarrant le plan de l'A.L. de rejoindre l'autre rive de la Vistule.

Ce qui donna l'avantage à Komorowski, ce fut la collaboration ouverte avec les Allemands qui mirent à sa disposition des moyens de transport, de liaison etc.

Le général Bor-Komorowski usa de l'autorité qui lui restait et de celle du gouvernement de Londres qu'il représentait, pour endormir la vigilance des insurgés et leur faire croire à l'humanité des Allemands et à leur respect du droit international. Dans son dernier ordre du jour, le gén. Bor-Komorowski assurait que les Allemands appliqueraient à tous les insurgés les principes de la convention internationale sur les prisonniers de guerre, qu'ils se chargeraient de la protection de la population civile évacuée de Varsovie etc. Et tout ceci après Katyn, Majdanek, Oswiecim.

Tous les insurgés furent livrés aux Allemands. Avec les soldats et officiers de l'A.L., les Allemands en finirent sur place. Dans les conditions de la capitulation Bor-Komorowski avait accepté que la population civile de Varsovie fût expulsée et internée dans des camps de concentration. Certains détachements fidèles à Bor-Komorowski assumèrent même des fonctions policières au cours de l'évacuation obligatoire de la population.

C'est ainsi que Bor-Komorowski permit aux Allemands de parfaire leur plan diabolique : de détruire la capitale et de la dépouiller de sa population. Rien d'étonnant donc que les Allemands traitent le général Bor-Komorowski en prisonnier d'honneur en le gardant dans une forteresse du Brandebourg et qu'ils parlent de lui en termes chaleureux à la radio. Cependant les insurgés et la population civile de Varsovie souffrent une terrible géhenne. Sur les routes menant de Varsovie, femmes, vieillards et enfants ont succombé par suite de blessures et de maladies, privés de tout secours médical. Les conditions dans les camps de Pruszkow, Krzeszowice et Bochnia où furent internés les Varsoviens — sont indescriptibles. Les plus actifs d'entre eux furent enfermés et asphyxiés dans des chambres à gaz du « camp de la mort » d'Oswiecim (Auschwitz).

Le dr. Jasinski, officier de liaison de Bor, affecté à l'évacuation de Varsovie, ayant eu visiblement une conception plus honnête du devoir que son chef, a été assassiné à Oswiecim.

Et après tout ceci le « gouvernement » émigré de Londres, eut l'impudence de nommer Bor-Komorowski chef suprême de son armée et de lui décerner la Croix « Virtuti Militari ».

L'insurrection de Varsovie a été le dernier éclat d'envergure de la politique aventurière des hobereaux réactionnaires polonais devenue une trahison de la nation. La même main qui conduisit la Pologne à la catastrophe de septembre 1939, pesa tragiquement sur le sort de Varsovie en août et septembre 1944.

Aujourd'hui la Pologne n'a pas de capitale. L'Armée Rouge et l'Armée Polonaise n'ont libéré, en janvier 1945, que les ruines de Varsovie. Mais les flammes dévastatrices qui consumèrent la ville firent fondre le reste de l'influence et de l'autorité dont jouissait encore parmi la population polonaise le gouvernement réactionnaire de Londres.

Après la capitulation de Varsovie les débris de l'Armée Intérieure se désagrègèrent rapidement. Les éléments fascistes des Forces Armées Nationales passèrent à la collaboration ouverte avec l'ennemi. Tous les éléments sains, honnêtes et patriotiques de l'Armée Intérieure entrèrent dans les rangs de l'Armée Populaire et reconnurent comme seul gouvernement légal le Gouvernement Provisoire de Lublin.

Des ruines et des cendres de cette guerre renaît une Pologne nouvelle, indépendante, vraiment démocratique et vraiment forte. Elle saura guérir les blessures de cette guerre ; elle saura reconstruire Varsovie — plus belle et plus riche qu'elle ne fut avant.

L'Insurrection à Zoliborz

(banlieue nord de Varsovie)

(d'après une conférence de presse qui eut lieu à la rédaction du journal
« Rzeczpospolita » de Lublin).

I. Récit d'un officier de l'Armée Intérieure

Le 1er août je suis informé que nous allons attaquer les objectifs allemands à 17 heures. J'étais alors aide-de-camp du commandant de cavalerie Zmija à Zoliborz. Mon commandant était d'avis que le moment choisi pour l'insurrection n'était pas favorable étant donné que les Allemands avaient réussi à se ressaisir et que leur ligne de défense s'était stabilisée. L'insurrection en ce moment nous semblait d'autant plus risquée que les forces de l'A. K. (Armée Intérieure) à Zoliborz étaient très mal armées. Notre groupe — qui correspondait à un bataillon — ne disposait que d'environ 15 fusils, 4 fusils-mitrailleurs, 10 pistolets ainsi que d'une grenade par soldat. L'heure était également mal choisie parce qu'elle correspondait à un moment d'affluence, amoindrissant ainsi l'effet de surprise.

Nous n'eûmes pas l'occasion de mettre ce plan à exécution. Les Allemands pour briser l'insurrection dans l'œuf attaquèrent les premiers à 14 heures, bénéficiant eux, de l'effet de surprise. Cette première journée fut pour nous un échec complet : nous ne réussîmes à nous emparer d'aucun des objectifs désignés. Pendant la nuit, sur l'ordre du lieutenant-colonel Zywieciel, le commandement de l'A. K. se replia sur la forêt de Kampinowska. Avec un petit groupe de soldats et le commandant de cavalerie Zmija, je restai à Zoliborz. L'action commença. Notre groupe qui occupait le secteur de la rue Potocka du côté de Marymont part à l'attaque. Sur l'ordre de l'état-major nous occupons Marymont, avec l'aide d'un groupe de l'A. L. (Armée Populaire). Une fraternité d'armes soudée par le sang versé en commun s'établit entre nous et les soldats de l'A. L. Cependant nos forces réunies n'étaient pas suffisantes pour tenir Marymont. A plusieurs reprises, mais en vain, nous avons signalé cet état de choses à notre commandement.

Nous dûmes finalement abandonner cette position sous la pression des forces allemandes considérables appuyées par 7 chars d'assaut. Nous établîmes une ligne de défense sur la rue Podolska après avoir subi de grosses pertes. Les Allemands incendièrent Marymont, massacrant une partie de la population et refoulant le reste vers le C. I. W. F. (Institut Central d'Education Physique). Le haut-commandement s'ingénia à rejeter la responsabilité de la tragédie de Marymont sur le commandant Zmija, alors que ce dernier — tout au contraire — avait à maintes reprises attiré l'attention du lieutenant-colonel Zywieciel sur le fait que la tactique appliquée par le commandement mènerait fatalement à la chute de Marymont. Pour camoufler son incapacité, ses erreurs et sa culpabilité, le commandement fit de Zmija son bouc-émissaire. Tout notre groupe en fut indigné et nous nous adressâmes au commandement de l'A. L. lui demandant de nous intégrer dans ses rangs. Le major Szaniawski, commandant de l'A. L. à Zoliborz, nous déclara qu'il ne pouvait donner suite à notre demande, ne voulant pas envenimer les rapports entre l'A. L. et l'A. K.. Il ajouta qu'après l'in-

(B.D.I.C.)

surrection il n'y aurait plus ni A. K. ni A. L., mais une armée polonaise unifiée. A la suite de cet incident avec le commandement de l'A. K., notre groupe fut dirigé dans un autre secteur où il y eut des conflits continuels provoqués par l'incapacité et le jeu politique du commandement de l'A. K. qui de toute évidence sabotait ce qui nous importait le plus : établir le contact avec l'Armée Polonaise et l'Armée Rouge, afin de coordonner notre action. Le sabotage du commandement vit son comble, quand un bataillon de l'Armée Polonaise, ayant forcé le passage du fleuve, prit position à Marymont et qu'absolument rien ne fut fait pour le rejoindre, de sorte qu'il resta isolé.

Le 13 septembre fut pour nous une date mémorable. Ce jour-là, des chasseurs soviétiques, survolant nos positions à très basse altitude, effectuèrent des parachutages d'essai. Nous y trouvâmes une lettre saluant les héroïques défenseurs de Varsovie et la promesse de parachutages systématiques avec toutes les instructions concernant leur exécution. Depuis lors nous reçûmes effectivement toutes les nuits des parachutages massifs d'armes, de munitions et de vivres. La quantité des armes parachutées fut assez considérable pour nous permettre d'équiper 90 % des effectifs de Zoliborz. Je dois souligner que les parachutages soviétiques furent les seuls qui parvinrent entre nos mains. Les 200 parachutages effectués sur Zoliborz le 18 septembre par les forteresses volantes américaines — d'une hauteur de 4.000 mètres — tombèrent tous en dehors de nos lignes dans les positions allemandes. Les 26, 27 et 28 septembre les Allemands soumettent Zoliborz à un puissant feu d'artillerie. Nous perdons alors environ 1/4 de nos effectifs. Le 29, après une préparation d'artillerie, l'infanterie allemande, appuyée par des chars, attaque. Nous tenons toute la journée dans des conditions très dures, perdant presque la moitié de nos soldats.

Dans la soirée je rejoins mon supérieur pour demander des instructions. Il me dit n'avoir pas d'ordres. Dans cette situation désespérée et voyant l'incapacité du commandement, je prends l'initiative d'une patrouille de reconnaissance dans le secteur de la Vistule pour examiner les possibilités éventuelles de passage sur l'autre rive. Les conversations avec les soldats m'avaient convaincu que presque tous les soldats et officiers de ligne de l'A. K. étaient décidés de mettre à profit les moindres chances de repli pour passer le fleuve. Je décide de rejoindre l'Armée Polonaise sur la rive droite pour lui demander de faciliter ce repli. Après avoir traversé avec deux soldats et une femme agent de liaison les lignes allemandes, qui n'étaient pas très garnies, nous entreprenons à la nage la traversée. Je perdis connaissance à quelques mètres du bord opposé.

Quand je revins à moi j'étais entouré de soldats de l'Armée Polonaise. Transporté immédiatement auprès de l'état-major, j'y fis un rapport sur la situation des groupes combattant à Zoliborz. Aussitôt tous les préparatifs sont faits afin d'assurer à ces derniers la possibilité de la traversée de la Vistule. La liaison par radio avait été établie auparavant, il fut donc possible de communiquer aux insurgés tous les détails de l'opération. Celle-ci devait commencer le 30 septembre à 8 heures du soir. Entre temps j'appris que l'Etat-major de l'A. K. avait décidé la honteuse et traître capitulation, contraire aux vœux des insurgés, rendant impossible le repli qui aurait permis aux insurgés de rejoindre l'Armée Polonaise et de sauver leur vie ainsi que celle de plusieurs milliers de civils de Zoliborz.

Il n'est qu'un petit groupe d'officiers et de soldats de l'A. L. qui aient atteint la rive droite de la Vistule. Ce passage qui ne leur coûta pas de très grandes pertes, ainsi que le mien propre, démontrent que le plan du repli des insurgés et d'une partie de la population civile, mis au point et agréé par tous les combattants, avait toutes les chances de réussir. Toute la faute et la responsabilité d'avoir mis en échec ces possibilités incombe uniquement au commandement de l'A. K. qui a préféré livrer les insurgés aux Allemands que de leur permettre de rejoindre l'Armée Polonaise.

II. Récit d'un officier de l'Armée Populaire

SURPRENANTE CAPITULATION

Le 29 septembre l'artillerie, dit le commandant Szaniawski, allemande déclenche l'attaque par un bombardement particulièrement serré après quoi deux régiments d'infanterie appuyés par trente chars et plusieurs sections de SS passent à l'attaque concentrique de nos positions. Pendant toute la journée nous repoussons les assauts de l'ennemi qui dispose d'une supériorité numérique et matérielle immense. Vers le soir l'intensité de la bataille diminue, le grondement de l'artillerie se tait. Mettant à profit cette trêve, les chefs de secteurs se rendent au poste du commandant en chef de Zoliborz, le lieutenant-colonel Zywicziel de l'A. K., pour tenir conseil. Le colonel Zywicziel, tout en reconnaissant la gravité de la situation, donne l'ordre de tenir les positions jusqu'à épuisement complet des munitions et assigne aux sections différents édifices, où, à ce moment, il n'y a plus ni eau, ni vivres. Ces dispositions nous semblent insensées. Au cours du conseil il n'est fait aucun cas de l'aide pouvant nous venir de l'autre rive de la Vistule, de la part de l'Armée Rouge et de l'Armée Polonaise, qui ont déjà à maintes reprises soutenu notre lutte par un feu de barrage efficace. Presque tous les présents désapprouvent le plan d'action du lieutenant-colonel Zywicziel. Je propose un plan tout différent. Il importe à mon avis d'établir à l'ouest une ligne de défense le long de la rue Mickiewicz, d'occuper au nord le fort voisin de la citadelle et de prendre position dans un secteur le plus proche possible de la Vistule. Je pensais — dit le commandant Szaniawski — déplacer toutes nos sections qui se trouvaient jusqu'alors à l'ouest de la rue Mickiewicz, vers la gauche de cette dernière afin de leur réserver, au moment où la situation s'avèrerait désespérée, la possibilité de traverser le fleuve les armes à la main pour rejoindre les forces de l'Armée Polonaise à Praga. Ce plan fut approuvé d'emblée par tous les officiers présents, à l'exception du lieutenant-colonel Zywicziel.

A 19 heures arrive au quartier général de Zywicziel le colonel Wachnowski de l'état-major de l'A. K. Je voulus assister à leur entretien mais on ne m'y agréa pas. Quelques minutes après le colonel Wachnowski quitta le poste de commandement de Zoliborz. Aussitôt après nous reçûmes du lieutenant-colonel l'ordre de cesser le feu. A mon exclamation : « Qu'est-ce que cela signifie ? », Zywicziel, très agité, ne donna pas de réponse précise. Ayant réuni tous les chefs de groupe, il nous communique que la capitulation de Zoliborz est fait accompli. Cette nouvelle que nous ne prévoyions pas, puisque nous avions encore la possibilité de lutter et des armes, nous consterne. Nous assistons à ce moment à des scènes dramatiques. Un des officiers de l'A. K. pleure et les larmes aux yeux conjure son supérieur de ne pas accepter cette honteuse capitulation, de donner l'ordre de reprendre la lutte en se refusant de jeter en proie à l'ennemi la population civile qui nous a fait confiance et exige que nous la défendions. Quant à lui, il déclare que sa décision est prise, qu'il n'exécutera pas cet ordre infâme et ne rendra pas les armes. Le lieutenant-colonel Zywicziel expliquant son ordre nous dit que le passage de la Vistule par nos détachements est rendu impossible car les Allemands ont intercepté nos messages chiffrés et ont renforcé le secteur qui nous sépare de la Vistule. D'après lui, il nous faudrait traverser des colonnes de chars, des champs de mines, des barrages de fil de fer barbelé gardés par l'infanterie ennemie. Une tentative de percée vers l'est équivaut — nous dit Zywicziel — à un arrêt de mort, alors que nous pouvons durer en captivité et retrouver l'occasion de reprendre les armes.

A 20 heures l'artillerie soviétique ouvre le feu sur les positions allemandes qu'elle pilonne pendant 40 minutes, concentrant ensuite le tir sur les flancs pour nous ménager un passage au milieu. Avec un groupe de 40 soldats nous nous dirigeons vers le fleuve. Nous ne rencontrons sur notre chemin que deux nids de mitrailleuses. La menace allemande que le lieutenant-colonel Zywicziel nous avait

dépeinte si plastiquement était une fiction. Notre groupe, réduit à 28 atteignit la rive gauche de la Vistule, d'où, nous sommes arrivés à Lublin.

LE MYSTERIEUX VOYAGE DU COLONEL WACHNOWSKI

Un des journalistes présents, intrigué par les moyens employés par le colonel Wachnowski pour se rendre à Zoliborz qui était alors coupé des autres centres de résistance, demande à ce sujet des éclaircissements. « J'ai posé la même question au lieutenant-colonel Zywiiciel — répond le lieutenant Zenon — et il me répondit : « Par les conduites souterraines ».

« L'assertion de Zywiiciel est mensongère — dit le commandant Szaniawski — toutes les bouches étaient aux mains des Allemands, ainsi par exemple celles des places Krasinski et Wilson etc... L'opinion la plus accréditée parmi les soldats était que Wachnowski était arrivé dans une automobile allemande. Cela semble du reste confirmé par le chemin de retour emprunté après l'entretien avec Zywiiciel; à savoir : Wachnowski se rendit à l'extrémité de la rue Dygasinski, où se trouvaient les positions allemandes. De plus — ajoute l'officier — il est pour le moins étonnant qu'une personne qui vient de parcourir plusieurs kilomètres par les égouts, ait un aspect aussi propre et impeccable que Wachnowski à son arrivée... Nos soupçons quant à la collaboration de l'état-major de l'A. K. avec les Allemands sont renforcés encore par le fait que peu après le départ de Wachnowski un officier des SS vint trouver Zywiiciel.

Autre question : De quelles forces disposaient les insurgés à Zoliborz? »

« Au total de 1.800 hommes — répond le commandant. — Pendant la dure journée du 29 septembre nous perdîmes 50% de nos effectifs, dont 350 soldats de l'A. L. et 550 de l'A. K. »

« Existait-il une collaboration effective entre l'A. K. et l'A. L.? »

« En ce qui concerne les soldats et les officiers subalternes, oui. Nous étions unis par le danger, la même lutte contre l'occupant et le sang versé en commun... Par contre, le haut-commandement de l'A. K. montrait à notre égard une attitude hostile et malveillante.

L'AIDE DES ALLIES AUX INSURGES

« Les parachutages anglais vous sont-ils parvenus? »

« Le second jour de l'insurrection nous reçûmes quelques grenades, quelques uniformes et peu, trop peu de pansements. La nuit suivante des avions anglais survolèrent à nouveau nos positions mais le feu ouvert par l'artillerie allemande en abattit plusieurs. Nous ne devions rien recevoir jusqu'au 20 septembre environ, une dizaine de jours avant la capitulation, date à laquelle un grand nombre de forteresses volantes américaines survolèrent Varsovie. Les parachutages effectués d'une hauteur de 4.000 mètres rendirent imprécis tout calcul de points de chute et profitèrent presque exclusivement aux Allemands

« Et des parachutages soviétiques? »

« Vers le 13 septembre un avion soviétique du type U-2 survola Varsovie. Il vola bas et jeta son chargement. Nous y trouvâmes aussi une dépêche nous assurant en termes cordiaux d'une aide toute proche. Voici textuellement une de ses phrases : « A partir de cette nuit nous vous jetterons des munitions et des vivres. Allumez des feux. Les parachutages auront lieu à 9 h. 30. »

La joie nous étreignit et nous attendîmes le soir avec impatience. Notre attente ne fut pas déçue. Les parachutages durèrent presque toute la nuit. La majorité tomba place Lelewel et entre nos mains dans une proportion de 90%.

« Les avions soviétiques ravitaillaient-ils uniquement l'A. L.? »

« Les munitions et les armes parachutées étaient distribuées à tous. Dans la dépêche du commandement soviétique il n'était question ni d'A. K. ni d'A. L., on n'y faisait aucune différence entre les deux formations.

— Pouvez-vous me dire quelques mots sur l'affaire de la tête de pont?

Trois semaines avant la fin de l'insurrection, un bataillon de l'Armée Polo-

naise s'empara d'une position à la hauteur de l'usine « Blaszanki » dans la rue des Camédoules. Nous n'eûmes connaissance de ce fait que trois jours après. Aussitôt nous avons proposé au lieutenant-colonel Zywieciel d'attaquer dans la direction des quais afin d'entrer en contact avec le bataillon qui avait réussi la traversée du fleuve. Malheureusement Zywieciel ne consentit pas, n'ayant pas reçu — nous dit-il — d'ordres à ce sujet.

40 % DE LA POPULATION CIVILE A PERI

« La population a-t-elle évacué Zoliborz? »

« Elle resta sur place. »

« Quelle fut la situation alimentaire ? »

« Zoliborz n'a jamais été un quartier commerçant et on n'y trouve point de magasins. Nous vécûmes sur des stocks privés d'ailleurs insuffisants. Ce n'est que quand nous commençâmes à recevoir les parachutages soviétiques que prit fin cette terrible situation. »

« Quelles sont les pertes de la population civile? »

« Je ne peux vous répondre avec exactitude en ce qui concerne Zoliborz. Dans le quartier de la Vieille Cité elles sont énormes et dépassent 50.000. »

Nous sommes épouvantés. Ainsi pour le quartier de la Vieille Cité dont la population s'élevait à 125.000 habitants, les pertes subies pendant l'insurrection s'élèvent à plus de 40%... Si, comme nous le dit le commandant Szaniawski, les autres quartiers ont subi proportionnellement les mêmes pertes, le chiffre total des victimes indiqué jusqu'ici et s'élevant à 200.000 est malheureusement au-dessous de la réalité. La population de Varsovie, immédiatement avant l'insurrection atteignait 1.700.000 habitants. Si les pertes s'élèvent à 40% nous atteignons le total hallucinant de 700.000 victimes en 63 jours, don la responsabilité n'incombe pas uniquement aux monstres à la croix gammée, mais aussi au général-comte Bor-Komorowski, ce singulier « commandant en chef. »

SI NOUS AVIONS SU QUI ETAIT LE GENERAL BOR

« Quel était l'état d'esprit de l'A. K.? »

A cette question c'est le lieutenant Zygmunt de l'A. K. qui répond : — « Que peut-on dire à ce sujet? Comment décrire notre état d'esprit? Nous nous battions et la lutte se prolongeait. On s'est servi de nous dans un but incompréhensible, mais nous avions compris une chose sur les barricades : c'est que l'état des choses actuel ne pouvait durer plus longtemps et c'est pourquoi nous désirions entrer en contact avec l'Armée Polonaise. Les officiers subalternes voulaient passer sur l'autre rive de la Vistule. Nous ne connaissions pas le général Bor et il n'était pas populaire dans nos rangs. Si nous avions su qui il était avant l'insurrection il est probable qu'un grand nombre des nôtres n'y auraient pas pris part. »

« Etiez-vous en contact et une coopération militaire était-elle établie avec le maréchal Rokossowski? »

« Pour autant que je sache, non — répond le lieutenant Zygmunt. Quand le feu de l'artillerie soviétique commença à décroître, nous nous adressâmes au colonel Wachnowski, attirant son attention sur la gravité de la situation et exigeant que l'on demande aide à l'Armée Rouge. Le colonel ne voulut pas en entendre parler. Le 13 septembre un officier de l'A. K. m'annonce avec enthousiasme : — « Tout va s'arranger. Il a été décidé d'envoyer une dépêche à Rokossowski ». Des dépêches signées par les organisations politiques ont en effet été envoyées, non pas au maréchal Rokossowski, mais... à M. Stanislaw Mikolajczyk.

Nous sommes stupéfaits par ce récit. Comment donc ! Les soldats de l'A. K. et de l'A. L., les organisations politiques de Varsovie, presque toute la population écrivent des lettres implorant l'aide de l'Armée Alliée, et le commandement de l'A. K. n'en tient aucun compte et expédie ces dépêches à Londres.

Nous nous abstenons de juger et de tirer des conclusions prématurées. L'Histoire établira l'étendue de la faute et le châtement mérité par les traîtres.

80108

COMITÉ POLONAIS DE LIBÉRATION NATIONALE EN FRANCE

20, av. Rapp, Paris (7^e)

SERVICE DE DOCUMENTATION



N° 7

15 Mars 1945

SOMMAIRE

La France et les décisions de Yalta concernant le Pologne	3
La Prusse Orientale	5
La structure du nouvel Etat polonais	9
L'attitude politique de l'émigration polonaise	12
Quelques dossiers politiques	14
En Pologne	15

8 P 323

BRIC

La France et les décisions de Yalta concernant la Pologne

D'une importance historique pour la nation polonaise, les décisions de Yalta concernant la Pologne, loin d'être une solution imposée, constituent une reconnaissance des aspirations profondes du peuple polonais qui entend être maître chez lui et former sa vie politique et sociale d'accord avec les véritables intérêts de la nation. Les rapports de bon voisinage, l'amitié et l'alliance avec l'Union Soviétique — libératrice de notre pays, le retour à la Pologne des territoires de l'Ouest et du Nord, indispensables à sa sécurité et à sa vie économique, un régime vraiment démocratique au point de vue social et politique — voilà ce que souhaite l'immense majorité du peuple polonais, après les tragiques expériences de l'entre-deux-guerres et de la guerre actuelle. Cette volonté du peuple polonais a été respectée et ses aspirations reconnues justes et compatibles avec la démocratisation de l'Europe et le maintien de la Paix dans le monde.

Nous sommes heureux de constater que c'est en France que la Pologne nouvelle a trouvé d'abord une sympathie agissante. Il suffit, en effet, de rappeler que la France fut la première parmi les puissances occidentales et bien avant la conférence de Yalta qui avait établi un contact diplomatique avec le Gouvernement Provisoire de la Pologne, en procédant à l'échange de délégués.

En tendant la première la main à la Pologne démocratique, la France agissait conformément à sa tradition historique. Patrie de la Grande Révolution, elle ne pouvait rester insensible au programme de réformes du Gouvernement Provisoire Polonais — expression des justes aspirations de notre peuple.

Mais c'est surtout une appréciation réaliste de la situation politique qui a inspiré la position de la France, dont la justesse a été si brillamment confirmée dans la suite par l'attitude des puissances anglo-saxonnes envers la Pologne nouvelle.

De même, longtemps avant la conférence de Crimée, la France reconnaissait la nécessité du nouveau tracé des frontières polonaises.

A la lumière de ces faits, l'accord de la France avec les décisions de Yalta, concernant notre pays, paraît être acquis. Et nous sommes persuadés que si la France avait été présente à la Conférence, les intérêts polonais n'en seraient que mieux servis, en particulier les frontières polonaises à l'Ouest et au Nord auraient été déterminées d'une manière plus précise. Car il est évident que l'intérêt de la France exige que la Pologne s'appuie sur l'Oder et la Neisse, comme il exige que le Rhin soit « une grande avenue française ». Par ailleurs, la France n'est pas moins intéressée au règlement de la frontière orientale de la Pologne, règlement qui est une contribution importante à la sécurité à l'Est.

On ne saurait douter, dans le même ordre d'idées, que la France regarde d'un œil bienveillant les décisions écartant le groupe germanophile d'Arciszewski et reconnaissant par là-même le Gouvernement Provisoire qui mène une politique extérieure ne pouvant que renforcer la situation internationale de la France.

(103)

Il n'est pas exagéré d'affirmer que la victoire de la démocratie polonaise est en même temps une victoire de la France. Il est clair, en effet, que seule une Pologne démocratique, s'appuyant sur l'Union Soviétique et liée à la Tchécoslovaquie, peut efficacement s'intégrer dans la grande alliance de l'Est qui est une condition indispensable de la sécurité de la France.

L'équivoque de la situation polonaise étant, à la suite de la Conférence de Yalta, dissipée, la France qui fut la première des démocraties occidentales à établir un contact diplomatique avec la Pologne nouvelle, sera à même de pouvoir renforcer encore les liens d'amitié traditionnelle entre les deux pays.

Le groupe Arciszewski, maintenant complètement isolé, cherche à dresser la France contre les décisions de Yalta et en particulier contre la solution du problème polonais apportée par la Conférence. Mais les tentatives des agents des MM. Sosnkowski et Arciszewski, dont les sentiments antifrançais sont bien connus, sont d'avance vouées à l'échec. Le retour, du reste impossible, de MM. Sosnkowski et Arciszewski, successeurs directs de Beck, avec leurs plans de guerre antisoviétique servirait-il la cause de la France ? Tout récemment encore M. Eden rappelait à la Chambre des Communes que le refus du gouvernement Beck de laisser passer les troupes soviétiques avait été, en 1939, la cause principale de l'échec des négociations anglo-franco-soviétiques. La France permettrait-elle donc que des successeurs de Beck sabotent encore une fois sa sécurité et la paix de l'Europe ?

La manœuvre des réactionnaires polonais paraît d'autant plus suspecte que ceux-ci sont, comme l'on sait, liés avec les isolationnistes les plus farouches des Etats-Unis, dont l'hostilité à l'égard de la France démocratique et du Gouvernement du général de Gaulle est notoire. Il ne fait pas de doute que les ennemis de la Pologne nouvelle sont aussi ceux de la France. Les mêmes, qui hier appuyaient les Darlan et les Pucheu, s'apitoient aujourd'hui sur le sort des Sosnkowski et Arciszewski. Ceux qui ne veulent pas d'une Pologne sur l'Oder ne veulent non plus d'une France puissante. Les manœuvres du groupe Arciszewski sont cousues de fil blanc et ne peuvent que nuire à la France. Aussi sommes-nous convaincus qu'elle saura déjouer ces intrigues dirigées contre la Pologne nouvelle en même temps que contre sa propre sécurité ; qu'elle se gardera de prêter son appui aux éléments qui veulent semer le trouble dans l'émigration polonaise et y mener leur activité antinationale. La France ne peut, en effet, oublier qu'il s'agit là des éléments continuant la politique des Beck et des Rydz-Smigly, si néfaste à nos deux pays.

La politique de ce groupe vivant en marge de la nation polonaise, et, désormais, en marge des nations alliées, doit fatalement rejoindre celle de tous les mécontents de la défaite allemande. Les tardives déclarations d'amour faites à la France par ceux, qui ont tout mis en œuvre pour que les Polonais vivant dans ce pays s'abstiennent de la lutte libératrice, ne sauraient point tromper l'opinion française.

La Prusse Orientale

Le principe de la restitution à la Pologne des territoires de l'Ouest et du Nord est maintenant chose acquise. En dehors des considérations d'équité historique, c'est surtout et avant tout la question de la sécurité de la Pologne, celle de la garantie stratégique contre une nouvelle agression allemande, qui ont joué en sa faveur. C'est une mesure désormais élémentaire, à la lumière des expériences du passé ancien et récent, que de prendre des précautions décisives afin de mettre l'Europe à l'abri de cette soif de conquêtes que l'Allemagne a toujours manifestée.

Dans le cadre de ces précautions s'inscrivent en premier lieu la destruction définitive de son potentiel de guerre, la liquidation de ses bases d'agression. Nous avons montré, dans un de nos numéros précédents, que le retour à la Pologne de la Silésie, *terre polonaise*, tout en constituant une juste réparation historique, est en même temps une mesure stratégique de haute portée : la Silésie cessera d'être ce puissant arsenal de l'Allemagne qui alimentait sa machine de guerre.

Or, la Prusse Orientale, *terre slave*, colonisée puis incorporée au Reich, tenait une place importante dans la politique expansionniste du Reich. Appuyée d'un côté sur la Baltique, formant une sorte de promontoire vers les pays de l'Est, la Prusse Orientale constituait pour les Allemands une base d'agression de premier ordre, mettant les pays voisins à la merci des invasions germaniques qui se succédaient indéfiniment au cours de l'histoire. Aux mains des junkers assoiffés de conquêtes, elle a longtemps incarné l'orgueilleuse « mission germanique dans l'Est », pour devenir l'expression même de ce militarisme prussien qui, en l'espace des 70 dernières années, plongea par trois fois l'Europe dans la guerre. Car, dès le moment où la Prusse Orientale fut soumise aux princes teutoniques, elle ne cessa d'être le point de départ des agressions dans toutes les directions. L'Ordre Teutonique, dont les ambitions territoriales étaient sans bornes, ne vivait que d'agressions ; il fut d'ailleurs plusieurs fois excommunié par les papes.

Par la suite, c'est surtout grâce à la Prusse Orientale, devenue place d'armes, que Frédéric II put soutenir avec succès la Guerre de Sept Ans contre la moitié de l'Europe. C'est d'ici qu'en 1939 Hitler se jeta sur la petite Lithuanie, qu'il déclencha la guerre mondiale en envahissant la Pologne, c'est d'ici qu'il attaqua en 1941 les pays baltes. Ceci sous le prétexte d'établir une continuité territoriale entre la Prusse Orientale et l'Allemagne elle-même (dont elle était séparée par le « couloir » polonais). Mais la question du « couloir », la question de Dantzig ne devait être qu'une étape dans l'achèvement du rêve orgueilleux de la « Welt-herrschaft », de l'hégémonie universelle.

LA PRUSSE ORIENTALE SES ORIGINES, SON ASPECT ETHNIQUE

La « Réponse des Puissances Alliées et Associées aux Remarques de la Délégation allemande sur les Conditions de la Paix » (16 Juin 1919), dans la section IX ayant trait à la Prusse Orientale, définit en ces termes la position de cette dernière vis-à-vis de l'Allemagne :

« ... Il est par suite nécessaire de rappeler que pendant plusieurs siècles, la Prusse Orientale a été en fait si nettement séparée qu'à aucun moment jusqu'en

1008

1866 elle n'a été véritablement comprise dans les frontières politique de l'Allemagne ; les historiens allemands ont toujours reconnu que la Prusse Orientale n'est pas un pays d'origine allemande, mais bien une colonie allemande ».

La Prusse Orientale était, en effet, habitée primitivement par la tribu slave des Borusses qui n'avait aucune parenté avec l'élément germanique. Sous les premiers Piast, le royaume de Pologne s'étendait jusqu'à la Baltique et comprenait dans ses limites les territoires des Borusses. Au début du XIII^e siècle, un ordre de chevaliers-moines venant de la Terre Sainte — l'Ordre Teutonique — fut malencontreusement appelé par les princes polonais pour convertir la tribu des Borusses au christianisme. Mais les Chevaliers Teutoniques ravagèrent le pays, le soumirent et ayant atteint bientôt à une grande puissance, tournèrent leurs armes contre la Pologne et la Lithuanie en étendant leur territoire au-delà de la Vistule. Il y eut de terribles batailles entre les Chevaliers Teutoniques et les Slaves, dont la plus décisive fut celle de Grunwald (Tannenberg) en 1410, date qui marque le déclin de l'Ordre. Néanmoins, cette victoire ne fut pas mise à profit. La germanisation de ces terres se poursuivait avec plus de force encore. La langue allemande y est imposée et, en 1427 p. ex., une ordonnance interdit aux artisans non-allemands de s'établir dans les villes. Ce n'est qu'en 1466 (à la Paix de Torun) que l'Ordre restitue à la Pologne une partie de la Prusse Orientale avec les villes de Malbork ((Marienburg), Elblag (Elbing), Sztum, ainsi que la province de Warmie. Mais, faute lourde de conséquences, la Pologne abandonna le reste du territoire à titre de fief polonais à l'Ordre Teutonique qui se reconnut vassal de la Pologne. En 1525, l'Ordre fut sécularisé et son dernier grand maître, Albert de Brandebourg, se fait reconnaître par la Pologne comme héréditaire de la Prusse (appelée désormais Prusse ducale). Tout le reste de la Prusse, ou ancienne Poméranie polonaise, sur la rive gauche de la Vistule, continua de faire partie intégrante du royaume de Pologne sous le nom de Prusse royale ou occidentale, par opposition au duché de Prusse ou Prusse Orientale.

Enfin, l'Electeur de Brandebourg réussit à se faire accorder l'investiture du duché et, en 1657, profitant de ce que la Pologne était alors aux prises avec la Suède, il s'affranchit définitivement de l'hommage-lige dû au roi de Pologne. En 1701 l'Electorat de Brandebourg devient le Royaume de Prusse. Et ce fut ce royaume agressif, avide de conquêtes qui, en 1772, prit l'initiative du premier partage de la Pologne. En 1867, Bismarck annonce au Reichstag l'incorporation de la Prusse Orientale au Reich.

La Prusse Orientale ne possède pas de population homogène. Dans certaines régions domine l'élément allemand, dans d'autres l'élément polonais, malgré la germanisation intense poursuivie par le gouvernement allemand. Mais il est de toute évidence, comme nous le verrons par la suite, que les statistiques allemandes, sur lesquelles il faut se baser, sont bien loin de donner un tableau exact des rapports ethniques dans ces territoires. Pour l'établissement de ces statistiques on avait en effet recours à des expédients ingénieux et retors.

Ainsi, par exemple, en 1890, on introduisit dans le recensement les langues « kachoube » et « mazouze » que le gouvernement prussien prétendait distinguer de la langue polonaise, bien que celles-ci ne soient que des patois locaux du polonais, reconnus comme tels par les philologues les plus autorisés. Il s'agissait de scinder la population polonaise de la Prusse Orientale en trois nationalités différentes. On introduisit aussi une rubrique spéciale pour ceux qui se considéraient comme des « bilingues » — parlant une des trois langues (polonais, kachoube ou mazouze) et l'allemand. Les bilingues étaient par la suite adjugés avec une apparence d'équité, moitié aux Polonais, moitié aux Allemands. Mais, de toute évidence, l'inscription volontaire d'un Allemand comme bilingue était hors de toute probabilité. Tandis que le Polonais terrorisé et sous peine

de perdre son gagne-pain, ses moyens d'existence, se laissait prendre au piège des « deux langues maternelles ».

De pareils expédients permettaient d'établir officiellement la prépondérance de l'élément allemand, à la faveur de quoi maintes lois et ordonnances locales lésant les Polonais, purent se réclamer d'un pourcentage allemand supérieur.

Ces méthodes reflètent la politique tenace de germanisation. Des organismes spéciaux furent créés, telle la Commission de Colonisation ayant pour mission l'établissement des colons importés d'Allemagne dans les régions polonaises, dont la terre passait ainsi petit à petit dans les mains des Allemands.

Simultanément à cette « pénétration » allemande, un réseau de mesures draconiennes rendait impossible la formation de nouvelles agglomérations polonaises. Une loi adoptée en 1904, loi dite d'établissement, contenait des dispositions qui dépouillaient le Polonais du droit de créer un nouveau foyer, de construire une maison sur son propre sol. Pour ce faire, il fallait se munir d'une autorisation de la Commission de Colonisation, mais on comprendra aisément que jamais pareille autorisation ne fut accordée à un Polonais. Le cas du paysan Drzymala de Podgradowice est devenu à cet égard légendaire. Il avait son terrain à lui, mais sa maison ayant brûlé, il ne put en construire une autre, faute d'autorisation. Ne voulant pas quitter sa terre, il s'installa avec sa famille dans une roulotte. Mais cette « construction » fut estimée contraire à la loi et le paysan finit par être délogé. Il y eut d'autres cas de paysans polonais qui creusaient, en guise d'habitation, des espèces de trous ou de tranchées, faute de permission de bâtir. Cette œuvre d'extermination de l'élément polonais fut couronnée par la loi d'expropriation de 1908, en vertu de laquelle l'Etat pouvait acquérir des terrains par voie d'expropriation pure et simple. Et c'est là une preuve de grande vitalité que des régions entières soient demeurées malgré tout polonaises, que des Polonais aient conservé leur langue et leurs traditions. Il est certain aussi que ceux qui ont cédé au chantage des procédés brutaux de germanisation, une fois rétablis dans la communauté nationale polonaise, se coueront facilement le vernis germanique.

Au XV^e siècle les Allemands constituaient en Prusse Orientale à peine un tiers de la population. Deux siècles plus tard, d'après les chiffres réunis par l'ethnologue polonais connu, Waclaw Wakar, 18 districts de la Prusse Orientale comportaient encore une majorité polonaise. Les agglomérations polonaises se situaient en particulier dans la partie Ouest (districts de Malbork, Sztum, etc...), dans la partie sud, sud-est (les Mazoures dans les districts d'Olsztyn, Szczytno, Olecko) ainsi que dans la province de Warmie qui constituait une partie intégrante de la Pologne jusqu'à 1772, date de son premier démembrement.

Dans le circonscription d'Olsztyn, par ex., d'après les statistiques scolaires allemandes de 1911, les Polonais représentaient 64,2 % de la population (76,3 % de la population rurale et 25,1 % de la population urbaine).

Le nombre des Polonais habitant la Prusse Orientale était estimé à environ 400.000. Mais il est hors de doute que leur nombre effectif est beaucoup plus élevé, car par crainte de représailles, beaucoup d'entre eux se firent recenser comme Allemands. C'est ce qui se produisit en Haute-Silésie : après son retour à la Pologne en 1920, des centaines de milliers de Silésiens recensés comme Allemands ont reconnu être des Polonais.

Tel est, brièvement tracé, l'aspect historique et ethnique de la Prusse Orientale. Et il est clair que les résultats du plébiscite irrégulier qui eut lieu en 1920, sous la terreur des groupes de combat allemands, avaient donné une bien fautive image des rapports ethniques réels de cette province.

La Prusse Orientale aux mains des Allemands n'était pas seulement une menace constante pour la sécurité et l'indépendance de la Pologne. Elle cons-

tituait une entrave à son indépendance économique, une barrière qui la séparait de la mer dont l'accès est pour elle une question de vie et de mort.

M. E. M. Arndt, l'auteur allemand de « Les Germains et l'Europe » n'écrivait-il pas dans son ouvrage paru en 1803 :

« La Pologne a failli à son devoir de nation, qui était de défendre ses frontières maritimes et d'en chasser les Princes Teutoniques (c'est-à-dire de la Prusse Orientale). Cette négligence signait son arrêt de mort. Sans la mer elle était vouée, tôt ou tard à disparaître. »

Cette faute commise dans le passé, la Pologne se doit de la réparer, si elle veut devenir un Etat viable et indépendant.

L'incorporation de la Prusse Orientale fera disparaître du même coup la solution bâtarde du « couloir » polonais et de la ville libre de Dantzig, solution adoptée après la guerre de 1914-18. Le Traité de Versailles, en effet, pour assurer à la Pologne l'accès légitime à la mer (dont elle avait été privée par le premier partage en 1772 au profit de la Prusse), lui abandonnait, sur la côte de Poméranie, un front de mer de 76 km., c'est-à-dire un morceau d'une province qui, ethniquement, n'avait jamais cessé d'être polonaise. De ce fait la Prusse Orientale s'est trouvée sans contact immédiat avec l'Allemagne.

Jusqu'au premier partage de la Pologne (1772), toute la région des embouchures de la Vistule (y compris la ville de Dantzig) faisait partie intégrante de la Pologne.

C'était le débouché naturel du pays. La Vistule est la grande artère fluviale de la Pologne. Le cours de ce fleuve, depuis sa source jusqu'à son embouchure, est habité par une population polonaise. Et toute exportation, toute importation suivait le cours de la Vistule pour se diriger, à travers la mer Baltique, vers les ports étrangers.

Les droits légitimes de la Pologne à la mer, ne pouvaient par conséquent lui être contestés. Mais la solution du « couloir » ne fut pour la Pologne qu'un palliatif. Elle acculait en outre la Prusse Orientale elle-même à une sorte d'isolement économique et moral. Séparée par une frontière artificielle de la Pologne, la proximité des marchés et des centres vitaux de laquelle constituait pour elle un « hinterland » par excellence, éloignée par contre des centres vitaux de l'Allemagne, elle était condamnée à vivre repliée sur elle-même. Contrée essentiellement agricole, elle faisait venir d'Allemagne matières premières, charbon, engrais, fourrage, matériel agricole, nécessaires à sa production. Mais ces importations grevaient lourdement sa vie économique, car elles étaient tributaires d'un transport long et par conséquent fort coûteux. Son rattachement à la Pologne signifie donc en même temps l'industrialisation de la contrée (par ex., avec son charbon, ses riches régions forestières, la Pologne peut donner une impulsion nouvelle à l'industrie du bois et du papier de la Prusse Orientale), mais aussi et surtout la réorganisation de sa structure agricole demeurée essentiellement féodale. Environ 40 % de toute la superficie est aux mains d'une caste de grands propriétaires. C'est d'ailleurs une des raisons de la très faible densité de la population. (Sur 38.000 km² il y a environ 2.200.000 habitants).

Il est vrai que des mesures de parcellation, de lotissement avaient été parfois appliquées, mais ce fut surtout dans le but d'établir dans les régions demeurées polonaises des colons allemands ; dans les contrées à prédominance allemande comme à Koenigsberg et Gabin (Gumbinnen) — 70 % des terres arables restèrent aux mains d'une poignée de grands féodaux. C'est état de choses était sans doute à la base de ce mouvement constant d'émigration des centaines de milliers d'habitants, surtout de ceux des villes se dirigeant chaque année vers l'Est de l'Allemagne. (Ce qui diminuait encore la densité déjà si faible de la population).

Par son retour à la Pologne la Prusse Orientale gagnera donc une stabilité économique et sociale incontestable. Ses propres intérêts coïncident par conséquent avec ceux de la Pologne, comme avec ceux de l'Europe dont la sécurité ne se trouvera que renforcée par cette transformation d'une base d'agression allemande en une contrée pacifique.

8010

La structure du nouvel État polonais

Après la débâcle de 1939, l'Etat polonais a cessé d'exister. Son territoire est devenu un terrain de colonisation pour le 3^e Reich et les Polonais ont été obligés de travailler pour la race des seigneurs allemands. Ceux-ci prirent, bien entendu, en main, toute l'administration du pays.

En été 1944, au moment où a commencé la libération du territoire polonais, le problème de la reconstruction de l'Etat se posa devant la nation polonaise. Il ne pouvait évidemment être question du retour au régime d'avant 1939, basé sur la constitution « autoritaire » de 1935 qui avait totalement exclu la représentation nationale de l'exercice du pouvoir. Cette constitution étant d'ailleurs illégale (voir notre Service de Documentation n° 2), le retour à celle de 1921 que le peuple s'était donnée lui-même, s'imposait. Il était pourtant impossible d'en appliquer immédiatement tous les principes, il était surtout impossible de procéder à des élections normales dont sortirait l'Assemblée Constituante — expression de la volonté de la Nation et source unique du pouvoir.

D'autre part la vie elle-même et la lutte contre l'occupant avaient créé des organismes exprimant la volonté de la nation combattant pour sa liberté et son indépendance—les Conseils Nationaux analogues aux Comités de Libération Français. Les Conseils Nationaux avaient été créés dans la clandestinité par une entente des quatre partis démocratiques pour diriger la résistance polonaise. Le Conseil National (Central) que l'on peut comparer au CNR a été créé à Varsovie dans la nuit du 31 décembre 1943. (La nuit de la Saint-Sylvestre a été choisie pour tromper la vigilance de la Gestapo).

C'est à ces Conseils Nationaux que l'on fit appel pour en faire provisoirement l'ossature du nouvel Etat, en attendant la convocation de la Constituante élue sur la base de la Constitution de 1921 et qui déciderait en dernière instance du régime administratif et politique de la Pologne.

De Chelm — première ville polonaise libérée par l'Armée Rouge et l'Armée Polonaise combattant à ses côtés — le Comité Polonais de Libération Nationale a adressé en Juillet 1944 un manifeste au peuple polonais constituant la première charte juridique de nouvel Etat.

Le Manifeste affirmait qu'il ne pouvait y avoir sur le territoire polonais libéré de l'envahisseur allemand, qu'une administration polonaise.

En même temps un accord conclu avec le Haut Commandement soviétique stipulait que, dès le moment où une partie du territoire cesserait d'être zone d'opérations militaires, l'administration civile en passerait immédiatement aux autorités polonaises.

Le Comité Polonais de Libération Nationale — déclare le Manifeste — exerce le pouvoir par l'intermédiaire des Conseils Nationaux de Voïevodies, de Districts, de Municipalités et de Communes, ainsi que par ses représentants qualifiés. Là, où des Conseils Nationaux n'existeraient pas encore, il y aura lieu de les constituer immédiatement en y faisant participer des Polonais patriotes jouissant de la confiance de la population, indépendamment de leurs opinions politiques. Les Conseils Nationaux forment la milice civique qui leur sera subordonnée et dont la tâche est de maintenir l'ordre et la sécurité. En même temps, le Manifeste ordonnait la dissolution immédiate de la « police bleue » — ancienne police d'Etat qui avait été au service de l'occupant.

8010

Le Manifeste constate que le Conseil National (Central) constitue le Parlement de la Nation et la source unique du pouvoir en Pologne. Ce Parlement Provisoire convoqué par la Nation en lutte, a institué le Comité Polonais de Libération Nationale — pouvoir exécutif provisoire. Le CPLN doit continuer de diriger la lutte de la Nation jusqu'à la libération du pays et procéder à la reconstruction de l'Etat polonais. Le Manifeste soulignait le caractère provisoire du Conseil National ainsi que du CPLN agissant sur la base de la Constitution démocratique de 1921, jusqu'à la convocation de la nouvelle Constituante, élue au suffrage général, direct, égal, proportionnel et secret, qui donnerait à la Nation une nouvelle Constitution.

Si, au début les Conseils Nationaux, faute d'organes administratifs polonais, étaient forcément amenés à assurer l'administration, le retour à la légalité républicaine a limité leurs attributions. La loi du 11 septembre 1944 précise le fonctionnement, le mode de constitution et les attributions des Conseils Nationaux. La loi constate que jusqu'à la convocation d'une représentation politique nationale conformément à la constitution de 1921, les Conseils Nationaux agissent en tant qu'organes législatifs et organes d'autonomie locale.

Les Conseils Nationaux forment un réseau qui couvre tout le territoire libéré ; ils forment une pyramide hiérarchique dont la base est constituée par les Conseils Communaux et le sommet par le Conseil National (Central) en passant par les Conseils Nationaux de Voïevodies, de Districts et de villes.

Le Conseil National (Central) remplace provisoirement le parlement dont il possède toutes les prérogatives conformément au régime démocratique et aux principes de la constitution de 1921. C'est ainsi que le Conseil National (Central) convoque et révoque les organes exécutifs. C'est en vertu de cette loi que le 31 Décembre 1944 le Conseil National a transformé le Comité de Libération en Gouvernement Provisoire. Celui-ci est donc subordonné au Conseil National qui a droit de révoquer et de convoquer les ministres. Le Conseil National en tant qu'organe législatif vote les lois, établit les budgets, le contingent de recrues ; il vote par la loi les actes politiques extraordinaires : déclaration de guerre, conclusion de la paix et des alliances (introduction de l'état de siège ou de l'état de guerre, amnistie, ratification des accords internationaux etc.). L'accord du Conseil National (Central) est aussi requis pour les actes économiques essentiels comme emprunts, actes concernant les biens de l'Etat etc. . . En outre, le Conseil National, jusqu'à la formation d'un organe spécial, contrôle lui-même l'activité des organes exécutifs du point de vue de la légalité et de l'utilité.

Comme la constitution de 1921 prévoyait que les fonctions du président de la République seraient assumées par le président du parlement (Sejm), c'est le président du parlement provisoire, M. Bierut, qui a obtenu les prérogatives présidentielles et est devenu provisoire Président de la République Polonaise.

Le Conseil National (Central) est composé des représentants délégués par les organisations et partis politiques, dont le nombre est fixé sur la base de l'accord de leurs organismes dirigeants. Sont représentés aussi dans le Conseil les syndicats professionnels de travailleurs, les organisations d'intellectuels, les organisations paysannes et artisanales, les centrales et unions coopératives, les organisations et associations industrielles et commerciales, les institutions culturelles, les associations d'Aide Sociale et les organisations de jeunesse. Le nombre des représentants de toutes ces organisations ne peut dépasser 1/5 du nombre total des membres du Conseil National (Central). En outre, dans le Conseil entrent les représentants de l'émigration polonaise à l'étranger ; c'est ainsi que l'émigration polonaise en France a droit d'envoyer cinq délégués. Une autre catégorie enfin est constituée par les personnalités éminentes et émérites de l'armée, de la science, de la littérature, de l'art et du monde politique, qui seront invitées à siéger sur la motion du présidium du Conseil National ; toutefois le nombre des membres de cette catégorie ne peut dépasser un quart du total des membres. Ajoutons que les délégués des associations professionnelles, pour pouvoir siéger au Conseil National (Central) et aux Conseils Nationaux doivent avoir pris part à la résistance ou participer à la reconstruction de l'Etat polonais dans les domaines politique, social, économique ou culturel. Le nombre total des membres du Conseil National (Central) ne peut dépasser 444.

De la même façon sont constitués les Conseils de l'échelon inférieur, c'est-à-

1178

dire les Conseils de Voïevodies, de Districts, de Municipalités et de Communes, En vertu de l'accord des principaux partis politiques (Socialiste, Populiste et Ouvrier) chaque parti envoie le même nombre de délégués. En outre des représentants d'associations professionnelles, culturelles etc... siègent dans ces Conseils. Les Conseils Communaux envoient aux Conseils de District un délégué chacun ; les Conseils de District et les Conseils Municipaux envoient chacun deux représentants aux Conseil de Voïevodie ; ces derniers envoient chacun cinq délégués au Conseil National (Central). De cette façon toutes les couches de la société sont représentées harmonieusement dans le réseau des Conseils Nationaux qui couvre la Pologne, et constitue ainsi un vrai gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

La structure hiérarchique des Conseils Nationaux apparaît dans ce que le Conseil National (Central) exerce un pouvoir supérieur et contrôle tous les Conseils Nationaux. Il établit aussi les directives de leur travail. Chaque mois les Conseils inférieurs présentent aux Conseils hiérarchiquement supérieurs des comptes-rendus de leur travail. Les Conseils Nationaux doivent établir les budgets et les plans des prestation de leurs territoires respectifs ; ils contrôlent l'activité des organes exécutifs au point de vue de sa légalité et de sa conformité avec les principes de la politique du Conseil Central. En outre, les Conseils Nationaux désignent les organes d'autonomie locale.

Conformément à la légalité républicaine ont été rétablis les postes de Voïevodes (préfets) et de starostes (sous-préfets) — seuls organes exécutifs de l'administration générale qui représentent le gouvernement. Avant 1939 le voïevode ou le staroste était un satrape absolu sur son territoire, selon l'esprit du régime autoritaire de M. Beck. Ajoutons en passant, que les émigrés de Londres se proposaient de remettre en place l'appareil administratif de l'ancien régime. Dans ce but ils entretenaient de futurs « administrateurs » qui attendaient paisiblement le moment du départ des Allemands, pour reprendre leurs fonctions. Ils avaient même prévu le poste de voïevode d'Odessa (sic). C'est cela le fameux « Etat secret ». Il ne put évidemment résister à la volonté du peuple décidé de rompre avec les vieilles méthodes et d'animer d'un esprit nouveau les formes de l'Etat.

Aujourd'hui les voïevodes et les starostes sont contrôlés dans leur activité par l'élément civique, c'est-à-dire par le présidium des Conseils Nationaux de Voïevodies (resp. de Districts) qui peut même demander leur mise à la retraite, de sa propre initiative ou de celle d'un des Conseils de District (respectivement de Commune). En outre le voïevode est tenu de présenter au Conseil de Voïevodie un rapport sur son activité générale. S'il s'agit des affaires relevant de l'autonomie locale, le voïevode est subordonné aux décisions du Conseil National.

Ce bref aperçu de la nouvelle structure de l'Etat polonais montre le caractère vraiment démocratique de la Pologne nouvelle. La plus grande liberté y est laissée à la population qui participe activement à la gestion des affaires locales par le truchement de ses propres organes et qui, grâce au système échelonné des Conseils, peut porter les problèmes locaux jusqu'au Conseil Central. Rien n'est plus étranger à la nouvelle Pologne qu'une autorité imposée d'en haut, que des fonctionnaires envoyés par le centre et gouvernant sans tenir compte des justes revendications de la population. Le contrôle par la population de l'activité des fonctionnaires, l'autonomie locale exercée par les Conseils Nationaux sont la meilleure garantie contre le retour offensif d'un bureaucratisme sans âme et d'un régime autoritaire.

Il est évident que la population qui a été admise à participer effectivement à la gestion des affaires locales et au contrôle des fonctionnaires, — n'hésite pas entre le gouvernement né dans la lutte et issu du peuple et celui qui s'obstine à maintenir la constitution de 1935 avec son « Führerprinzip » (principe du chef) selon laquelle la population est privée de toute influence sur la vie publique.

B.D.I.C.

L'attitude politique de l'émigration polonaise en France

L'émigration polonaise en France est profondément démocratique. Obligés de quitter leur pays à cause de la misère qui y régnait, les Polonais ont pu comparer le régime démocratique français et les libertés dont jouissait avant la guerre le peuple français avec le système d'oppression policière en Pologne. Ils ont compris les causes profondes de la misère polonaise et ils ont rêvé d'une Pologne qui pourrait assurer à tous ses enfants le pain quotidien et les libertés démocratiques.

L'émigration polonaise est fortement attachée à la France — sa deuxième patrie. Elle en a donné une preuve éclatante pendant l'occupation en montrant la solidarité indissoluble qui unit la cause de la France à celle de la Pologne. En dépit des appels à l'inaction lancés par les hommes de Sosnkowski, les Polonais ont pris une part active à la lutte libératrice du peuple français sous l'égide du Comité Polonais de Libération Nationale, ainsi que l'a constaté le président du CNR, M. Saillant, dans son discours du 13 décembre 1944 (voir Suppl. au N° 4 de notre Serv. de Doc.).

Les sentiments des Polonais envers la France ne se sont pas démentis après la libération. Leur double attachement à la Pologne nouvelle, représentée par le Gouvernement Provisoire de Varsovie, et à la France s'est manifesté d'une manière éclatante le 11 février dernier, jour où des dizaines de milliers de Polonais ont fêté la libération de leur pays.

Ce jour-là 30.000 mineurs polonais des seuls bassins du Nord et du Pas-de-Calais se sont réunis dans des meetings organisés par le Comité Polonais de Libération Nationale à Anzin, Vieux-Condé, Denain, Masny, Pecquencourt, Waziers, Auby, Bruay, Nœux-les-Mines, Mazingarbe, Lens, Billy-Montigny, Sallaumines, Hénin-Liétard, Oignies, etc... Les résolutions adoptées expriment toutes la joie de la libération du pays et l'unité de l'émigration polonaise autour du Gouvernement Provisoire Polonais à Varsovie. En même temps elles appellent l'émigration polonaise à faire tout pour la guerre et à contribuer à la reconstruction de la France en intensifiant la production du charbon. Le mot d'ordre lancé par le CPLN : « Le 18 février — journée de travail supplémentaire pour la France ! Le salaire du 18 février pour la reconstruction de la Pologne ! » est repris partout avec enthousiasme.

De cette façon la solidarité entre la France et la Pologne a trouvé sa meilleure expression.

Le total recueilli jusqu'aujourd'hui par l'émigration polonaise au profit du Fonds de Reconstruction de la Pologne s'élève à 646.468 fr. 70 c.

Au cours des meetings qui ont eu lieu presque dans toutes les localités où vivent des Polonais, des résolutions exprimant la confiance dans le Gouvernement Provisoire et saluant son représentant en France, ont été adoptées. Parmi les centaines de télégrammes et de résolutions on peut citer ceux des Polonais de Roubaix (Nord), Grand-Combe (Gard), Boulogny (Meuse), Rouvroy-Nouméa (Pas-de-Calais), Messencourt (Ardennes), Montigny-en-Gohelle (Pas-de-Calais), Hersin-Coupigny (Pas-de-Calais), Nœux-les-Mines (P.-de-C.), Villefranche (Rhône), Noyant (Allier), Courrières (P.-de-C.), Hérin (Nord), Roche-la-Molière (Loire), Mazingarbe-Brebis (P.-de-C.), Auchy-les-Mines (P.-de-C.), Bully-les-Mines (P.-de-C.), Calonne-Liévin (P.-de-C.), Greney (P.-de-C.), Annequin (P.-de-C.), Bruay-Thiers (Nord), Commentry (Allier), Haveluy (Nord), Moyeuve-Grande (Moselle), Barlin (P.-de-C.), Aulnay-sous-Bois (S.-et-O.), Joudreville-Boulogny (Meuse), Escaudain (Nord), St-Chamond (Loire), Waziers (Nord).

Le Comité Polonais de Libération Nationale à Marseille écrit : Nous sommes

fiers d'avoir un Gouvernement qui représente toute la nation pour la liberté de laquelle les générations entières ont combattu. Le Comité de Libération Nationale de St-Etienne exprime toute sa satisfaction des décisions prises par le Gouvernement Provisoire de Varsovie.

Les Polonais d'Evin-Malmaison (P.-de-C.) et ceux d'Audun-Laroche (M.-et-M.) promettent de « porter toute aide possible au Gouvernement de Varsovie et à l'Armée Polonaise qui aux côtés de la puissante Armée Rouge nettoie le pays des hordes germaniques ». Ils demandent que « la terre polonaise soit donnée au paysan et à l'ouvrier polonais ».

Les agriculteurs polonais d'Agen déclarent : « Nous sommes fiers que les revendications de la paysannerie polonaise aient été réalisées, et que la réforme agraire ait été mise en application. Nous nous organisons pour augmenter le rendement du travail dans l'agriculture, pour aider nos alliés et la Pologne. Les fermiers polonais de Tonneins (Lot-et-Garonne) expriment leur fidélité au Gouvernement Provisoire et déclarent faire tout leur possible pour aider à la reconstruction de la France et de la Pologne. Les délégués ruraux de la région de Saint-Quentin réunis à une conférence régionale rendent hommage au Gouvernement Provisoire de Varsovie pour tout ce qu'il a fait pour la libération de la Pologne et pour l'affermissement de la démocratie.

Les commerçants et les industriels polonais du Nord adressent leurs meilleurs vœux à la Pologne libérée et au Gouvernement de Varsovie.

Les mineurs de Montceau-les-Mines (S.-et-L.) déclarent dans une résolution adoptée à l'issue d'un meeting : « Nous envoyons les salutations les plus cordiales à nos frères et sœurs dans les territoires libérés et en particulier aux mineurs des bassins de Silésie, de Dabrowa et de Cracovie ainsi qu'au Gouvernement Provisoire qui réalise les aspirations du peuple polonais. Nous décidons de l'aider dans la lourde tâche de la reconstruction de la Pologne. »

Dans une résolution de Joudreville-Pienne (Meuse) nous lisons : « Nous saluons avec joie le projet de la constitution d'un Gouvernement d'Unité Nationale. Nous saluons la décision de Yalta reconnaissant la nécessité de donner à la Pologne un large accès à la mer; nous saluons le rattachement de la Prusse Orientale et des vieux territoires polonais à l'Ouest qui nous avaient été ravis par les Allemands. Vive le Gouvernement Provisoire en Pologne ! ».

Nous pourrions citer des centaines de télégrammes et de lettres qui arrivent de tous les coins de la France et qui se déclarent sans équivoque pour le Gouvernement de Varsovie. Nous sommes en droit d'affirmer que 90 % de l'émigration polonaise en France se groupe autour du Gouvernement Polonais de Varsovie. Aucun effort de la propagande de M. Arciszewski n'y pourra rien.

Pour finir écoutons la voix de Mme Marie Mickiewicz, petite-fille de l'immortel poète polonais, personnifiant, comme lui, l'amour profond du peuple polonais et la foi en son avenir. Dans un vibrant appel à l'unité adressé à la division blindée du général Maczek à l'occasion de sa décoration à Paris, le 27 février dernier, elle dit :

« Grâce aux Armées Polonaises combattant sur tous les fronts d'Europe et hors d'Europe, et avec l'aide généreuse de l'Armée russe, notre peuple s'est frayé le chemin à la liberté et à l'indépendance.

« Ce n'est plus un espoir, c'est la réalité, notre pays est ressuscité.

« Nous avons un gouvernement, résidant sur notre sol sacré, qui dirige désormais nos destinées. Nos vaillantes et courageuses armées formeront dorénavant une seule Armée Polonaise Nationale.

« Qui oserait semer la désunion parmi cette armée, — gage de la splendeur de notre vie nationale ? Il ne peut y avoir un seul soldat, un seul officier qui ne se déclarerait pas pour l'Armée Nationale, une et indivisible.

« Aucune propagande ne pourra rien contre le devoir patriotique ».

Quelques dossiers politiques

Dans l'article de M. E. J. CUMMINGS (« News Chronicle » du 1er Mars 1945), nous trouvons les renseignements suivants sur les 21 conservateurs anglais qui ont déposé un amendement au sujet du règlement de la question polonaise à Yalta.

Command. M. PETHERICK (Penryn and Falmouth) — Chamberlainiste farouche. A voté en 1935, contre une motion de l'opposition condamnant le scandaleux plan Hoare-Laval au sujet de l'Abyssinie. En octobre 1938, il a voté pour Chamberlain dans le débat sur Munich et a déclaré : « Si nous nous abstenons pendant quelques semaines d'attaquer les dictateurs et leur système, nous verrons bientôt les mêmes dispositions de leur part ». En Juillet 1939 il a voté contre l'augmentation de la retraite des vieux. En 1940, au cours des débats qui ont renversé le gouvernement Chamberlain, il s'est abstenu.

Mr. H. V. A. RAIKES (Essex S. E.) a dit, en octobre 1938 : « Notre leader (Chamberlain) entrera dans l'histoire comme l'homme le plus grand de tous les temps ». A voté pour le maintien du gouvernement Chamberlain. A scutenu Michailovitch, le Quisling yougoslave. Très antisoviétique. A exprimé, en 1938, l'idée que l'Allemagne et l'Italie pourraient être enclines à limiter effectivement leurs armements.

Mr. J. J. STOURTEN (Southsalford). Chamberlainiste acharné. Avant la guerre il a présenté une motion au parlement, demandant au gouvernement d'éviter tout accord militaire ou autre pouvant avoir l'apparence d'une alliance entre l'Angleterre, la France et la Russie, et de chercher à établir des relations plus étroites entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Il qualifia les « cris » élevés à cause de la trahison de la Tchécoslovaquie d'« énonciations les plus stupides qui aient jamais été faites ».

Sir Herbert WILLIAMS (South Croydon). Protectionniste fanatique. A appelé le « Times » — édition de quatre sous du « Daily Worker » à cause de l'appui que le « Times » avait donné au Plan Beveridge. Lady Astor elle-même le qualifiait « de pire des Tories qu'elle ait jamais vu ».

Sir A. SOUTHBY (Epsom). A dit que Chamberlain avait sauvé la paix mondiale et ouvert une ère nouvelle ». Il a soutenu celui-ci au cours du débat décisif en 1940. En février 1939 il déclara que se moquer des états totalitaires était « futile et dangereux ».

Mr. A. R. WISE (Smethwick). En 1940 dans le « Smethwick Telegraf » a traité les Soviets de bandes de meurtriers, ennemis de Dieu et de l'humanité. « Leur force armée vaut moins qu'un seul allié ». Il a prôné l'isolement britannique et s'est opposé aux négociations avec la Russie à la veille de la guerre. Il a demandé : « Où en serions nous avec un gouvernement Churchill au Westminster ? ».

Command. R. T. BOWER (Cleveland), anc. membre de l'Association Anglo-Allemande de triste mémoire. Dans les débats sur la libération de Mosley il a nié que celui-ci fût un « ennemi de l'Etat ». En 1943 il voulait débarquer Churchill. Il soutient qu'« aujourd'hui la tradition de tolérance démocratique ne survit que dans le Parti des Tories ».

Capitaine A. C. GRAHAM (Wirral). Ami dévoué des Polonais de Londres. A voté contre le Plan Beveridge.

Sir William WEYLAND (Canterbury). Il a dit en 1943 : « Si nous avions un gouvernement socialiste au pouvoir, je crois que je serais devenu moi-même fasciste ». Il attaqua l'archevêque de Canterbury pour son attitude prosoviétique.

Sir Alfred KNOX (Wycombe) — Membre de l'ancienne Association Anglo-Allemande. Est connu comme ami de Franco. Etait, en 1940, pour la rupture des relations avec l'URSS.

Mr. P. B. W. DONNER (Basingstoke) — Finnois d'origine. Etait pour Franco lors de la Guerre Civile en Espagne et dit que le bombardement de Guernica était « de la propagande rouge ». Il considérait l'arrangement de Munich comme « un triomphe de Mr. Chamberlain et le premier échec substantiel de l'Allemagne ».

On pourrait citer des choses semblables sur les autres Tories : Lord WILLOUGHBY de ERESBY (Rutland and Stamford), le beau-fils de Lady Astor ; Command. Basil PETO (King's Norton, Birmingham) ; Command. P. G. AGNEW (Camborne) ; Lady APSLEY (Bristol Central) ; Sir John MELLOR (Tamworth) ; Prof. SAVORY (Belfast University) ; Command. Guy LLOYD (East Renfrew) ; Vice-Admiral TAYLOR (Paddington) ; Mr. E. H. KEELING (Twickenham) et le lieutenant d'aviation W. TEELING (Brighton). Ce dernier avait fait dans le « Times » un récit de son séjour en 1934 en Allemagne nazie, dans lequel apparaît sa sympathie pour ce régime.

En Pologne

L'industrie.

Le journal « *Glos Ludu* » publie les informations suivantes sur l'industrie textile de Lodz :

« Les usines de Lodz sont en mesure de passer immédiatement à la production et de satisfaire en quelques mois les besoins du marché intérieur. Le Bassin de Dabrowa et celui de Silésie n'ayant pas beaucoup souffert, fourniront le charbon. Grâce à l'aide de l'Union Soviétique il sera suppléé au manque des matières premières. Les entreprises de l'industrie cotonnière peuvent produire près de 12 millions de mètres de tissus, l'industrie lainière plus d'un million de mètres de tissus par mois. Des établissements de confection très modernes ont en outre été ouverts. Ils peuvent produire plus de 100.000 pièces de linge et d'uniformes par mois. Lodz possède en plus une industrie de bonneterie dont la production mensuelle s'élève à 100.000 douzaines de pièces. Certaines entreprises exécutent déjà des commandes pour l'armée et leurs ouvriers sont approvisionnés par les autorités militaires.

Les Allemands ne sont pas parvenus à détruire les hauts fourneaux de Starachowice et d'Ostrowiec. Les hauts fourneaux d'Ostrowiec sont déjà remis en service. 19 ateliers et entreprises électriques travaillent pour la restauration de la ligne électrique à haute tension reliant les centres industriels de Stalowa Wola et Konskie dans la même région.

A Bialystok 8 usines textiles, 2 tanneries, une centrale électrique, une verrerie, une huilerie et une savonnerie ont commencé leur travail.

Une usine de tracteurs et machines agricoles vient d'être créée pour approvisionner la campagne. Des ateliers de montage et de réparations ont été ouverts dans les régions de Rzeszow, Lodz, Lublin, en Silésie, en Poznanie et en Poméranie. Des

cours de conducteurs de tracteurs sont rapidement organisés.

Martyrologe des savants polonais.

Le journal « *Rzeczpospolita* » du 6. 11. 1944 donne la liste ci-dessous de professeurs des universités polonaises assassinés dans les prisons de la Gestapo et dans les camps de Dachau, Mathausen, Oranienburg, Buchenwald, Oswiecim (Auschwitz), Majdanek.

André Tretiak, prof. de philol. angl. (Varsovie) ; Gaspard Weigl, bactériologiste, inventeur du sérum contre le typhus exanthématique (Lwow) ; abbé St. Wojśa, prof. de théol. (Lublin) ; Ad. Beck, prof. de physiologie (Lwow) ; Wlad. Sieradzki, prof. de médecine légale (Lwow) ; Z. Cybichowski, prof. de droit internat. (Varsovie) ; Ign. Chrzanowski, prof. de littérature polonaise (Cracovie) ; M. Allerhand, prof. de droit (Lwow) ; Cas. Bartel, anc. président du Conseil, prof. de géométrie analyt. (Lwow) ; M. Gutkowski, prof. de statistique (Wilno) ; J. Birkenmayer (Lwow) ; W. Nowicki, prof. d'anatomie pathol. (Lwow) ; Z. Lempicki, prof. de philol. germ. (Varsovie) ; J. Bombala, prof. de philol. slave ; Cas. Pelczar (Lublin) ; A. Cieszynski, prof. de stomathologie (Lwow) ; M. Siedlecki, prof. de zoologie (Cracovie) ; A. Dobrzaniecki (Lwow) ; Cas. Kostanecki, prof. d'anatomie (Cracovie) ; W. Staniszkis, prof. Ec. Agric. (Varsovie) ; J. Grek (Lwow) ; J. Rostafinski, prof. Ec. Agric. (Varsovie) ; A. Heydel (Cracovie) ; St. Progulski, prof. de pédiatrie (Lwow) ; R. Rybarski, prof. fac. droit (Varsovie) ; M. Kotarbinski, Beaux-Arts (Varsovie) ; H. Hilarowicz (Lwow) ; S. Kolaczowski, prof. de littérature (Cracovie) ; B. Jalowy (Lwow) ; K. Zakrzewski, prof. de math. (Varsovie) ; K. Kolbuszewski (Lwow) ; A. Lomnicki, prof. de mathém. (Lwow) ; M. Michalowicz, prof. de pédiatrie (Varsovie) ; R. Longchamp-de-Berier (Lwow) ; C. Martyniak (Lublin) ; abbé M. Niechaj (Lublin) ; V. Ormicki (Cracovie) ; J. Smolen-

ski (Cracovie) ; J. Grzedzielski, chargé du cours d'ophtalmologie (Lwow) ; R. Piat (Lwow) ; J. Nowak, prof. de géologie (Cracovie) ; Ed. Klich, prof. de philol. pol. (Cracovie) ; St. Pawlowski, prof. de géographie (Poznan) ; O. Chominski, prof. de philol. polon. (Wilno) ; M. Auerbach, chargé du cours de philol. classique (Lwow) ; L. Charewicz, chargée du cours d'histoire (Lwow) ; R. Rencki (Lwow) ; St. Saks (Varsovie) ; A. Wieckowski (Varsovie) ; A. Potkowski, prof. de muséologie (Varsovie) ; J. Sieminski (Varsovie) ; K. Krzeczkowski, prof. H-tes Et. Com. (Varsovie) ; Bursche (Varsovie) ; Raszeja (Poznan) ; St. Ruziewicz, prof. de math. (Lwow) ; Wl. Wislocki, conservateur à « Ossolineum » (Musée National à Lwow) ; M. Handelman (Varsovie), prof. d'histoire d'Europe Occidentale — assassiné par les N.S.Z. (organisation fasciste polonaise).

Renouveau des Universités Polonaises.

L'Université des Jagellons à Cracovie, la plus ancienne des universités polonaises, a repris ses cours.

L'Académie de Beaux-Arts à Cracovie a également rouvert ses portes.

A Lodz, qui n'a jamais eu d'université, un centre universitaire important va être incessamment créé. Le professeur Wilanowski, ancien doyen de la Faculté de Droit et des Sciences sociales de l'Université de Wilno est chargé par le Ministère de l'Instruction Publique de l'organisation de cette nouvelle université. Dans une interview accordée au représentant du journal « Glos Ludu », le professeur Wilanowski a déclaré que le Gouvernement Provisoire assurait à l'université son soutien financier. D'autre part, la municipalité et les autorités de l'enseignement lui accordaient des bâtiments et des locaux, qui seraient transformés en salles de travail et laboratoires. Le prof. Wilanowski ajouta que l'Université aurait 16 facultés : Lettres, Droit, Administration et Economie, Sciences mathématiques et naturelles, Médecine, Pharmacie, Chirurgie Dentaire, Agriculture, Sylviculture, Commerce, Coopératives, Mécanique, Electricité, Chimie, Textile, Ponts et Chaussées, Architec-

ture, Culture Physique. Le corps enseignant serait composé surtout de professeurs de Wilno et de Lwow. Des spécialistes éminents et des professeurs d'autres instituts s'occupent déjà de l'organisation des facultés techniques. Les cours commenceront au mois de mars ; certains auront lieu l'après-midi et le soir pour permettre leur fréquentation aux travailleurs. L'Université de Lodz aura pour devise : « Science à tous ceux qui sont désireux de s'instruire ».

L'Inspectorat Scolaire de Praga a créé un nouveau centre scientifique « l'Institut Technique Populaire ». Ce nouvel établissement répandra les sciences techniques parmi les larges couches de la population. En dehors des cours et conférences, l'Institut travaillera sur les problèmes du perfectionnement des installations techniques.

Prisonniers et déportés libérés en territoire polonais.

Un grand nombre d'étrangers ont été libérés en territoire polonais des camps de travail, prisons et camps de concentration allemands. Leur nombre, qui n'a encore pu être exactement déterminé, s'élève à plusieurs centaines de milliers. Le Gouvernement Provisoire Polonais a formé une Commission Interministérielle pour porter assistance aux libérés. 40 millions de zlotys ont été mis à la disposition de la Commission pour assurer leur ravitaillement et leur habillement. La Commission contrôlera la distribution des secours effectuée par des délégués spéciaux et par les organisations suivantes : Croix Rouge Polonaise, Comité Central d'Assistance Sociale et Comité Central d'Aide aux Juifs de Pologne. Chaque libéré reçoit un secours en vivres, vêtements et argent. Ceux d'entre eux qui se fixeraient pour une période prolongée en Pologne, obtiendront une carte d'alimentation de première catégorie. Des maisons de repos leur sont ouvertes dans les villes d'eau d'Inowroclaw et de Ciechocinek. La Commission Interministérielle a déjà assigné un million de zlotys pour les libérés dans la région de Varsovie, 500.000 à ceux de Lodz, 2.000.000 à Cracovie, 500.000 à Katowice et 500.000 à Kielce.

COMITÉ POLONAIS DE LIBÉRATION NATIONALE

EN FRANCE

20, av. Rapp, Paris (7^e)

SERVICE DE DOCUMENTATION

●

N° 8

10 Avril 1945

SOMMAIRE

1. Déclaration du Gouvernement Provisoire Polonais au sujet de sa participation à la Conférence de San Francisco.	3
2. Impressions de Pologne.	6
3. Une interview de M. Pietka sur les prisonniers et déportés français libérés en Pologne.	11
4. Situation des prisonniers et déportés polonais libérés en France.	12
5. La vie de l'émigration polonaise.	15
6. Voyage à Lille de M. Jedrychowski, représentant du Gouvernement Provisoire Polonais en France.	16
7. En Pologne.	18

8.P. 3831

Déclaration du Gouvernement Provisoire Polonais au sujet de sa participation à la Conférence de San-Francisco

Le Gouvernement Provisoire de la République Polonaise a adressé, le 22 mars, la note suivante aux Gouvernements de l'Union Soviétique, des Etats-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne, de la Chine et de la France:

« Le peuple polonais salue avec joie la décision de la conférence de Crimée de convoquer, le 25 avril 1945, à San Francisco, une conférence des Nations Unies, dans le but d'assurer la coopération internationale pour le maintien de la paix et de préparer le statut international d'une organisation de sécurité.

« La Pologne, qui fut, dès le premier jour de la guerre, victime de l'agression allemande, a subi pendant les cinq années du cauchemar de l'occupation hitlérienne, des souffrances et des malheurs sans nom. Ayant éprouvé depuis plusieurs siècles la pression de ces mêmes envahisseurs allemands, la Pologne est vivement intéressée à la création d'une organisation internationale garantissant le maintien de la paix, et, de ce fait, désire prendre une part active à la Conférence de San Francisco.

« Il est particulièrement important de le souligner en ce moment où le peuple polonais, instruit par son amère expérience, a trouvé en lui-même assez de force pour que la Pologne sorte de cette guerre ressuscitée et forte et prenne la place qui lui est due en Europe Centrale et dans le bassin de la mer Baltique. C'est avec une grande surprise que l'opinion polonaise a appris, que parmi les Etats alliés invités à la conférence de San Francisco, la Pologne qui lutte contre les Allemands et qui se relève de ses ruines, est seule à manquer. L'exclusion de la Pologne de la conférence de San Francisco serait une offense injuste et injustifiable à l'égard du peuple polonais qui s'efforce d'assurer sa complète indépendance et d'accomplir sa mission honorable de gardienne de la paix et de la civilisation en Europe contre la barbarie hitlérienne et les visées agressives de l'Allemagne.

« Aucun argument ne saurait justifier le fait que la Pologne représentée par l'actuel Gouvernement Provisoire de la République Polonaise ne soit pas invitée à la conférence de San Francisco. Le fait que la commission consultative pour les affaires polonaises, créée par la conférence de Crimée, n'ait pas encore terminé ses travaux, ne saurait être un obstacle à l'invitation du Gouvernement Provisoire Polonais à San Francisco.

« Le Gouvernement Provisoire Polonais a groupé autour de lui l'immense majorité du peuple polonais. Le Gouvernement Provisoire a mobilisé l'Armée Polonaise qui, peu avare de sang de ses soldats, apporte sa contribution à l'écrasement des hordes germaniques, et qui, dernièrement, aux côtés de l'Armée Rouge, a brisé le rempart poméranien puissamment fortifié, barrant la route des centres vitaux de l'Allemagne.

« Le Gouvernement Provisoire reconstruit sa capitale, Varsovie, sauvagement détruite par les Allemands ainsi que d'autres villes polonaises. Sous sa

B.O.I.C.

direction, l'agriculture, l'industrie et le commerce renaissent, il assure l'ordre et la légalité républicaine sur le territoire polonais.

« Seule la clique des émigrés réactionnaires cherchant à soulever des conflits dans le camp des nations unies et faisant ainsi le jeu de l'Allemagne hitlérienne, s'efforce de contrecarrer le mouvement du peuple entier et le travail gigantesque du Gouvernement Provisoire en vue de la reconstruction et de l'unité de l'état démocratique polonais.

« Cette clique d'émigrés réactionnaires s'étant prononcée contre les décisions prises à la conférence de Crimée qui consacrent la renaissance de la Pologne démocratique, s'est mise définitivement en opposition avec son propre peuple en même temps qu'avec les Etats démocratiques alliés.

« Le Gouvernement Provisoire Polonais donne toutes les garanties aux éléments démocratiques désirant participer à la reconstruction d'une Pologne libre, démocratique et souveraine, amie de l'Union Soviétique et membre dévoué de la famille des Nations Unies, d'une Pologne qui sera un des piliers de la paix et de la sécurité de l'Europe.

« Après les dures épreuves qu'il a subies, le peuple polonais espère que son représentant — le Gouvernement Provisoire de la République Polonaise prendra part à la conférence de San Francisco et que la Pologne démocratique aura la place qui lui est due dans la famille des Nations Unies.

Signé: Boleslaw Bierut, Edward Osubka-Morawski ».

*
**

La déclaration du Gouvernement Provisoire Polonais revêt, à la veille de la conférence de San Francisco, une importance particulière.

Les anciens gouvernants de la Pologne — les mêmes qui forment aujourd'hui le « gouvernement » de Londres — ont été résolument hostiles à la politique de sécurité collective et à l'ancienne Société des Nations et ils firent, ici comme ailleurs, le jeu de l'Allemagne hitlérienne. Cette politique a eu des résultats désastreux aussi bien pour la Pologne que pour le monde entier.

Après les terribles expériences de ces dernières années, la nouvelle Pologne comprend mieux encore la nécessité d'un système de sécurité collective qui garantirait une paix véritable. Rompant avec la tradition des Becks et consorts elle est décidée à appuyer la future organisation internationale groupant les peuples libres, sans négliger l'importance des pactes bilatéraux. Le peuple polonais a donc accueilli avec enthousiasme les plans de Dumbarton Oaks.

D'autre part il est évident que l'absence de la Pologne à San Francisco ne serait pas seulement une injustice flagrante, mais compromettrait gravement tout le système de sécurité élaboré à la conférence. En effet, la Pologne, appelée par Napoléon « la voûte de l'Europe », occupe — comme les événements l'ont démontré — une place très importante au point de vue stratégique. Son absence prêterait une grave lacune qui serait certainement mise à profit par les « revanchards » de l'impérialisme allemand.

Les éléments hitlériens qui rêvent toujours d'une fissure dans le bloc des Nations Unies en seraient singulièrement encouragés. L'activité des émigrés polonais de Londres — autres mécontents des résultats de cette guerre — pourrait d'ailleurs leur être en cela d'un concours précieux. En effet le maintien de la fiction dangereuse du « gouvernement » de Londres permet à celui-ci d'exercer une activité qui coïncide étrangement avec les intérêts allemands. Il suffit de comparer les émissions radiophoniques en langue polonaise du poste hitlérien « Wanda » avec celles qui diffuse le « gouvernement » Arciszewski pour se convaincre de leur ressemblance étonnante. Visiblement les chemins des hobereaux polonais se rencontrent encore une fois, comme avant 1939, avec

ceux des junkers prussiens. Toutes les nouvelles provocatrices et les déclarations de M. Arciszewski sont triomphalement reprises par le poste hitlérien qui fait siennes les leçons de « patriotisme » des émigrés de Londres.

Le pseudo-gouvernement de Londres, en train de se désagréger complètement (démission des membres socialistes, déclaration de 14 membres du Conseil National Polonais de Londres, dissous dernièrement par M. Arciszewski), continue à envenimer l'atmosphère politique en Europe et fait le jeu de ceux qui veulent saper sa sécurité future.

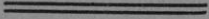
L'invitation du Gouvernement Provisoire de Varsovie à la Conférence mettrait fin aux espoirs allemands reposant sur la survivance de l'organisme de Londres. En effet les décisions de Yalta prévoyaient que le gouvernement de Varsovie formerait le noyau du gouvernement d'unité nationale élargi. Si toutefois cet élargissement rencontre encore des difficultés, c'est parce qu'il ne saurait être question d'admettre au sein du gouvernement d'unité nationale des personnalités qui, comme M. Mikolajczyk, se sont prononcées publiquement contre les décisions de Yalta concernant la Pologne. Il est donc évident que, dans l'état actuel des choses, seul le Gouvernement Provisoire de Varsovie pourrait être autorisé à représenter notre pays.

Le refus de l'inviter est basé sur des considérations d'ordre purement formel et ne tient pas compte de la réalité polonaise. Cette réalité c'est l'appui total donné par la nation à son Gouvernement Provisoire. L'argument que les émigrés de Londres n'ont pas été invités non plus à siéger à la Conférence constitue une offense grave pour le peuple polonais auquel le groupe Arciszewski agissant contre ses intérêts les plus évidents, est devenu complètement étranger.

Au moment où les nations n'ayant point souffert ni donné leur apport à la cause des Nations Unies se voient invitées à San Francisco, l'exclusion de la Pologne, pays qui le premier a fait face à l'invasion hitlérienne et qui continue à lutter pour la victoire commune, serait une grave atteinte à l'honneur de la Pologne et à son droit incontestable de décider en commun du sort de l'Europe et de la paix mondiale, ainsi que le déclare une résolution du Comité Polonais de Libération Nationale en France.

La France, qui a montré le souci « d'éliminer définitivement le fascisme et d'empêcher son retour » ainsi que de sauvegarder l'automatisme des pactes d'assistance mutuelle dans le cadre de la sécurité collective, ne saurait admettre l'absence de la Pologne à la Conférence. La Pologne, dont la sécurité future dépend non seulement du système général de sécurité, mais aussi des pactes bilatéraux, représenterait à San Francisco la même tendance que la France. D'ailleurs il serait difficile d'imaginer l'automatisme du pacte franco-soviétique sans l'adhésion de la Pologne.

Il est donc permis de croire que la déclaration du Gouvernement Provisoire Polonais trouvera un écho favorable dans l'opinion française.



B.D.I.C.

Impressions de Pologne

Le chef du service de presse du CPLN en France, M. Andrzejewski, nous a fait part des impressions rapportées de son récent séjour en Pologne.

Nous sommes arrivés à Varsovie, nous dit-il, à un des moments les plus sublimes de l'histoire de notre peuple. Dans ces jours historiques l'Armée Rouge et l'Armée Polonaise par leur avance foudroyante libérèrent successivement : Varsovie, Kielce, Radom, Piotrkow, Lodz, Cracovie, Gniezno, Bydgoszcz, Torun, les bassins de Dombrowa et de Silésie. Nous sentions tous les cœurs polonais battre à l'unisson de l'avance des armées polonaise et soviétique.

En ces jours ce n'est pas seulement l'armée polonaise qui avançait. Le peuple polonais tout entier s'était mis en branle. La jeunesse affluait en masse dans les rangs de l'Armée Polonaise. Dans les villes et les villages on créait rapidement la milice civique qui devait assurer l'ordre et la sécurité à la place de la police « bleue » de la sanacja qui s'était mise au service de la Gestapo.

Les nouvelles autorités, les Conseils nationaux de voïévodie, de district et de commune, sortant de la clandestinité, s'attelaient immédiatement au travail, cooptant de nouveaux membres et élargissant leur champ d'action. Des délégués du Gouvernement, des représentants des organisations sociales et des partis politiques, des groupes d'opérations formés par les syndicats professionnels et par différents ministères apportaient leurs conseils et leur aide aux territoires récemment libérés.

Nous avons entendu pour la première fois le nom d'allure quelque peu militaire de *groupes d'opérations* à Lublin, au cours d'une réunion régionale des comités d'entreprise. Nous avons bientôt compris qu'il s'agissait de groupes de pionniers qui, dans les territoires de la rive droite de la Vistule, libérés plusieurs mois auparavant et devenus un immense creuset d'expérience, avaient appris à réparer rapidement les usines et les services d'utilité publique endommagés par l'occupant ou par les opérations militaires, à sauvegarder le bien national, à organiser les syndicats professionnels, etc.

Relever le pays de ses ruines! — tel est le mot d'ordre repris par toute la Pologne.

C'est que l'occupant allemand nous a laissé un lourd héritage. Beaucoup d'usines ont été détruites, les transports démolis. Le matériel roulant emmené par les Allemands ou détruit. L'utilisation de la traction à cheval — impossible, certaines régions du pays ayant été complètement dépouillées de chevaux par les Allemands.

Dès les premiers jours de l'occupation les Allemands se mirent à piller le pays. L'industrie, adaptée par eux à la production de guerre, ne satisfaisait pas les besoins intérieurs de la Pologne. Dans le Gouvernement Général l'industrie était en déclin, l'agriculture était abandonnée, l'artisanat et le commerce dépérissaient.

Dans le domaine des finances, les Allemands laissèrent également la ruine. Les billets sans valeur qui avaient circulé dans le Gouvernement Général ont été retirés par le Gouvernement de la République. De même dans les territoires

libérés, précédemment annexés au Reich, le mark allemand sans valeur a été remplacé par la monnaie de la République — le zloty polonais.

Mais tout ceci n'est rien à côté de la destruction de Varsovie par les Allemands. Celle-ci n'a rien d'analogue sinon dans la haute antiquité. A côté des 250.000 habitants de Varsovie assassinés, les Allemands détruisirent dans notre capitale l'apport de plusieurs générations. Des trésors de la civilisation polonaise ont été perdus irrémédiablement. Tous les monuments nationaux ont été démolis. Les monuments de Mickiewicz, de Copernic, de Chopin, du prince Poniatowski, du roi Sigismond — n'existent plus. Les musées ont tous été pillés. Les églises et les monuments d'architecture ancienne sont en ruines.

Dans tout Varsovie pas un hôpital, pas une école n'ont été épargnés. A peine cinq pour cent des maisons d'habitation sont restées intactes. Seuls dix pour cent des autres peuvent être réparées.

Varsovie avait été un centre industriel de première importance. Toutes les grandes usines métallurgiques, les usines Skoda, Lilpop, « Locomotive », Gerlach, « La cartoucherie », « l'Arsenal », « CWS », ne représentent plus qu'un amas de décombres.

Lorsque nous sommes arrivés à Varsovie, dans le faubourg de Praga, les ouvriers et les ingénieurs avaient déjà mis en marche les premiers ateliers de réparation d'automobiles et l'usine d'outillage « Avia ». Des brigades volantes sortaient de dessous les décombres les machines restées indemnes et montaient de nouveaux ateliers tandis que des milliers de Varsoviens s'employaient au déblaiement à la bêche et au marteau-pic des principales artères de la ville. Une vie nouvelle naissait à côté des ruines de Varsovie. Grâce à l'aide efficace que nous a fournie l'Union Soviétique, la ville est en pleine reconstruction.

Nous avons vu les forces renaissantes du peuple polonais ailleurs qu'à Varsovie. Trois jours après la libération, Kielce avait déjà une communication ferroviaire avec Czestochowa. Deux jours plus tard, une communication avec le bassin houiller de la Dombrowa était établie. Dix jours après, grâce aux efforts héroïques de nos cheminots — le premier transport de charbon est arrivé du bassin de la Dombrowa à Lodz. En ce moment des communications ferroviaires relient déjà presque toutes les régions du pays.

A mesure que l'on avance vers l'Ouest, les destructions diminuent. Grâce à la marche rapide de l'Armée Rouge et de l'Armée Polonaise, les Allemands n'eurent pas le temps de parachever l'œuvre diabolique de la destruction. Ainsi Cracovie, miné entièrement par les Allemands, devait être complètement détruit et ses habitants expulsés. Mais à la veille de la perpétration de ces plans criminels, l'Armée Rouge entra à Cracovie. Il en fut de même dans plusieurs autres villes polonaises. Pendant les Allemands avaient réussi déjà antérieurement à piller tous les établissements métallurgiques de Starachowice, d'Ostrowiec, de Radom en emmenant leur précieux outillage en Allemagne.

En Silésie et dans le bassin de la Dombrowa ils ont fait sauter plusieurs centrales électriques et ils avaient l'intention d'inonder toutes nos mines. Mais quelques jours après leur départ, une grande partie des pompes fonctionnaient déjà dans les mines et, grâce au travail infatigable des ouvriers polonais, de grandes richesses nationales ont pu être sauvées.

A Lodz, que nous avons visité huit jours après sa libération, les grandes manufactures de Poznanski, de Geier, de Scheibler et autres fonctionnaient déjà. Les stocks de matières premières avaient été partiellement sauvés et des pourparlers étaient en cours avec les milieux industriels soviétiques au sujet de l'achat du coton par l'industrie textile de Lodz. Le jour que nous quittions Lodz les premiers transports de charbon y étaient arrivés du bassin de la Dombrowa.

A Lublin nous avons vu des établissements travaillant jour et nuit pour reconstruire le pays, pour précipiter la victoire. Nous avons vu des wagons chargés

B.D.I.C.

de milliers de paires de chaussures pour l'Armée Polonaise, produites déjà par l'industrie de chaussure polonaise.

Nous avons vu des transports d'armes quitter Stalowa Wola, la plus grande aciérie sur la rive droite de la Vistule, pour être dirigés vers le front. Nous avons été remplis d'admiration devant cet immense élan du peuple qui, encore meurtri et fatigué, trouvait en lui des forces inépuisables pour élever, à côté des ruines laissées par l'occupation, l'édifice d'une vie nouvelle, créer une puissante armée, forte de presque 500.000 hommes, reconstruire la vie économique, organiser l'enseignement complètement interrompu depuis cinq ans.

Qui donc est l'artisan et l'âme de ce puissant mouvement? Qui tient les rênes de cette reconstruction d'un élan inconnu jusqu'ici dans l'histoire de notre peuple?

Nous avons posé plusieurs fois la question autour de nous. Et chaque fois nous avons reçu la même réponse : c'est le Gouvernement Provisoire de la République, appuyé par les plus larges couches de la population qui en est l'âme.

Il a l'appui des paysans — qui ont obtenu enfin la terre, et qui après avoir livré à l'Etat un contingent déterminé (représentant à peine trente pour cent du blé qu'ils avaient dû livrer aux Allemands), peuvent librement vendre leurs produits à la ville.

Il a l'appui des ouvriers — à qui il a garanti des conditions humaines de vie, à qui il a donné le droit d'ingérence dans la reconstruction économique, à qui il a permis enfin de relever leur standart de vie grâce à une juste politique des salaires (ceux-ci ont été augmentés de cinquante à cent pour cent) et au système des cartes alimentaires.

Il a l'appui des travailleurs intellectuels qui voient en lui la réalisation des aspirations démocratiques de la nation et qui espèrent pour eux un grand avenir. La nouvelle Pologne démocratique leur rend leur dignité personnelle, humiliée par l'occupant, leur ouvre un large champ d'action, d'immenses perspectives de travail, de développement, de prospérité.

Il a l'appui des commerçants et des artisans à qui il rend les ateliers et les entreprises, volées par les Allemands, et qu'il aide pour favoriser le développement économique du pays.

Il a l'appui des petits industriels - car il encourage l'initiative privée et la mobilise pour l'oeuvre de la reconstruction de la Pologne.

Il a enfin l'appui du clergé catholique — car non seulement l'état rend à l'église les biens confisqués par les Allemands en les exemptant de la réforme agraire, mais encore il l'aide à réparer les dommages causés par l'occupant. Après cinq ans de persécutions, l'église peut enfin librement développer son activité.

Voilà d'où vient la force du Gouvernement Provisoire de la République : il a derrière lui le peuple tout entier qui s'est uni dans la lutte contre l'occupant et a forgé un large Front National Démocratique en Pologne.

Le Front National Démocratique est basé sur l'entente de quatre partis politiques: P.P.S. (Le Parti Socialiste Polonais), le Parti Populiste, P.P.R. (Le Parti Ouvrier Polonais) et le Parti Démocrate. Le Front National a l'appui des Syndicats Professionnels Unifiés, il a l'appui de la puissante Union d'Entr'aide Paysanne et celui des trois organisations de jeunesse : L'Union de la Lutte des Jeunes, la Société de l'Université Ouvrière (T.U.R.) et les Jeunesses Paysannes (Wici). Il a l'appui de « l'Union des Terres de l'Ouest » devenue une force importante qui groupe dans son sein des dizaines de milliers d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels, de commerçants et d'industriels des territoires occidentaux, incorporés par les Allemands au Reich, et dont il faudra maintenant extirper toute trace de germanisation.

Quel est le programme du Front National démocratique, réalisé en Pologne par le Gouvernement Provisoire de la République ?

C'est un programme rapproché de celui du C.N.R. en France.

Il prévoit en premier lieu la liquidation des survivances féodales, nombreuses

(B.D.I.C.)

en Pologne, ainsi que la fin de la domination des trusts et des cartels internationaux vivant en parasites sur le corps de notre pays.

Ainsi pour l'agriculture — le Front National Démocratique se pose comme tâches :

- a) la réforme agraire;
- b) le développement des coopératives à la campagne:
 - 1) les moulins, vergers, étangs, brasseries, amydonneries des grandes do-
 - b) le développement des coopératives à la campagne:
 - 2) les coopératives aident les paysans en leur fournissant la force de traction;
 - 3) les coopératives fournissent les graines sélectionnées pour les semences et les engrais artificiels.

Pour l'industrie — le Front National Démocratique vise la libération du pays de l'influence des trusts et des spéculateurs. Les positions-clefs de la vie économique, les industries de base, les banques, qui avaient été aux mains des Allemands ou du capital abouché avec eux, passent sous la gestion de l'Etat.

Le Front Démocratique National représente une force puissante dans le pays, parce qu'il réalise son programme démocratique, mais surtout parce qu'il a été à la tête de la lutte de libération nationale contre les Allemands et qu'il réalise le programme national du retour à la mère-patrie des territoires occidentaux, ravis à la Pologne par les Allemands, qu'il établit les frontières polonaises sur la Neiss, l'Oder et la Baltique. Cette réalisation signifie la transformation de la Pologne d'un pays surtout agraire qu'elle était en un pays industriel et agraire, elle signifie la voie de la grandeur et de la **renaissance nationale**.

Le pays se rend compte que sans l'industrie silésienne, la reconstruction de Varsovie, celle des transports, celle de notre vie économique seraient impossibles. La forge silésienne permettra de cicatrizer rapidement les blessures causées par l'occupant. Le pays comprend également que sans la possession de l'embouchure de la Vistule, sans un large accès à la mer, la Pologne ne peut devenir une grande puissance. Seule l'intégration de ces terres à la Pologne peut assurer sa sécurité.

Le peuple polonais est en ce moment plus uni que jamais. Il est uni autour de son gouvernement Provisoire.

Et la propagande de Londres, et les forces de la cinquième colonne?

Pendant tout notre séjour en Pologne — presque deux mois — dit M. Andrzejewski, nous n'avons pas relevé des traces sérieuses de leur activité. Les tentatives faites par eux de saboter la réforme agraire, les tentatives d'attentats terroristes contre les représentants des autorités et les militants du Front National Démocratique, organisés sur l'ordre de MM. Raczkiewicz, Sosnkowski et Arciszewski — avaient déjà échoué.

La libération s'était faite si rapidement que les unités de l'Armée Intérieure (Armia Krajowa — A. K.) aux ordres de Londres, déposaient les armes, en dépit des appels de leurs chefs. Ceux-ci surpris par les événements, tâchaient de gagner du temps et de sauver leur influence, ne fût-ce que pour quelques jours. Au moment du premier éblouissement de la libération, ils lancèrent le bruit que les troupes anglaises et américaines avaient débarqué à Gdynia et marchaient contre l'Armée Rouge et l'Armée Polonaise. Mais ce furent les derniers sursauts des meneurs londoniens compromis et ayant perdu tout crédit.

1. L'Armée Intérieure était compromise par sa responsabilité pour la destruction de Varsovie.

2. Elle était compromise par sa fusion avec les Forces Armées Nationales (sorte de milice de Darnand), qui avaient ouvertement aidé la Gestapo dans ses expéditions punitives contre les partisans et dans ses pogroms de Juifs.

3. Elle s'était compromise en intervenant contre la réforme agraire. Dépendant politiquement des hobereaux et nourrie par eux, elle devait rester au service des féodaux réactionnaires.

4. Elle s'était compromise enfin par ses calculs sur la division des Alliés, par son hostilité envers l'Union Soviétique et envers l'Armée Rouge qui a si

B.D.C.

samment contribué à la libération du pays.

La réalisation des grandes réformes, le rassemblement national autour du Gouvernement Provisoire de la République, la réalisation du programme de la renaissance nationale — enlevèrent les arguments aux éléments londoniens rêvant du retour au régime d'avant 1939, quand une poignée de seigneurs féodaux tenait le pays sous sa domination et menait une politique étrangère criminelle qui a facilité à Hitler l'isolement et l'invasion de la Pologne.

C'est dans le domaine de la politique étrangère que la faillite complète de la sanacja s'est fait jour plus encore que dans tout autre domaine.

La nouvelle Pologne a tiré la leçon de la sanglante expérience des cinq années d'occupation. Dans la question des frontières occidentales la nation s'est montrée unanime. Elle est unanime à considérer que l'Union Soviétique qui a si généreusement aidé à la libération de la Pologne ne saurait être traitée comme un ennemi de notre pays. Le peuple polonais sait que sans l'aide de l'Union Soviétique il pourrait dans un proche avenir être une nouvelle fois victime de l'agression allemande.

La Pologne désire maintenir les meilleures relations avec notre grande voisine. La Pologne sait que la frontière orientale extorquée par la force à l'Union Soviétique en 1921, était une frontière de litige permanent, qu'elle a été la cause de nos malheurs et qu'elle était dans l'intérêt seul des magnats terriens, possesseurs de domaines en Ukraine et en Biélorussie.

C'est pour dominer les Ukrainiens et les Biélorussiens que la réaction polonaise a sacrifié à la germanisation les Polonais de Silésie, les Kachoubes de Poméranie, les Mazoures de Prusse Orientale. Mais ici comme ailleurs la sanacja n'a pas écouté la voix du peuple.

Aujourd'hui le peuple élève sa voix, le peuple refuse d'avoir deux frontières à défendre. La nation est unanime à croire que l'établissement de notre frontière orientale en accord avec l'Union Soviétique et le retour à la Pologne des territoires occidentaux, lui garantiront une longue ère de paix et de grandeur.

Sous la direction du Gouvernement Provisoire le pays uni s'est engagé dans une voie qui forme un tournant radical dans l'histoire de notre peuple et qui ouvre devant nous des perspectives exceptionnelles. Il est incontestable que le peuple s'est uni sur la base du programme du Front National Démocratique, réalisé par le Gouvernement et prévoyant :

Dans le domaine de la politique étrangère —

- 1) rapprochement et coopération avec nos voisins slaves : l'Union Soviétique et la Tchécoslovaquie;
- 2) entente avec tous nos alliés de l'Ouest : la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France.

Dans le domaine de la politique intérieure —

- 1) L'édification d'un Etat fort, indépendant, souverain et démocratique.
- 2) La reconstruction économique du pays et son industrialisation.
- 3) La réalisation complète de la réforme agraire et le relèvement du standart de vie des masses paysannes. Le pays réalise la devise : « L'ouvrier aura du travail du moment que le paysan aura reçu la terre ».
- 4) Retour à la mère-Patrie des terres occidentales avec une frontière sur la Neiss, l'Oder et la Baltique. Extirpation rapide de ces terres des traces de la germanisation, leur intégration économique, administrative et culturelle.
- 5) Création d'une puissante Armée Polonaise Démocratique, gardienne de la sécurité de la Pologne.

Comme on voit, dans un court délai le Gouvernement Provisoire de la République a déjà réalisé une grande partie de ce programme, et surtout il a unifié l'administration du pays, il a intégré d'ores et déjà à la Pologne les territoires libérés de la Silésie et de la Baltique, il a développé l'appareil de l'Etat et organisé l'économie de tout le territoire libéré, il a enfin groupé autour de lui le peuple tout entier.

B.D.I.C.

Une interview de M. Pietka sur les prisonniers et déportés français libérés en Pologne

M. Thomas Pietka, président du Comité Polonais de Libération Nationale en France, qui vient de rentrer après un séjour de six semaines fait en Pologne libérée, a bien voulu nous donner les précisions suivantes sur la situation des prisonniers et déportés français libérés en territoire polonais.

« Dans leur avance victorieuse vers l'Ouest, l'Armée Rouge et l'Armée Polonaise libèrent tous les jours des milliers de prisonniers et déportés. Au moment où nous étions en Pologne des colonnes entières d'anciens prisonniers et déportés s'acheminaient vers l'Est.

Notre délégation a eu l'occasion de parler avec quelques uns d'entre eux. Nous avons rencontré un premier groupe de 8 Français, anciens prisonniers du camp de la mort de Maïdanek, à Moscou d'où ils devaient être rapatriés par avion en France. Ils habitaient à l'Hôtel Savoy, un des meilleurs à Moscou, ensemble avec des diplomates étrangers. Ils avaient gardé un souvenir attendri des Polonais qui les avaient accueillis à Lublin, et l'un d'eux, un ouvrier parisien, âgé de 45 ans, exprima même le désir de revenir en Pologne après la guerre.

Ensuite à Varsovie, dont les ruines venaient d'être libérées, nous avons rencontré des colonnes de prisonniers et déportés arrivant des camps de Silésie, de Prusse Orientale, de Poméranie, de Poznanie. Malgré la fatigue et l'épuisement, leurs yeux brillaient de joie. Un officier français me dit : « Il faut avoir été cinq ans derrière les barbelés, pour pouvoir apprécier la liberté ». J'ai accosté deux autres officiers français et je leur ai demandé comment ils avaient pu se ravitailler en cours de route. Ils me dirent que partout sur leur passage ils avaient été reçus comme des frères. « Nous avons mangé du pain et bu du lait à volonté. Partout on nous a invité dans les familles, partageant avec nous le dernier morceau de pain. Nous connaissons les difficultés de votre gouvernement et la misère de la population, mais en traversant des centaines de villages polonais nous avons eu l'occasion de connaître l'hospitalité du peuple polonais et son amitié sincère pour les Français ».

Les groupes de prisonniers et déportés sont dirigés sur quatre centres d'hébergement installés dans les meilleures casernes militaires de Lublin, Rembertow (dans la banlieue de Varsovie), Wlodawa et Hrubieszow. C'est là qu'ils reçoivent les premiers soins médicaux, qu'ils passent la désinfection et la quarantaine. Les malades sont transportés immédiatement à l'hôpital. Dans un faubourg de Varsovie en ruines, à Praga, un des peu nombreux bâtiments qui avaient échappé à la destruction a été affecté à la Croix Rouge Polonaise qui y a installé un hôpital et un centre d'accueil pour les prisonniers libérés. Des maisons de repos dans les stations balnéaires d'Inowroclaw et de Ciechocinek ont été mises également à leur disposition.

Le Gouvernement Provisoire Polonais a créé une Commission Interministérielle qui s'occupe spécialement des prisonniers de guerre et déportés libérés en territoire polonais. 40 millions de zlotys ont déjà été assignés à la Commission qui a attribué 4 millions de zlotys aux centres d'accueil de Varsovie, 2 millions à ceux de Cracovie, 500.000 zlotys à Lodz, 500.000 à Kielce et 500.000 à Katowice. Le Gouvernement est généreusement aidé dans cette œuvre par la population : de toutes les voies, surtout des régions récemment libérées qui n'ont pas beaucoup souffert, des sommes importantes arrivent pour l'aide aux prisonniers et déportés.

Chaque libéré reçoit une carte d'alimentation de première catégorie,

des vêtements et de l'argent. Les prisonniers et déportés sont absolument libres et peuvent disposer de leur temps comme ils veulent. Un certain nombre d'entre eux, par reconnaissance pour l'hospitalité qui leur est accordée, se sont présentés volontairement au travail: ainsi dans le seul centre de Lublin 250 hommes ont demandé à participer aux travaux de reconstruction des voies ferrées.

Nous avons rendu visite à M. Fouché, délégué du Gouvernement Français auprès du Gouvernement Provisoire de Varsovie. A ce moment-là, au début du mois de février, M. Fouché nous dit qu'il y avait 150.000 Français libérés en territoire polonais. M. Fouché s'est déclaré très satisfait des efforts faits par le Gouvernement Polonais pour assurer l'aide aux prisonniers et déportés français et lui a exprimé sa reconnaissance.

Nous avons parlé également de la question des prisonniers et déportés avec les membres du Gouvernement Provisoire Polonais. Ceux-ci nous ont assuré que, en dépit des grandes difficultés, le Gouvernement ferait tout son possible pour organiser et adoucir le séjour forcé en Pologne des prisonniers et déportés français, en attendant leur rapatriement. Celui-ci devrait être organisé par le gouvernement français lui-même, le gouvernement polonais n'étant pas à même de résoudre le problème des transports maritimes. Le Gouvernement Polonais croit que la situation des déportés et prisonniers de guerre français en Pologne et polonais en France devrait être réglée à base d'un accord mutuel. Le Gouvernement aussi bien que l'opinion polonaise aimeraient voir appliquées à l'égard des quelques dizaines de milliers de prisonniers et déportés polonais en France les mêmes mesures qui ont été adoptées vis-à-vis des centaines de milliers de Français en Pologne.

Il est inutile d'ajouter que tous les prisonniers et déportés à qui nous avons eu l'occasion de parler désirent réintégrer le plus vite possible leur pays et leurs foyers. Tous nous ont transmis leurs vœux patriotique pour la France et exprimé leur foi en sa grandeur.

La situation des prisonniers et déportés polonais libérés en France

Des informations alarmantes nous parviennent sur la situation des Polonais déportés en France par les Allemands et libérés par les troupes alliées.

A la libération de la France ces déportés étaient au nombre de 40.000 environ. De toutes conditions et de tous âges, ils avaient été pris surtout dans des rafles massives faites par les Allemands dans les villes et campagnes polonaises.

Nous trouvons parmi eux des vieillards ayant dépassé la soixantaine et des enfants de moins de deux ans. Ainsi, le déporté Panek Pierre est avec sa femme et ses quatre enfants âgés de 19, 11, 9 et 5 ans. Joséphine Walas est accompagnée de sa vieille mère et de son frère âgé de 14 ans. Laumierek Pierre est avec sa femme et ses trois enfants âgés de 14, 10 et 7 ans. Giertrych Jean avec sa femme et ses enfants de dix, sept, cinq et deux ans, etc., etc.

Tous ces Polonais avaient été groupés dans le département des Ardennes où les Allemands les employaient dans de grandes fermes qu'ils avaient créées après en avoir expulsé la population française.

Actuellement les propriétaires français sont revenus et réintègrent leurs fermes. La grande majorité des déportés polonais se trouvent de ce fait sans

B.D.I.C.

travail et sans domicile. Une lettre de Draïze (Ardennes) illustre le mieux leur situation :

« Les fermes sont actuellement en pleine liquidation ce qui donne souvent lieu à une exploitation sans nom des déportés. Ainsi le directeur d'une ferme, un ancien Croix de Feu, ne voulut plus donner de travail aux ouvriers, et préféra laisser pourrir des betteraves sucrières et des pommes de terre récoltées sur un champ de 5 hectares, qu'il ne fit pas couvrir. Au mois de janvier nous avons travaillé à peine deux jours. Nous ne recevons aucune aide des autorités françaises ».

Dans une autre lettre, celle-ci de Champlin (Ardennes), nous lisons :

« Ces hommes, souvent chargés de famille et actuellement sans travail, manquent de linge et de chaussures. Les mairies françaises refusent de leur donner des bons d'achat prétextant que dans le département il y a beaucoup de Français sinistrés ou dépouillés par les Allemands de tout leur bien.

« Les jeunes arrivent parfois à trouver du travail, mais beaucoup, parmi nos déportés, ont dépassé la soixantaine et sont dépourvus de tous moyens d'existence. Les autorités départementales leur ont fait remplir des formulaires, mais ils attendent des mois sans recevoir le moindre secours celui-ci n'étant pas prévu par les règlements existants.

De même la situation des malades et des enfants est désespérée ».

Enfin de Grange-aux-Bois (Ardennes) on nous écrit :

« Presque tous les déportés ne travaillent plus depuis décembre 1944. Jusqu'ici les autorités communales ne leur ont apporté aucun secours.

« Une propagande active, faite par les agents de la sanacja *), les démoralise complètement. Beaucoup refusent de chercher du travail. Ainsi cette propagande nuit aux bonnes relations polono-françaises ».

De Lorraine, les déportés polonais ont été progressivement groupés dans des camps, tels que Hayange (Ardennes), Knutange (Ardennes), Charleville (Ardennes), Chaumont (Marne), Châlons-sur-Marne (Marne), etc.

Les conditions de vie et surtout les conditions sanitaires y sont lamentables. On nous signale la gale, la vermine, le manque de savon. Les déportés, qui n'ont rien pu emporter de chez eux, manquent de chaussures et de vêtements. Ils reçoivent, mais pas tous, des secours de 300 francs par personne.

Un déporté du camp de Chaumont (Marne) nous écrit :

« Nous avons été libérés par les Américains à Nancy où pendant quatre semaines nous avons vécu dans les caves. Ensuite on nous a transportés à Toul, puis à Verdun et maintenant ici. Telles ont été nos pérégrinations depuis le 8 octobre, et nous sommes encore exactement dans le même état que lorsque nous sommes sortis des caves.

« Dans ce camp nous sommes traités comme si nous étions en prison et nous n'avons pas le droit de sortir. Pour toute nourriture nous avons des choux et du café sans sucre ».

Les Polonais habitant les environs voudraient aider leurs compatriotes, mais il leur est interdit d'entrer en contact avec eux. Seuls les consulats et autres organisations dépendant du « gouvernement » Arciszewski y ont accès. Leur aide est dérisoire et encore se préoccupent-ils moins d'assistance aux déportés que de propagande politique. Profitant de leur misère et de leur désarroi, ils font pression sur eux pour les obliger à s'enrôler dans l'armée polonaise du gén. Anders et leur coupent ainsi le chemin du retour en Pologne.

Malheureusement ce transfert se fait encore contre l'intérêt des déportés. Bien qu'il y ait parmi eux de nombreux mineurs et ouvriers qualifiés, déportés par les Allemands de Belgique en France, on les envoie tous travailler à la campagne pour un salaire qui varie entre 600 et mille francs par mois. Ils reçoivent

*) Les seuls qui soient admis auprès des déportés.

B.D.I.C.

l'ordre de partir en quelques heures et ne sont autorisés à emporter que 30 kgs de bagages. Les membres d'une même famille sont séparés.

Une lettre que nous recevons d'un de ces camps de travailleurs où sont groupées 800 personnes (à Sereilhac, Haute-Vienne), résume la tragique histoire des déportés :

« Le 12 mars 1943 nous avons été déportés de notre village en France. Nous n'avons pu emporter ni vêtements ni chaussures et avons dû travailler dans des conditions très dures.

« Depuis la libération de la France, nous avons été transportés successivement dans trois camps. On nous a donné 200 francs par adulte et 100 francs par enfant. Chacun vend sa dernière chemise pour acheter du pain pour ses enfants. Chaussures, costumes et chemises de rechange sont déjà vendus depuis longtemps.

« Nous avons attendu la libération si longtemps... et maintenant nous mourons de faim et de froid!

« Nous sommes tous prêts à travailler, mais les conditions ici sont vraiment impossibles.

« Venez vous-mêmes voir nos lits de fer sans matelas, sans paille même. C'est pitié de voir les vieux, les enfants et même les femmes enceintes dans ces conditions ».

Dans le camp de Châlons-sur-Marne on fait travailler les déportés polonais douze et treize heures par jour, avec une après-midi de repos par semaine, pour un salaire de famine.

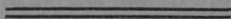
Une partie des Polonais ont été envoyés dans le département de l'Aube pour travaux vinicoles. Ils nous écrivent :

« Nous sommes obligés de travailler de 6 heures du matin à 8 heures du soir et nous avons à peine le temps de déjeuner. On nous contraint à travailler sans répit bien que les forces et la santé nous manquent. Sauvez-nous de la mort car nous voulons revoir encore notre pays! »

Dernièrement la situation s'est aggravée par l'afflux journalier des prisonniers de guerre, déportés, et civils polonais libérés par les Alliés en Allemagne. On peut compter que les déportés et prisonniers de guerre polonais en France sont d'ores et déjà au nombre de 60.000. Rien n'est préparé pour les recevoir. Ils sont groupés dans d'autres camps. Ainsi à Ostreville (Pas-de-Calais), il y a 150 Polonais dont 25 enfants de moins de 14 ans (huit enfants de 2 à 6 ans) et une femme enceinte.

Leur situation ne diffère pas essentiellement de celle des camps de Knutange, Chaumont, etc. Lits sans paille, rats, vermine. Manque de vêtements et ravitaillement insuffisant. Et comme ils n'ont pas de carte d'alimentation, force leur est de mendier leur nourriture à la population des environs.

Des mesures s'imposent d'urgence en vue d'organiser l'assistance aux prisonniers et déportés polonais en France.



La vie de l'émigration polonaise

France

Le Président du Comité Polonais de Libération Nationale en France, M. Thomas Pietka et M. Julien Andrzejewski, chef du service de presse du Comité, de retour en France, ont rendu compte à l'émigration polonaise de leur voyage en Pologne.

M. Pietka a pris la parole dans trois meetings qui eurent lieu à Valenciennes (Nord), à Mazingarbe (Pas-de-Calais) et à Bruay-en-Artois (Pas-de-Calais). Une nombreuse assistance (Valenciennes: 5.000 personnes; Mazingarbe: 800 et Bruay: 2.000) acclama avec enthousiasme l'orateur qui fit le tableau de la Pologne renaissante. Les résolutions adoptées à l'issue de ces meetings déclarent toutes que le gouvernement de Varsovie représente réellement la nation polonaise et jouit de l'appui de tous les Polonais dans le pays et à l'étranger et demandent aux gouvernements alliés qu'il soit invité à la Conférence de San Francisco.

Au cours du meeting à Bruay-en-Artois les mineurs polonais ont remis à M. Pietka 35.000 francs pour le Fonds de la reconstruction de la Pologne.

M. Andrzejewski a parlé à un meeting organisé par le C.P.L.N. à Saint-Etienne auquel 5.000 Polonais prirent part. Après son rapport, chaleureusement applaudi, sur la situation en Pologne et sur l'activité du Gouvernement Provisoire, une motion fut adoptée dans laquelle les assistants s'engagent à prendre une part active au relèvement de la Pologne et expriment l'espoir de voir le Gouvernement de Varsovie invité à San Francisco.

Angleterre

A Londres eut lieu un meeting organisé par l'Union Démocratique Polonaise. Plusieurs orateurs y prirent la parole dont M. Wojnarowski, ancien directeur de service au Ministère du Travail, destitué en 1935 par le gouvernement des « colonels ».

Deux membres du Labour Party anglais prononcèrent également des allocutions dans lesquelles ils rendirent hommage aux armées polonaises luttant sur les divers fronts et soulignèrent que le gouvernement polonais de Londres n'avait fait que du tort au peuple polonais. Celui-ci ne veut plus de ces hommes, ayant fait avant la guerre l'expérience de leurs gouvernements. Les nouvelles frontières polonaises créeront une Pologne forte politiquement et économiquement.

A l'issue du meeting une résolution a été adoptée demandant la création rapide du Gouvernement Provisoire d'Unité Nationale en Pologne, à l'exclusion des politiciens à double jeu, tels que Romer, Stanczyk et Mikolajczyk, compromis par leur collaboration avec Raczkievicz et Sosnkowski.

La motion demande que le gouvernement semi-fasciste polonais de Londres cesse immédiatement d'être reconnu et soutenu et que tous ses offices soient transmis au représentant du Gouvernement Provisoire de Varsovie.

Si le Gouvernement d'Unité Nationale n'était pas créé à temps pour être représenté à la Conférence de San Francisco, c'est le Gouvernement Provisoire qui devrait y être invité.

La radio et la presse, dont dispose le gouvernement Arciszewski, doivent être transmis immédiatement aux organisations démocratiques polonaises.

Enfin la motion appelle les puissances occidentales à confirmer la ligne de l'Oder et de la Neiss.

Belgique

L'Union des Patriotes Polonais en Belgique, groupant dans ses 39 sections l'écrasante majorité de l'émigration polonaise en Belgique, a adressé à M. Jedrychowski, délégué du Gouvernement Provisoire Polonais en France la lettre suivante, le priant de la transmettre à Varsovie :

« L'Union des Patriotes Polonais en Belgique exprime au Gouvernement de la République Polonaise, au Conseil National en Pologne et à la nation polonaise sa reconnaissance pour leurs immenses efforts dans le but de réaliser l'union de toutes les couches de la population. L'Union des Patriotes Polonais, suivant l'exemple héroïque du peuple polonais, promet au Gouvernement de continuer ses efforts pour organiser une aide à la Patrie et son action visant la reconnaissance du Gouvernement Provisoire, comme seul représentant de la nation polonaise.

L'Union des Patriotes Polonais salue la glorieuse Armée Polonaise et l'Armée Rouge alliée et leur adresse ses meilleurs vœux pour les nouvelles victoires qui amèneront l'écrasement du fascisme allemand exécré. »

Voyage à Lille de M. Jedrychowski, représentant du Gouvernement Provisoire Polonais en France

Sur l'invitation des Comités Polonais de Libération Nationale du Nord et du Pas-de-Calais groupant cent comités locaux, M. Jedrychowski, délégué du Gouvernement Provisoire Polonais en France, s'est rendu le 17 mars à Lille. Il était accompagné par Mme Wanda Wierblowska, secrétaire générale du Comité Polonais de Libération Nationale en France, M. Gladysz, président de l'Organisation d'Aide à la Patrie et le Commandant Bargiel, représentant des unités polonaises combattant dans les cadres de l'Armée française.

Le samedi, 17 mars, M. Jedrychowski reçut les représentants de la presse régionale. Au cours de cette conférence de presse, M. Jedrychowski répondit avec beaucoup de précision aux diverses questions qui lui furent posées. Des échanges de vues eurent lieu sur les relations franco-polonaises avant et pendant la guerre; la question des prisonniers de guerre et déportés français en Pologne, ainsi que celle des déportés polonais en France furent également évoquées. M. Jedrychowski exposa la politique du Gouvernement Provisoire à l'égard des problèmes actuels de la Pologne. Mme Wierblowska parla ensuite de l'activité du Comité Polonais de Libération Nationale en France et de celle du Gouvernement Provisoire de Varsovie en soulignant les réalisations de la réforme agraire.

Le même soir une réception fut donnée en l'honneur de M. Jedrychowski par le Consulat de Tchécoslovaquie à Lille. Parmi la nombreuse assistance on remarquait la présence de M. Tessonneau, représentant le Commissaire de la République, du colonel Gauthé, représentant le général Deligne, du Général Fenton S. Jacobs et du colonel Ablott, représentant l'armée américaine, du colonel Rendall, représentant l'armée anglaise, des commandants Niekrasow et Ana-

miew de la mission militaire soviétique, des représentants de la mission militaire tchécoslovaque, de M. Daty, secrétaire général de la Préfecture du Nord, de MM. Simonnet, représentant le maire de Lille, Douez, recteur de l'Académie, Audrat, doyen de la Faculté des Lettres, Perraut, professeur à la Faculté de Médecine, de l'abbé Alfred Leman, professeur à la Faculté Catholique, et de nombreux officiers des armées alliées.

Au cours de la réception, M. Tessonneau, chef de cabinet du Commissaire de la République, exalta l'amitié franco-polonaise et rendit hommage à l'héroïsme de l'armée polonaise. Il souligna le rôle magnifique joué par l'émigration polonaise dans la lutte commune pour la libération et dans l'effort de guerre français.

Dans son allocution, M. Jedrychowski dit que la Pologne nouvelle a tiré les conclusions de la catastrophe de septembre 1939 et a rompu définitivement avec les erreurs du passé. La Pologne n'est pas divisée — déclara M. Jedrychowski. De même que l'épisode de Darlan n'a pu ébranler l'unité de la nation française, de même l'existence d'une clique de réactionnaires émigrés ne saurait diviser la nation polonaise qui se groupe autour de son Gouvernement Provisoire. Les décisions de Yalta ouvrent à la Pologne des possibilités d'un nouvel essor politique, économique, social et intellectuel. Ces décisions loin d'être imposées à la Pologne, ne font que sanctionner la volonté démocratique du peuple polonais. La nouvelle Pologne, conclut M. Jedrychowski, pourra resserrer dans tous les domaines les liens d'amitié qui l'unissent à la France.

Le dimanche, 18 mars, un meeting eut lieu, auquel prirent part deux mille délégués, venus de toutes les localités de la région. M. Jedrychowski y fut l'objet d'une manifestation enthousiaste. En le saluant, le délégué de Lalling, Wozniak, déclara que les Polonais de France avaient attendu longtemps le moment solennel de voir parmi eux le représentant de cette Pologne nouvelle pour laquelle ils avaient lutté et voulaient désormais travailler.

Dans un long discours M. Jedrychowski parla de la situation de la Pologne qui devait pour s'acheminer vers un avenir meilleur.

Les délégués remirent au représentant du Gouvernement Polonais la somme de *un million deux cent mille francs*, salaire du travail supplémentaire de dimanche, exécuté par les mineurs polonais qui ont suivi le mot d'ordre lancé par le Comité Polonais de Libération Nationale en France : « Du charbon pour la France, de l'argent pour la Pologne », manifestant ainsi d'une façon éclatante l'appui donné par la masse de l'émigration polonaise au Gouvernement Provisoire de Varsovie.

Dans une motion adoptée à l'issue du meeting, les assistants saluèrent avec joie les décisions de la Conférence de Yalta qui garantissent à la Pologne un puissant développement politique, économique et culturel. Ils condamnent sévèrement les intrigues et les manœuvres provocatrices du groupe Arciszewski qui ne peuvent que nuire aux intérêts de la nation polonaise.

A son voyage de retour, M. Jedrychowski s'est arrêté à Lens où un déjeuner a été offert en son honneur par les commerçants polonais de cette ville.

En Pologne

B.D.I.C.

Relations extérieures

Le Gouvernement Yougoslave réuni sous la présidence du maréchal Tito a décidé de reconnaître le Gouvernement Provisoire de la République Polonaise à Varsovie.

**

M. Osubka-Morawski, président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Provisoire Polonais a reçu le représentant du Gouvernement Provisoire de la France, M. Garreau. Dans son discours celui-ci souligna qu'il avait été chargé par M. Harriman, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou de transmettre ses meilleurs vœux au Gouvernement Provisoire de Varsovie.

Dans une interview accordée au correspondant de « Polpress », Monsieur Garreau a déclaré que le déplacement des frontières polonaises vers l'Ouest donnerait des possibilités plus vastes aux relations économiques franco-polonaises. Il a dit aussi la reconnaissance des Français pour les émigrés polonais qui furent leurs frères d'armes dans le combat pour la libération de la France, et le souvenir que garderaient toujours les soldats français revenant de Pologne, de la cordiale hospitalité qu'ils y avaient reçu. Ce sont là des facteurs importants qui affermiront l'amitié franco-polonaise. On ne saurait trop insister entre autre sur le dévouement de la Croix-Rouge Polonaise à l'égard des prisonniers de guerre français.

**

L'ambassadeur de la République Polonaise en URSS, M. Modzelewski, a été reçu le 22 mars par le Président de la République Tchécoslovaque, M. Edouard Benès, de passage à Moscou. L'entretien auquel prit part également le Ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie, M. Massaryk, a eu un caractère très cordial.

Le Gouvernement Tchécoslovaque a nommé au poste d'ambassadeur auprès du Gouvernement Provisoire à Varsovie, M. Joseph Hejret. De son côté, le Gouvernement Provisoire Polonais a nommé M. Stéphane Wierblowski au poste d'ambassadeur de Pologne auprès du Gouvernement Tchécoslovaque.

Dantzig incorporé à la Pologne

A la suite de la libération de Dantzig par les troupes soviétiques et polonaises le Gouvernement Provisoire de Varsovie a

publié un décret aux termes duquel l'ancienne Ville Libre est incorporée au territoire polonais.

Le 15 Mars le commandant en chef de l'armée polonaise, le général Rola-Zymierski, reçut une délégation de l'unité polonaise du colonel Szejpak qui la première avait mis pied au bord de la Baltique. Le 8 Mars un drapeau avait été planté sur le rivage et un deuxième jeté symboliquement à la mer. La délégation remit au commandant suprême une urne de cristal contenant de l'eau de la Baltique.

M. Osubka-Morawski, président du Gouvernement Polonais, déclara à cette occasion : « Nous avons pris pied sur les bords de la Baltique et nous ne les quitterons plus. La nouvelle Pologne démocratique ne se contentera plus, comme avant septembre 1939, d'un seul port relié par une étroite bande de terrain au reste du pays. Les ports de Gdansk (Dantzig), de Gdynia et de Szczecin (Stettin) nous appartiendront et nous uniront au monde des nations libres ».

Vie religieuse

L'évêque Jasinski assisté de l'évêque Tomczak a été reçu par le président Bierut pendant que celui-ci séjournait à Lodz. L'entretien eut un caractère cordial et amical. D'autre part le général Rola-Zymierski, assisté d'un plénipotentiaire du gouvernement, a rendu visite à Lodz aux évêques Jasinski et Tomczak.

L'évêque Casimierz Tomczak raconte ce qui suit sur la situation du clergé catholique du diocèse de Lodz pendant l'occupation. En novembre 1941 l'évêque fut emprisonné et par la suite il fut enfermé dans son domicile pendant plusieurs mois. En même temps 50 curés furent arrêtés et détenus à la prison de Radogoszcz pendant deux mois. Toutes les églises furent fermées. La célébration de la messe ne fut permise que le dimanche et les jours de fête. En mai 1941 deux évêques et sept abbés de Lodz furent déportés à Szezawiny, puis transférés dans une autre localité où ils restèrent sous la surveillance de la Gestapo. En octobre de cette année tous les ecclésiastiques du diocèse furent arrêtés. Actuellement, le diocèse de Lodz aborde l'œuvre de reconstruction des églises et la reprise normale de toutes ses fonctions.

L'abbé doyen de Praga a déclaré que les Allemands commencèrent dès leur entrée à Praga les persécutions contre les ecclésiastiques. 75 % des curés furent empiri-

B.D.I.C.

sonnés. La célébration des messes et les processions de mai furent interdites. L'enregistrement des naissances fut également interdit. Actuellement, grâce à la libération de la Pologne par l'Armée Rouge victorieuse et par l'Armée Polonaise, la liberté du culte est complète. Sur les ruines des églises, dans des chapelles provisoires, on célèbre les messes sans la moindre contrainte.

L'industrie

Par une décision du Gouvernement les bassins houillers de la Dombrowa et de la Silésie formeront désormais une seule voïevodie. Jusqu'à 1939 le bassin de la Dombrowa faisait partie de la voïevodie de Kielce. Mais l'expérience a montré que le rattachement de la région industrielle de la Dombrowa à la région agricole de Kielce n'avait pas de raison d'être économique ; sa séparation de la Silésie avait été motivée par des raisons d'ordre politique et servait uniquement les intérêts des magnats de Silésie.

Le Gouvernement a inclu dans la nouvelle voïevodie également les villes de Bytom (Beuthen), Zabrze, Gliwice, Raciborz (Ratibor) et Opole (Oppeln) reprises récemment aux Allemands, créant ainsi un des plus grands centres miniers et industriels en Europe.

Toute la Silésie — où l'industrie lourde et les mines sont presque intactes — est retournée à la Pologne. Le Gouvernement Polonais, comprenant l'importance de ses grands centres industriels pour la vie économique du pays, s'est mis avec énergie à les organiser. Il a été constitué une « Union des Mines », groupant actuellement 42 usines du bassin de Silésie et de Dombrowa. Cette organisation s'occupera de toutes les affaires concernant l'exploitation des charbonnages. L'ensemble des mines est divisé en plusieurs groupes dirigés par les meilleurs spécialistes. La tâche de ces groupes est d'augmenter le rendement des mines au maximum pour satisfaire les besoins du marché. Toute l'extraction du charbon sera mise à la disposition de « l'Organisation Centrale des Charbons » qui se chargera de la vente.

Depuis le premier jour de la libération une importante usine de locomotives fonctionne à Chrzanow et a déjà sorti une grande quantité de machines.

Les usines de textile de Piotrkow travaillent et emploient plusieurs milliers d'ouvriers.

Les fabriques de textile de Moszczenice travaillent et emploient 800 ouvriers

La Réforme Agraire

Afin d'accélérer la réalisation de la réforme agraire sur les territoires Occidentaux, le Gouvernement a désigné ses plénipotentiaires ainsi que 200 arpenteurs dans les Voïevodies de Poznanie et de Poméranie.

Dans la Voïevodie de Kielce la réforme agraire sera terminée le 1er avril. 900 domaines d'une surface de 200.000 hectares seront parcellés. 300 brigades travaillent à la réalisation de la réforme.

Dans le district de Kutno, 114 domaines d'une surface totale de 29.000 hectares sont prêts pour le parcellement. 25 domaines d'une surface de 5.350 hectares seront parcellés avant le 1er avril. 11 domaines seront réservés aux besoins de l'agriculture. 14 géomètres et 5 équipes d'ouvriers travaillent dans le district.

Dans le district de Wadowice la réforme agraire a été terminée le 15 mars. 46 propriétés foncières ont été distribuées aux paysans.

L'Union d'Entr'aide Paysanne de la Voïevodie de Varsovie compte actuellement 28.000 membres. L'Union a reçu de la direction des forêts d'Etat de Siedlee 2.000 mètres cubes de bois de construction pour la remise en état des bâtiments sinistrés. Dans toute la Voïevodie on organise une collecte de blé pour les semailles.

L'entreprise d'état des tracteurs et machines agricoles possède 1.400 tracteurs qui, dans la campagne des semailles en cours, apporteront une aide immense aux paysans ne possédant pas de bêtes de trait.

Vie Universitaire

La bibliothèque de l'Académie des Sciences de Cracovie a été sauvée ainsi que ses collections. Pendant l'occupation l'Académie a perdu 57 de ses membres. Malgré la terreur et la surveillance des Allemands elle a publié pendant l'occupation 15 travaux et a préparé l'impression de 200 autres. Le professeur Nitch a terminé le dictionnaire du vieux polonais auquel il avait travaillé pendant trente ans. Le professeur Kutzzeba, président de l'Académie, a exprimé sa reconnaissance au commandement de l'Armée Rouge pour son attitude bienveillante à l'égard de l'Académie.

Sur l'initiative des professeurs de l'Académie des Mines, de l'Ecole des Beaux-Arts et des écoles Polytechniques de Lwow et de Varsovie avec l'appui du Ministère de l'Instruction Publique un comité a été formé qui doit organiser un Institut Polytechnique à Cracovie.

A Lodz, un Institut du Textile est en

train de s'organiser. Il comprendra cinq sections : méthodes de fabrication, recherches industrielles, études de conjonctures commerciales, etc.

**

Au cours d'un meeting réunissant les professeurs et les étudiants de l'Université de Lwow, une résolution a été votée dans laquelle nous lisons entre autres :

« Nous savons que l'influence de la culture polonaise sur l'histoire de Lwow en opposition à la maudite exploitation par la noblesse sera éternellement honorée par les descendants de Sahajdaczny et Szewczenko. Nous sommes persuadés que l'amitié entre la Pologne et l'U.R.S.S. cimentée pour toujours par le sang versé dans la lutte commune, deviendra la base du développement d'un nouvel état polonais indépendant et plus fort que jamais. »

Situation sanitaire en Pologne

Une aide sanitaire est indispensable à la Pologne, qui se trouve non seulement dans une situation économique difficile, mais aussi dans un état alarmant au point de vue de la santé publique. De 1939 à 1944, les territoires occupés par les Allemands furent à plusieurs reprises infestés par des épidémies de fièvre typhoïde, de dysenterie et surtout de typhus, contre lesquelles les Allemands ne prirent aucune mesure. Ces foyers d'épidémie ne sont pas encore complètement éteints dans les voïévodies de Bialystok, de Rzeszów et de Kielce. L'état sanitaire de Varsovie est

particulièrement alarmant. Chaque terrain vague, chaque rue, chaque square et chaque cour, est un cimetière où, à côté des victimes de la guerre de 1939, gisent, dans des fosses peu profondes, les cadavres des insurgés de 1944. Dans les caves, sous les décombres, se trouvent, encore maintenant des centaines de cadavres; pour les exhumer, il faudrait enlever des tonnes de gravats. La capitale sinistrée est entourée par une ceinture de localités de banlieue, où dernièrement les Varsoviens sans abri affluèrent en masse. Ces localités ne possèdent généralement ni canalisations, ni installations sanitaires convenables, ce qui crée un grand danger d'épidémies.

Une commission extraordinaire, ayant à sa tête le professeur Jerzy Morzycki, a été formée récemment. Elle mobilise les ressources et le personnel médical pour la lutte contre les épidémies. Une aide extérieure est cependant indispensable. Les médicaments, le matériel de pansement et de désinfection font défaut. Les laboratoires et les moyens de transports manquent également. Jusqu'ici la Pologne a reçu à plusieurs reprises une aide immédiate, offerte presque gratuitement par le Gouvernement Soviétique, entre autres : des vaccins, les sérums les plus indispensables, des vitamines et des préparations de sulfamides. Un délégué spécial du Gouvernement Provisoire de Pologne sera installé à Moscou pour tenir le Gouvernement de l'U.R.S.S. au courant des besoins les plus urgents de la Pologne au point de vue sanitaire.



COMITÉ POLONAIS DE LIBÉRATION NATIONALE EN FRANCE

20, av. Rapp, Paris (7^e)

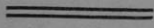
SERVICE DE DOCUMENTATION

N° 9

3 Mai 1945

SOMMAIRE

1. Le pacte polono-soviétique	3
2. Traité d'amitié et d'assistance mutuelle entre la République Polonaise et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes	4
3. La Constitution du 3 Mai	7
4. Deuxième anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie	9
5. Les « loups-garous » de M. Sosnkowski	12
6. La vie de l'émigration	13
7. Le séjour en Suisse de M. Jedrychowski	14
8. En Pologne,	15



8°P3831



**Messages de MM. Bierut et Osubka-Morawski
après la mort du président Roosevelt**

A la suite de la mort du président Roosevelt, le président du Conseil National Polonais, M. Bierut, a adressé au président Truman un télégramme où nous lisons entre autres : « Le peuple polonais tout entier s'incline devant le tombeau du grand homme d'état et de l'ardent défenseur de l'unité des Nations Alliées dans le combat héroïque et victorieux pour la démocratie, contre le fascisme et contre la barbarie allemande. Le peuple polonais libéré et en train de reconstruire son pays enfin libre, gardera toujours dans sa mémoire reconnaissante l'image du président Roosevelt. »

De son côté M. Osubka-Morawski, président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères polonais, a adressé le télégramme suivant à M. Stettinius : « La mort du président Roosevelt, à la veille de la victoire définitive sur la barbarie des agresseurs nazis, a causé une affliction profonde dans tous les cœurs polonais. Tous les peuples démocratiques garderont à jamais sa mémoire comme celle d'un grand homme d'état et du porte-parole des idées démocratiques en Amérique. Ces idées prônées par le président Roosevelt contribueront à renforcer l'amitié polono-américaine. »

Les journées des 14 et 15 avril ont été proclamées journées de deuil national. Les drapeaux polonais en berne ont été arborés.

B.D.I.C.

LE PACTE POLONO-SOVIETIQUE

Le 21 avril, les troupes polonaises aux côtés des armées soviétiques, après avoir percé les défenses de Berlin, ont pénétré dans les ruines de la capitale allemande. Le même jour, le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères polonais, M. Osobka-Morawski et le maréchal Staline signaient un traité d'amitié et d'assistance mutuelle entre la Pologne et l'Union Soviétique.

Ainsi une grande victoire militaire se doublait d'une grande victoire politique. Les plans hitlériens de mettre à profit la division entre les deux peuples slaves ont été définitivement voués à l'échec.

Ce traité qui vient d'être conclu, répond aux aspirations profondes du peuple polonais exprimées au cours de milliers de meetings de travailleurs, de paysans et d'intellectuels. Le peuple polonais se rend compte qu'il doit sa libération en premier lieu à l'Union Soviétique. Il voit dans l'amitié de celle-ci un gage certain de son indépendance et de sa sécurité, un gage de son relèvement et de sa reconstruction.

Cette conviction est partagée par tous les Polonais. Ainsi l'évêque de Varsovie, l'abbé Szlagowski, ancien recteur de l'Université de Varsovie, déclare : « De tout mon cœur je désire une Pologne indépendante, libre et forte. Elle le sera si elle s'appuie sur une alliance avec les peuples slaves et surtout avec l'U.R.S.S., qui a aidé à la libération de la Pologne. »

En demandant la conclusion d'un pacte avec l'U.R.S.S., le peuple polonais s'est en même temps prononcé pour la politique d'amitié avec l'U.R.S.S. qui était celle du Gouvernement provisoire. Par là-même le peuple polonais a donné son appui à ce gouvernement, seul capable de mener à bien cette tâche, parce que représentant les plus larges couches de la population.

« Si, jusqu'ici, déclare M. Osobka-Morawski, le peuple allemand n'a cessé de troubler la paix de l'Europe par ses guerres barbares en causant des dommages incalculables à tous les peuples et plus particulièrement aux peuples slaves, l'alliance durable de ceux-ci s'opposera à tout jamais à l'agression allemande et deviendra la garantie de la paix en Europe. »

Le pacte raffermi considérablement la barrière défensive contre le germanisme et la France en bénéficie dans une large mesure. En effet, si en vertu du traité franco-soviétique, la Russie était amenée à intervenir contre l'Allemagne, la Pologne, conformément à l'article 4 du pacte polono-soviétique, joindrait ses forces à celles de l'Union Soviétique.

Grâce au pacte polono-soviétique, la France acquiert donc une garantie supplémentaire de sa sécurité. Dans le cas d'une agression allemande contre la France, la Pologne ne serait plus une barrière hostile, comme en 1939, entre l'Union Soviétique et la France, mais au contraire mettrait toutes ses forces et toutes ses ressources à la disposition de la cause commune.

M. Osobka-Morawski vient de déclarer que « la Pologne est prête de conclure une alliance avec la France, si celle-ci le désire. » Un tel traité serait un complément logique du système de sécurité de la France. Il constituerait une juste contre-partie du renforcement de l'alliance franco-soviétique et de la contribution à l'automatisme de celle-ci, apportés par le pacte polono-soviétique.

B.D.I.C.

Traité d'amitié et d'assistance mutuelle entre la République Polonaise et l'URSS.

Le président du Conseil National de la République Polonaise et le Présidium du Soviet Suprême de l'URSS, animés de l'inébranlable volonté de poursuivre en commun la guerre contre les envahisseurs allemands jusqu'à la victoire complète et définitive, désirant consolider le changement radical vers une coopération amicale et alliée, qui s'est établie dans les relations polono-soviétiques, au cours de la lutte commune contre l'impérialisme allemand, et convaincus qu'un nouveau renforcement des relations de bon voisinage et d'amitié entre la Pologne et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes voisine, répond aux intérêts vitaux des peuples polonais et soviétique ; convaincus que le maintien de l'amitié et d'une étroite coopération entre les peuples polonais et soviétique servira le développement économique des deux pays, aussi bien pendant qu'après la guerre ; tendant à appuyer dans toute la mesure du possible la cause de la paix et de la sécurité des peuples après la guerre, ont décidé de conclure le présent traité et ont désigné leurs plénipotentiaires : le Président du Conseil National de la République Polonaise — M. Osobka-Morawski, président du Conseil et ministre des Affaires Etrangères de la République polonaise ; le Présidium du Soviet Suprême de l'U. R. S. S. : M. Joseph Staline, président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. Ceux-ci après échange de leurs pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont adopté les décisions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — *Les hautes parties contractantes poursuivront en commun avec les autres Nations Unies la lutte contre l'Allemagne jusqu'à la victoire complète. Les hautes parties contractantes s'engagent à se prêter mutuellement dans cette lutte une assistance militaire ou autre par tous les moyens dont ils disposent.*

ART. 2. — *Les hautes parties contractantes, convaincues que les intérêts visant à la sécurité et au développement prospère des peuples polonais et soviétique, exigent le maintien et le raffermissement d'une amitié solide et durable pendant et après la guerre, renforceront la coopération amicale entre les deux pays, conformément aux principes du respect mutuel de leur indépendance et de leur souveraineté, ainsi que de la non-immixtion dans les affaires intérieures du cosignataire.*

ART. 3. — *Les hautes parties contractantes s'engagent également, la guerre actuelle avec l'Allemagne terminée, à prendre en commun toutes les mesures dont ils disposent, pour éliminer toute menace d'une nouvelle agression de la part de l'Allemagne ou de tout autre Etat qui se coaliserait avec celle-ci d'une façon directe, ou sous quelque forme que ce soit. A ces fins, les hautes parties contractantes participeront dans l'esprit de collaboration la plus sincère à toute action internationale destinée à assurer la sécurité et la paix des peuples et apporteront une contribution complète à la réalisation de ces nobles buts. Les hautes parties contractantes appliqueront le présent pacte conformément aux principes internationaux à l'établissement duquel elles auront toutes deux participé.*

ART. 4. — *Dans le cas où une des hautes parties contractantes se trouverait entraînée après la guerre dans des opérations militaires contre l'Allemagne, qui aurait renouvelé sa politique d'agression ou contre tout autre Etat qui se serait coalisé dans cette guerre avec l'Allemagne, d'une façon directe ou sous quelque forme que ce soit, l'autre des hautes parties contractantes, portera à son cosignataire, toute assistance militaire ou autre, dans les opérations militaires, avec tous les moyens dont elle disposera.*

ART. 5. — *Les hautes parties contractantes s'engagent à ne pas conclure sans s'être concertées ni armistice ni traité de paix avec le gouvernement hitlérien, ou toute autre autorité allemande qui menacerait ou pourrait menacer l'indépen-*

dance, l'intégrité du territoire ou la sécurité d'une des hautes parties contractantes.

ART. 6. — *Chacune des hautes parties contractantes s'engage à ne conclure une alliance quelconque et à ne participer à aucune coalition dirigée contre l'autre des hautes parties contractantes.*

ART. 7. — *Les hautes parties contractantes continueront également, après l'achèvement de la guerre actuelle, à coopérer dans un esprit d'amitié, pour le développement et le raffermissement des liens économiques et culturels des deux pays et elle se prêteront mutuellement assistance dans la reconstruction des deux pays.*

ART. 8. — *Le présent traité rentrera en vigueur immédiatement après sa signature et il sera ratifié dans les plus brefs délais. L'échange des documents de ratification sera fait à Varsovie le plus rapidement possible. Le présent accord restera en vigueur pendant vingt ans à dater du moment de sa signature. Si une des hautes parties contractantes n'a fait, au moins douze mois avant l'expiration de cette période de vingt ans, de déclaration sur sa volonté de dénoncer le traité, il restera en vigueur pendant les cinq ans qui suivront ; et il en sera ainsi tant qu'une des hautes parties contractantes n'annoncera pas un an avant l'achèvement de la période quinquennale en cours, son intention de ne pas le renouveler.*

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Moscou, le 21 avril, en deux exemplaires, l'un en langue russe l'autre en langue polonaise. Les deux textes possèdent la même vigueur.

Muni de pouvoirs par le président du Conseil national de la République polonaise : Edouard Osobka-Morawski.

Muni de pouvoirs par le Présidium du Soviet Suprême de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes : Joseph Staline.

DECLARATION DE M. JEDRYCHOWSKI, REPRESENTANT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE POLONAIS EN FRANCE.

La conclusion du pacte polono-soviétique d'amitié et d'assistance mutuelle est un grand triomphe de la démocratie polonaise. Elle couronne le changement radical dans les relations polono-soviétiques, polono-ukrainiennes et polono-biélorussiennes, accompli il y a plus de six mois par la démocratie polonaise, et met fin à la période de plusieurs siècles de conflits et de malentendus réciproques. Elle est en même temps un triomphe de la cohésion du bloc antihitlérien, car les malentendus polono-soviétiques auraient pu devenir un danger sérieux pour cette unité.

Le pacte porte le coup de grâce à l'Allemagne hitlérienne, qui spéculait sur la désagrégation de l'unité des Alliés. Il est aussi un coup de massue asséné à la réaction polonaise qui, hier encore, chuchotait d'une possibilité d'entente germano-soviétique au dépens de la Pologne, et qui voyait dans la désagrégation du bloc allié le seul espoir de reprendre le pouvoir en Pologne. Le pacte polono-soviétique a confirmé le fait que le retour à 1920 et à la politique de Beck était désormais impossible.

Le traité polono-soviétique est une contribution précieuse à la cause de la sécurité et de la paix mondiale. L'amitié polono-soviétique deviendra un maillon important du futur système de sécurité collective, d'autant plus que la Pologne et l'U. R. S. S. s'engagent à participer en commun à toutes les entreprises internationales, visant à assurer la paix et la sécurité.

A côté des pactes anglo-soviétique, franco-soviétique, tchéco-soviétique et soviéto-yougoslave, et des pactes que la Pologne conclura ou renouvellera avec ses amis du sud et de l'ouest, l'alliance polono-soviétique formera une digue

efficace contre l'éventualité d'une nouvelle agression allemande. Elle rendra possible le développement culturel et économique de nos peuples.

Il faut souligner un trait caractéristique et très précieux du pacte polono-soviétique — il annonce une coopération plus étroite dans le domaine des relations culturelles et économiques après la guerre et contient l'engagement de se donner mutuellement assistance dans l'œuvre de reconstruction des deux pays. La réunion de nos forces est un gage de victoire après la guerre — elle est un gage de succès dans le travail constructif pour le relèvement de la Pologne et celui de l'Union Soviétique.

RESOLUTION ADOPTEE PAR LA CONFERENCE NATIONALE DU COMITE POLONAIS DE LIBERATION NATIONALE EN FRANCE.

La Conférence nationale du Comité Polonais de Libération Nationale en France, réunie à Paris le 26 avril 1945, avec la participation des délégués de toutes les régions de la France, salue au nom des cinq cent mille Polonais de France la conclusion du pacte d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre la Pologne et l'Union Soviétique.

Basé sur le principe du respect mutuel de l'indépendance et de la souveraineté des deux pays et celui de la non-immixtion dans leurs affaires intérieures, ce traité constitue un tournant historique important et heureux dans les relations entre les deux pays. Mettant fin aux malentendus et aux conflits entre les peuples slaves voisins, il ouvre une période d'amitié durable et de coopération pour le bien commun, pour la paix du monde, intéressé au premier chef à l'entente et à l'alliance des peuples slaves contre le germanisme.

Conclu dans l'esprit de la fraternité d'armes polono-russe, consacré par la lutte commune contre l'ennemi commun, ce traité constitue un grand succès du Gouvernement provisoire de Varsovie qui a groupé autour de lui toute la nation polonaise. Il est le résultat d'une politique, juste, courageuse et clairvoyante, soucieuse des intérêts vitaux de l'Etat et de la nation, de la grandeur et de la prospérité du pays.

Ce traité est la garantie de l'écrasement définitif de l'impérialisme germanique, ennemi séculaire de la Pologne. Il donne la certitude que la Pologne agrandie à l'Ouest par le retour des vieilles terres polonaises, qui lui avaient été ravies par les Prussiens, saura consolider celles-ci et les défendre contre toute nouvelle agression de l'Allemagne ou d'un Etat qui se coaliserait avec elle.

Ce traité qui est une grande victoire nationale sera la base d'une Pologne viable, grande et indépendante, moderne et progressive.

Enfin, le traité renforce la position internationale de la Pologne. La conférence salue la décision de la Pologne et de l'U.R.S.S. de participer dans l'esprit de la plus sincère coopération à toute action internationale ayant pour but d'assurer la paix et la sécurité des peuples et d'appliquer le traité conformément aux principes internationaux à l'établissement desquelles elles auront participé. La conférence nationale confirme solennellement la récente déclaration du Comité Polonais de Libération Nationale demandant l'invitation à San-Francisco du Gouvernement Provisoire de la République Polonaise, en tant que seul gouvernement légal, représentant toute la nation.

La conférence exprime l'espoir de toute l'émigration polonaise attachée à la France, sa deuxième patrie, de voir celle-ci tendre une main fraternelle à la nouvelle Pologne, conformément à sa mission historique de champion de l'indépendance et de la liberté des peuples. L'histoire a prouvé que la sécurité de la France et celle de la Pologne dépendaient l'une de l'autre. L'amitié et l'alliance des peuples slaves sont dans l'intérêt évident de la France.

L'émigration polonaise en France se joint au peuple polonais tout entier dans son désir de conclure, selon l'esprit de la traditionnelle amitié polono-française, une alliance entre la France et la Pologne, pour le bien et la sécurité des deux pays et pour la cause de la paix mondiale.

LA CONSTITUTION DU 3 MAI

Au moment où, à côté des armées soviétiques, les troupes polonaises campent sur les ruines de la capitale allemande, la Pologne libérée commémore solennellement — et avec elle les Polonais du monde entier — l'anniversaire de la Constitution du 3 Mai 1791.

La Pologne démocratique rend ainsi hommage à l'acte qui, pour la première fois dans son histoire, exprima la volonté de la nation de rénover et de démocratiser sa structure politique et sociale.

C'est le 3 Mai 1791 que le mouvement démocratique polonais, influencé par les idées philosophiques et sociales des penseurs français du XVIII^e-ème siècle, et encouragé par les succès de la Révolution Française, remporta sa première victoire.

Certes les réformes de la Constitution de 1791 sont relativement timides et éloignées des notions actuelles de la démocratie et de celles de la Révolution Française. La Constitution fut cependant le premier défi jeté aux seigneurs polonais responsables de la décadence du pays au XVIII^e-ème siècle. Elle fut aussi le premier succès remporté par la nation dans sa lutte séculaire contre une poignée de féodaux, lutte qui remplit toute l'histoire moderne de la Pologne.

Pourtant cette victoire devait être de courte durée. Menacés dans leurs privilèges, les seigneurs polonais cherchèrent la protection de l'impératrice Catherine II. C'est dans les fourgons de l'armée tzariste qu'ils vinrent étouffer les réformes et rétablir leur pouvoir, quittes à voir la Patrie disparaître de la carte de l'Europe.

Cette trahison passa dans l'histoire de la Pologne sous le nom de « Targowica » *).

L'esprit de la Targowica qui, dans la crainte de la démocratie, a livré la Pologne aux puissances ennemies, n'a pas disparu. Il était bien vivant avant 1939, époque où les seigneurs polonais collaboraient avec Hitler et facilitaient sa politique d'agression. Il continue à vivre parmi les émigrés de Londres.

Mais cette fois les manœuvres antinationales pour étouffer la nouvelle démocratie polonaise sont définitivement vouées à l'échec. La défaite du fascisme en Europe enlève aux successeurs de Targowica tout espoir de revenir au pouvoir.

D'autre part la Russie tzariste qui a toujours soutenu la réaction dans tous les pays de l'Europe, et plus particulièrement en Pologne, n'est plus. Elle a été remplacée par l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes — grande amie des démocraties.

Victorieuse aujourd'hui, la démocratie polonaise ne se laissera plus enlever ses conquêtes. Plus heureux que leurs prédécesseurs, les démocrates de la nouvelle Pologne peuvent rendre hommage aux efforts de ceux qui ont compris, comme disait Staszic, un des promoteurs de la Constitution de 1791, que : « là où les seigneurs tombent, le pays se relève ».

Pour comprendre la portée de la Constitution de 1791, il faut se représenter la situation du pays dans la deuxième moitié du XVII^e-ème siècle. La « démocratie des nobles » se réduisait en fait à la domination des grands féodaux qui maniaient la masse de la petite noblesse rattachée à leurs cours princières. La royauté y était impuissante. La succession du trône n'était pas héréditaire. Lorsqu'un roi mourait, la noblesse procédait à l'élection du nouveau souverain. En réalité ce sont les grands féodaux, les « roitelets », qui décidaient des élections faisant payer leur appui par des concessions de toutes sortes. D'autre part le « liberum veto » à la diète (droit de chaque délégué de s'opposer par sa seule voix

*) Nom de la localité où a été formée la ligue des adversaires des réformes de 1791.

à la promulgation d'une loi), leur permettait, par l'intermédiaire de leurs « clients », de faire échec à toute réforme politique et sociale qui affaiblirait leur puissance. L'état, le pouvoir royal, devenaient l'enjeu de leurs intérêts. Ainsi la Pologne restait désarmée en face d'états disposant d'une organisation fortement centralisée et pour lesquels elle était un objet de convoitise.

Après le premier partage de la Pologne en 1772, la conscience de la nécessité des réformes profondes avait pénétré dans l'opinion publique polonaise. Les esprits les plus éclairés demandaient la transformation du régime verrouillé entraînant le pays à la ruine, en un régime constructif.

Le 3 Mai 1791 les partisans des réformes à la diète, appuyés par une manifestation grandiose de la population de Varsovie, firent voter la Constitution.

Si les réformes décrétées par cet acte étaient modestes et timides, elles constituaient néanmoins un progrès indiscutable par rapport à l'état de choses existant, et c'est de ce point de vue qu'il faut les apprécier. C'est ainsi d'ailleurs que le fait Camille Desmoulins qui dit qu'« en considérant le point de départ du peuple polonais, il faut constater qu'il a fait un pas énorme vers la liberté ».

En effet le premier pas vers la suppression des privilèges des grands féodaux était fait par l'abolition du « liberum veto », la suppression de l'éligibilité des rois et l'établissement de la monarchie héréditaire.

Quant à la petite et la moyenne noblesse, la Constitution confirmait ses privilèges, garantissant ses droits de liberté, d'égalité, de sécurité personnelle et de propriété, mais réservait le droit de vote aux seuls propriétaires terriens.

Le tiers état n'obtenait que des droits politiques très limités. 21 grandes villes polonaises pouvaient envoyer à la diète un délégué chacune, mais ceux-ci n'avaient pas le droit de vote. La Constitution garantissait à la bourgeoisie la sécurité personnelle et autorisait l'anoblissement de ceux qui possédaient des terres. Elle octroyait l'autonomie aux villes dites royales.

Ainsi la Constitution répondait aux intérêts de la noblesse et d'une partie de la bourgeoisie.

En ce qui concerne la paysannerie, tout en constatant que celle-ci « produit la plupart des richesses du pays et constitue la force la plus importante », la Constitution se borne à la prendre sous la « protection du droit et du gouvernement ». Elle ne supprime ni servage, ni corvées.

Ces réformes, qui, comme l'on voit, ne sauraient être comparées à celles de la Révolution Française, parurent extrêmement dangereuses aux magnats polonais et à leurs protecteurs étrangers, qui y virent à juste titre, le point de départ d'une démocratisation plus profonde. En même temps ils craignaient une alliance entre la Pologne et la France révolutionnaire.

C'est ainsi que l'historien prussien Sybel a pu écrire que la Constitution renforcerait la Pologne et que la Prusse n'avait pas lieu de regarder d'un œil indifférent « le renforcement d'un pays dont la première manifestation de vitalité serait l'écrasement de la Prusse ». Un autre historien prussien justifiait le deuxième partage de la Pologne par la crainte de voir une action concertée de la Pologne et de la France contre la Prusse.

L'impératrice Catherine II écrivait à la veille de l'intervention russe en Pologne : « La jacobinisme de Varsovie est en correspondance régulière avec celle de Paris. ...Et vous voulez que je m'occupe de la jacobinisme de Paris ? Non, je la battrai et combattrai en Pologne ». Dans une autre lettre, à l'ambassadeur de Russie à Varsovie, elle disait : « Nous sommes encore plus inquiets de la propagation en Pologne des pernicieuses idées françaises : à l'instar des Jacobins, des clubs se sont répandus à Varsovie. Ils propagent l'ignoble doctrine qui peut se généraliser dans toute la Pologne et pénétrer dans les pays voisins. Toutes les mesures de précaution sont justifiées pour se garantir contre la méchanceté du jacobinisme ».

On conçoit donc aisément que les ligueurs de Targowica aient trouvé au-

près de la tzarine un accueil complaisant. En mai 1792, un an à peine après la proclamation de la Constitution, les armées de Catherine II envahissaient la Pologne.

L'intervention russe a eu une répercussion directe sur la situation de la France. En effet, la Russie, occupée par l'affaire polonaise, ne put intervenir contre la France, à côté de la Prusse et de l'Autriche. D'autre part, ces puissances, inquiètes de l'action de la Russie en Pologne, ne purent concentrer tout leur effort contre la France.

Les victoires de la Révolution Française ont éveillé en Pologne l'espérance de secouer le double joug : celui des magnats polonais et celui du tzarisme. L'envoyé français à Varsovie, Bonneau, écrivait dans un rapport le 23. X. 1792 : « Il serait difficile de rendre l'enthousiasme général, excité dans ce pays par des nouvelles regardées comme aussi favorables. On s'est embrassé réciproquement, on s'empresse de se féliciter du triomphe d'un peuple brave et généreux ...et les Polonais indignés plus que jamais du joug dont on les accable, invoquent avec une nouvelle ardeur les circonstances qui les mettent à même de le secouer ».

C'est ainsi que le peuple polonais, en dépit de la défaite, continua à regarder vers la France, terre de la liberté et de la démocratie.

Ce culte de la démocratie française a survécu à travers les années de servitude et il est toujours vivant. Le peuple polonais tout entier aspire à l'amitié avec la France nouvelle.

Si la Constitution du 3 Mai avait été maintenue, elle aurait certainement amené une alliance entre la France et la Pologne. De même, la Pologne démocratique d'aujourd'hui peut seule être une véritable amie de la France.

DEUXIEME ANNIVERSAIRE DE L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE *)

Il y a deux ans, le 19 Avril 1934, 40.000 Juifs du ghetto de Varsovie **), qui avaient survécu aux déportations dans le camp de la mort de Tremblinka, aux épidémies de typhus et aux massacres de rues, se soulevaient. Au lieu d'aller à la boucherie comme un troupeau de moutons, ils préférèrent mourir en hommes libres, les armes à la main.

Le mot d'ordre de l'insurrection a été donné à la suite de la demande des autorités allemandes de livrer tous les Juifs ne travaillant pas directement pour l'industrie de guerre.

Dans la nuit du 18 au 19 avril des groupes de combattants juifs occupèrent l'entrée du ghetto. La riposte allemande ne se fit pas attendre. Un bataillon des SS pénétra bientôt dans l'enceinte du ghetto.

Il étaient au nombre de 3 compagnies. Mais soudain, quelque chose d'inattendu se produisit : des maisons qui semblaient vides, des greniers, des toits, une grêle de ballés crépita. Les SS abasourdis reculèrent vers la sortie sous une pluie de feu. Dans ce premier combat, les Juifs anéantirent les 3 compagnies de SS. De plus, 300 hitlériens étaient faits prisonniers.

*) La description des événements est empruntée à la brochure de M. Mark : « L'insurrection du ghetto de Varsovie », parue en polonais en 1944 et basée sur des témoignages et des documents authentiques.

**) En 1940, au moment de la création du ghetto par les Allemands il y avait 340.000 Juifs.

Et le 20 Avril à l'aube, alors que Varsovie humiliée se préparait à fêter l'anniversaire de Hitler, à toutes les fenêtres du ghetto flottait le drapeau polonais et sur beaucoup d'immeubles, le drapeau rouge et les drapeaux alliés claquaient au vent. Le gouverneur de Varsovie Fischer fut obligé de remettre les solennités prévues et de proclamer l'état de siège.

Le lendemain, Varsovie avait pris l'aspect d'un camp militaire. Toute la journée et toute la nuit, des éléments motorisés de l'armée allemande traversaient la ville en direction du ghetto qui fut cerné de tous les côtés. Les rues de Varsovie tremblaient au passage de lourdes machines militaires.

La porte de l'enceinte fut enfoncée et plusieurs tanks entrèrent au quartier juif. Pendant les premiers moments, ils ne rencontrèrent aucune résistance. Les Juifs les laissèrent pénétrer dans le ghetto et pendant ce temps ils barrèrent le chemin à l'infanterie allemande qui voulait progresser à l'intérieur de l'enceinte sous la protection des tanks. L'infanterie SS fut repoussée et les tanks, crachant le feu furent reçus à coups de grenades et mis en flammes. C'est ainsi que les équipages de 6 tanks furent anéantis par les balles et brûlés vifs dans leurs cerceaux d'acier. Le lendemain, les communiqués des deux adversaires, publiaient tous ces faits.

C'était là le deuxième succès de l'insurrection ce qui incita les autorités allemandes à ne plus minimiser ces événements. Le commandement de la répression fut transmis à l'armée, la Gestapo s'étant montrée incapable de maîtriser les insurgés. Et l'armée, abandonnant les vieilles méthodes de « pacification » employées par la Gestapo, commença à préparer des moyens de répression plus efficaces, ce qui demanda quelques jours pendant lesquels les combats connurent un peu de répit.

Les insurgés profitèrent de ce répit pour mieux s'organiser et s'approvisionner en armes. Les magasins militaires allemands se trouvant à l'intérieur du ghetto furent occupés par les résistants qui s'emparèrent ainsi d'un grand nombre d'uniformes allemands, de casques et d'une importante quantité de nourriture.

Sous le costume de la troupe régulière allemande, les juifs attaquèrent l'arsenal de la Gestapo. Un groupe d'insurgés déguisés en soldats allemands se présenta à l'arsenal où la garde sans méfiance les laissa entrer. Après avoir tué tous les hommes qui se trouvaient dans le bâtiment, les Juifs s'emparèrent de toutes les armes et de toutes les munitions qu'ils transportèrent au ghetto dans des camions pris à l'ennemi.

Dans la nuit du 26 au 27 Avril, un détachement d'insurgés composé de 500 hommes fortement armés, occupa après un violent assaut, la prison appelée « Pawiak », la dernière forteresse allemande au cœur du ghetto. L'assaut et la prise de la prison avaient été organisés avec l'aide du groupe anti-fasciste de la Résistance polonaise.

Des éléments de ce groupe avaient établi le contact entre la direction du ghetto et les prisonniers politiques de « Pawiak ». Les Allemands gardaient dans cette prison un nombre important de prisonniers politiques, en majorité polonais, très peu de Juifs.

Les prisonniers de Pawiak apprirent avec une grande joie, la nouvelle de l'insurrection. Ils adressèrent aux insurgés une lettre, leur demandant de venir les libérer et leur promettant leur concours.

2.000 prisonniers, Polonais et Juifs, furent libérés et furent groupés dans une formation de combat polonaise chargée de lutter à l'intérieur du ghetto.

A plusieurs reprises le Gouverneur de Varsovie Fischer somma la résistance de rendre les armes.

Ces ultimatums furent rejetés et Berlin transmit officiellement à l'armée l'ordre de détruire complètement le ghetto.

Le dixième jour de l'insurrection, le commandement allemand fit amener l'artillerie dans le centre de la ville. Le feu de l'artillerie s'avéra plus destructeur que l'attaque des tanks. Les assiégés étaient armés de fusils mitrailleurs et

de grenades, mais ils ne possédaient pas d'armes capables de neutraliser le tir des canons et de détruire les pièces d'artillerie.

La nuit qui suivit celle des opérations d'artillerie, les avions ennemis apparurent dans le ciel du ghetto. L'attaque dura toute la nuit. Sans répit, des escadrilles survolèrent les rues en lançant un grand nombre de bombes incendiaires. Tout le quartier juif était en flammes.

Il était clair que la répétition de ces attaques et la supériorité numérique des Allemands auraient raison, l'une après l'autre, des positions des Juifs. Après deux semaines d'une lutte ouverte les insurgés furent obligés d'adopter une nouvelle tactique. Celle-ci consistait à combiner la défense avec des sorties nocturnes soudaines et rapides. Elle fut employée pendant toute la troisième semaine de l'insurrection. Les Corps-francs juifs, revêtus d'uniformes allemands, s'infiltraient dans les rues avoisinantes et faisaient sauter à la dynamite les immeubles où dormaient les soldats allemands, les dépôts militaires et les voitures. Pendant cette seule semaine, les insurgés firent sauter 46 usines allemandes, entre autres une usine de réparation d'automobiles et une fabrique de pièces électriques. Quelques unes de ces usines appartenaient au trust Hermann-Goering.

Après trois semaines de lutte, la situation du ghetto empira. Le cercle d'acier se resserrait toujours davantage. Mais les insurgés n'avaient aucunement l'intention de capituler. Des jeunes gens s'enrôlaient toujours plus nombreux dans les « groupes de la mort ». Il s'agissait de détachements qui s'infiltraient parmi les Allemands, les attaquaient à la grenade et luttaient sans reculer jusqu'à la mort.

A la fin du mois de mai, les Allemands occupaient toutes les rues. Les meilleurs combattants étaient tombés dans la lutte.

Bien que très dispersée, la résistance se prolongeait pourtant. Des groupes d'insurgés avaient réussi à forcer le cercle ennemi et à rejoindre les groupes de partisans dans la forêt.

Le quarantième jour de l'insurrection il ne restait dans le ghetto qu'un seul immeuble de quatre étages. Le dernier groupe de combattants, qui n'avaient pas eu le temps de descendre dans les catacombes, où la résistance se prolongea encore quelques jours, s'y défendaient. Les Allemands prétendaient qu'il s'agissait là de l'Etat-Major de l'Organisation Juive de Combat, la direction de l'insurrection. Les Allemands durent conquérir cet immeuble escalier par escalier, étage par étage. A la fin de la journée il ne restait plus que 3 combattants. Impatients, les Allemands mirent le feu à l'immeuble. Alors sur le toit de la maison environnée de flammes trois silhouettes apparurent, chacune enveloppée dans un drapeau national et, comme mues par une seule force, se précipitèrent dans le brasier.

La deuxième bataille de Varsovie était terminée.

Dans la lutte pour la dignité et la liberté des milliers d'insurgés sont tombés au champ d'honneur.

En même temps, sur les positions du ghetto, le sang des Polonais se mêla à celui des Juifs.

Les groupements anti-fascistes mobilisèrent beaucoup de jeunes Polonais qui apportèrent leur aide aux combattants juifs en s'introduisant dans le ghetto. Ils appelèrent à l'aide plusieurs groupements de partisans venant d'au-delà de Varsovie et avec leur concours organisèrent le transport des blessés hors de la ville. Les combattants de la Garde Populaire *) se distinguèrent particulièrement par leur esprit de sacrifice.

L'insurrection devait être et elle fut une démonstration éclatante aux yeux du monde entier, de la résolution des Juifs polonais de ne pas aller à la boucherie sans se défendre.

Elle devait aussi montrer, que les Juifs polonais étaient attachés au pays dans lequel leurs aïeux avaient vécu pendant des siècles avec le peuple polonais dont le destin était lié au leur.

*) Organisation militaire du Parti Ouvrier Polonais.

Les « loups-garous » de M. Sosnkowski

Presque toute la population juive de Pologne (plus de 3 millions) a été exterminée par les hitlériens. Quelques dizaines de milliers à peine ont survécu à l'occupation allemande.

Certains éléments pourtant trouvent que les Allemands n'ont pas accompli leur œuvre jusqu'au bout et s'appliquent à la parachever. Ceux-ci, aux ordres de Sosnkowski et Arciszewski, prolongent l'activité des S.S. et assassinent les Juifs quittant leurs cachettes.

Pendant le seul mois de mars, un certain nombre de Juifs ont été massacrés par ces sbires, comme le constate une déclaration signée par le Dr Sommerstein, président du Comité central des Juifs polonais, ancien député.

Voici le bilan de cette activité criminelle : au cours du mois de mars, quatre Juifs ont été assassinés à Drohobycz, trois à Siemiatycze, six dont trois femmes à Ochyn, un à Kisielow, district de Radzyn, deux à Sieniawa, district de Jaroslaw, un à Bozki, district de Bielsk, deux dans la commune de Sterzyce, trois à Rozalin, district de Tarnobrzeg, un à Cmielow, trois à Szelechow, neuf à Siedlice, trois à Lublin, onze à Lochv, etc...

Ces massacres prolongent l'aide qu'avaient bénévolement apportée aux Allemands les détachements de l'organisation militaire fasciste dite « Forces nationales armées » et certains détachements de l'Armée intérieure dans l'extermination systématique de la population juive. Des milliers de témoignages constatent que ces éléments fascistes (dont le « gouvernement » de Londres ne s'est jamais désolidarisé) massacraient les Juifs qui se cachaient dans les forêts ou les livraient à la Gestapo. Encore après l'insurrection de Varsovie des « spécialistes » de l'Armée intérieure « travaillant à la prime », recherchaient les Juifs parmi les habitants de Varsovie, groupés dans le camp de concentration de Pruszkow.

Tels sont les exploits de l'armée secrète de M. Arciszewski, ce « démocrate » qui assure hypocritement les Juifs de son amitié pour eux. On ne saurait d'ailleurs être surpris de l'appui que ces éléments criminels trouvent auprès du groupe de Londres. En effet, M. Sosnkowski qui représente ouvertement les fascistes polonais à Londres (ceci lui a été reproché il y a quelques mois par le journal de M. Mikolajczyk) est celui même qui, déjà en 1919, a créé un camp d'internement pour les Juifs, à Jablonna aux environs de Varsovie.

Ne pouvant pas arrêter la réforme agraire ni empêcher l'union de toute la nation autour du Gouvernement provisoire de Varsovie, les fascistes polonais tachent de semer le trouble en s'acharnant sur les éléments les plus malheureux, sur les Juifs sans défense, miraculeusement sauvés des griffes hitlériennes. Les assassinats de Juifs doivent créer, selon le meilleur modèle hitlérien, un « climat » politique antidémocratique, susceptible de provoquer une renaissance du fascisme.

Mais la démocratie polonaise ne permettra pas chez elle que des « loups-garous » puissent exercer leur activité en vue de la résurrection du fascisme.

C'est parce que la Pologne veut vivre, qu'elle frappera implacablement ceux qui, à travers les pogroms, visent à abattre la démocratie et faciliter une nouvelle agression allemande. Les assassins et leurs instigateurs seront punis avec toute la rigueur de la loi.

LA VIE DE L'EMIGRATION

FRANCE

CONFERENCE NATIONALE DU C.P.L.N. EN FRANCE.

Une Conférence nationale du Comité Polonais de Libération Nationale s'est réunie à Paris le 26 avril. 350 personnes — délégués de toutes les régions de la France et personnalités invitées — y ont pris part.

Le président du Comité, M. Pietka, a rendu compte de son voyage en Pologne et a fait un tableau de la situation du pays.

M. Andrzejewski, chef du service de presse du C.P.L.N., a ensuite parlé des tâches de l'émigration polonaise en France au service de la patrie.

De nombreuses interventions eurent lieu, dont plusieurs soulignèrent en particulier la nécessité de venir en aide aux Polonais déportés par les Allemands en France.

Tous les orateurs exprimèrent leur joie à cause de la signature du pacte polono-soviétique d'amitié et d'assistance mutuelle. La Conférence salua la conclusion du pacte dans une motion spéciale que nous donnons par ailleurs.

Au cours de la Conférence, Mlle Maria Mickiewicz a remis à une délégation de l'unité d'infanterie polonaise, qui combat actuellement en Allemagne dans le cadre de la première armée française, le drapeau des Insurgés polonais de 1863 qui avait été offert à son père Wladyslaw, fils d'Adam Mickiewicz. Ce drapeau, selon le désir de Mlle Mickiewicz, doit être porté par les soldats polonais à travers l'Allemagne en Pologne.

La Conférence a été honorée par la présence de M. Jedrychowski, qui remit solennellement les cartes de députés au Conseil National en Pologne aux cinq représentants de l'émigration polonaise en France qui avaient été élus par le Congrès de l'Emigration en décembre 1944, notamment : à MM. Pietka, Andrzejewski, Stemplewski, Wawrzonek et à Mme Makuch. M. Jedrychowski prononça à cette occasion une brève allocution, dans laquelle il souligna que, contrairement aux affirmations de la réaction, l'immense majorité de l'émigration polonaise dans tous les pays du monde appuie le Gouvernement provisoire de Varsovie.

ASSOCIATION D'AMITIE FRANCO-POLONAISE A LYON.

A Lyon vient de se former un groupe de l'Association « Amitié franco-polonaise », sous la présidence d'honneur de M. Justin Godard, maire de Lyon.

M. Jules Chesneau, conseiller permanent du commerce extérieur, a été élu président, MM. Jean Triomphe, agrégé des Lettres et Henri Birecki, du Comité Polonais de Libération Nationale en France, assument la vice-présidence. M. Jean-Jacques Lerrant, journaliste, est le secrétaire général de l'Association.

Le Comité d'honneur est composé des personnalités suivantes : MM. Henri-Jean Lumière, président de la Chambre du Commerce, Rey, secrétaire du Front National, Monnier, administrateur des Etablissements Berliet, Hugonnier, rédacteur en chef de la *Voix du Peuple*, Georges Lévy, maire de Villeurbanne, René Tavernier, rédacteur de *Confluences*, Ehrard, professeur à la Faculté des Lettres, Gabriel Chevalier, écrivain, Ennemend Trillat, directeur du Conservatoire, Beaufrère, industriel ; Mlle J. Prenant, de l'Union des Femmes Françaises du Rhône, etc...

BELGIQUE

AMITIE BELGO-POLONAISE.

Une société d'amitié belgo-polonaise vient d'être créée à Bruxelles sous le nom de « Amis de la Pologne Nouvelle ». Le Baron Adrien van den Branden, avocat général, en est le président. Les trois vice-présidents sont : MM. Grynfas, professeur de philologie et d'histoire, Seigneur, rédacteur en chef de « La Patrie » (catholique), Bartz, président de l'Union des Patriotes Polonais en Belgique.

Parmi les personnalités qui ont donné leur adhésion à la société des « Amis de la Pologne Nouvelle », citons : MM. Lalmand, ministre du ravitaillement, Demany, secrétaire national du F. I., ancien ministre, Mlle Dieu, présidente de la Ligue des Femmes Belges, Mertens, rédacteur du journal « La Cité Nouvelle » (socialiste), Terve, secrétaire général du Parti Communiste, Borghèse, professeur à l'athénée de Mons, Goussens, professeur à l'École des Hautes Etudes, Nuyens, professeur à l'Université de Gand, Gille, professeur à l'École des Hautes Etudes, Géhémian, professeur à l'Université Libre de Bruxelles.

Le séjour en Suisse de M. Jedrychowski

Le Dr Stéphane Jedrychowski, délégué en France du Gouvernement provisoire de la République Polonaise, s'est rendu en Suisse pour prendre contact avec l'émigration et les militaires polonais qui y sont internés depuis 1940. Des réunions ont eu lieu à Zurich, Berne et Genève, auxquelles assistaient de nombreux Polonais et des délégués de la deuxième division polonaise internés en Suisse. Cette division avait combattu en 1940 sur le front français et réussit à passer en Suisse lors de l'armistice.

Le colonel Probst, commissaire suisse aux affaires des internés militaires polonais, a assisté à la réunion de Zurich.

Au cours de ces réunions, le Dr Jedrychowski fit un exposé de la situation en Pologne. Il fut partout chaleureusement acclamé.

Le Dr Jedrychowski a pris part à une séance du Comité polono-suisse de Coordination de l'aide à la Pologne auquel appartiennent de nombreuses organisations d'assistance polonaises, suisses et autres. Le Comité est présidé par le Dr Luchinger, président de la ville de Zurich ; plusieurs personnalités suisses, dont le Dr Touk, recteur de l'Université de Zurich, prêtent leur concours au Comité.

Le Dr Jedrychowski a également reçu le représentant d'un autre Comité d'Aide à la Pologne, coopérant avec les émigrés de Londres, M. Schmidt-Resinger.

Le 7 avril, le délégué du Gouvernement provisoire a reçu à Berne les représentants de la presse suisse et les correspondants étrangers, auxquels il a donné d'amples informations concernant la Pologne et surtout l'aide dont elle a besoin.

Le 9 avril, une autre conférence de presse a eu lieu à Genève qui, comme celle de Berne, a trouvé un large écho dans la presse suisse.

Ordres du jour du Commandant en chef

Le général Rola-Zymierski, commandant en chef de l'Armée Polonaise a adressé au général Poplawski, commandant de la 1-ère Armée Polonaise, l'ordre du jour suivant :

« Continuant aux côtés de l'Armée Rouge leur offensive à l'ouest de l'Oder, les unités de l'Armée Polonaise ont occupé à la suite de combats acharnés les villes de Bukow, Strausberg, Alt-Landsburg, et ont pénétré dans les faubourgs de Berlin.

« Au cours des derniers cinq jours, nos troupes ont occupé 300 localités en territoire allemand, et ont pris 600 pièces d'artillerie, 14 mortiers, 200 camions et 10 tanks. 800 camions chargés de munitions et 96 tanks ennemis ont été détruits par le feu de l'artillerie polonaise.

« J'ordonne de présenter aux décorations les officiers, sous-officiers et soldats qui se sont distingués au cours de ces batailles ».

D'autre part, le Commandant en chef a adressé au général Swierczewski, commandant de la 2-ème Armée Polonaise, qui combat aux côtés des troupes du maréchal Koniew, l'ordre du jour suivant :

« Aux officiers, sous-officiers et soldats de la 2-ème Armée Polonaise qui, après avoir surmonté la résistance ennemie, ont forcé le passage de la Neisse occupant plusieurs villes et pénétrant profondément en Allemagne.

« Ce sont les soldats polonais qui, les armes à la main, sont les premiers entrés en territoire allemand.

« C'est au Conseil National et au Gouvernement Provisoire, qui ont su vous mener à la victoire, que vous devez d'être aujourd'hui des héros.

« J'ordonne de présenter aux décorations les officiers, sous-officiers et soldats qui se sont distingués au cours de ces combats ».

Reconstruction des transports.

Dans une interview accordée au correspondant du Polpress, M. Mikula, directeur du nœud ferroviaire de Katowice, a déclaré que les cheminots de Silésie travaillaient avec un dévouement exceptionnel pour le transport des armes, des munitions et des vivres pour l'armée, ainsi que pour le ravitaillement du pays. Pendant sa re-

traite, l'occupant avait détruit la majorité des ponts de chemin de fer. Pourtant 6 semaines après la libération beaucoup de ponts étaient déjà reconstruits. 95 % des ponts du bassin de la Dombrowa sont remis en service. Les Allemands ont emmené en Allemagne 75 % des locomotives en bon état et 90 % des wagons. On procède actuellement à la réparation de l'ensemble du matériel roulant et l'on utilise celui qui avait été hors d'usage depuis de nombreuses années. Les installations des gares, les grues et les ponts roulants sont remis rapidement en état. Des nouveaux ponts et grues sont construits, souvent par les cheminots eux-mêmes.

Dans le courant du mois de mars, plus de 10.000 wagons de combustible ont été chargés et expédiés à l'armée et à l'industrie.

**

Le trafic a été rétabli sur les lignes aériennes reliant Varsovie, Lodz, Cracovie, Rzeszow et Lublin.

Industrie.

Les mines de sel de Wieliczka travaillent de nouveau normalement.

L'industrie textile de Lodz a été remise en marche dans la proportion de 90 %. Sur 57 fabriques de textile, 50 travaillent déjà à trois équipes, et occupant plus de 60.000 ouvriers.

Les premières commandes pour l'armée ont été exécutées dans la proportion de 104 %. Les ouvriers qui ont donné l'exemple d'un travail modèle ont touché des primes. 10.000 mètres de lainage et autant de coutil et de drap ont été distribués à titre de prime.

L'aciérie « Pokoj », à Nowy-Bytom en Silésie libérée, a été, la première, remise en marche déjà le 16 février. Jusqu'à la fin de février et au cours du mois de mars elle a envoyé 5.000 assemblages et charpentes de fer à l'armée et aux chemins de fer. Elle a reçu du Ministère des Communications une commande de 2.000 wagons de marchandise. Les travailleurs y sont actuellement au nombre de 4.000. Après la libération ils n'ont pas cessé de travailler malgré les difficultés de ravitaillement, sans recevoir le moindre ration alimentaire et ne touchant que des avances insignifiantes sur leurs salaires.

Le Gouvernement a autorisé l'organisation des Comités d'Usine qui ont pour tâche la défense des intérêts professionnels des ouvriers et la bonne marche de la production. Ils seront organisés dans toutes les entreprises où le nombre des ouvriers dépasse 20. Les comités examineront ensemble avec les patrons toutes les mesures à prendre en vue d'augmenter le rendement du travail et d'améliorer la qualité de la production.

Réforme agraire.

Pendant la première période de la réforme agraire, sur la rive droite de la Vistule 1.753 domaines ont été morcellés. En outre 6.000 ouvriers de l'industrie ont été lotis de petits jardins.

Dans les voïévodies de Cracovie, Lodz, Poznan et Poméranie 4.195 domaines sont actuellement soumis au morcellement. En Prusse Orientale 900.000 ha de terres, ayant appartenu à des junkers allemands, vont être morcellées. De même un million d'hectares de terre en Silésie allemande — propriétés des princes Pszczynski et Hohenlohe et des comtes von Donnersmarck et 1.100.000 ha sur l'Oder seront bientôt distribués aux paysans polonais.

**

L'Union d'Entr'aide Paysanne compte actuellement 1.500 cercles ruraux ce qui correspond à 75.000 membres.

Crimes allemands.

Chaque jour apporte de nouveaux témoignages de crimes allemands accomplis en territoire polonais. On vient de découvrir à Materowo (voïév. de Poméranie) un four crématoire ambulante. En octobre dernier les Allemands y ont brûlé les cadavres des Polonais assassinés en masse dans cette localité. Pendant plusieurs jours des camions amenaient des victimes. Des restes de vêtements et des squelettes carbonisés ont été découverts.

Dans les cachots de la prison de Tomaszow les cadavres de 40 Polonais, crucifiés vivants par les hitlériens, ont été retrouvés.

**

Une délégation des quatre partis démocratiques a déposé une pétition au Conseil des Ministres demandant que l'ex-gouverneur de Varsovie, Fischer, soit jugé dans cette ville.

**

Une Commission d'Enquête sur les crimes commis par les Allemands à Oswiecim (Auschwitz) a été créée et a déjà tenu sa première séance le 2 Avril, à la Cour d'Appel de Cracovie. Le ministre de la Justice, Zaleski, a été élu président de la Commission. Les membres en sont : MM. Rzymowski, ministre de la Culture et des Beaux-Arts, Ostrowski, voïévode de Cracovie, l'archevêque de Cracovie, Mgr. Sapieha et l'écrivain Sophie Nalkowska. Le juge Migdal en est le secrétaire. 4 sous-commissions ont été formées : une sous-commission juridique composée du procureur au Tribunal Spécial de Cracovie, M. Morodycki, du Président à la Cour d'Appel, M. Gniewosz, du président du Comité Juif, M. Kupferg et de l'éminent leader du Parti Socialiste Polonais, M. Kurylowicz, lui-même ancien détenu d'Oswiecim, qui assume les fonctions de commissaire extraordinaire pour l'aide aux victimes de la terreur allemande ; une sous-commission technique ayant à sa tête le professeur Dawidowski ; une sous-commission médico-chimique, présidée par le prof. Glaser ; enfin une sous-commission d'information et de propagande dirigée par le prof. Maklakowski.

Mettant à profit l'expérience acquise par la Commission qui a enquêté sur les crimes allemands à Majdanek, la Commission se propose de révéler tous les moyens employés par les Allemands pour les assassinats en masse et l'extermination systématique des populations. La Commission a l'intention d'établir sur le territoire du camp un musée, à proximité duquel, se trouvera un institut d'investigation qui préparera les travaux de la Commission. La Commission et les autorités administratives se chargent de la sauvegarde des pièces à conviction et de l'interrogatoire des témoins allemands et des rescapés d'Oswiecim. Une expertise médicale aura lieu prochainement.

Des représentants officiels de toutes les nationalités ont déjà visité le camp et le crématorium d'Oswiecim.



COMITÉ POLONAIS DE LIBÉRATION NATIONALE

EN FRANCE

20, av. Rapp, Paris (7^e)

SERVICE DE DOCUMENTATION



N° 10

5 Juin 1945

SOMMAIRE

1. La paix retrouvée	2
2. Communiqué de l'Agence « Polpress »	3
3. Déclaration de M. Jedrychowski au sujet des « seize »	3
4. A la lumière des faits	6
5. Situation économique en Pologne	8
6. La réforme agraire	10
7. Réception à l'occasion de la fête nationale	11
8. Vie de l'émigration	12
9. En Pologne	13

8° P 3831

LA PAIX RETROUVEE

Depuis le 9 mai 1945 date de la capitulation allemande à Berlin — la Pologne, comme les autres pays d'Europe est entrée dans une nouvelle période de son histoire.

La plus terrible des guerres qui avait commencé par l'agression de l'Allemagne hitlérienne contre la Pologne se termine par une victoire de notre pays. Le drapeau polonais flotte — aux côtés du drapeau soviétique — sur Berlin, et l'armée polonaise monte la garde sur l'Oder et sur la Neisse.

La Pologne de 1939 a sombré dans la tourmente parce que ses gouvernants réactionnaires ont mené une politique antisoviétique et antifrançaise qui faisait le jeu de l'Allemagne. Aujourd'hui, la Pologne sort victorieuse de la terrible épreuve, forte de son alliance avec l'U.R.S.S., alliance déjà scellée entre les deux peuples par la lutte commune contre ennemi commun.

Le peuple polonais aspire à une paix durable qui lui permette de cicatriser ses plaies, de reconstruire ses foyers détruits et d'assurer à tous une vie heureuse.

Mais il existe d'autre part des adversaires irréductibles de la nouvelle Pologne, des réactionnaires polonais pour qui la victoire de la nouvelle Pologne signifie en même temps la perte de leurs privilèges ; ils ne désarment pas, et ils constituent un foyer de troubles dangereux pour la paix du monde.

Comme les impérialistes allemands, ils rêvent d'un conflit qui opposerait les puissances anglo-saxonnes à l'Union Soviétique et à la faveur duquel ils pourraient retrouver leurs anciens privilèges. Mieux encore, ils s'efforcent de provoquer des malentendus entre les Alliés.

Ainsi, la politique des émigrés polonais de Londres et de leurs agents en Pologne poursuit virtuellement les mêmes buts, vers lesquels tendent les efforts désespérés des Allemands. Elle est d'autant plus dangereuse, que si les Allemands sont généralement compromis, les émigrés de Londres, eux, s'entourent de la fameuse auréole de leur soi-disant résistance.

A l'identité des buts politiques correspond l'identité des méthodes : « Les loups-garous » polonais se sont livrés à des assassinats de patriotes, au sabotage sur les arrières de l'armée rouge, à des massacres de juifs. Par ces moyens, les fascistes polonais essayent de créer une atmosphère de guerre civile en Pologne qui — espèrent-ils — pourrait compliquer les rapports entre les Alliés. Voilà après l'effondrement de l'hitlérisme, la dernière planche de salut de l'impérialisme allemand, et de toutes les forces ténébreuses de la réaction qui se sentent désemparés après la fin lamentable du III^e Reich.

Les groupes d'aventuriers réactionnaires émigrés font bon marché des souffrances et des pertes terribles du peuple polonais et spéculent sur la possibilité d'un nouvelle « fraîche et joyeuse » (comme l'a constaté dernièrement le journal britannique *News Chronicle*) qui pourtant signifierait la fin d'existence même de la nation polonaise et dont ne pourraient profiter que les Allemands. Les chemins des réactionnaires polonais et des revanchards allemands doivent se rencontrer nécessairement dans cette activité criminelle.

Mais la nation polonaise, elle, ne cherche pas d'aventures, elle veut vivre en bonne entente avec tous les Alliés et, en premier lieu avec sa puissante voisine de l'est à laquelle elle doit sa libération.

Parce qu'il veut la paix, le peuple polonais tient plus que quiconque à l'entente

entre les Alliés qui en est le plus sûr garant. Aussi, saura-t-il mettre hors d'état de nuire tous les aventuriers et provocateurs, qui voudraient faire de la Pologne la terre d'élection des troubles intérieurs et des manœuvres antialliées.

Parlant récemment de l'activité criminelle des bandes des « Forces nationales armées » et de « l'Armée intérieure », le vice-président du Conseil des ministres, M. Gomolka, a déclaré : « Ceux qui comptent sur la faiblesse du Gouvernement polonais se trompent lourdement. La nation polonaise liquidera cet abcès. Que les réactionnaires rebrousse chemin avant qu'il ne soit trop tard. Ce ne sont pas là de vaines paroles. »

Nous avons la ferme conviction que l'avenir montrera l'immense service rendu à l'Europe et à la paix par les hommes qui auront su faire une Pologne forte et en éliminer les derniers résidus et les derniers prolongements du fascisme.

Communiqué de l'Agence Polpress

En rapport avec le communiqué de l'agence soviétique Tass concernant l'arrestation de quinze personnalités polonaises parmi lesquelles le général Okulicki, l'agence Polpress est autorisée à communiquer ce qui suit :

Conformément à l'accord du 26 juillet 1944 intervenu entre le pouvoir administratif polonais et le commandement suprême de l'Armée rouge, les autorités militaires soviétiques ont le droit d'arrêter les personnes accusées de crimes dirigés contre l'armée soviétique alliée.

L'opinion publique polonaise a appris avec indignation l'activité d'Okulicki et de ses complices qui sont inculpés des actes de diversion dirigés contre l'armée soviétique alliée.

Etant donné que l'activité du général Okulicki et de ses complices était également dirigée contre l'existence de la Pologne démocratique ressuscitée, le Gouvernement provisoire polonais se réserve le droit de demander l'extradition d'Okulicki et de ses complices entre les mains des autorités polonaises, afin que les coupables puissent comparaître devant la justice de la République polonaise.

Déclaration de M. Jedrychowski

DELEGUE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE POLONAIS EN FRANCE

Au cours de la conférence de presse qui a eu lieu le 12 mai dans les salons de la délégation, M. Stefan Jedrychowski a fait la déclaration suivante :

Le sujet de la conférence d'aujourd'hui ne peut être comparé en importance aux grands problèmes vitaux du peuple polonais, problèmes qui, je pense, doivent intéresser l'opinion publique à l'étranger.

Les grands problèmes sont : l'organisation de l'Armée polonaise, l'organisation de l'administration en Pologne libérée, l'approvisionnement et la remise en état de l'économie d'un pays dévasté, la réforme agraire, la résurrection de la culture polonaise, les nouvelles directives de la politique étrangère polonaise, la participation de la Pologne à l'organisation de la sécurité et de la paix du monde, la restitution de leur caractère polonais aux territoires occidentaux repris à l'Allemagne, leur réunion au reste de la Pologne, la reconstruction des villes et des villages, l'aide de l'étranger à la reconstruction du pays, le rapatriement et l'installation sur de nouveaux territoires de grandes masses humaines, ce dernier problème ne se posant pas dans une aussi grande mesure à aucun autre pays du monde.

Voilà ce qui frappe et ce qui fait souffrir, ce qui enthousiasme et ce qui tourmente notre peuple. Voilà de quoi s'occupent nos hommes d'Etat vingt-quatre heures par jour.

Quelle disproportion entre les problèmes dont s'occupe toute la Pologne et

celles des questions polonaises qui prennent le maximum de place dans les colonnes de la presse mondiale !

En ce qui concerne les chefs politiques du peuple polonais, je peux assurer, que notre pays s'intéresse beaucoup plus aux milliers de vrais chefs du peuple et aux principaux combattants de la Résistance polonaise qui, malgré leur libération de l'enfer des camps de Buchenwald, de Dachau et de Belsen, s'y trouvent toujours dans une situation ressemblant à leur ancien internement et qui jusqu'à maintenant n'ont pas eu la possibilité de retourner au pays, qu'au sort des seize politiciens compromis arrêtés par les autorités militaires soviétiques.

Mais la réalité est la réalité. Il faut constater que l'affaire des seize personnes arrêtées intéresse beaucoup plus l'opinion étrangère que des sujets autrement plus sérieux et d'une importance capitale.

Aussi, la conférence de presse d'aujourd'hui sera-t-elle consacrée à ce sujet.

ARTICLE 7 DU PACTE DU 26 JUILLET 1944

Il s'agit de seize personnes, le général Okulicki en tête.

Ces personnes ont été arrêtées sur le territoire polonais par les autorités militaires soviétiques, en vertu des clauses du pacte signé à Moscou le 26 juillet 1944 entre le Comité polonais de libération nationale et le gouvernement de l'Union Soviétique, concernant les rapports entre le chef de l'armée soviétique et l'administration polonaise le jour où l'armée soviétique occuperait les territoires polonais.

L'article 7 de ce pacte dit :

« Tous ceux qui feront partie de l'armée soviétique sur le territoire polonais seront sous la jurisprudence du chef suprême de l'armée soviétique. Tous ceux qui rentreront dans les forces armées polonaises seront soumis aux lois militaires et aux règlements polonais. De cette jurisprudence dépendra aussi la population civile sur les territoires polonais même dans le cas concernant les délits contre l'armée soviétique, à l'exception des délits commis dans la zone d'opérations de guerre qui seront sous la jurisprudence du chef suprême de l'armée soviétique ».

C'est précisément cette exception qui concerne le cas qui nous intéresse, les personnes arrêtées étant accusées d'avoir organisé le sabotage directement sur les arrières de l'Armée rouge, dont le résultat a été la mort de plus de cent officiers et soldats de cette armée.

C'est l'affaire des autorités judiciaires soviétiques de prouver le bien-fondé de cette accusation que, d'ailleurs, quant à nous, nous savons justifiée.

Je pense aussi, que les circonstances de l'arrestation seront éclaircies dans la déclaration promise par les autorités soviétiques.

Quant à moi, je voudrais de mon côté éclaircir cette question du point de vue polonais, et je voudrais surtout faire disparaître trois grands malentendus qui donnent le ton aux nouvelles transmises par la presse étrangère sur ce sujet.

PREMIER MALENTENDU

Le premier malentendu consiste à dire souvent que les personnes arrêtées auraient été, semble-t-il, des parlementaires ou des délégués à une conférence se rapportant à une réorganisation du gouvernement. Il n'y a rien de plus erroné qu'une telle supposition. Les personnes arrêtées n'avaient aucunement qualité pour participer avec quiconque à des pourparlers au sujet de la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Au contraire, elles étaient recherchées depuis plusieurs mois par les autorités de sécurité polonaises, comme responsables de délits contre le peuple polonais. Déterminer leur responsabilité est de toute évidence l'affaire des commissions d'instruction et des tribunaux. Mais déjà de ce peu de données qui a été publié jusqu'à présent, on peut déduire que le groupe en tant que tel, doit être considéré comme responsable du sabotage de la mobilisation de l'armée polonaise ; d'appel à la désertion auprès des soldats polonais ; d'appel au boycottage de l'administration polonaise auprès des fonctionnaires.

B.D.I.C.

tionnaires polonais ; d'appel au boycottage des organisations d'enseignement auprès du personnel enseignant ; d'appel au sabotage du ravitaillement des villes et de l'armée auprès des paysans.

La solution de tous ces problèmes par le gouvernement provisoire ne prouve pas qu'il n'existe pas de résistance de la part d'éléments agissant au nom du gouvernement des émigrés de Londres, mais prouve la très faible influence de ces facteurs.

Enfin, les personnes arrêtées sont responsables de l'organisation de l'assassinat secret de plusieurs centaines de personnes parmi lesquelles figurent des militants du mouvement démocrate polonais, des officiers de l'armée polonaise, des officiers et soldats soviétiques, des membres des Milices patriotiques et aussi des citoyens de nationalité juive dont la seule faute aux yeux de la clique réactionnaire est d'avoir eu la chance d'échapper aux fours crématoires hitlériens.

Tous ces faits ont été perpétrés sur l'instigation du gouvernement de Londres et sur la base des directives, et des instructions données par le délégué de ce gouvernement en Pologne et par le chef de l'armée intérieure (Armja Krajowa) qui, d'après les communiqués de Londres avait été dissoute mais qui, en réalité, continue son activité de conspiration, de diversion et de sabotage.

De tous ces crimes, ces messieurs vont répondre devant les tribunaux polonais et le Gouvernement provisoire a déjà fait valoir son droit d'exiger la remise de leurs personnes entre les mains des autorités polonaises.

DEUXIEME MALENTENDU

Le deuxième malentendu, très largement répandu dans la presse étrangère, consiste à supposer qu'il s'agit de chefs démocrates. On a dit officiellement, que les seize personnes en question comprennent des populistes, des socialistes, des démocrates chrétiens et des nationaux-démocrates. Je passe sous silence le fait que le parti national démocrate n'existe plus en Pologne depuis presque trente ans car les anciens chefs de ce parti avaient ressenti en leur temps du dégoût pour le mot, rien que pour le mot de « démocratie » et ils avaient fondé un nouveau parti, le « Parti national » manifestant de fortes tendances fascistes.

Je passe sous silence le fait que certaines de ces seize personnes arrêtées, comme par exemple Kobylanski, étaient encore avant la guerre attachées à la plus réactionnaire, à la plus fasciste et à la plus hitlérophile tendance de ce mouvement.

Ceux dont se réclame le gouvernement de Londres comme démocrates sans autre précision, étaient avant la guerre semblables au président Raczkiewicz, fermement attachés au régime au pouvoir des colonels, au régime de Beck.

Ces messieurs peuvent être considérés comme des chefs démocrates dans la mesure où représentent le parti socialiste en France, des socialistes comme Déat, Spinasse, Marquet, des radicaux-socialistes comme Bonnet, Mistler, etc.-

Le parti populiste et le parti socialiste polonais travaillent normalement débarrassés de ces prétendus chefs. Ajoutons d'autre part que Kazimierz Puzak, président d'un soi-disant conseil d'unité nationale, est accusé par l'un des plus anciens militants socialistes, Kurylowicz, d'avoir dénoncé à la Gestapo un autre chef socialiste, Norbert Barlicki, maire de la ville de Lodz, élu en 1936 malgré toutes les chicanes du régime des colonels.

Quant aux nationalistes et aux démocrates chrétiens, plusieurs sont de vrais patriotes et de vrais démocrates, bien que non organisés dans des partis politiques ils collaborent fermement avec le Gouvernement provisoire.

TROISIEME MALENTENDU

Le troisième malentendu consiste à considérer ces personnes comme des chefs de la résistance polonaise. Evidemment, si on peut appeler mouvement de résistance le fait de disposer d'organisations secrètes, de recevoir de l'argent du gouvernement de Londres, de payer des traitements à des partisans, d'emmagasiner des armes envoyées en Angleterre sans s'en servir, de faire paraître des jour-

naux illégaux ou de mener surtout une propagande contre l'Union Soviétique et l'armée rouge ainsi que contre une lutte armée des Polonais contre les Allemands, alors ces messieurs étaient en effet des chefs du mouvement de résistance.

Mais leur rôle dans ce mouvement consistait à freiner le courant naturel des masses vers la lutte armée contre l'opresseur, à empêcher le sabotage des chemins de fer au service des Allemands, à appeler la population à « l'attente passive avec l'arme aux pieds ». Mais quand ils ont espéré s'emparer facilement du pouvoir, alors, ces messieurs ont provoqué le tragique soulèvement de Varsovie.

En toute certitude on peut considérer ces messieurs comme les chefs d'une résistance particulière contre la Pologne libérée.

Si on peut supprimer ces malentendus et les fausses légendes lancées par la propagande du gouvernement de Londres, il ne reste alors que la réalité nue.

Et, cette réalité, c'est plusieurs centaines de cadavres de vrais patriotes polonais tués dans l'ombre ; cette réalité c'est le crime et elle sera le châtiment.

Personne ne peut empêcher le peuple polonais de châtier ses coupables comme personne ne peut empêcher la France de punir ses hommes de Vichy.

La question de la constitution d'un gouvernement d'unité nationale n'a rien de commun avec une affaire criminelle.

A la lumière des faits

Il y a déjà deux ans que les premières nouvelles alarmantes des actes terroristes dirigés contre les éléments démocratiques en Pologne ont trouvé leur écho dans la presse de langue polonaise à l'étranger. Personne ne doutait de l'identité des vrais instigateurs des crimes perpétrés sur les personnes de ceux qui avaient rompu avec la politique du gouvernement émigré à Londres et la politique de guerre contre les Soviets. *Wolna Polska* (*La Pologne Libre*), organe de l'Union des patriotes polonais en URSS, écrivit dans son numéro du 16 juin 1943 :

« L'on voudrait bien ne pas croire à la réalité des nouvelles qui nous parviennent du pays, mais la tenace répétition des mêmes faits constatés et vérifiés exclut tout doute. Une série d'assassinats de membres actifs et de dirigeants de la lutte pour l'indépendance et de la résistance du peuple polonais contre l'occupation allemande fut inaugurée. Des cerveaux en ont forgé les plans ; des bras en assurèrent l'exécution ».

Wolna Polska consacre ses numéros suivants à la relation de ces meurtres qui d'ailleurs, le fait est à souligner, suivent de près la mort mystérieuse du général Sikorski.

ASSASSINAT DE DETACHEMENTS DE PARTISANS

Le 10 juillet 1943, dans la forêt des environs de Janow Lubelski, 22 hommes du groupes de francs-tireurs « Kilinski » ont été attirés dans une embuscade et assassinés.

La feuille clandestine « Szaniec » appelait ouvertement à cesser la lutte contre les Allemands et à concentrer toutes les forces pour la lutte contre les « communistes », c'est-à-dire contre tous ceux qui luttèrent vraiment contre les Allemands.

La création du Conseil national intérieur (*Krajowa Rada Narodowa*) le 1^{er} janvier 1944 et la réunion de toutes les formations militaires patriotiques en une seule armée populaire aux ordres du Conseil national intérieur ont mis en rage la clique de Londres et ses agents fascistes dans le pays.

En dépit de l'extrême prudence avec laquelle les nouvelles étaient données et données uniquement après multiples vérifications et une fois la certitude sur la véracité acquise la *Wolna Polska* du 1^{er} juin 1944 doit constater que la liste des crimes publiée atteignait un nombre incroyablement élevé.

A Pradalow, dans la région de Kielce, un détachement de l'armée intérieure a assassiné le 16 janvier 1944 dix ouvriers et paysans.

Le 10 février de la même année, 28 hommes du groupe de francs-tireurs « Sowinski » ont été abattus.

Le 16 janvier, l'armée intérieure a attaqué le détachement des francs-tireurs « Langiewicz » à Koryczna (région d'Opatow). Après l'attaque, le commandant du groupe de l'armée intérieure déposait entre les mains du maire de la localité le rapport suivant destiné à la gendarmerie allemande : « Le 17 janvier à Koryczna les forces armées polonaises ont liquidé l'ennemi commun, un détachement communiste qui possédait des clefs pour déboulonner des rails. »

PROPAGANDE ANTISOVIETIQUE

Cette activité criminelle était attisée par la propagande du fameux poste émetteur « Swit » se faisant passer pour un poste clandestin en Pologne occupée, ainsi que par des feuilles clandestines proclamant que l'Union Soviétique était, autant que l'Allemagne, un ennemi.

Les journaux régionaux paraissant en Pologne clandestinement et contrôlés par les représentants du « gouvernement » émigré publiaient en première page les portraits de Hitler et de Staline désignés comme « les plus grands ennemis de la Pologne ».

TEMOIGNAGE DE LA SECRETAIRE DE M. MIKOLAJCZYK

Dans une lettre adressée à M. Mikolajczyk, alors chef du « gouvernement » de Londres, Mlle Aline Godzelanka, sa secrétaire pendant des années et séjournant dans la région de Lublin, lui écrivait le 18 avril 1944 :

« Les fascistes polonais organisés dans les forces armées nationales (N.S.Z.) ont commencé à assassiner en masse les leaders du parti paysan, des démocrates sincères et des chefs paysans et ouvriers connus, des hommes luttant encore contre l'occupant. »

ASSASSINATS ET SABOTAGE ORGANISE

Plus de 200 militants paysans et ouvriers ainsi que des intellectuels, tel le grand historien Marcel Handelsman, professeur de l'Université de Varsovie et correspondant de l'Institut de France, ont été victimes d'actes terroristes.

Le 8 septembre 1944, l'agence Polpress publie un communiqué où elle dit que « les agents du « gouvernement » des émigrés de Londres sont passés à une activité criminelle et sabotent la défense nationale ainsi que la lutte pour la libération de la Pologne. Les actes fratricides contre les militants démocrates qui avaient eu lieu déjà sous l'occupation deviennent plus fréquents en Pologne libérée. »

L'action de ces bandits a commencé dans le district de Rzeszow où sont tombés les chefs paysans Opalinski et Ziemba. Le 1^{er} septembre 1944, les membres de l'armée intérieure ont assassiné traîtreusement le commandant du bureau de recrutement de la ville de Zamosc, le commandant-ingénieur Kropiwnicki, essayant en même temps de tuer sa femme et son enfant, il y a eu également de nombreux cas de meurtres secrets de membres de la Milice patriotique.

Les agents de l'armée intérieure essaient de contraindre par la violence et par les menaces les conscrits à désertre.

Toute cette action se réclame des consignes du « gouvernement » de Londres. Dans différents points du pays des tracts sont édités, signés par les délégués de ce « gouvernement » ou par le commandant de l'armée intérieure et ils appellent à saboter la mobilisation.

ASSASSINATS DE JUIFS

Le registre des victimes s'allonge durant les derniers mois. Au cours du mois de mars 1945, 150 juifs échappés aux fours crématoires des bagnes hitlériens sont assassinés par les détachements de N.S.Z. Ceci est constaté officiellement par le président du Comité central des juifs polonais, le Dr Sommerstein, dans un rapport très détaillé sur ces meurtres.

CONCLUSION

Tous ces faits qui constituent à peine une infime partie des assassinats et des actions de sabotage montrent que leurs auteurs dépendent d'une organisation centrale dont le but est de contrecarrer le mouvement démocratique polonais et l'activité de l'administration polonaise sur les territoires libérés.

Situation économique en Pologne

(Exposé du ministre de l'Industrie, M. Minc, fait à la séance du Conseil national, le 4 mai 1945).

Après la libération du pays en janvier 1945, nous avons trouvé l'industrie détruite, ou privée de matières premières et de combustible, donc immobilisée. Le danger du chômage massif nous menaçait. La campagne fut entièrement pillée par l'occupant, les stocks de vivres emportés. Nous avions devant nous la perspective d'une famine. Le commerce était dispersé et désorganisé, les chemins de fer dévastés et immobilisés. Toutes les possibilités de l'activité économique faisaient défaut. Un grand nombre des établissements étaient délaissés et immobilisés. Une quantité énorme de papier-monnaie était en circulation. Le territoire polonais était divisé en deux parties : le Gouvernement général et les territoires intgrés au Reich. Ces deux parties formaient deux organismes dans lesquels la monnaie et le niveau des prix étaient différents. Le chaos régnait sans issue — semblait-il. Mais aujourd'hui, après trois mois d'efforts la situation a radicalement changé. Premièrement, la plus grande partie des établissements industriels ont été remis en marche. On leur a assuré les matières premières et le combustible nécessaires. Le résultat est, qu'au 1^{er} mai, le nombre des employés s'élevait dans l'industrie à 370.000, ce qui constitue 60 % du niveau d'avant la guerre. La menace du chômage a été écartée, et dans certaines branches de l'industrie, par exemple dans les charbonnages, se dessine déjà la perspective de manquer de main d'œuvre. Les chiffres suivants, concernant la ville de Lodz, sont significatifs et démontrent comment l'embauche augmente journellement : le 1^{er} février le nombre des employés était de 1.182 personnes à peine ; au 1^{er} mars il était de 10.308 ; au 1^{er} avril il avait atteint 52.884 pour arriver grâce aux matières premières venues de l'URSS à 72.175, et il augmente chaque jour. La famine qui paraissait inévitable au moment de la libération a été écartée, grâce à l'initiative de la population urbaine, à laquelle le ravitaillement défectueux a imposé de grands sacrifices (surtout aux travailleurs).

Des mesures ont déjà été prises pour activer le commerce. Un large champ d'action a été à l'initiative privée. Le réseau commercial s'augmente d'une façon constante et systématique. Notre point le plus faible jusqu'ici — le transport ferroviaire — s'améliore constamment. Le nombre des trains de marchandises pour les besoins économiques est passé de 2.343 en février et de 13.487 en mars, à 20.550 en avril. A la place du chaos économique, émergent les contours d'un nouvel état de choses. Des formes de contrôle de la grande industrie qui constitue la propriété de l'Etat ou qui se trouve sous son administration, ont été créées. Le zloty de la banque nationale polonaise a remplacé les billets émis par l'occupant. Le retrait de la circulation de 65 % des signes monétaires a sauvé le pays de l'inflation. Un barème des prix, unifiés pour la plupart, a été établi et le processus de l'unification de l'économie se déroule à une cadence rapide. Si l'on considère les difficultés d'un tel travail, exécuté en pleine guerre, à l'époque où la Pologne constituait l'arrière, et souvent durant des mois, la ligne même du front, où les cadres et les spécialistes faisaient défaut, on ne peut qu'admirer le redressement accompli et les résultats obtenus. De plus, si on compare les conditions et la cadence de la reconstruction de la vie économique dans d'autres pays libérés, comme en France, en Belgique, en Hollande, en Italie, ou en Grèce, on peut constater, que nous n'occupons nullement la dernière place. Au

81

contraire, nous pouvons dire que nous avons reconstruit notre économie plus vite, plus efficacement et avec moins de sacrifices que les autres pays. La situation alimentaire est meilleure chez nous qu'en Hollande ou en Italie, il n'y a pas l'atmosphère de guerre civile et de bouleversement qui règne en Grèce. Nous nous organisons mieux et plus vite que d'autres pays, contrairement à ce que l'on aurait pu prévoir.

Cela est dû d'abord au fait que l'immense majorité de la nation est unie ; elle accorde son appui et un crédit moral illimité au Gouvernement provisoire de la République. D'autre part, nous avons écarté les spectres du passé, sources et bases de l'anarchie économique, à savoir : les hobereaux, les cartes et les trusts. Grâce à ces mesures la dispersion du patrimoine national a été évitée. Les positions-clefs de l'industrie sont entre les mains de l'Etat. Enfin nous bénéficions d'une aide efficace de notre voisine et alliée, l'URSS (secours en vivres et en matériel de transport, aide technique, etc.).

Les mots d'ordre de la Pologne démocratique ne sont pas un verbage vide, ils ont un sens économique et social dont nous pouvons déjà apprécier les résultats. Nous nous sommes engagés dans cette voie, et nous sommes déterminés à la suivre. La Pologne nouvelle est un pays d'où les hobereaux et le grand capital sont exclus. Nous soulignons le grand, car le moyen et petit y ont leur champ d'action assuré. *Nous rejetons comme insinuations plus que fantaisistes les rumeurs selon lesquelles notre Etat aurait l'intention d'introduire les kolkhozes dans le domaine de l'agriculture.* Nous nous basons sur le principe de l'exploitation paysanne individuelle. L'Union de l'Entr'Aide Paysanne à qui l'Etat accorde concours et appui constitue une forme de coopération résultant du changement de structure économique et dont la base est le contact individuel avec l'agriculteur. Les stations des machines et des tracteurs doivent prêter leur concours aux agriculteurs en leur fournissant contre un paiement convenu l'outillage et les machines agricoles. Il s'agit de mettre la technique moderne à la disposition de l'agriculteur. Nous voulons qu'après s'être acquitté de ses prestations envers l'Etat et l'armée, le paysan se sente libre de disposer de ses produits comme il l'entend. Cette solution, que nous considérons comme la plus avantageuse et partant la plus désirable est illustrée par le décret concernant les contingents de l'année 1945-1946, par lesquels l'Etat fait connaître au paysan ce qu'il attend de lui. Ce décret souligne, que ces obligations remplies, l'agriculteur peut disposer du surplus de ses produits comme bon lui semble.

Le gouvernement estime désirable et utile la reconstruction de la petite industrie et du commerce détruits par les Allemands. L'administration par l'Etat des petites entreprises freine le développement des forces productrices des grands établissements. C'est pourquoi il faut que les petites entreprises commerciales et industrielles retournent à leurs propriétaires, où, si ceux-ci n'existent pas, qu'elles soient reprises par les coopératives ou qu'elles soient affermées.

Dans la suite de son exposé, le ministre a analysé les défauts qui se sont manifestés jusqu'ici dans l'activité économique et a traité des tâches qui se posent dans les domaines de l'amélioration du ravitaillement, du développement des coopératives et du commerce; il a souligné la nécessité d'augmenter le rendement du travail.

Le ministre a attiré l'attention sur la nécessité de régulariser les rapports entre les directions et les conseils d'entreprises.

Ensuite, il a traité la question de la reconstruction du pays en soulignant qu'elle ne peut se baser sur l'émission des billets de banque, mais sur l'utilisation de toutes les ressources économiques du pays. Le ministre a déclaré que l'aide de l'Etat ne sera accordée que pour la reconstruction de Varsovie et des ports, à Gdynia et à Gdansk, ainsi que pour la récupération de l'outillage et des machines emportés par les Allemands.

En conclusion, le ministre Minc a parlé du problème du commerce extérieur,

constatant que la Pologne a déjà conclu un certain nombre de transactions avantageuses avec l'Union Soviétique. On s'attend à la conclusion prochaine d'un traité commercial polono-soviétique qui augmentera les échanges entre les deux pays.

La réforme agraire



(Exposé du ministre de l'Agriculture, le professeur Berthold, fait à la séance du Conseil National le 4 mai 1945).

Au début de son exposé le ministre a constaté que les gouvernants de la Pologne d'avant 1939 défendaient les intérêts des grandes propriétaires. La réaction polonaise combattait l'idée du partage des terres, même pendant l'occupation allemande. Les émigrés de Londres ont gardé le silence à ce sujet jusqu'au moment où le Conseil national a fait officiellement figurer la question de la réforme agraire dans son programme. C'est alors seulement que le « gouvernement » de Londres a annoncé la préparation d'un plan de réforme agraire.

Les autorités de la Pologne démocratique, conformément au manifeste du Comité polonais de libération nationale se sont mis énergiquement à la réalisation de la réforme, battant en brèche la résistance des réactionnaires.

Le décret sur la réforme agraire porte sur 8.832 domaines d'une surface totale de 4.242.040 ha et sur 1.030 établissements de l'industrie agricole qui appartenaient aux 6.724 familles de hobereaux. Cette superficie constituait 21 pour cent de la superficie totale des terres. 1.845.000 hectares de forêts faisaient partie de ces domaines ; ces forêts sont devenues la propriété de l'Etat. 2.400.800 hectares des terres ont été soumis au partage.

Jusqu'à présent 303.000 familles, c'est-à-dire un million et demi de personnes environ, ont été dotées de terres ;

38 pour cent de terres ont été distribuées à 72 familles d'ouvriers agricoles ;

17,8 pour cent à 50.000 familles paysannes sans terre ;

4,8 pour cent à 30.600 familles de paysans possédant des petits lopins de terre ;

24 pour cent à 126.000 familles de paysans possédant des petites exploitations.

4,1 pour cent à 20.000 familles de paysans possédant des exploitations moyennes. En outre, on a doté de terres 2.800 familles d'artisans et de partisans qui se sont particulièrement distingués.

243.700 hectares de terre sont soumis actuellement au morcellement. Celui-ci a dû être arrêté sur le territoire de 500.000 hectares environ en raison de danger des mines.

134.000 hectares ont été destinés aux fermes modèles (culture des semences, amélioration des races de bétail et de chevaux, etc...) ;

15.700 ha ont été attribués aux écoles d'agriculture ;

54.000 ha aux jardins ouvriers ;

3.500 ha aux exploitations maraîchères aux environs des grandes villes ;

500 000 ha sont réservés pour les rapatriés et pour les transférés des voivodies surpeuplées (Kielce, Cracovie, Rzeszow et autres).

Le ministre a cité ensuite les chiffres concernant le développement des écoles d'agriculture.

Actuellement fonctionnent en Pologne : 9 lycées et 10 écoles d'agriculture, 37 écoles d'agriculture de district, 93 écoles d'agriculture communales et 5 universités populaires. On prépare l'ouverture prochaine de 13 lycées, 3 écoles, 2 écoles spéciales, 92 écoles de district, 192 écoles communales et 4 universités populaires. On prépare également l'organisation de 65 nouvelles écoles d'agriculture de tous types. Or, avant la guerre, il n'y avait en Pologne que 23 écoles d'agriculture.

B.C.L.

Se basant sur ces données, le ministre Berthold, a détruit l'argument des réactionnaires selon lequel la réforme serait appliquée sans un plan préalable. Répondant aux reproches des mêmes cercles réactionnaires qui prétendent que la réforme agraire appliquée avec une hâte inutile, le ministre déclare : « Pour nous, la réforme agraire ne constitue pas un jeu politique mais un travail réel. Nous n'avouons qu'un seul « péché » : la cadence rapide à laquelle la réforme est faite. Je doute néanmoins que les paysans polonais considèrent cela comme un péché. D'ailleurs il se sont prononcés à ce sujet et se prononcent chaque jour en cultivant la terre des anciens hobereaux. »

Le ministre a continué dans ces termes : « Il faut souligner que le paysan polonais fait preuve de maturité politique et économique. Les semailles de cette année seront exécutées au moins dans les proportions de 90 pour cent et ceci, malgré les affirmations de nos adversaires, malgré les difficultés causées par le manque de graines et de transports, malgré le sabotage des hobereaux et malgré l'activité des bandes des forces nationales armées qui vont jusqu'au pillage des transports de graines et jusqu'à l'assassinat des plénipotentiaires du gouvernement chargés de distribuer la semence. Seuls les terrains encore minés ne seront pas ensencés. »

L'Union Soviétique, a constaté M. Berthold, a prêté un précieux concours à la Pologne en fournissant la graine et les moyens de transport. L'Armée rouge a ensencé 750.000 ha dans les territoires occidentaux.

« C'est dans l'adversité que l'on reconnaît ses vrais amis, et également ses ennemis. Le sang que les bandes de l'armée intérieure fait couler en essayant d'empêcher la réalisation de la réforme agraire, le sang du citoyen Wojtecki tombé à son poste en distribuant la graine pour les semences, se trouve pour toujours entre eux et nous — entre les paysans polonais et les hobereaux réactionnaires — entre la nation polonaise et les spectres du passé féodal, et rien ne saurait laver ce sang-là » — a dit M. Berthold.

En conclusion le ministre a traité le problème de la colonisation des territoires revendiqués par la Pologne. On envisage le transfert dans ces territoires de 180.000 familles paysannes des régions surpeuplées. 9.000 familles paysannes ont déjà été envoyées dans la Silésie d'Oppeln. L'aménagement des territoires revendiqués doit être terminé cet été.

La réception à l'occasion de la fête nationale polonaise

A l'occasion de la fête nationale polonaise le délégué du Gouvernement provisoire polonais de Varsovie et Mme Jedrychowski ont offert une réception le jeudi 3 mai, dans les salons de la délégation.

Parmi la nombreuses assistance on a remarqué la présence de :

M. le professeur René Cassin, vice-président du Conseil d'Etat; M. François Coulet, représentant le ministre des Affaires étrangères ; S. E., l'ambassadeur de l'U.R.S.S. et Mme Bogomolov ; S. E. M. Nosek, ambassadeur de Tchécoslovaquie ; S.E. M. Hougen, ambassadeur de Norvège; le brigadier général Frazer, directeur de l'UNRRA; le général Ilitch, Chef de la Mission Militaire Yougoslave en France; M. Rollet, du ministère des Affaires étrangères; M. Pierre Meunier, secrétaire général du CNR; le général Dragoun, le général Souslogarow et le colonel Novikov, de la mission militaire soviétique; M. Justin Besançon, président de la Croix-Rouge française; M. Albert Bayet, président de la Fédération de la presse française; Mme Joliot-Curie ; le professeur Henri Mazon, de l'Institut ; Mlle Marie Mickiewicz ; M. Marcel Cachin ; M. Pierre Cot, ancien ministre ; M. Pierre Bloch ; M. Henri Poncet, ambassadeur de France ; MM. Steiner, Wehrlin et Roland, de la Croix-Rouge internationale ; M. Alphonse Juge, du MRP ; Le gouverneur Valentin-Smith; Mme Madeleine Braun ; M. Claude Morgan, directeur des « Lettres françaises ».

La réception s'est déroulée dans une atmosphère de cordialité.

Vie de l'émigration

FRANCE :

A l'occasion de la fête nationale polonaise du 3 Mai, le Comité Polonais de Libération Nationale en France a organisé au Palais Chaillot un grand gala sous le haut patronage de Mr. Jedrychowski, délégué du Gouvernement Provisoire Polonais, et de Mr. Justin Godard, président de « L'Entr'Aide Française ».

La présidence effective du gala a été assumée par : Mr. Jedrychowski, Mlle Mickiewicz, Mme Joliot-Curie, présidente d'honneur du Comité Polonais, le professeur Joliot-Curie, président de l'Association « Amitié Franco-Polonaise, Maurice Thorez, Albert Bayet, Marc Sagnier et Alphonse Juge. Le Comité Polonais était représenté par le président Pietka, la secrétaire générale Wanda Wierbłowska, Mr. Chmielewski et Mr. Bibrowski. Plus de 2.500 personnes étaient présentes. Dans la loge d'honneur, citons entre autres M. Bogomolov, ambassadeur de l'U. R. S. S. et Mme Bogomolov, accompagnés des membres de l'Ambassade, le général Ilitch, accompagné des membres de la mission yougoslave, M. Steigerhof, conseiller de l'Ambassade de Tchécoslovaquie, accompagné des membres de la mission militaire Tchécoslovaque et Mr. Frick, ministre de Luxembourg. La séance a été ouverte par le président Pietka qui passa la parole à M. Marc Sagnier. Celui-ci, dans un vibrant discours rappela la communauté d'idées existant entre la France et la Pologne, soulignant que la présence de la Pologne est indispensable à une coopération internationale efficace. M. Jedrychowski, déclara dans son allocution que la Nation Polonaise après une part si active prise à la lutte commune, et tant de souffrances héroïquement subies, mérite d'être présente lors des délibérations internationales. Son discours terminé, les délégations des soldats polonais, de la jeunesse polonaise, des femmes et des mineurs polonais des bassins du Nord, Pas-de-Calais et de la Loire lui remirent des gerbes de fleurs et l'assurèrent de leur fidélité au Gouvernement Polonais de Varsovie. Dans la partie artistique qui suivit les assistants purent admirer des grandes vedettes du chant et de la danse ; le grand pianiste polonais Askenazy exécuta quelques œuvres de Chopin.

Le 6 mai ont eu lieu à Lens et à Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais) des meetings, au cours desquels le rédacteur Andrzejewski a rendu compte de son voyage en Pologne. Quatre mille Polonais étaient présents à Lens et deux mille à Nœux-les-Mines ; de représentants du Front National, de la CGT et de l'Union des Femmes Françaises y ont également pris part. Dans les résolutions adoptées, les assistants ont exprimé leur reconnaissance au Gouvernement Provisoire, pour les réformes démocratiques qu'il a déjà réalisées et pour la conclusion du pacte polono-soviétique ; ils ont donné l'assurance que l'émigration polonaise en France est prête à se rendre dans les territoires occidentaux de la Pologne, pour y reconstruire, et y faire toutes les transformations nécessaires aux mieux des intérêts polonais.

Le 13 Mai les meetings ont eu lieu à Waziers et à Pecquencourt (Nord) auxquels ont assisté 2.400 et 2.000 personnes. Le président Pietka y a fait un exposé sur la situation en Pologne.

BELGIQUE :

Les 29 et 30 Avril a eu lieu à Bruxelles le premier Congrès National de la Jeunesse Polonaise en Belgique. Le professeur Borghèse salua le Congrès au nom de l'Association des Amis de la Pologne nouvelle. Les représentants de la jeunesse universitaire belge, de la jeunesse juive et de la « Jeune Garde Populaire » prirent également la parole. A l'issue des délibérations, le Congrès adopta une résolution dans laquelle la jeunesse polonaise de Belgique exprime sa gratitude à l'Armée Rouge et à l'Armée Polonaise pour la libération de la Patrie et des anciennes terres polonaises de Silésie et de Poméranie ; elle y promet également d'appuyer le Gouvernement de Varsovie dans ses efforts pour faire de la Pologne un pays de justice et de liberté.

EN POLOGNE

VIE POLITIQUE

Le 3 mai a eu lieu l'ouverture de la session du Conseil national, à laquelle 260 délégués ont participé. Le corps diplomatique était présent. « Les assistants ont rendu hommage à la mémoire du président Roosevelt par une minute de silence.

Le premier ministre, Osobka-Morawski, a fait un exposé concernant l'activité du Gouvernement provisoire et il a souligné l'importance des grandes victoires historiques remportées par l'héroïque Armée rouge, libératrice de la Pologne, et d'autres armées alliées.

« Grâce à notre alliance avec l'U.R.S.S., grâce à l'Armée rouge invincible, l'armée polonaise pour la première fois dans l'histoire de notre peuple est entrée dans la capitale allemande et a arboré notre drapeau blanc et rouge à côté du glorieux drapeau rouge, sur les ruines de Berlin vaincu », déclara M. Osobka-Morawski.

Au cours de la session on a annoncé que le général Michel Rola-Zymierski, commandant suprême de l'armée polonaise, en reconnaissance de se mérite exceptionnel dans la lutte pour la libération de la patrie et l'anéantissement de l'ennemi, a été nommé par le Présidium du Conseil national, maréchal de Pologne.

En même temps, il a été annoncé que des changements ont été effectués dans la composition du Gouvernement provisoire. M. Osobka-Morawski, premier ministre a démissionné de son poste de ministre des Affaires étrangères et son portefeuille a été attribué à M. Vincenty Rzymowski, du parti démocratique. M. Henryk « Swiatkowski, du parti socialiste polonais a été nommé ministre de la Justice et M. Bohdan Zaleski, du parti paysan, ministre de la Culture et des Beaux-Arts.

Le général d'armée Szeptycki, a été reçu par le maréchal Rola-Zymierski. Le général Szeptycki, un des plus anciens généraux polonais et qui avait été il y a trente ans compagnon d'armes du maréchal Rola-Zymierski a exprimé son désir de reprendre du service actif. Le maréchal Rola-Zymierski a nommé le général Szeptycki président de la Croix-Rouge polonaise.

M. Trampezyński, ancien président de la première Diète polonaise, ancien président du Sénat, un des auteurs de la Constitution de 1921 et leader de la droite a déclaré entre autres dans une interview : « Malgré certaines divergences entre le Gouvernement et moi, je considère que le moment

est venu d'unir toutes les forces de la nation. » Parlant de l'insurrection de Varsovie, M. Trampezyński a constaté qu'elle a été provoquée dans les buts politiques. Il a ajouté : « Je possède des preuves irréfutables que les Allemands se sont efforcés de provoquer cette insurrection afin de trouver un prétexte à la destruction de la capitale. Ils ont même fourni les armes à des organisations clandestines polonaises. »

RELATIONS EXTERIEURES

Le 28 avril un accord a été conclu à Moscou entre le Gouvernement provisoire de la République polonaise et le gouvernement du royaume d'Italie relatif à la protection et à l'assistance des ressortissants polonais qui se trouvent en Italie et des ressortissants italiens se trouvant en Pologne. Cet accord a été signé au nom du gouvernement polonais par M. Modzelewski, ambassadeur de Pologne à Moscou et par M. Quaroni, ambassadeur d'Italie en U.R.S.S., au nom du gouvernement italien. L'accord comprend dix articles et prévoit la protection et l'assistance des citoyens respectifs des deux pays, jusqu'au moment de leur rapatriement.

Un échange de représentants diplomatiques entre la Pologne et l'Italie dans un bref délai est également prévu par cet accord.

Le Gouvernement provisoire polonais et le Gouvernement de la Fédération yougoslave ont pris la décision d'élever respectivement leurs représentations diplomatiques au rang d'ambassades.

Le président du Conseil national, M. Bierut, a reçu le 2 mai le délégué du gouvernement provisoire de la République française, M. Garreau. L'entretien qui dura quarante-cinq minutes fut empreint d'une grande cordialité.

M. Francesco Largo Caballero, ex-ministre et chef des socialistes espagnols a été libéré par l'armée polonaise du camp de concentration d'Oranienburg, près de Berlin. « Actuellement, M. Caballero est l'hôte de l'armée polonaise et se trouve dans un hôpital où il recouvre sa santé.

« Je remercie l'armée polonaise à laquelle je dois ma libération » — a déclaré M. Caballero.

Le doyen de la cathédrale de Canterbury, M. Hawlett Johnson, qui séjourne actuellement à Moscou a déclaré au représentant de Polpress : « Nous nous réjouissons de la liberté que l'Europe et

en particulier la Pologne ont reconquise. Nous sympathisons profondément avec la Pologne qui a tant souffert de la barbarie hitlérienne. Nous suivons avec intérêt et sympathie la formation de la nouvelle Pologne forte et démocratique. Un grand avenir attend le peuple polonais. »

Le 3 mai est arrivé à Varsovie le ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque auprès du Gouvernement provisoire polonais, M. Jozef Hejret.

M. Hejret a déclaré : « J'ai pu observer avec admiration l'enthousiasme de la nouvelle démocratie polonaise au cours de la séance du Conseil national, où quatre partis politiques travaillent à la réalisation des grandes tâches historiques. Il existe entre la Pologne et la Tchécoslovaquie beaucoup de possibilités de coopération dans les domaines politique, culturel et économique. Cette coopération sera sûrement organisée sur une grande échelle; les larges masses populaires en Pologne et en Tchécoslovaquie l'attendent. Le problème du transport des marchandises pour la Tchécoslovaquie par les ports polonais de la Baltique, intéresse particulièrement mon pays. »

Avant de quitter Lodz pour la France, M. Dartigeat, commandant de groupe des anciens prisonniers de guerre français a déclaré :

« Les officiers, les sous-officiers, les soldats et les civils du groupe des anciens prisonniers de guerre français, expriment leur profonde gratitude pour l'accueil et les soins particuliers dont nous fûmes entourés. Les prisonniers de guerre et les anciens prisonniers des camps de concentration, libérés du joug de la barbarie allemande n'oublieront jamais qu'ils doivent leur liberté et leur retour à la civilisation : à l'Armée rouge et à l'Armée polonaise, ainsi qu'à la Pologne libérée.

« A Lodz, il y avait 3.000 Français. Nous avions la possibilité d'apprécier la bonté, la cordialité, la gratitude du peuple polonais. Nous garderons pour toujours le souvenir de l'accueil qui nous a été réservé par les Polonais. Il faudrait écrire tout un volume pour énumérer et remercier tous ceux qui nous aidèrent.

« Vive la Pologne ! Vive l'U.R.S.S. ! Vive la France ! »

VIE ECONOMIQUE

En Silésie, les mines de zinc et la fonderie ont été remises en marche. Actuellement l'industrie du zinc emploie 7.000 ouvriers. Comme on le sait la Pologne

était avant la guerre un des plus importants pays producteurs de zinc en Europe.

La direction provisoire des établissements « Bata » a remis en marche des fabriques de chaussures à Radom et à Chelme et a ouvert 200 magasins de vente. La production de ces usines atendra prochainement le niveau d'avant-guerre.

Les travaux de réparation du port de Gdynia avancent à une cadence rapide. La plupart des docks endommagés par les Allemands sont déjà utilisables. De nombreuses grues sont restées intactes.

La première usine en Pologne fabriquant des montres vient d'être fondée à Lodz. On y fabrique d'abord des pendules électriques ; plus tard elle produira des réveils. La fabrication des montres de poche et des montres-bracelets est également prévue.

Le bureau de reconstruction de Varsovie a confié à une entreprise de bâtiment la restauration de 60 édifices de la capitale qui doivent être remis en état, en premier lieu. Parmi ces bâtiments se trouvent sept églises, une maison catholique, sept édifices historiques et les immeubles administratifs de l'Etat. Les travaux doivent être achevés au mois de juillet.

La fonderie « Pokoj » une des plus grandes de la Silésie a recommencé le travail dès le lendemain de la libération, le 16 février. Elle fabrique des wagons de marchandises et de nombreux genres d'assemblages en acier pour la construction des ponts. Elle emploie actuellement 4.000 ouvriers, mais elle peut en employer facilement 10.000. On prévoit que les ouvriers des établissements d'Ostrowiec et de Starachowice ne pouvant reprendre leur travail dans les usines détruites par les Allemands, seront embauchés à la fonderie « Pokoj ». On envisage la fusion de cette fonderie avec celle de Zabrzeg et avec l'aciérie et la laminerie de Gliwice. D'après les plans, la fonderie « Pokoj » doit participer activement à la reconstruction de Varsovie, et notamment à celle des ponts, de la gare centrale et des divers bâtiments. A cet effet, on prévoit l'ouverture d'une succursale à Varsovie.

L'état de l'usine de locomotives de Cegielski à Poznan est satisfaisant. Bientôt l'usine fournira 22 locomotives par mois.

VIE RELIGIEUSE

La lettre pastorale de l'évêque de Silésie, Stanislas Adamski.

L'évêque Stanislas Adamski a adressé aux fidèles une lettre pastorale qui a été

lue dans les chaires de toutes les églises du diocèse de la Silésie. Nous en citons quelques extraits :

« Après quatre années d'un exil forcé l'évêque catholique envoie aux prêtres et aux fidèles de son diocèse le salut traditionnel de la Sainte Eglise — salut qui fut interdit par l'ennemi pendant six ans. Nous te saluons, soldat polonais, que nous désirions voir depuis si longtemps, et lorsque aujourd'hui nous te voyons t'agenouiller avec tes chefs et avec nous devant Dieu dans nos églises, nos âmes se remplissent de joie. Nous vous saluons, représentants du Gouvernement provisoire de la Pologne. Nous vous saluons sur ce sol, qui, quoiqu'il fut séparé de la mère-patrie pendant sept siècles, n'a oublié ni sa langue maternelle, ni ses traditions nationales, ni l'amour de sa patrie. Notre délivrance, nous la devons à la magnifique et puissante offensive de l'armée soviétique et de l'armée polonaise. Notre cœur est rempli de gratitude pour nos libérateurs. Si, votre offensive n'avait pas été si rapide, si la retraite des troupes allemandes avait été plus lente, elles auraient eu assez de temps pour tout détruire. Les autorités allemandes ont donné l'ordre de la destruction, pendant la retraite, de toutes les maisons et même de toutes les palissades ainsi que des arbres fruitiers. Les Allemands ont voulu laisser derrière eux un désert ; ils voulaient chasser et exterminer la population. Je vous appelle au retour à une vie catholique normale. Je me réfère aux assurances données par les hauts représentants du Gouvernement provisoire polonais que l'activité de l'Eglise catholique non seulement ne se heurtera pas à des obstacles mais au contraire qu'elle jouira de l'appui et de la bienveillance des autorités publiques. Je suis profondément reconnaissant de ces assurances, je sais qu'elles dissiperont chez de nombreux catholiques les craintes et les suppositions erronées et qu'elles contribueront à unir toute la société polonaise dans l'effort de la construction de bases inébranlables de la Pologne future. Nous reprenons ainsi la vie régulière normale. Des messes seront célébrées aux heures habituelles. Des processions défilent comme par le passé dans les rues et sur les places des villes. La vie des confréries et d'associations religieuses battra de nouveau son plein après une longue interruption. Il n'y a qu'un seul changement : outre le latin, une seule langue retentira dans les églises : la langue polonaise. Nous sommes profondément reconnaissants au Gouver-

nement provisoire polonais de pouvoir librement professer notre foi catholique qui, chez nous, Polonais, est intimement liée avec l'amour de notre patrie. »

A Bydgoszcz a eu lieu un congrès du clergé catholique de Poméranie. De nombreux discours ont été consacrés à la question de la réforme agraire et de la campagne des semailles. Dans une résolution le clergé catholique assure qu'il est prêt à coopérer avec le Gouvernement provisoire.

A l'occasion de la reprise des études au lycée de Bytom, l'abbé-doyen Zachlut a célébré une messe solennelle dans la vieille église Saint - Jacques. Il a dit dans son sermon entre autres : « Nous vivons aujourd'hui l'heureux moment de l'ouverture des écoles polonaises, qui élèveront la jeunesse polonaise dans un esprit national, en accord avec les principes du christianisme. Nous remercions Dieu qui nous a permis de vivre l'heureux moment du retour de la Silésie des Piast à la Pologne. »

REALISATIONS SOCIALES

Le président Bierut a désigné l'ancienne résidence d'été du président de la République polonaise à Spala comme centre de repos destiné aux travailleurs de la voïevodie de Lodz. Déjà cet été les ouvriers et les travailleurs intellectuels pourront passer leurs vacances à Spala.

La ville d'eau de Ciechocinek, restée intacte, sera cette année le lieu de repos des travailleurs qui y seront envoyés par leurs syndicats. Plusieurs sanatoria sont réservés aux anciens prisonniers civils et militaires.

VIE CULTURELLE

La section polonaise du Penclub s'est reconstituée. Le bureau directeur provisoire de la section polonaise se compose des écrivains suivants : Jan Parandowski (dernier président de la section polonaise d'avant-guerre), Zofia Nalkowska (avant la guerre vice-présidente), Irène Krzywicka, Jaroslaw Iwaszkiewicz et Jan Wiktor.

L'Université de Poznan a repris son activité. Les facultés de droit, de l'économie, de médecine, des lettres, des sciences, d'agriculture et des sciences forestières fonctionnent déjà. Alors qu'en 1939, la faculté de médecine comptait 100 étudiants, elle en compte actuellement 400.

Le recteur de l'Université de Varsovie, M. Antoniewicz, a déclaré que l'Université

prendra une part active à la reconstruction de la capitale, en coopération avec le bureau de la reconstruction. Les cours universitaires reprendront prochainement. En outre, une Université populaire pour les personnes travaillant à la reconstruction de Varsovie sera ouverte. Actuellement, l'Université organise avec le concours du Musée national une exposition de livres polonais. Une commission pour la restauration de l'Université a été créée, et les professeurs Kotabinski, Bienkowski et Nawroczyńska en font partie.

A Lancut dans l'ancien palais du comte Potocki a eu lieu l'inauguration solennelle du musée populaire. Les collections du musée ont été complétées par des œuvres d'art amenées des domaines voisins.

CRIMES ALLEMANDS

Le recensement de la population de Lodz fait au mois de mars 1945 a établi que la ville compte actuellement 292.300 habitants. Si l'on tient compte du fait qu'en septembre 1939, la ville de Lodz comptait 672.000 habitants, il en résulte

que les Allemands ont déporté et massacré 400.000 hommes environ.

Dans la ville de Wrzeszcz, près de Gdansk (Dantzig), on a découvert un laboratoire de recherches concernant la production du savon des corps humains et la fabrication de la poudre d'os humains pulvérisés. Les professeurs Spanner et Wolman ont dirigé ces recherches sur une grande échelle comme le prouvent 360 cadavres entiers et 100 têtes humaines qu'on a retrouvés dans ce laboratoire. 2 kg. 500 de savon obtenus avec de la graisse humaine ont été trouvés au grenier de l'établissement. Les dépositions d'Aleks Opinski obligé de travailler dans ce laboratoire confirment les résultats de l'expertise médicale faite par une commission polnaise. Ce sont les camps de concentration près de Dantzig, de Koenigsberg et d'Elbing qui fournissaient le « matériel expérimental ».

De cette façon les rumeurs sur la production du savon avec de la graisse humaine ont trouvé maintenant une confirmation officielle.

=====
Nous apprenons que M. Edouard Herriot a bien voulu accepter de faire parti du Comité d'Honneur de l'Association « Amitié franco-polonaise ».
=====



COMITÉ POLONAIS DE LIBÉRATION NATIONALE EN FRANCE

20, av. Rapp, Paris (7^e)

SERVICE DE DOCUMENTATION



N° 11

15 Juillet 1945

SOMMAIRE

1. Le Gouvernement d'Unité Nationale	3
2. Déclaration de l'Agence Polpress	5
3. La propriété paysanne en Pologne	6
4. Le peuple polonais et les crimes dans les camps hitlériens	9
5. Une manifestation d'amitié franco-polonaise	11
6. La vie de l'émigration	12
7. En Pologne	14

8° 73831



LE GOUVERNEMENT D'UNITE NATIONALE

COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

Président du Conseil	MM. Edouard OSOBKA-MORAWSKI
Vice-présidents	{ Wladyslaw GOMOLKA et Stanislaw MIKOLAJCZYK
Défense Nationale	Maréchal Michel ROLA-ZYMIERSKI
Affaires Etrangères	Wincenty RZYMOWSKI
Administration	Wladyslaw KIERNIK
Sécurité Publique	Stanislaw RADKIEWICZ
Finances	Konstanty DOMBROWSKI
Industrie	Hilary MINC
Agriculture et Réforme Agraire	Stanislaw MIKOLAJCZYK
Communications	Jean RABANOWSKI
Marine et Commerce Extérieur	Stefan JEDRYCHOWSKI
Forêts	Stanislaw TKACZEN
Santé	Dr. Franciszek LITWIN
Travail et Assistance sociale	Jean STANCZYK
Education Nationale	Czeslaw WYCECH
Beaux-Arts et Culture	Wladyslaw KOWALSKI
Justice	Henryk SWIATKOWSKI
Reconstruction	Michel KACZOROWSKI
Information et Propagande	Stefan MATUSZEWSKI
Ravitaillement et Commerce	Jerzy SZTACHELSKI

CONSEIL NATIONAL

Président	Boleslaw BIERUT
Viceprésidents	{ Stanislaw SZWALBE Wladyslaw GRABSKI Wincenty WITOS.

Le Gouvernement Polonais d'Unité Nationale est enfin une réalité. Prévu par les accords de Yalta, il a été formé grâce à l'entente des Polonais eux-mêmes. Il groupe actuellement les représentants de tous les courants démocratiques en Pologne et dans l'émigration. Sa base s'est sensiblement élargie; seuls les éléments fascistes, d'ailleurs complètement isolés, sont restés en marge de la nation.

La politique du nouveau gouvernement restera celle du Gouvernement Provisoire qui en demeure le noyau et qui, par ses réalisations grandioses dans les

3.D.I.C.

domaines politique, économique et social, a jeté les bases inébranlables du nouvel Etat polonais.

L'émigration polonaise en France est heureuse d'apprendre que M. Jedrychowski, qui le premier a représenté en France la Pologne démocratique, occupe dans le nouveau Gouvernement le poste important de ministre de la Marine et du Commerce extérieur. La connaissance de la vie française, que M. Jedrychowski a acquise pendant son séjour à Paris, aidera certainement au développement favorable des relations commerciales entre les deux pays.

Du point de vue international la formation du Gouvernement d'Unité Nationale et sa reconnaissance par tous les Alliés constituent sans aucun doute un fait capital. La Pologne entre officiellement dans la famille des Nations Unies; ce qu'on se plaisait à appeler « la question polonaise » est liquidé. Ainsi prend fin une situation équivoque, envenimée et utilisée par tous ceux qui cherchaient à diviser les Alliés pour empêcher la victoire définitive de la démocratie sur le fascisme. On ne verra plus le spectacle stupéfiant d'un gouvernement ne représentant rien et cependant officiellement reconnu, alors que le vrai gouvernement, celui qui administre et reconstruit le pays avec l'appui du peuple tout entier, reste officiellement ignoré.

La reconnaissance du Gouvernement d'Unité Nationale par les Alliés met fin à l'existence légale de l'organisme de Londres. Celui-ci n'était plus, depuis longtemps, qu'une vaste entreprise d'espionnage et de diversion dont l'activité tendait à préparer le terrain pour une nouvelle guerre mondiale.

C'est ce « gouvernement », ainsi que l'a révélé le procès de Moscou, qui, abusant de l'hospitalité britannique, organisait par ses ordres et par ses directives l'action armée contre l'Armée Rouge et contre les autorités démocratiques polonaises.

« Il est évident que nous serons au premier rang du bloc européen antisoviétique et il est également impossible de se représenter ce bloc sans la participation de l'Allemagne » — était-il dit dans une directive du général Okulicki. Celui-ci l'a reconnu au cours du procès en déclarant qu'il avait compté sur la collaboration de l'Allemagne dans la guerre future contre l'Union Soviétique.

Le général Okulicki, de même que les autres principaux accusés, ont également reconnu que les actes de diversion, commis par les organisations militaires de Londres sur les arrières de l'Armée Rouge, étaient profitables aux Allemands.

Ces aveux corroborent ce que nous avons répété ici-même depuis longtemps. Les réactionnaires polonais doivent se rencontrer nécessairement avec les revanchards hitlériens dans leurs manœuvres contre la démocratie et la paix.

Le soi-disant problème polonais devait servir à l'impérialisme allemand et aux forces de la réaction à provoquer une nouvelle conflagration mondiale. Par ses agissements en Pologne, le « gouvernement » de Londres contribuait précieusement à la réalisation des plans de revanche allemands. Cette activité était d'autant plus dangereuse qu'elle jouissait des facilités que lui donnaient sa position officielle et ses privilèges diplomatiques.

Le fait que le gouvernement de Londres soit définitivement enterré est donc une grande victoire de la démocratie. A l'encontre des émigrés réactionnaires, le Gouvernement d'Unité Nationale sera un facteur positif de la paix en Europe.

En particulier, l'amitié traditionnelle unissant la Pologne et la France se renforce par l'établissement des rapports diplomatiques normaux. Tous les Po-

lonais désirent ardemment que cette amitié trouve son expression pratique dans un pacte d'alliance franco-polonais complétant utilement les pactes franco-soviétique et polono-soviétique et parachevant ainsi le système régional de sécurité dirigé contre le retour offensif de l'impérialisme allemand.

La constitution du Gouvernement Polonais d'Unité Nationale est donc un événement heureux, tant pour la Pologne qu'il renforce aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, que pour la bonne entente des Alliés, base indispensable du développement pacifique du monde.

Déclaration de Agence Polpress

PARIS, 30. 6. 1945. — M. Arciszewski vient de réaffirmer que son « gouvernement » continuerait à demeurer le seul Gouvernement Polonais légal. L'Agence Polpress de Paris déclare ce qui suit :

« Le Gouvernement Polonais émigré à Londres ne saurait être un gouvernement légal et ne l'a jamais été. En effet :

1°) La Constitution de 1935 sur laquelle il s'appuie est nulle et non avenue, ayant été votée d'une manière irrégulière. Elle avait été présentée à la Diète comme un simple amendement et grâce à ce subterfuge a pu être adoptée à la simple majorité au lieu des 2/3 requis, que le camp antidémocratique n'aurait pu obtenir.

2°) Cette prétendue Constitution, de caractère nettement fasciste, a été désavouée par le peuple polonais qui, malgré la pression du Gouvernement, a boycotté les élections instituées par la Constitution. Les abstentions ont atteint 80% dans certaines circonscriptions.

3°) Même dans le cadre de cette « Constitution » le « Gouvernement » nommé par M. Raczkiewicz est illégal. En effet, M. Raczkiewicz ne saurait être considéré comme président de la République, sa nomination étant entachée d'une triple irrégularité :

L'acte de démission de son prédécesseur Moscicki

- 1) est antidaté,
- 2) indique comme lieu de sa signature Kutry en Pologne, alors qu'il a été fait en Roumanie,
- 3) désigne comme successeur le général Wieniawa-Dlugoszewski. Le nom de M. Raczkiewicz a été substitué à ce dernier plus tard, après la destruction de l'édition primitive du *Journal Officiel* polonais.

LA PROPRIETE PAYSANNE EN POLOGNE

Les réactionnaires polonais ayant perdu leur latifundia en Pologne, s'efforcent de présenter la réforme agraire accomplie dans notre pays, comme une collectivisation forcée visant à supprimer la propriété individuelle.

Nous retrouvons malheureusement des échos de cette propagande dans certaines publications de la presse française qui parlent de coopératives de production et de vente obligatoires, voire même de kolkhozes.

En réalité, il n'est aucunement question de collectiviser la campagne polonaise.

Tout récemment plusieurs voix polonaises autorisées ont réfuté catégoriquement ces affirmations dénuées de tout fondement. Ainsi dans un rapport sur la situation économique de la Pologne, M. Minc, ministre de l'industrie polonais, a déclaré que l'intention prêtée au gouvernement d'introduire des kolkhozes était une insinuation fantaisiste. De même M. Gomolka, vice-président du Conseil, a dit au cours du récent congrès paysan : « La réaction propage parmi les paysans des rumeurs selon lesquelles le Gouvernement ne leur distribue des terres que pour en faire ultérieurement des kolkhozes. Ces rumeurs mensongères ont pour but de saper la confiance dans le gouvernement et d'empêcher les paysans de cultiver la terre qui leur a été donnée ».

Tous les partis politiques en Pologne, y compris le Parti Communiste, s'accordent à considérer l'exploitation paysanne individuelle comme base de la politique paysanne. D'ailleurs une récente décision du Conseil des Ministres polonais coupera court à toutes ces rumeurs répandues dans un but de subversion évident. Cette décision décrète que les titres juridiques des propriétés foncières, acquises en vertu de la réforme agraire, doivent être régularisés avant le 1^{er} septembre 1945.

Toutes ces déclarations et décrets confirment les principes de la réforme agraire tels qu'ils ont été énoncés dans le Manifeste du Comité Polonais de Libération Nationale, proclamé le 22 juillet 1944 à Chelm : « les terres attribuées aux paysans, moyennant une rétribution minime, ainsi que leurs anciennes possessions constituent la propriété individuelle de chacun ».

Le texte définitif de la réforme agraire a été établi par le décret du 17-I-1945.

D'après ce texte, la terre destinée au morcellement est composée de domaines appartenant : à l'Etat, aux ressortissants non polonais du Reich et aux ressortissants allemands de l'Etat polonais, aux personnes condamnées légalement pour haute trahison, pour désertion ou insoumission, pour aide apportée aux occupants allemands au détriment de l'Etat polonais et de la population autochtone ou pour d'autres crimes analogues prévus par la loi. D'autre part seront versés au même fonds les terres confisquées en vertu des lois existantes, ainsi que les domaines dont la surface totale dépasse 100 ha, soit 50 ha de terres arables. Dans les voïévodies de Poznanie, de Poméranie et de Silésie, seule la surface totale de

B.D.I.C.

100 ha est prise en considération, indépendamment de la superficie des terres arables.

Les domaines appartenant à l'Eglise sont exclus du morcellement. Le Gouvernement Provisoire a voulu ainsi rendre hommage à l'attitude patriotique du clergé pendant l'occupation allemande.

Les terres qui constituent le fonds destiné à la réalisation de la réforme deviennent la propriété du Trésor sans aucune indemnité. Ceci ne veut pas dire que les propriétaires des terres ainsi nationalisées soient complètement dépouillés et réduits à la mendicité. Au contraire, l'Etat leur accordera (art. 17), au même titre qu'à d'autres cultivateurs, des lots, toutefois en dehors des districts où se trouvaient leurs domaines, ou bien, en cas de refus de leur part, leur assurera des mensualités équivalentes au traitement d'un fonctionnaire d'Etat de classe moyenne. Ces mensualités pourront être augmentées en faveur des propriétaires qui auraient pris part à la lutte pour une Pologne démocratique.

Nous ne nous arrêterons pas aux articles du décret ayant un caractère purement technique et relatifs aux mesures administratives que comporte la gérance du fonds de terre ainsi créé. Notons seulement en passant, que les frais qu'entraîne la réalisation de la réforme agraire, seront couverts par le fonds lui-même, que des crédits seront octroyés pour la mise en marche des exploitations et pour les investissements nécessaires, enfin, que l'Etat aura recours, pour la réalisation de la réforme, à la collaboration des plénipotentiaires, délégués par les voïévodies, les districts et les communes, et à celle des commissions agraires communales.

Parmi les bénéficiaires de la réforme, la primauté est assurée aux soldats de l'Armée Polonaise, aux mutilés de guerre ainsi qu'aux partisans ayant pris part au combat pour une Pologne démocratique.

Le cheptel vivant et mort sera distribué aux nouveaux exploitants, exception faite toutefois du cheptel vivant de race, et de l'outillage non utilisable dans les petites exploitations individuelles.

La superficie des lots ainsi créés ne pourra dépasser en principe 5 ha. de terre de valeur moyenne, et 2 ha. pour les exploitations destinées à la culture maraîchère.

Les exploitations agricoles créées en vertu du décret ne peuvent être ni morcelées, ni vendues, ni affermées, ni engagées. Si les nouveaux propriétaires reçoivent les terres libres de toutes dettes et servitudes hypothécaires, ils ne les reçoivent pas cependant à titre gracieux. Ils les paieront au Trésor. Le prix de la terre est fixé proportionnellement à la récolte moyenne de la superficie donnée. Cette récolte moyenne est déterminée par celle des terres de troisième classe, c'est-à-dire par 15 quintaux métriques de seigle par hectare. Les acquéreurs peuvent se libérer en nature, ou bien en argent (à base du prix du seigle sur le marché libre). L'acheteur paiera 10 % de la valeur de la terre en entrant en sa possession. Le reste devra être versé au Trésor en l'espace de 10 ans (pour les acquéreurs petits ou moyens propriétaires), ou de 20 ans (pour les paysans sans terre). Dans certains cas exceptionnels le premier versement pourra être différé, le délai de ce paiement ne pouvant toutefois dépasser trois ans.

Certes, le prix d'achat ainsi fixé est minime. En effet, le prix moyen d'un hectare de terre était en Pologne, à la veille de la guerre, de 2500 zlotys. Comme un quintal de seigle valait à cette époque 12 zlotys, le prix d'un ha. de terre représentait la valeur d'environ 200 quintaux, tandis que l'acquéreur actuel ne paiera que l'équivalence de 15 quintaux par ha.

Mais tout modique qu'il soit, ce paiement donne au paysan l'assurance d'être vraiment le possesseur de son lopin. Il correspond à la psychologie du paysan polonais qui ne considère comme sien que ce qu'il a payé.

C'est conformément à ces principes qu'a été réalisée, avec plein succès, la réforme agraire en Pologne. M. Howlett Johnson, doyen de Canterbury, qui a visité dernièrement la Pologne et qui estime que la réforme agraire est un grand acte historique de justice sociale, et qu'elle a été réalisée promptement et d'une manière efficace, dit entre autres :

« C'est pour la première fois dans l'histoire de la Pologne que les masses paysannes polonaises reçoivent la terre en quantité suffisante pour leur permettre de vivre. La réalisation de la réforme agraire constitue un point de départ puissant pour le futur bien-être de la Pologne.

« La réforme agraire est vraiment une grande réussite. Les paysans ne rendront plus jamais les terres qu'ils ont reçues — il n'y a aucun doute à cet égard ».

Le peuple polonais et les crimes dans les camps hitlériens

Des milliers de prisonniers français libérés, retour de Pologne où ils ont été hébergés, rapportent de là-bas des témoignages concordants sur l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé. Dans leurs récits se retrouve l'image familière de notre peuple, généreux et hospitalier, qui a voulu prouver sa sympathie aux fils d'une nation amie qui a lutté et souffert pour la même cause.

Et c'est M. Garreau, représentant de la France en Pologne, qui, au cours d'une interview accordée à un journal de Cracovie, se fit l'interprète des sentiments des prisonniers et déportés français. « Plus de 200.000 Français revenant d'Allemagne, a-t-il déclaré, ont conservé le souvenir le plus chaleureux de l'hospitalité qui leur fut donnée par les familles polonaises qui partageaient avec eux leur dernier morceau de pain ».

Mais si les prisonniers français ne tarissent pas d'éloges sur leur séjour en Pologne, d'autres échos se font jour, d'autres plaintes sont entendues. Celles-ci viennent des camps de concentration nazis, et ce sont les déportés qui en reviennent qui les apportent. Ils présentent, en effet, leurs co-détenus polonais dans les camps, comme des brutes et des valets au service des garde-chiourmes hitlériens, bourreaux des patriotes de tous pays.

Comment se fait-il qu'au sein du peuple héroïque qui le premier se dressa et combattit contre l'ennemi hitlérien, ce dernier ait pu trouver pour lui des individus prêts à toutes les besognes ?

Pour expliquer cela, il faut avant tout considérer de quels éléments étaient composés les Polonais détenus pour des raisons diverses dans les camps allemands, et quelle était pour chacun d'eux la formation et l'empreinte antérieure.

Tout d'abord une constatation s'impose. Le grand nombre de criminels et condamnés de droit commun que les Allemands mêlèrent à la masse des internés, et qui se trouvaient particulièrement nombreux du fait de la situation même des principaux camps de la mort, soit en Pologne même, soit fort près de ses frontières.

Quant aux autres internés polonais, une analyse plus profonde doit être faite, et il faut pour cela se rapporter à l'histoire de ces vingt dernières années en Pologne. A quels exemples et à quelle influence furent soumis les Polonais dans la période qui précéda la guerre de 39, dans quelle mesure le régime pil-sudskiste a-t-il ouvert le chemin à la violence hitlérienne ?

Les dirigeants de la Pologne d'avant-guerre copiaient et appliquaient les méthodes allemandes. Sait-on en France que la police polonaise se réclamait des méthodes de la Gestapo avec laquelle elle collaborait d'ailleurs ? Sait-on aussi que la direction du camp de concentration de Bereza Kartuska, créé par le gouvernement du colonel Beck, était en relation permanente avec la direction du camp de Dachau ? Tout le monde connaît les persécutions et les pogroms de

BDIC

Juifs. On se souvient avec horreur des expéditions punitives, des sanglantes « pacifications » (tel est le terme) contre les Ukrainiens et les Bielorussiens. Une propagande violente et malfaisante représentait la France comme un pays « pourri » et l'U.R.S.S. comme le pire ennemi de la Pologne. La corruption sévissait dans la police et dans les administrations. La démoralisation avait gagné aussi une partie de la population.

Aussi cette masse d'internés, élevés et grandis dans le mépris de la démocratie, dans la haine raciale, représentait-elle un terrain favorable à la propagation du virus hitlérien. Et c'est pourquoi les nazis purent trouver parmi eux des hommes prêts à servir leurs plans diaboliques, à devenir les bourreaux de leurs compagnons d'infortune. Il est fréquent que les déportés français aient rencontré dans les camps des éléments prétendument « résistants », mais dont l'activité avait été en premier lieu dirigée contre les démocrates et les Juifs. Ceux-ci continuèrent leur besogne dans les camps en sévissant avec un acharnement particulier contre les Juifs et les démocrates de tous les pays, y compris leurs compatriotes.

Les vrais résistants polonais s'opposèrent jusqu'au bout à toute tentative de corruption et firent bloc avec les patriotes des autres pays; ils sauvèrent par leurs sacrifices beaucoup de vies humaines. Ce sont eux qui ont représenté dans les camps de torture la dignité et l'honneur du peuple polonais. Tels les 115 Polonais de Mauthausen, libérés par les partisans yougoslaves du Kommando de Loibl Pass, qui s'engagèrent, avec 112 camarades français, dans l'armée yougoslave et y formèrent la brigade « Liberté ».

Et s'il y a ici une accusation à porter, c'est avant tout au régime fasciste de la Pologne d'avant-guerre qu'il faut l'adresser. C'est lui le principal responsable de cet avilissement moral, qui, de longue date, prépara certains hommes à la besogne de bourreaux.

Le peuple polonais rejette avec indignation les criminels qui déshonorèrent leur nom de Polonais, mais ceux-là sont toujours choyés par les réactionnaires qui voient en eux leur meilleur soutien. L'armée polonaise de Londres est devenue le refuge des criminels des camps de concentration, non seulement polonais, mais aussi d'origine russe (membres de l'Armée Vlassov) et des « Volksdeutsche » (Polonais qui pendant l'occupation se sont déclarés Allemands et ont collaboré avec ceux-ci en dénonçant leurs compatriotes de la résistance).

Mais l'honneur d'un peuple, qui dans cette guerre a consenti les plus lourds sacrifices, ne peut être mis en cause par l'avilissement d'une minorité corrompue, comme l'honneur du peuple français ne peut être atteint par l'action d'une poignée de miliciens et de légionnaires.

Le peuple polonais châtiara lui-même avec la plus grande rigueur ces éléments criminels. Les coupables comparaitront devant des tribunaux spéciaux. Le peuple polonais recherche des détails sur l'activité criminelle de ceux des détenus polonais qui ont servi d'aide-bourreaux; il demande les noms pour que justice soit faite, comme elle sera faite envers ceux qui, en Pologne même, ont commis des crimes envers les patriotes. Pour cette raison précisément, le peuple polonais a le droit de demander qu'on ne le confonde pas avec une poignée de bourreaux.

Faire endosser au peuple polonais tout entier la responsabilité de ces traîtres, n'aurait d'autre but et d'autre résultat que de discréditer la jeune démocratie polonaise et la Pologne nouvelle qui renaît de ses ruines et de ses souffrances, libre et saine, confiante dans l'avenir. Cette jeune démocratie qui travaille fiévreusement à sa construction, et qui saura extirper de son sein toutes les traces et les survivances du venin fasciste.

B.D.C.

Une manifestation d'amitié franco-polonaise

Une grandiose manifestation d'amitié franco-polonaise, organisée par le Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais, l'Union Départementale des Syndicats et la C.G.T., a eu lieu à Lens, le 10 juin.

M. Stefan Jedrychowski, délégué du Gouvernement Provisoire Polonais en France, a honoré de sa présence cette manifestation.

Le maire de Lens, M. Lecœur, a donné une réception en l'honneur de M. Jedrychowski, à laquelle ont assisté les élus de la ville.

Dans son allocution, le maire de Lens, a déclaré : « Nous sommes heureux de recevoir le représentant du Gouvernement de Varsovie. Comme la France, la Pologne a combattu l'ennemi commun. Nous connaissons les sacrifices consentis par le peuple polonais pour recouvrer son indépendance. La Pologne d'aujourd'hui a su mobiliser toutes les forces vives de la nation pour la grande œuvre de la reconstruction du pays. »

M. Bloj, secrétaire de la section polonaise de la C.G.T., prenant à son tour la parole, a souligné les liens qui attachent la démocratie polonaise à la démocratie française et exalté le combat commun des mineurs polonais et français du Nord et du Pas-de-Calais pour la libération de la France.

Remerciant le maire de Lens et le Conseil Municipal de l'accueil chaleureux qui lui a été réservé, M. Jedrychowski a parlé de l'amitié traditionnelle entre la France et la Pologne que ne sont pas arrivés à troubler les Déat et les Beck. « L'amitié franco-polonaise, a conclu M. Jedrychowski, est un des facteurs de la paix en Europe ».

À l'issue de la réception, M. Jedrychowski, entouré des membres des bureaux des organisations syndicales françaises, s'est rendu à la place de la Gare où une foule immense l'attendait. Les Polonais de toute la région étaient venus en masse manifester leur fidélité au Gouvernement de Varsovie et à l'amitié franco-polonaise.

Un cortège comptant environ 30.000 personnes se rendit au Monument aux Morts où M. Jedrychowski déposa une gerbe de fleurs.

Un grand meeting eut lieu ensuite au Stade Municipal.

M. Calonne, secrétaire général du Syndicat des Mineurs, y prit la parole pour saluer le représentant de la Pologne démocratique au nom des cent mille mineurs du syndicat. Il souligna la participation des mineurs polonais à la lutte libératrice du peuple français et rendit hommage aux Polonais tombés dans le combat.

M. Jedrychowski, dans son allocution, dit que la Pologne d'aujourd'hui regardait avec une profonde sympathie la résistance française groupée autour du général de Gaulle. L'amitié polono-française a toujours été basée sur l'entente des éléments démocratiques des deux pays.

La journée du 10 juin marque une étape importante du resserrement des liens fraternels unissant la France et la Pologne.



LA VIE DE L'EMIGRATION

FRANCE

L'Union de la Jeunesse Polonaise « Grunwald »

« L'Union de la Jeunesse Polonaise » a été créée en France en 1943 au moment où la terreur allemande sévissait le plus. Elle s'est donnée le nom symbolique de « Grunwald » (Tannenberg), village en Prusse Orientale où, le 15 juillet 1410, les peuples slaves réunis infligèrent une défaite sanglante aux Chevaliers Teutoniques. Cette année, qui est celle de la victoire sur les nouveaux « chevaliers teutoniques », le peuple polonais et la jeunesse polonaise fêteront l'anniversaire de la bataille de Grunwald avec une ampleur particulière.

L'U.J.P. « Grunwald » qui, dès sa fondation, comptait un millier de membres, a lutté de toutes ses forces pour la libération de la France en organisant le sabotage dans les mines et les usines, et en combattant l'ennemi les armes à la main.

Aujourd'hui le nombre des adhérents du « Grunwald » dépasse 10.000. L'organisation se pose comme tâche d'unir tous les jeunes Polonais de France dans le but de rapprocher la jeunesse polonaise et la jeunesse française et de sceller l'amitié franco-polonaise.

L'U.J.P. « Grunwald » forme de nombreuses équipes de constructeurs et des équipes de choc qui participent activement à la reconstruction de la France. Les équipes de Barrois, de Lallaing, de Pecquencourt (pour n'en citer que celles-ci) travaillant volontairement le dimanche à la reconstruction des routes et des chemins de fer dans le Nord de la France.

De nombreuses fêtes et manifestations avec participation de groupes folkloriques, ballets, chorales, clubs sportifs, organisées par « Grunwald » renforcent les liens de l'amitié franco-polonaise.

PROCHE ORIENT :

Au mois de Mars 1944 s'est constitué en Palestine dans des conditions difficiles, l'Union des Patriotes Polonais dont M. Kirtiklis, ancien voievode de Wilno et de Poméranie, assume la présidence.

Depuis le 1^{er} mars 1944 paraît le « Bulletin de la Pologne Libre » qui contient des articles politiques et des nouvelles de Pologne.

Comme l'on sait, en Proche Orient se trouvent les troupes polonaises dépendant du « gouvernement » de Londres. Ses représentants mènent une lutte implacable contre tous les courants démocratiques. Les militaires démocrates

sont persécutés et arrêtés. C'est ainsi que, entre plusieurs autres, le capitaine Zawadzki a été condamné par un tribunal militaire de l'Armée du général Anders aux travaux forcés à perpétuité; le capitaine Zawadzki était « coupable » de se solidariser avec l'activité de l'Union des Patriotes Polonais en URSS.

Pendant que les patriotes polonais sont traqués, l'agitation réactionnaire et antisémite se donne libre cours dans les détachements de l'Armée du général Anders. C'est ainsi qu'un soldat juif, Wejnsztok, a été assassiné dans un camp militaire polonais. Son assassin a été condamné à mort par un tribunal britannique malgré l'intervention des autorités réactionnaires polonaises.

A ce propos, le « Bulletin de la Pologne Libre » a écrit : « Ce ne sont pas des accidents passagers — c'est bien un système. Ce n'est pas par hasard qu'à la scène de l'assassinat de Wejnsztok assistait tout un groupe de soldats et que la sentinelle qui se trouvait tout près n'a pas désarmé l'assassin. L'explication de ce fait est simple : les éléments réactionnaires sont fort nombreux parmi les émigrés ; ce sont eux qui ont occupé tous les postes de commandement et non seulement ils ne se sont pas opposés à l'agitation antisémite, mais au contraire, ils ont encouragé par leur attitude envers les minorités nationales, toutes sortes d'excès. »

L'Union des Patriotes Polonais fait partie de l'Union Slave formée en Proche Orient au mois d'août 1944. Les représentants de l'Union ont pris part aux meetings organisés par la ligue V (Organisation d'Aide à l'URSS) à l'occasion de la libération de la Pologne. Les représentants de l'Union ont souligné à ces meetings, qui ont eu lieu à Tel-Aviv et à Haïffa, la solidarité qui unit la Pologne à l'URSS ; ils ont déclaré également que dans la nouvelle Pologne il n'y avait pas de place pour l'antisémitisme.

En passant en revue l'activité de l'Union des Patriotes Polonais pendant la première année de son existence le « Bulletin de la Pologne Libre » constate dans son numéro 27 : « Parallèlement au développement du journal, l'organisation progresse, se fortifie. Nos cadres augmentent. Après une année de travail nous avons acquis la reconnaissance de l'émigration démocratique. La période d'« isolement » est passée sans retour ».

EDITIONS DE L'AMITIE FRANCO-POLONAISE

PROCÈS DES 16 A MOSCOU

Texte intégral du compte-rendu authentique vous révélera :

- comment on prépare une nouvelle guerre,
 - pourquoi le « gouvernement » polonais de Londres a dû disparaître.
- Paraîtra prochainement — — — En vente dans toutes les librairies.

EN POLOGNE

VIE POLITIQUE

Mr. Brynolf Eng, délégué du Gouvernement Suédois en Pologne, a accordé au représentant de Polpress à Moscou une interview dans laquelle il a déclaré que sa tâche consisterait à faire le nécessaire en vue de la reprise des relations commerciales suédo-polonaises. « Nos deux pays — dit-il — se complètent parfaitement du point de vue économique. La Suède s'intéresse au charbon polonais qu'elle importait en grande quantité avant la guerre. En échange du charbon, la Suède peut proposer à la Pologne du minerai de fer, des machines agricoles, des roulements à billes, des moteurs électriques etc... ». Mr. Brynolf Eng a expliqué en conclusion que la question des transports ne présentait pas de difficultés, le Suède possédant le tonnage nécessaire pour assurer le trafic entre les ports polonais de la Baltique et les ports suédois.

**

Le Comité Directeur du Parti du Travail à Londres s'est réuni sous la présidence de son chef M. Popiel. Une résolution a été adoptée à l'unanimité, dans laquelle le Parti du Travail a déclaré son adhésion à la politique du Gouvernement d'Unité Nationale et son désir de collaborer avec lui. La déclaration a été signée par le gén. Modelski, l'abbé Kaczynski, le colonel Malinowski, le prof. Drewnowski et M. Peplowski.

**

Le 29 juin s'est ouvert à Varsovie un Congrès du Parti Socialiste Polonais, le premier depuis la libération. 2.000 délégués venus de toutes les régions du pays prennent part aux débats. M. Osobka-Morawski, président du Conseil, les ministres Stanczyk et Swiatkowski, M. Szwalbe, vice-président du Conseil National font partie du présidium.

M. Bierut, président du Conseil National, chaleureusement acclamé, salue le

Congrès et souligne l'importance historique du moment, qui est celui de la constitution du Gouvernement d'Unité Nationale — victoire de la démocratie et preuve de sa consolidation.

M. Stanczyk, ministre du Travail et de l'Assistance Sociale dans le nouveau Gouvernement, apporte au Congrès le salut des socialistes polonais à l'étranger et celui du Labour Party. Il dit son émotion de se trouver après six ans d'exil parmi ses camarades en Pologne libre. « Qu'il me soit permis, dit-il, d'affirmer devant le monde entier, que cette Pologne, construite actuellement par le peuple polonais, cette Pologne où il n'y aura pour personne de privilégiés issus de l'exploitation des millions de travailleurs — est une Pologne libre où le peuple polonais établit lui-même ses droits et ses devoirs. La Pologne a décidé d'être amie de tous les peuples épris de paix et de liberté et en premier lieu de l'Union Soviétique. Sans cette amitié la Pologne ne pourrait rester libre et indépendante ».

M. Osobka-Morawski fait ensuite un rapport politique. Il résume en trois mots le programme du Parti Socialiste : indépendance, liberté et socialisme. Il souligne que la conception politique du Gouvernement Provisoire, qui a fait ses preuves, l'a emporté sur toute autre conception.

La première journée du Congrès se termine par un cortège grandiose qui se rend sur la tombe des héros tombés à Varsovie dans la lutte contre l'ennemi allemand.

**

Le doyen de la cathédrale de Canterbury, M. Howlett Johnson et le professeur Thomas Deye, de l'Université d'Oxford, venus en Pologne sur une invitation de la Commission d'Enquête sur les crimes hitlériens, ont déclaré dans une interview accordée à la presse :

« Ce que nous avons vu ici, dépasse de loin ce que nous avons entendu dire des crimes hitlériens. Nous ne pouvons décrire notre effroi. Les traces de ces cri-

mes témoignent d'un plan d'extermination systématique.

Parlant de la Pologne nouvelle, les hôtes anglais ont dit : « La politique intérieure du Gouvernement réalise les plus beaux mots d'ordre démocratique et donne les preuves d'une indépendance véritable.

« Nous avons observé avec un grand intérêt la vie religieuse en Pologne et nous nous sommes entretenus avec des membres des clergés de différentes confessions. Nous avons pu nous convaincre que l'Eglise jouit de la sympathie bienveillante du Gouvernement qui applique une politique de tolérance religieuse.

Le doyen Johnson et le prof. Deye ont conclu en disant qu'aucuns buts égoïstes ne sauraient faire obstacle à la réalisation de l'œuvre grandiose de la reconstruction du pays.

INDUSTRIE

Le ministre de l'industrie, M. Minc, a annoncé que l'extraction du charbon qui s'élevait actuellement à 60.000 tonnes par jour, atteindrait prochainement une production de 100.000 tonnes.

Le rendement des mines de charbon a augmenté de 24 % au mois de mai par rapport au mois d'avril. Le plan d'extraction qui prévoyait pour le mois de mai une production journalière de 55.000 tonnes a été dépassé : la production journalière a atteint 62.000 tonnes.

La Pologne pourra exporter sous peu du charbon. Les installations portuaires de Gdansk et de Gdynia étant détruites, on prévoit l'exportation du charbon par le port de Kolberg.

La Silésie peut fournir annuellement 2,5 millions tonnes de ciment et 800 millions de briques. L'industrie métallurgique de la Silésie peut couvrir les besoins de toute la Pologne en ce qui concerne les matériaux de construction métallique. Le Comité d'aide à la reconstruction de Varsovie qui vient d'être créé à Katowice, s'occupera d'acheminer tous les matériaux de bâtiment produits par la Silésie, vers la capitale.

Malgré les destructions causées sur les terrains pétrolifères, l'extraction du pétrole en Pologne augmente considérablement et s'élève actuellement à 9000 tonnes par mois. Avant la guerre, la production de ces gisements atteignait 12.000 tonnes.

On prévoit que les gisements de minerais de fer de Pologne peuvent fournir 1.800.000 tonnes de minerai, soit 176 % de l'extraction de 1938. Actuellement cer-

taines mines sont déjà remises en exploitation ; les travaux d'assèchement d'autres mines, inondées au cours des opérations militaires, se poursuivent à une cadence rapide.

**

On vient de créer auprès du Ministère de l'Industrie un Centre de l'Industrie du bois contrôlant toutes les branches de cette industrie et administrant les établissements abandonnés par les Allemands. On a constaté que les entreprises de l'industrie du bois se trouvent en général en bon état. Une grande partie de ces entreprises disposent de cadres spécialisés et de stocks de matières premières considérables. Dans la voïévodie de Poméranie il y a 68 entreprises de l'industrie du bois. En Silésie il existe 170 aciéries, 60 usines de bois et de meubles et 450 petits ateliers. La plupart des entreprises travaillent déjà. Les autres commenceront la production très prochainement.

**

200 entreprises de l'industrie du bâtiment se trouvent sous l'administration de l'Union de l'Industrie du Bâtiment de Varsovie. La plupart d'entre elles travaillent déjà, d'autres seront remises en marche très prochainement.

**

Une des plus grandes entreprises de Lodz « Widzewska Manufaktura » vient d'être remise en marche, grâce au dévouement des techniciens et des ouvriers. Outre la filature de coton, l'entreprise possède une usine de fibre artificielle et une filature de lin.

**

L'Union Soviétique a fourni jusqu'ici à l'industrie textile de Pologne, 5000 tonnes de coton de haute qualité, et 600 tonnes de laine. On attend prochainement l'arrivage de 20.000 tonnes de coton et de 2000 tonnes de laine.

**

Lodz. — Au cours d'un Congrès de l'industrie textile auquel 5000 personnes ont pris part, il a été constaté que l'industrie textile occupait actuellement 75.000 ouvriers. L'URSS livre à la Pologne 20.000 tonnes de coton et 2.500 tonnes de laine, alors que les Etats-Unis fournissent 15.000 tonnes de coton et 2000 tonnes de laine.

**

Dans la ville de Zawiercie quelques grandes entreprises travaillent déjà comme l'usine de clous, l'usine d'outillage

agricole, les établissements mécaniques de l'Association des Mécaniciens Polonais d'Amérique, qui emploient 1.200 ouvriers, et plusieurs autres.

**

Bydgoszcz. — L'Union Occidentale de l'industrie des conserves qui a son siège à Bydgoszcz comprend tous les établissements de cette branche sur les territoires de la voïévodie de Poznan et de Poméranie, La plus grande entreprise de ce genre est la fabrique de bacon à Gniezno.

Cracovie. — Les Etablissements Chimico-Pharmaceutiques Dr. Wander qui produisent l'aliment connu sous le nom d'Ovomaltine ont repris leur activité.

Katowice. — L'usine « Hélios » en Silésie produit par mois 200.000 ampoules électriques.

Varsovie. — Le porcelite est actuellement produit en Pologne; c'est un produit qui se rapproche de la porcelaine et qui est beaucoup plus durable que la faïence. La production de cet article couvre en entier les besoins du pays et l'usine qui le fabrique commence déjà à travailler pour l'exportation.

Gdansk. — Après la réparation de l'usine d'électricité de Gdansk on vient de remettre en marche la brasserie de cette ville qui produit actuellement 22.000 litres de bière par jour.

**

Varsovie. — Au cours d'un congrès consacré à la reconstruction du pays, le professeur Kaczorowski, Ministre de la Reconstruction a déclaré qu'il fallait utiliser la grande force dynamique que représentait l'initiative privée. Le plan de la reconstruction de la Pologne comporte trois parties ; le plan quadrennal de la reconstruction de la campagne qui prévoit la reconstruction de 250.000 exploitations et

l'aménagement d'un même nombre d'exploitations nouvellement créées sur les territoires occidentaux ; un plan de dix ans de la reconstruction de Varsovie ; un plan de quinze ans, destiné à supprimer les traces des destructions.

La ville de Chorzow a offert à Varsovie un train de quarante wagons contenant diverses marchandises.

UNIVERSITES

L'Université de Varsovie a actuellement les facultés de médecine et de pharmacie; elle compte 970 étudiants; celle de Cracovie en compte — 5000; celle de Poznan — 2000; celle de Lublin — 1020 et celle de Lodz — 1200. L'Institut Polytechnique de Varsovie (installé provisoirement à Lublin) a 700 étudiants; l'Académie des Mines à Cracovie en a — 900; l'Ecole des Hautes Etudes Agronomiques à Varsovie, qui vient de reprendre son activité, compte 600 étudiants. Au total le nombre des étudiants en Pologne dépasse déjà 14.000.

L'Ecole Polytechnique de Silésie, installée provisoirement à Cracovie, vient d'ouvrir. 3000 étudiants se sont fait inscrire.

A Cracovie également vient d'être ouverte l'Ecole Supérieure du Commerce.

Une Ecole Maritime comprenant les Facultés de navigation et de mécanique doit être ouverte bientôt à Gdynia.

**

Une exposition du Livre polonais a été organisée à Cracovie. On y trouve entre autres la première édition parisienne des œuvres de Mickiewicz.

Le professeur Krejczy, venu à Varsovie avec une délégation tchécoslovaque, a fait savoir que certaines collections de livres scientifiques raflées en Pologne par les Allemands, viennent d'être découvertes à la bibliothèque de l'Université de Prague. Elles seront incessamment restituées à la Pologne.